

1.50 F

Argentine, 1.25 plus surcharge, 1.50 plus 1 timbre, 125 m. Alluminio, 1.00 + Articulos, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Belgica, 75 cts. Canada, 5 cts. Chile, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. España, 20 cts. Grande-Bretagne, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Grèce, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Hongrie, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Indes, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Italie, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Japon, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Mexique, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Pays-Bas, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Portugal, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Roumanie, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. Suisse, 1.00 plus 1 timbre, 125 m. U.S.A., 65 cts. Yougoslavie, 1.00 plus 1 timbre, 125 m.

Parti des abonnements page 13

5, RUE DES FRANKAIS
BOULEVARD DE LA LIBERTÉ - CHARENTAIS, 66
C.C.P. 6097-25 Paris
TELEX Paris 31-60528
TEL : 246-72-23

صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

ASIE

Etats-Unis

LA VISITE DE M. CARTER A L'ONU

Quand il y a de grossières violations des droits de l'homme tout le monde est concerné, déclare le président des Etats-Unis

Nations unies. — Les Nations unies étaient, jeudi 17 mars, le seul lieu de solennité dans une ville célébrant la Saint-Patrick par de nombreuses libérations. Les bars de l'Organisation internationale étaient fermés, non pas sur ordre du vertueux président Carter, mais pour des

raisons de sécurité. Apparemment, les délégués ne lui ont pas voulu de ce régime sec. Il a eu en effet réservé un accueil sympathique au président des Etats-Unis lorsqu'il se leva de son fauteuil pour monter à la tribune, bien peigné, bien habillé, comme s'il allait passer un examen.

De notre correspondant

En fait, les membres de l'Organisation internationale ont apprécié qu'il ait choisi les Nations unies pour y prononcer son premier grand discours de politique étrangère depuis son installation au pouvoir, démontrant ainsi de façon spectaculaire son intérêt pour une instance négligée même dédaignée par le gouvernement précédent.

Néanmoins, les discours n'ont pas soulevé l'enthousiasme. Le président ne fut interrompu qu'à trois reprises par des applaudissements ne révélant bien les préoccupations de la majorité, par exemple au moment où il évoqua sa décision d'appliquer des sanctions à un régime illégal de Rhodesie ou lorsqu'il annonça son intention de signer la traite sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que son désir d'aboutir à un accord nucléaire avec l'U.R.S.S.

L'atmosphère fut plus chaleureuse et plus animée à la réception donnée ensuite par le secrétaire général des Nations unies, sous sa tente au champagne (le président ne but qu'un jus de fruit) et aussi à la poignée de main échangée entre le représentant de l'O.I.P. et le président Carter, qui, naturellement, devint le sujet principal des conversations.

Dans l'après-midi, on avait l'impression que M. Carter se tenait en retrait de la ligne des personnalités accueillant les invités à la réception donnée en son honneur, ce qui lui aurait évité ce geste jugé sacrilège par les Israéliens et les associations pro-sionistes. Mais le président n'accorda d'importance particulière ni à la poignée de main ni aux protestations qu'elle ne provoqua pas. Il se contenta d'accomplir un rite protocolaire envers le représentant d'une organisation ayant le statut légal d'observateur auprès de l'ONU. Il ne prononça aucune parole et se fit en sorte qu'aucune photographie ne fut prise de cette scène.

Quant au discours, qui ne contenait pas de victoires sur le passé, il était une somme de grandes options de politique étrangère déjà exprimées soit par le président, soit par M. Vance en d'autres lieux, à l'exception toutefois de l'appel lancé à l'Organisation internationale pour qu'elle réactive ses efforts en faveur de la défense des droits de l'homme. Il lui suffirait de rendre vie à des organes en sommeil ou négligés comme la commission des droits de l'homme des Nations unies qui, selon M. Carter, devrait se réunir plus souvent et à laquelle tous les pays devraient apporter leur entière coopération. Le président a recommandé qu'elle retourne définitivement de Genève à New-York, ce qu'il a, ses secrétaires d'Etat, ont promis de faire.

En ce qui concerne les armes classiques, le président soulève que des accords internationaux entre pays producteurs et consommateurs pour en limiter les exportations, et il a annoncé des initiatives américaines en ce sens. Sur les problèmes de l'Afrique australe, du Proche-Orient, de l'Asie du Sud-Est et de la Chine, le président a repris les termes généraux des positions américaines. Il ne revint pas sur ses déclarations faites la veille concernant la nécessité de créer un « homeland » pour les réfugiés, de même, aucun membre

des palestiniens. Dans l'entourage de M. Carter, on soulignait que le président voulait simplement dire que la solution du problème palestinien était un des éléments fondamentaux d'un accord global. Aux journalistes qui l'accompagnaient dans l'avion, le président avait déclaré simplement qu'il fallait envisager de « faire quelque chose pour les Palestiniens », soit dans le cadre de la Jordanie, soit par d'autres moyens.

Au sujet du dialogue Nord-Sud, le président a déclaré que les Etats-Unis feraient des propositions visant à satisfaire les besoins humains fondamentaux des pays en voie de développement. Après avoir rappelé les diverses contributions américaines au programme national d'assistance ou à ceux des Nations unies, ainsi qu'aux organisations financières internationales, il a déclaré que le gouvernement américain « était déterminé de considérer, d'une manière positive et ouverte, la négociation d'accords pour stabiliser les prix des matières premières ».

Les objectifs de la négociation sur le désarmement

Néanmoins, malgré la fermeté, tant dans la forme que sur le fond, de cette mise au point, le problème des droits de l'homme, aussi important soit-il, ne devait pas empêcher de progresser dans d'autres domaines, « relatifs à la sécurité, au bien-être de notre peuple et à la paix mondiale ».

C'est à ces déterminations et à l'engagement de poursuivre la négociation nucléaire avec l'U.R.S.S. que le président a consacré la majeure partie de son discours. Il a souligné que la sécurité des deux pays et du monde entier. Une fois de plus, le président a réaffirmé ses objectifs de la négociation nucléaire, à savoir : l'arrêt de la production de nouvelles armes, forte réduction des arsenaux stratégiques existants, signature d'un accord limitant la production d'armes nucléaires, la compétition idéologique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis continue, mais, à son avis, cette concurrence doit être compensée par la suspension de leurs propres essais nucléaires, et il a souligné que la compétition idéologique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis continue, mais, à son avis, cette concurrence doit être compensée par la suspension de leurs propres essais nucléaires.

De même, en ce qui concerne les essais nucléaires, à défaut d'un arrêt total accepté par toutes les puissances, les deux super-puissances peuvent envisager la suspension de leurs propres essais nucléaires, et il a souligné que la compétition idéologique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis continue, mais, à son avis, cette concurrence doit être compensée par la suspension de leurs propres essais nucléaires.

En ce qui concerne les armes classiques, le président soulève que des accords internationaux entre pays producteurs et consommateurs pour en limiter les exportations, et il a annoncé des initiatives américaines en ce sens. Sur les problèmes de l'Afrique australe, du Proche-Orient, de l'Asie du Sud-Est et de la Chine, le président a repris les termes généraux des positions américaines. Il ne revint pas sur ses déclarations faites la veille concernant la nécessité de créer un « homeland » pour les réfugiés, de même, aucun membre

Pérou

L'état d'urgence est décrété dans l'industrie du sucre

De notre correspondant

Lima. — Le gouvernement péruvien a déclaré l'état d'urgence, le 17 mars, l'industrie du sucre, principal produit agricole d'exportation du pays. Durant un an, les grèves et arrêts de travail ont entraîné une baisse de production et une augmentation de la dette du gouvernement. Les investissements de caractère social seront réduits. En outre, cinq des douze grandes coopératives sucrières passent sous le contrôle direct de l'Etat.

L'industrie du sucre au Pérou traverse une crise profonde. Elle est concentrée dans douze grands complexes agro-industriels de la côte nord du pays, qui occupent quelque trente-deux mille travailleurs. Cependant, autrefois en grande partie du capital étranger, ils avaient été nationalisés et

transformés en coopératives en 1969, au moment de la réforme agraire. Le passage d'une structure d'entreprise à un système de type autogestionnaire avait créé de nombreux problèmes d'organisation, et entraîné un certain gaspillage de ressources. La forte baisse des cours du sucre sur le marché mondial a pris les coopératives en difficulté.

La CICOAAP, la centrale qui regroupe les coopératives sucrières, avait réclamé une hausse du prix du sucre sur le marché intérieur et divers avantages fiscaux. Mesures qui ont été également décidées par le gouvernement le 17 mars. Par contre, la CICOAAP était opposée à une prise de contrôle direct de l'Etat dans les coopératives et à une limitation aux droits des travailleurs.

THIERRY MALINIAK.

Chine

Plusieurs dizaines de personnes ont été exécutées

(Suite de la première page.)

On bien les affiches ne révélaient qu'une partie des faits, du bien les exécutions rompent avec l'usage qui voulait que, pour ce genre de « crimes », la sentence soit « suspendue », afin d'élever le comportement du coupable, de tenter de l'éduquer et de juger s'il peut bénéficier d'une remise de peine. Trente-sept condamnations ainsi « suspendues » sont d'ailleurs annoncées à Changhaï.

Un autre fait est frappant : la jeunesse de nombreux condamnés. Six des fusillés de Hangchow (dont deux jeunes filles) étaient âgés d'une dizaine d'années. Il en était de même pour au moins trois de ceux de Wuhan, et celui de Chenyang, bien qu'agé de vingt-deux ans, était encore lycéen.

Des voyageurs signalent d'autres condamnations à Changhaï et à Sian, sans pouvoir en préciser les circonstances. Tout cela appelle plusieurs observations. La première est que l'ordre et la sécurité publique ne rétablissent difficilement, au moins par endroits, depuis les troubles de l'été dernier et la crise du mois d'octobre. Dans de nombreux cas, les faits qui ont entraîné les condamnations sont relativement récents. La presse confirme d'ailleurs ce point. Récemment le renforcement de la sécurité dans les chemins de fer (ce qui a été le sujet d'un grand débat) d'une conférence nationale à Pékin, le Quotidien du peuple demandait qu'il soit mis fin à des « actes illégaux » tels que l'interception de trains à Wuhan, un avis de recherche contre deux « chefs de gang » a été vu, et des véhicules en panne et aux vitres brisées étaient abandonnés dans les rues, au début du mois de février.

Parallèlement, le Quotidien du peuple a consacré toute sa première page, le 14 mars, à un article de près de sept mille cinq cents caractères célébrant les vertus des cadres vétérans de la révolution et réclamant que leur autorité ne soit pas contestée sous prétexte de l'existence d'une pseudo-bourgeoisie au sein du parti.

Le moins qu'on puisse dire, en fin, est que cette autorité s'affirme avec la plus grande sévérité. La publication par voie d'affiches des condamnations à mort et des exécutions démontre une volonté d'impressionner l'opinion par des peines exemplaires. C'est une manière de tenter de mettre un terme au désordre. Elle n'en comporte pas moins le danger d'un engrenage de la répression et de la violence, que M. Hua Kuo-feng, dans son souci de « stabilité et d'unité », ne saurait négliger.

ALAIN JACOB.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK RAYÉ DE L'HISTOIRE

Les dirigeants cambodgiens réécrivent l'histoire à leur façon. Dans un commentaire, dont fait état l'A.P.F. à Bangkok, diffusé ce vendredi et consacré au corps d'arrêt de 18 mars 1975 par lequel le maréchal Lon Nol renversa le prince Norodom Sihanouk, le radio cambodgien, captivé en Thaïlande, résumait le tour de force de ce manœuvre historique : le nom du roi fut l'existence du prince.

L'éditorial présenté le 18 mars 1976 comme la date d'une prise de conscience révolutionnaire par « toutes les classes de la population », « écrivait par le prince des « familles », pas un mot n'est dit au sujet du prince, qui allait poursuivre la lutte contre Lon Nol à partir de la revanche, « la victoire du 11 avril 1975 » est présentée comme le seul résultat de l'action des masses « grâce à la conduite éclairante de l'Angkar » (l'Organisation révolutionnaire).

Rappelons qu'après son retour au Cambodge le prince conserva le titre de « chef de l'Etat », bien qu'ayant un rôle de plus en plus étroit. Le 17 mars 1976, il demanda, parait-il, à « prendre sa retraite ». Depuis, on est sans nouvelles de lui.

Pakistan

LA POLICE a ouvert le feu à plusieurs reprises, le mercredi 16 mars, contre des militants des partis d'opposition qui manifestaient à Karachi. Le ministre de l'Intérieur, Hyderabadi, et dans d'autres villes. Il y a eu au moins trois morts et des dizaines de blessés. L'opposition entend manifestement dans la rue aussi longtemps qu'il le faudra pour obtenir l'annulation des élections du 7 mars, quelle considération comme « truquées ». — (A.P.F.)

Vietnam

LA MISSION AMERICAINE A ETE RECUE PAR LE PREMIER MINISTRE

Hongkong (Reuter). — M. Phan Van Dong, premier ministre vietnamien, a reçu, jeudi 17 mars, la mission américaine à Hanoi (le Monde) du 16 mars), rapporte l'Agence de presse vietnamienne. Cette mission de cinq membres, dirigée par M. Leonard Woodcock, président du syndicat américain des ouvriers de l'automobile, a été chargée notamment d'examiner avec les dirigeants vietnamiens le problème des quelque deux mille cinq cents militaires américains disparus pendant la guerre.

M. Phan Van Dong, rapporte l'Agence, « a eu avec la commission une conversation amicale, au cours de laquelle il a clairement exposé le point de vue de la République socialiste du Vietnam sur les problèmes d'indépendance ». La mission a présenté le point de vue de la partie américaine sur ces problèmes.

La mission doit séjourner à Hanoi jusqu'à samedi. Elle a demandé à y rencontrer l'ambassadeur du Cambodge. Elle se rendra ensuite à Vientiane.

LES DÉBUTS MODESTES DE M. HUA KUO-FENG

Hongkong (Reuter). — M. Hua Kuo-feng n'était encore, en 1960, qu'un simple employé de magasin, a révélé la radio de la province du Hunan.

Dans une émission captée le mardi 15 mars, la radio a précisé que le futur président du parti travaillait cette année-là dans un grand magasin de la province et portait un macaron de vendeur. « Quand les clients demandaient de la pâte dentifrice, Hua Kuo-feng s'empressait de leur en présenter les différentes sortes disponibles. »

Le successeur de Mao a également été employé sur des chantiers de digues. Il a travaillé dans des fermes et des usines afin de suivre la directive du Grand Timonier : « Servir le peuple de tout son cœur. »

UNE « DELEGATION CHINOISE » de six membres est arrivée, mercredi 16 mars, à Victoria, pour y installer une ambassade. Dirigée par un chargé d'affaires, l'ambassade de Chine sera la quatrième créée dans l'archipel depuis l'indépendance. La France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont déjà représentés aux Seychelles. — (Reuter)

Au Japon, le produit national brut a augmenté de 8,3 % en 1976 (en termes réels), au lieu de 2,4 % en 1975. Ce P.N.B. est estimé à 97,582 milliards de yens (environ 346 milliards de dollars), après ajustements saisonniers, ce qui représente une progression de 12,1 % en termes nominaux. Le P.N.B. par tête est passé de 4.390 dollars en 1975 à 4.990 dollars en 1976, ce qui place le Japon au septième rang parmi les pays de l'O.C.D.E. — (A.P.F.)

Argentine

IL N'EST PAS QUESTION DE DIALOGUER AVEC LES PARTIS POLITIQUES déclare le ministre de l'Intérieur

Buenos-Aires (A.P.F.). — Il n'est absolument pas question que le gouvernement militaire argentin entame un dialogue avec les partis politiques, a déclaré jeudi 17 mars le ministre de l'Intérieur, le général Albano B. Bargindeguy. « Le gouvernement militaire achève actuellement de consolider son pouvoir, première phase d'un processus qui a gardé le silence », a ajouté M. Bargindeguy, mais cela ne signifie absolument pas qu'il envisage maintenant de dialoguer avec les organisations politiques. »

Le ministre argentin a ainsi mis fin implicitement aux espoirs des leaders des partis mis en sommeil depuis le coup d'Etat militaire de mars 1976. A son retour d'un voyage officiel au Pérou, le chef de l'Etat, le général Videla, s'était entretenu avec des représentants de la presse locale, pour leur annoncer l'ouverture d'un dialogue des militaires avec les civils. Ses déclarations avaient réveillé certains espoirs chez les politiciens. « Le temps du silence se termine », avait dit, notamment, le général Videla, en reconnaissant le « manque de définition politique » du gouvernement.

«Un livre appelé à faire quelque bruit» LE POINT

«Une enquête serrée» LE MONDE

JEAN MONTALDO

LES FINANCES DU P.C.F.

Le Parti le plus capitaliste de France • Son train de vie et ses recettes occultes • Les Caisseuses noires des communes rouges • Les Monopoles de 300 sociétés • Un Empire commercial et immobilier • Les Hommes d'affaires du parti • Un procès exemplaire • La Banque soviétique du P.C.F.

ALAIN MICHEL

50 000 exemplaires vendus

Jocelyn
PARIS



124 bd St-Germain Paris 6° - 033.44.10
78/78 ch.-Élysées (Crocrot) 8° - 225.35.33
5 rue du Cherche-Midi 6° - 548.75.47


LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines,
modèles sport de
grand confort,
toutes
les pointures
et six largeurs,
du 35 au 48.

Catalogue
gratuit,
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6°.

le cuir sauvage



Nous sommes peut-être un peu sectaires, mais le cuir que nous aimons est celui que certains appellent sauvage et qui, en fait, est le cuir naturel. Car il y a cuir et cuir: cuir naturel et cuir dénaturé. Nous entendons par cuir naturel un cuir qui n'a subi aucun camouflage et qui est simplement traité à l'aniline.

ROCHE-BOBOIS

Bon à découper pour recevoir le catalogue 77 (148 pages couleurs). Participation aux frais d'envoi 7 francs français (remboursés à votre premier achat) en timbres ou tout autre moyen à votre convenance.

nom
adresse

Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS B.P. 275-09 / 75424 PARIS CEDEX 09.
Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

EUROPE

JAN PATOCKA, LE PHILOSOPHE-RÉSISTANT

(Suite de la première page.)

Le ton de la Charte ne saurait tromper, encore moins l'interprétation que Jan Patocka en donnait dans un texte diffusé par le Comité international pour le soutien des principes de la Charte 77 (le Monde du 10 février 1977): «Aucune société, aussi bien équilibrée soit-elle du point de vue technique, ne saurait fonctionner sans assise morale, sans une conviction qui ne résulte pas de l'opportunité, des circonstances et des avantages attendus. La morale, pourtant, n'est pas là pour faire

fonctionner la société, mais tout simplement pour que l'homme soit l'homme. Ce n'est pas l'homme qui la définit selon l'arbitraire de ses besoins, de ses souhaits, tendances et désirs. C'est au contraire la morale qui définit l'homme. La notion d'un pacte international pour les droits de l'homme ne signifie rien d'autre que ceci: les États et la société tout entière se placent sous la souveraineté du sentiment moral. Ils reconnaissent que quelque chose d'inconditionnel les domine, les dépasse.»

pour obtenir de l'Occident la reconnaissance du *statu quo* politique en Europe, les dissidents — ou mieux les résistants — les arguments non par tactique, mais par conviction. Pour eux, la philosophie simplement alléguée par l'Acte final d'Helsinki doit devenir la philosophie professée par les États. En attendant, elle doit être celle des signataires de la Charte 77. Celle-ci s'exprime dans les termes suivants, dans son second alinéa: «Les libertés et les droits humains garantis par ces deux pactes représentent les valeurs civilisatrices importantes vers lesquelles tendent, au cours de l'histoire, l'effort des nombreuses forces du progrès et leur promulgation peut aider d'une manière significative au développement humaniste de notre société.»

Par là les résistants disent trois choses. Aux hommes au pouvoir, ceci: les libertés que vous alléguiez, libérés d'expression, droit à l'information sans discrimination politique, droit à l'information, droit d'association, liberté de confession religieuse, inviolabilité de la vie privée, du domicile et de la correspondance — ces libertés n'existent pas chez nous (3). A leurs concitoyens: votre devoir moral est d'exiger de l'État qu'il se soumette lui-même aux principes auxquels il s'est socialement engagé. Enfin ils disent à l'étranger: sachez que nous, les résistants de Prague et d'ailleurs, nous avons effectivement rompu avec le système de la peur. Aussi, quand vous intervenez en notre faveur, ne craignez pas que nous ayons peur. Car désormais nous ne céderons plus.

Corruption spirituelle

Il est difficile pour des intellectuels occidentaux, encore tout occupés à se débattre du moralisme et à déconstruire la raison, de comprendre ce recours des intellectuels tchèques à la morale dans le champ même de la revendication politique. Pour les comprendre il faut tenir compte de deux facteurs. Il faut d'abord imaginer l'incroyable corruption spirituelle engendrée par la normalisation politique. C'est de cela et de rien d'autre que parle Václav Havel dans sa Lettre ouverte à Gustav Husák (Politique aujourd'hui, septembre-octobre 1975). Le régime, dit Havel, tient les citoyens par l'une ou l'autre des peurs que diffuse le réseau policier: peur de perdre son travail, son logement ou tel avantage, peur de voir ses enfants privés du droit à l'instruction, peur de ne pas pouvoir publier, etc. Ainsi «chaque citoyen est obligé d'être hypocrite». En face d'un régime qui organise systématiquement la fuite hors de la sphère publique vers le confort privé de style petit-bourgeois, la première tâche politique est de porter un diagnostic juste à la dénormalisation institutionnalisée: «L'ordre, dit encore

Havel, a été rétabli au prix de l'asservissement de l'esprit, de l'insensibilisation du cœur et du vide de l'existence. En apparence, c'est la consolidation, au prix d'une crise spirituelle et morale régnant sur toute activité susceptible de devenir critique ou créatrice, l'ordre sans vie» qui n'est autre que la «paix de cimetières». Commence-t-on à comprendre pourquoi, pour réveiller le citoyen et le reconduire à la sphère publique, il faut d'abord le faire sortir de son refuge dans la vie privée et faire appel à sa responsabilité morale en tant que citoyen? Quand la perversion de l'esprit d'un peuple est poussée aussi loin, comment l'histoire, arrêtée, étouffée, tarie, «redémocratise-t-elle et reprendrait-elle un jour sa parole», comme le demande Havel en des termes pathétiques, si ce n'était l'individu qui était convoqué à sa responsabilité de citoyen?

La seule ressource

Mais les intellectuels occidentaux doivent avoir présent à l'esprit un second facteur: la seule ressource contre un système de normalisation aussi perfectionné, c'est d'invoquer les textes relatifs aux libertés et aux droits civiques par lesquels l'État s'est lui-même lié. Cette circonstance explique que la Charte parle d'entrée de jeu le langage

de l'homme citoyen et non celui du producteur socialiste. Avec la fin du «Printemps de Prague», la revendication pour le socialisme à visage humain est devenue sans objet. Il faut alors remonter plus loin dans le passé et s'appuyer sur l'expérience politique de l'Occident depuis la fin du Moyen Âge et, fort de ce recours, récupérer la sphère politique dont le pouvoir a chassé les citoyens. C'est pourquoi le manifeste de la Charte 77 s'ouvre sur le rappel de ces actes solennels: «Le 23 octobre 1976, était publié au recueil des lois de la République socialiste de Tchécoslovaquie (sous le numéro 120), le «pacte international sur les droits civiques et politiques» et le «pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels», textes signés au nom de notre République en 1968, ratifiés à Helsinki en 1975 et entrés en vigueur chez nous le 23 mars 1976. À partir de cette date, nos citoyens aussi ont le droit et l'État le devoir de s'y conformer.» Les deux pactes évoqués ici avaient été recommandés à la ratification des États par l'ONU. Ils n'ont pas été proprement ratifiés à Helsinki mais l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1^{er} août 1975) y fait référence, dans le 7^e point de la première partie, qui commence ainsi: «Les États participants respectent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion». La Charte 77 n'a pas de peine à reprendre à son compte l'idéologie sous-jacente à l'affirmation que ces droits «découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine et... sont essentiels à son épanouissement libre et intégral». Mais, alors que pour certains gouvernements ces formules ne représentent que le prix à payer

LA CONTESTATION

LA CONTESTATION

Quand à nous, ainsi interpellés, nous devons savoir que les résistants attendent de l'Occident aucune délivrance par la force. Si jamais pareille illusion a pu être nourrie à l'Ouest ou chez les dissidents de l'Est, chacun sait aujourd'hui que la guerre froide est finie et que la tâche est de mener de front la détente militaro-politique et la coopération économique et «la remédiation pour les droits civiques», sans jamais céder au chantage selon lequel la lutte pour les libertés nuitrait à la détente. Il faut savoir que le seul secours que l'Occident peut apporter aux résistants, c'est l'incessant rappel des engagements publics pris par les États, la dénonciation publique des violations où qu'elles se produisent et l'appui public aux personnalités menacées — appui, nous le savons, qui est leur meilleure protection physique.

Aucune délivrance par la force

C'est parce qu'il n'a pas en peur que Jan Patocka, le philosophe phénoménologue, a été harassé par la police, soumis à des interrogatoires exténuants, poursuivi par la police jusqu'à son lit d'hôpital, et littéralement mis à mort par le pouvoir. L'acharnement mis contre lui prouve que la plaidoirie philosophique pour la subjectivité devient, dans le cas de l'extrême abaissement d'un peuple, le seul recours du citoyen contre le tyran.

Paul Ricœur.

Moins de 26 ans
voyagez en train à prix réduit.

Travailleur ou Étudiant, avant de prendre le train passez à TOURS 33 - T.E.J. Vous obtiendrez un BIGE (jusqu'à 50% du Tarif selon la destination Française ou Étrangère).

TOURS 33/TEL.
PARIS 5e - 80, bd St-Germain - Tél. (1) 329.26.50
PARIS 6e - 30, rue Madame - Tél. (1) 544.68.17-18
PARIS 5e - T.E.J. - 85, bd St-Michel (dans la cour) - Tél. (1) 329.08.76
LILLE - 157, rue Nationale - Tél. (20) 54.55.50
REIMS - 6, rue Chanzy - Tél. (26) 88.47.98

ADIEU.

Après 50 ans d'existence, le C.C.C. va mourir: soyez tristes. Vous allez pouvoir profiter pendant une semaine de tout le stock du C.C.C. à des prix jamais vus: soyez gais.

50%

au moins sur tous les articles,
dans tous les rayons: homme, femme, enfant.

C'est une occasion unique pour vous d'avoir en même temps des prix et la qualité. La qualité C.C.C.

Le C.C.C. liquide
du 17 au 26 Mars 1977.

39-41, Bd Haussmann - 75009 Paris

Co.
Oans
libanaise. c.
ité d'une exp.
ces incidents de
plus que la si

le GUIDE PRATIQUE 1977 DU VOYAGEUR SNCF

est paru...

demandez le
dans les gares et les
agences de voyages.
il est gratuit...

هنا نحن

هكمان النحل

EUROPE

DANS LES PAYS DE L'EST

Onze anciens membres du comité central du parti tchécoslovaque lancent un appel aux P.C. européens

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Le jour même où s'ouvrait, le jeudi 17 mars, à Prague, une session du comité central du P.C. tchécoslovaque, onze anciens membres de cette instance du parti en 1968 ont rendu publique une lettre protestant contre l'attitude des autorités soviétiques à l'égard de la Charte 77. S'adressant aux partis communistes européens qui avaient participé l'an dernier à la conférence de Berlin, les « onze » les invitent à veiller au respect du document adopté lors de cette rencontre.

Les onze signataires sont : MM. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères et porte-parole de la Charte 77, Zdenek Mlynar, Vaclav Slavik, Bohumil Simon et Josef Spasek, tous les quatre anciens secrétaires du comité central ; Frantisek Krizek, ancien membre du présidium, ainsi que MM. Jiri Jindl, Oldrich Kaderka, Frantisek Vodislav, Vladimir Kadlec et Mme Jirina Zelenkova. Seul dans ce groupe M. Spasek n'avait pas signé la Charte 77.

Les auteurs de l'appel soulignent que la campagne organisée contre les défenseurs des droits civiques en Tchécoslovaquie est contraire à « l'esprit et aux conclusions » de la conférence de Berlin au cours de laquelle « le strict respect de la Déclaration des droits de l'homme de 1948 » avait été recommandé. « Ce n'est pas la première fois depuis 1968, remarquent-ils, que des groupes de population importuns sont victimes de discrimination en raison de leurs convictions. » Parmi les méthodes employées, ils « jettent le discrédit sur le socialisme, non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans toute l'Europe », les « onze » évoquent le licenciement de leur emploi de signataires de la Charte 77, les pressions policières et les campagnes de presse. « Ces pratiques nuisent aux intérêts de nos partis, écrivent-ils, et ne peuvent pas être considérées comme des affaires internes au parti communiste tchécoslovaque. »

Les « onze » reprochent aux dirigeants actuels d'avoir tenté de résoudre les problèmes politiques du pays « en opprimant et en intimidant ceux qui attirèrent l'attention sur ces problèmes ». Ils

réclament la libération des citoyens détenus pour avoir soutenu la Charte 77 et en appellent aux P.C. européens pour qu'ils « prennent toutes les mesures pratiques à leur disposition pour aider le P.C. tchécoslovaque à agir en accord avec l'esprit politique de la conférence de Berlin ».

La situation créée par le mouvement d'opposition qui se développe depuis plus de deux mois autour de la Charte 77 aura sûrement été analysée jeudi pendant la session du comité central du parti. M. Vasil Bilak, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, y a du reste présenté une information sur la récente réunion à Sofia des secrétaires à l'idéologie et aux affaires internationales des pays socialistes. La délégation tchécoslovaque serait revenue assez déçue de cette rencontre, car, contrairement à son désir, elle n'est pas parvenue à obtenir une condamnation expresse des actions des contestataires en Europe de l'Est, et en particulier de la Charte 77. Cette demande se serait heurtée à l'opposition des Polonais, des Hongrois et même aux réticences des Soviétiques.

Les conséquences diplomatiques des réactions de Pékin à la Charte 77 pourraient être envisagées pendant la visite que M. Chomoupek, ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, a commencée jeudi à Moscou. Ce voyage, qui avait été annoncé il y a quelques jours, a été entrepris par M. Chomoupek, a-t-on indiqué, « sur la base d'un accord ». Cette formulation laisse penser que l'initiative est venue de Prague, qui souhaiterait se concerter avec Moscou sur la ligne à suivre diplomatiquement vis-à-vis des pays occidentaux. — M. L.

En Roumanie

M. Goma dénonce des internements psychiatriques de contestataires

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Dans une interview accordée à l'agence U.P.I. l'ancien roumain Paul Goma a affirmé qu'il existait en Roumanie des hôpitaux psychiatriques dans lesquels les autorités n'hésitent pas à interner des opposants. Il a cité le nom de quatre établissements (1), dont deux à Bucarest, où il se connaît personnellement. L'écriture s'est dit prêt à fournir l'identité de trois personnes ayant subi un tel traitement et qui lui ont rendu des attestations confirmant leur internement psychiatrique pour raisons politiques.

Au sujet de sa situation personnelle, M. Goma a déclaré qu'il avait été « en » à deux reprises déjà par un dirigeant important du P.C., M. Corneliu Bordea, secrétaire à l'idéologie, la dernière fois le samedi 12 mars. Il s'est déclaré relativement optimiste. Il estime que les autorités de son pays adopteront en fin de compte à l'égard des contestataires une attitude plus souple que celle suivie dans d'autres pays de l'Est. A ce jour, a-t-il encore indiqué, cent vingt-six personnes lui ont fait connaître leur adhésion à sa lettre de solidarité envers les signataires tchécoslovaques de la Charte 77.

Les propos de M. Goma sur l'internement psychiatrique des opposants politiques doivent être rapprochés de la prise de position sur la même question du docteur Ion Vianu, médecin psychiatre. Tout en affirmant son accord avec M. Goma, le docteur Ion Vianu expose, dans une lettre non encore parvenue en

Occident, les abus psychiatriques de ce genre dont il a pu être témoin. Dans un article publié en octobre 1976, à Bucarest, dans la revue *Viata Romanesca* (la Vie roumaine, n° 10), le docteur Vianu avait déjà attiré l'attention sur ce qu'il avait appelé « l'hyperpsychiatrie », c'est-à-dire l'usage abusif de l'internement. Fils du célèbre professeur et critique littéraire Tudor Vianu, rallié au régime en 1945, le docteur Vianu est l'auteur d'un ouvrage *Style et personne* (1976), recueil d'essais où il traite de l'écriture sous l'angle de la psychanalyse.

MANUEL LUCBERT.

(1) Les hôpitaux Balanescu et Coma, dans la capitale, et ceux de Poiana-Mare et de Petrov-Grosa.



déménagement
vos bureaux et archives
727.12.53

6, rue Picot 75116 Paris Tél. 610.503

La platine :
pas de dépenses superflues.



Platine Pioneer PL 115 D



5.100 F

La platine n'est pas le meuble fondamental de la chaîne. Le dossier Quartz HIFI n° 1 vous explique qu'elle ne doit pas absorber plus de 20% de votre budget. Des platines relativement simples, aux environs de 1.000 F, apportent une audition très voisine de celle de modèles plus sophistiqués (jusqu'à 4.000 F). De telles sommes seront plus utilement consacrées aux enceintes.

Ainsi, dans notre chaîne n° 4, nous avons choisi la Pioneer PL 115 D : vitesse très régulière, aucun bruit de fond (contre-platine suspendue), la contre-platine (Ortofon F15), et 3 ans de garantie.

Venez donc écouter avec nous. Et prendre les « Dossiers Quartz HIFI » que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ HIFI
Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle
Paris 31, bd Sébastopol
M° Sablon M° Châtelet
Marseille 39, av. J. Cantini
M° Castellane

Union soviétique

LA LICA INTERVIENT POUR ANATOLE CHARANSKI

M. Pierre-Bloch, président de la LICA, accompagné de M. Friedrich, président de l'Union française des juifs originaires de l'Europe de l'Est, ont été reçus mercredi par M. Jean François-Poncet, secrétaire général de la présidence de la République. Ils ont demandé que le président de la République intervienne en faveur des juifs d'U.R.S.S., dont la situation est devenue particulièrement alarmante, en particulier après l'arrestation d'Anatole Charanski.

Dans la journée, MM. Pierre-Bloch et Friedrich ont été reçus successivement par M. Piotrowski, ministre d'Etat et de l'Intérieur, et par M. Ulrich, directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères.

Jeudi matin, le président Alain Poher a reçu la jeune femme du mathématicien Charanski. M. Pierre-Bloch a longuement exposé au président du Sénat « la situation tragique de ces malheureux, arrêtés pour espionnage alors qu'ils demandent depuis des années un visa pour Israël ».

« Le cas de la femme de Charanski, ajoute la LICA, est particulièrement éloquent. Son mari a été opprimé le jour de son mariage, en même temps qu'elle obtenait son visa pour Israël ; elle a été obligée de s'expatrier. »

La LICA a demandé aux autorités françaises d'intervenir auprès des autorités russes pour que les accords d'Helsinki soient enfin respectés.

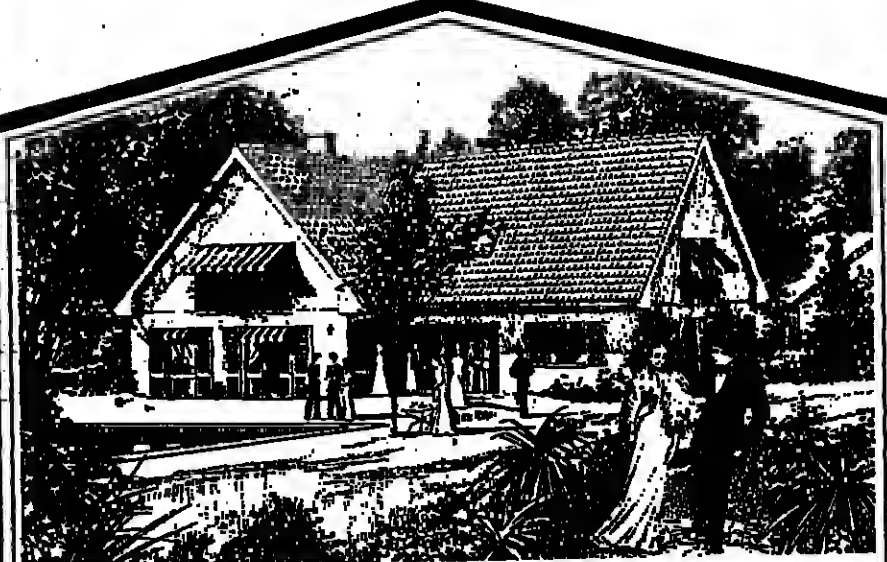
Une déclaration du CRIF

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) dénonce un communiqué que « l'annonce de la libération du docteur Mikhaïl Stern vient opportunément confirmer que la mobilisation de l'opinion publique demeure le recours suprême et efficace pour la sauvegarde des innocents. Elle prouve que tout reste possible tant que l'on refuse de l'habituer à l'injustice ».

« Mais, ajoute le CRIF, cette victoire de la liberté acquise grâce à l'opiniâtreté des hommes de conscience de nombreux pays est ternie par les lourdes menaces que s'accumulent sur l'existence même de la communauté juive d'U.R.S.S. qui illustre le dérisoires des masses soviétiques dans une campagne antisémite d'une brutalité inaccoutumée et par l'arrestation du militant juif Anatole Charanski sur l'obscure accusation d'espionnage. »

« M. Vladimir Boukouski a été reçu jeudi 17 mars à Paris par M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire. L'entretien entre le dissident soviétique et le président du Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) a porté sur la question des droits de l'homme. »

Breguet CONSTRUIT DES MAISONS



"Stiquia", 278 m², 8 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons de 93 à 278 m².

Breguet construit des maisons individuelles sur les plus beaux terrains de la région parisienne. Des maisons de construction traditionnelle, dans de grands jardins. C'est le moment d'en acheter une. Leur valeur ne cessera de croître :

Parce qu'elles sont grandes et que le luxe, aujourd'hui, c'est l'espace. (Leurs plans ont été largement conçus : immenses living, chambre des parents traitée comme un petit appartement indépendant, plusieurs salles de bains.)

Parce qu'elles sont livrées entièrement terminées, avec des finitions parfaites.

Parce qu'il existe de nombreux modèles, différents par la surface et l'esthétique, mais tous aussi luxueux et élégants.

Parce qu'elles sont groupées en « Domaines » sur les sites les plus recherchés pour leur beauté, leur calme et leur proximité de Paris.

DÈS CETTE SEMAINE, VENEZ VISITER
LES MAISONS MODÈLES D'UN DES DOMAINES
DÉCRITS DANS LES PAGES SUIVANTES.



EUROPE

Portugal

LA MANSUËTUDINE DES TRIBUNAUX À L'ÉGARD DES ANCIENS AGENTS DE LA PIDE SUSCITE DES PROTESTATIONS.

Lisbonne (A.F.P.). — Le tribunal militaire a déclaré inconstitutionnelle une loi votée en janvier dernier et promulguée par le président qui diminue les cas de circonstances atténuantes dont peuvent bénéficier les anciens collaborateurs de la PIDE (le Monde du 27 janvier 1977). Le tribunal suprême devra se prononcer sur le caractère constitutionnel de ce texte, mais, en attendant, les procès des agents de la PIDE sont en liberté provisoire, sans être ou ne pouvant être considérablement retardés.

Depuis que les procès ont commencé devant les tribunaux militaires, plusieurs dizaines d'anciens agents de la PIDE ont été condamnés à des peines inférieures au temps de détention préventive déjà effectué (moins de deux ans pour la plupart). Cela a provoqué la réaction d'un groupe de trente-sept enseignants de la faculté de droit de Coimbra, qui considèrent comme un « incident judiciaire national et international » la façon dont sont jugés les anciens agents de la police politique salazariste. « Il semble, ajoutent les enseignants, que ce que l'on prétend condamner ce n'est pas le fascisme, la PIDE et ses agents, mais plutôt le régime qui a permis à l'ancien régime de continuer à exister. Une parodie de justice » et les peines prononcées sont purement « symboliques », ajoutent-ils en réclamant que les tribunaux soient composés de juges professionnels d'un haut prestige moral et civique ».

DIPLOMATIE

L'exclusion de la C.E.E. du « sommet » de Londres

Vive irritation contre la France aux Pays-Bas

De notre correspondant

Amsterdam. — Les Pays-Bas n'acceptent pas que la C.E.E. en tant que telle ne soit pas invitée au « sommet » économique des grands pays industrialisés qui se tiendra à Londres les 7 et 8 mai prochains. Après Rambouillet et Porto-Blanco, les petits partenaires dans le marché commun refusent que « les soi-disant grands pays utilisent une politique pleine d'arrogance, parce qu'ils mettent en cause une des pensées fondamentales de la Communauté, à savoir l'égalité des pays membres. La crédibilité de la Communauté est en cause », a déclaré M. Van Mierlo, député de la gauche radicale, au Parlement. Ce 17 mars, une motion de M. Van Mierlo, votée à l'unanimité, demande au gouvernement de ne pas accepter ce nouvel « entre nous » des grands pays occidentaux. Contrairement à ce qui s'est passé autour du « sommet » de Porto-Blanco, l'été dernier, le gouvernement néerlandais a maintenant pris clairement position contre l'exclusion de la C.E.E. de la table ronde à Londres.

C'est surtout la position française dans cette affaire qui est visée. Le ministre des affaires étrangères français, M. de Giscard d'Estaing, a notamment déclaré au

M. GISCARD D'ESTAING POURRAIT ALLER EN ESPAGNE AU PRINTEMPS

Une visite du président de la République française en Espagne, qui n'aurait pas le caractère d'un voyage officiel, pourrait avoir lieu au printemps, annonce l'A.F.P. Les autorités espagnoles en auraient exprimé le souhait, et on rappelle qu'en octobre dernier, à l'occasion de son voyage en France, le roi Juan Carlos avait invité le président Valéry Giscard d'Estaing à lui rendre visite en Espagne, et que le chef de l'Etat avait accepté.

Le porte-parole de l'Elysée a indiqué qu'il n'avait pas de commentaires à faire à ce propos.

Ca peut rapporter gros.
Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

LOTO

République fédérale d'Allemagne

Un nouveau scandale d'écoutes éclate à propos du procès Baader

De notre correspondant

Bonn. — A peine M. Maihofer, ministre fédéral de l'Intérieur, avait-il assuré le Parlement que l'affaire Traube « était le premier et unique cas d'écoutes clandestines » qu'un nouveau scandale éclatait (le Monde du 18 mars). Les ministres de l'Intérieur et de la Justice du Bade-Wurtemberg, MM. Schless et Bender (C.D.U.), ont reconnu, le jeudi 17 mars, au cours d'une conférence de presse, que les conversations entre les membres de la fraction de l'« Armée rouge », plus connue sous le nom de groupe Baader, détenus à Stuttgart-Stammheim, et leurs avocats avaient été « écoutes à deux reprises ».

Après l'attentat contre l'ambassade de la R.F.A. à Stockholm, en avril 1975, et l'arrestation de l'avocat Friedrich Haag, accusé de complicité avec la Fraction armée rouge, au mois de novembre dernier, les conversations ont été enregistrées, pendant vingt-deux jours, par des moyens qui n'ont pas été précisés. Les deux ministres se sont référés à l'article 34 du code pénal qui autorise une violation de la loi, si celle-ci « constitue le seul moyen d'éviter un danger actuel ». « Nous étions, avec la dernière certitude, conscients de ce danger », ont indiqué MM. Schless et Bender, lorsque le soupçon des écoutes s'est imposé à nous, que certaines prises d'écoutes, des incen-

Le chancelier Schmidt reçoit M. Kohl

An mois d'août dernier, le Bundestag a adopté un projet de loi prévoyant que les relations épistolaires entre les avocats et les détenus accusés de participation à des attentats contre la vie ou la liberté des personnes ou de participation à des attentats contre la vie ou la liberté des personnes ou de participation à des attentats contre la vie ou la liberté des personnes...

Après les révélations de MM. Bender et Schless, les avocats du groupe Baader estiment qu'il ne leur est pas possible de participer plus longtemps au procès. « Nous ne savons pas ce qui a été écouté, et surtout nous

Suisse

Trois districts francophones votent sur la Constitution du futur canton du Jura

De notre correspondant

Berne. — Nouvelle étape vers la création d'un canton du Jura, 42 000 citoyens de trois districts francophones ont voté sur la Constitution du futur canton du Jura. Sur le plan social, le droit au travail est reconnu. Pour assurer la protection des travailleurs, l'Etat est notamment pour tâche de « favoriser la participation des salariés aux entreprises, de protéger les travailleurs et leurs représentants dans l'exercice de leurs droits et de veiller à l'application des principes de la culture d'entreprise ». Le droit de grève et le droit au logement sont également insérés dans la loi fondamentale. Dans le domaine de l'éducation de la culture, l'Etat est tenu de « favoriser l'illustration de la langue française ».

Bolivie

UN EVEQUE BOLIVIEN, MGR ANDRÉS MESTRE, a affirmé dans une déclaration publiée jeudi 17 mars par le quotidien *Presencia* qu'il y avait eu en Bolivie des « cas déplorables de mauvais traitements infligés à des prisonniers politiques ». Selon Mgr Mestre, qui s'occupait l'année dernière, entre des visites aux prisonniers, « il y a eu dernièrement quelques cas de mauvais traitements » tels que « coups de fusil et bastonnades », y compris sur des jeunes filles. L'évêque a ajouté qu'il ne disait pas cela parce qu'il avait entendu, mais parce qu'il avait lui-même pu voir parfois « les hématomes et les blessures résultant de ces traitements ». Selon Mgr Mestre, il s'agit d'exécutions subalternes et non d'actes politiques gouvernementaux déplorables. (A.F.P.)

EN ACTION EN AFRIQUE NOIRE dans le mensuel AFRICA, entièrement réalisé en Afrique noire. C'est mieux pour en bien parler. Vente France : Drugstore, magasins, Rens BP 1826 Dakar.

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE

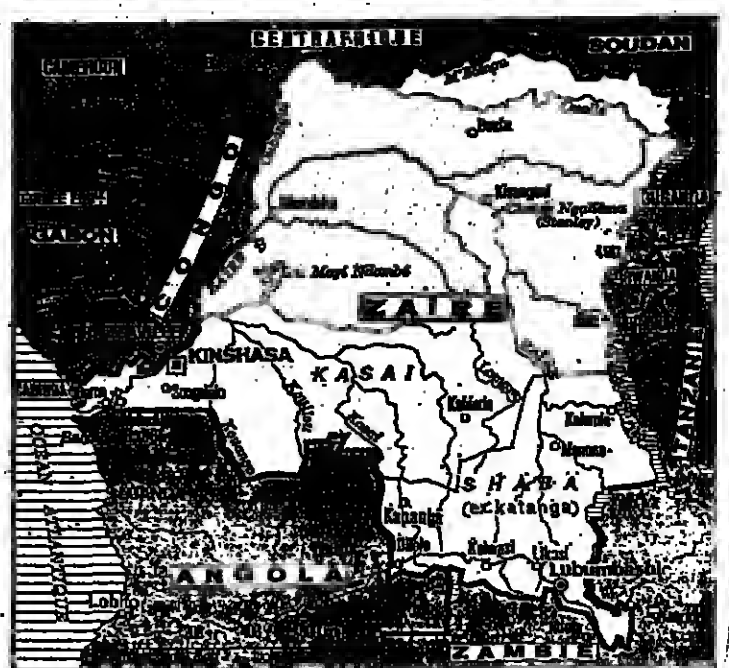
Zaire

La situation reste confuse dans la région du Shaba

La situation est extrêmement confuse dans la région du Shaba (ex-Katanga), au sud-est du Zaire, où des combats continuent à se dérouler entre des bandes d'anciens gendarmes katangais venus d'Angola et les forces régulières zairiennes. Les assaillants se seraient rendus maîtres des villages de Sandona, Pulo, et de Kisanga, au nord-est de Kasagi. Ils continueraient leur progression. Jeudi soir, la chute de Kolwezi, important centre minier, à 300 kilomètres de Lubumbashi.

Zaire. La plupart des commentateurs estiment qu'il ne s'agit pas d'une opération menée par les troupes du président Nteto, mais du retour dans leur pays d'une partie des sept mille gendarmes katangais de M. Moïse Tshombe qui vivaient en Angola depuis 1963 (le Monde du 18 mars).

C'est également la version des autorités de Lubumbashi, qui se disent entièrement étrangères aux événements. La presse belge s'interroge cependant sur la solidité du régime du président Mobutu, qui



semblait acquiescer par les milieux diplomatiques de Kinshasa. Quelque quatre mille ressortissants belges pour la plupart employés par la Gécamines (Général des carrières et des mines), société qui exploite les gisements de cuivre, vivent dans cette agglomération. Les autorités zairiennes ont officiellement démenti la prise de la ville par les anciens gendarmes. Elles gardent, par ailleurs, un silence total sur l'évolution des événements. Le président Mobutu a reçu de nombreux ambassadeurs, dont MM. Rittweger de Moor (Belgique) et André Ross (France).

● A BRUXELLES, selon notre correspondant, la situation dans l'ancien Katanga est suivie avec une extrême attention par les autorités. Plus de trente mille citoyens belges vivent encore au

doit faire face, depuis quelque temps, à de multiples difficultés.

● A GENEVE, M. Antoine Genga, qui fut vice-premier ministre dans le premier gouvernement de Patrice Lumumba et vit en exil, a déclaré à l'Agence France-Presse que le nombre des anciens gendarmes katangais opérant au Shaba ne dépasse pas le mille. Ils seraient repartis vers les villages de la région et des soldats de l'armée régulière zairienne seraient passés de leur côté. M. Genga, qui préside le FOROLOLOI (Forces démocratiques pour la libération du Congo-Katanga), mouvement d'opposition, a précisé qu'aucun soldat katanga n'était engagé dans les opérations au Shaba. Il a rappelé que son mouvement, condamnant toute intervention étrangère. — (A.F.P.)

Tanzanie

M. Fidel Castro est accueilli avec éclat à Dar-Es-Salaam

Après une visite officielle de trois jours en Ethiopie, M. Fidel Castro a quitté, le jeudi 17 mars, Addis-Abeba pour se rendre à Dar-Es-Salaam. Le même jour, un porte-parole du département d'Etat américain, M. Fred Brown, a estimé que la tournée en Afrique du chef de l'Etat « n'était pas de nature à nuire aux relations entre Washington et La Havane ».

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Un accueil très chaleureux a été réservé à M. Fidel Castro, jeudi 16 mars, à son arrivée à Dar-Es-Salaam. Répondant à l'invitation de visiteurs tanzaniens qui ont salué la ville, plusieurs milliers de Tanzaniens se sont rendus à l'aéroport où l'attendait également son hôtel, le président Julius Nyerere.

Les autorités tanzaniennes ont visiblement choisi de donner un

état particulier au séjour du leader d'un pays étroitement associé à la lutte pour la décolonisation de l'Afrique australe. Les raisons de cette attitude sont multiples. M. Nyerere approuve l'envoi de la stationnement en Angola d'un contingent de troupes cubaines au service de la République populaire d'Angola. Il est, en outre, le porte-parole des cinq pays dits de la ligne de front. Enfin, Dar-Es-Salaam est le siège du comité de libération de l'organisation de l'unité africaine.

Mais l'éclat de cette visite imprévue, qui commence six jours à peine avant l'arrivée de M. Ford, ne manque pas de soulever certaines questions. Le président cubain doit, en principe, quitter la Tanzanie lundi prochain, soit la veille de l'atterrissage sur l'aéroport d'Arusha du Tupolev-144, à bord duquel auront pris place le chef de l'Etat soviétique et les cent vingt personnes de sa suite.

A Dar-Es-Salaam, certains observateurs se demandent donc si les Tanzaniens n'ont pas saisi l'occasion pour marquer, non sans subtilité, une différence entre le frère de lutte qu'est le dirigeant cubain et le puissant pourvoyeur en armes et munitions des mouvements de libération qu'est l'Etat soviétique. Moscou en aurait même pris quelque peu ombrage. Le président cubain doit, du reste, son séjour en Tanzanie, visiter l'île de Zanzibar et un parc national. On ne sait pas encore s'il rendra ensuite à Cuba ou s'il se rendra ailleurs en Afrique, notamment au Mozambique ou en Angola.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

A travers le monde

Chili

L'ASSOCIATION CHILIENNE DES ECRIVAINS DE JOURNAUX a publié, jeudi 17 mars, une déclaration dans laquelle elle affirme que la nouvelle réglementation exigeant une autorisation officielle pour toutes les nouvelles publications est anticonstitutionnelle. L'association se déclare préoccupée des « conséquences qui pourraient résulter de l'application de ce texte ». Cette mesure avait été décidée dans le cadre de la loi d'urgence. — (A.F.P.)

Japon

LE PIRATE DE L'AIR, qui avait tenté de détourner un avion des lignes intérieures le jeudi 17 mars (le Monde du 18 mars) s'est donné la mort dans les toilettes de l'appareil après que le pilote eut refusé d'obtempérer à ses ordres. On ignore son identité. — (Reuters.)

Guatemala

SECON DES DECLARATIONS DU MINISTRE GUATEMALTEQUE DES AFFAIRES ETRANGERES recueillies par l'agence Reuters, le Guatemala, à son tour, aurait décidé de renoncer à toute aide militaire aux rebelles contre les critiques des Etats-Unis concernant le respect des droits de l'homme dans ce pays. Le Guatemala, qui compte six millions d'habitants, connaît des violences politiques depuis le coup d'Etat militaire contre le gouverne-

ment de gauche de Jacobo Arben Guzman, en 1954. Selon Amnesty International, plus de dix mille personnes ont été victimes de meurtres politiques depuis dix ans. Le Guatemala passe pour un des alliés les plus fidèles de Washington en Amérique latine. Après l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et le Salvador, il serait le cinquième pays latino-américain à renoncer à l'aide militaire de Washington. — (Reuters.)

IMMEDIATEMENT
— Spécialiste DISPOSE investissements industriels à l'étranger 10 à 50 M.F., PRETS à REALISER, avec ACCORD Pouvoirs Publics.
— RECHERCHE investisseurs sérieux pour PARTICIPATION protégée. Avenants décrets et durables.
— FORTE RENTABILITE. Participation, Partenaires Privés locaux.
— Répondre à MARCOOT - B.P. 27 - 92250 CHATELAIN-MALABRY F. qui transmettra. Discretion assurée.

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE NOIRE

AFRIQUE NOIRE

municipales

POLITIQUE

ORLÉANS : les frémissements révolutionnaires de la ville de Jeanne d'Arc

Orléans. — « Orléanais, avez-vous pensé à l'image de marque de votre ville, en France et à travers le monde, quand on apprendra que la ville de Jeanne d'Arc est aux mains des matérialistes et des ennemis du christianisme ? » La majorité qui, jusqu'ici, avait mené une campagne discrète, hausse cette fois le ton depuis que les résultats du premier tour de scrutin ont révélé que l'union de la gauche pouvait l'emporter. Sur le ton du reproche, les militants locaux du parti des Forces nouvelles s'adressent au maire sortant, M. René Thinat, radical qui conduit la liste de la majorité : « L'heure est grave. Vous n'avez pas daigné mener une campagne alors que vous en aviez les moyens ; vous n'avez pas organisé de meetings avec les leaders de la majorité. Vous n'avez fait aucune distribution de tracts, vos affiches sont minables... »

De notre correspondant

D'ailleurs, les « gauchistes » qui, au soir des élections, ont entonné une vibrante Internationale sous les lustres d'un hôtel de ville noir de monde. Un « incident » que le maire a aussitôt tenté d'exploiter.

Dans certains bureaux des quartiers populaires, comme celui de La Source ou des Blossières, la liste de Louis Corvère et de la ligne communiste révolutionnaire a obtenu de 16 à 18 % des suffrages. « 18 %, c'est ce qui fait le parti communiste dans certaines élections », remarque Mme Christiane Hauchère. S'agit-il de la récupération de l'électorat P.S.U. ? Ce n'est pas sûr, car M. Michel de La Fourrière, naguère responsable local du P.S.U., et dont les scores électoraux étaient importants, a probablement entraîné une bonne partie de son électorat au parti socialiste, qu'il a rejoint en octobre 1974. De fait, le candidat P.S.U., lors des dernières élections cantonales de 1976, n'avait obtenu que 4 % des suffrages dans le quartier de La Source. Pour les responsables de L.O. et de la L.C.R., l'explication est simple : « Une grande partie des militants sympathisants, électeurs du P.C. ou du P.S.U., ont tenu à manifester leur mécontentement, non seulement au plan local et au gouvernement, de Giscard d'Estaing, mais face aux tractations et aux

manœuvres électorales qui ont précédé la liste d'union de la gauche. » « Mais, bien sûr, poursuivent-ils, nous appelons à voter contre la droite avec la masse des travailleurs pour la liste dirigée par Michel de La Fourrière. »

Les « gauchistes » ont clos leur campagne par un meeting qui s'est déroulé jeudi soir en présence de Mme Arlette Lagulier et de M. Alain Krivine, venus de Paris pour fêter l'événement en quelques sortes. Du côté de la gauche, on reconnaît volontiers que les négociations laborieuses entre les partis de l'union (le Monde du 8 mars) ont pu désorienter certains électeurs de tous bords. Et puis, des erreurs « techniques » n'ont-elles pas été commises ? « La mention de l'union de la gauche ne figurait pas sur nos professions de foi, explique un militant socialiste. Des gens ont pu se tromper de bonne foi. » Un autre militant socialiste précise : « Notre campagne a eu un aspect autogestionnaire perçu par certains et non par d'autres. La part était plus importante à franchir. C'était peut-être plus dur que de donner un bulletin à François Mitterrand. » Sur les nouvelles affiches collées sur les panneaux électoraux de la ville, la mention de l'union de la gauche est cette fois bien en évidence. « Après Chartres, Angers et Reims, la gauche doit gagner aussi à Orléans », soulignent les candidats.

RÉGIS GUYOTAT.

CORRESPONDANCE

« Une sélection financière des candidats »

M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône, ancien ministre, attire notre attention sur la tenue d'élections locales prévues par la loi. Le code électoral indique notamment qu'il est remboursé aux candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés le coût du papier, l'impression des bulletins de vote, affiches, circulaires, ainsi que les frais d'affichage. M. Soustelle nous écrit :

Ce remboursement s'opère sur la base de tarifs fixés par arrêté préfectoral. Annonciateur de stockages, correspondant n'étant pris en compte dans les faits à une impossibilité de se procurer les quantités de papier imposées, à la suite, vraisemblablement, d'ententes entre fournisseurs.

Cet état de fait tend à créer une sélection financière des candidats, certains ne pouvant que très difficilement faire face au supplément de dépense imposé. Il semble nécessaire de tout mettre en œuvre pour prendre très rapidement les mesures de stockage adéquates, rendant impossibles de telles ententes, très fructueuses si l'on tient compte que la quantité de papier utilisée représente plusieurs milliers de tonnes sur l'ensemble de la France.

J'ai cru nécessaire d'attirer l'attention des autorités concernées, mais la réponse laïque qui m'a été faite prouve à rendre la question publique.

Le subventionnement des partis au prorata de leur représentativité serait un acte souhaitable de moralisation de la vie publique,

Les résistants et Mme Giroud

Mme Madeleine Barthélemy-Madaule nous écrit :

Il n'est pas en mon pouvoir de dire si Mme Giroud a ou non la médaille de la Résistance. Mais il est certainement indispensable d'apporter son appui, quand on le peut, à des camarades combattants traités. Les dirigeants des mouvements de résistance et des associations de déportés ont été taxés de bassesse avant qu'aucun indice ait pu indiquer de quel côté est la bassesse. On a considéré l'honneur des femmes comme attaqué dans la personne de Mme Giroud, mais non dans la personne de ces combattants de la Résistance dont il est vrai, le souvenir s'efface quelque peu.

J'apporte mon appui et mon témoignage à Marie-Madeleine Fourcade, sous les ordres de qui j'ai servi au réseau Alliance, secteur des Druides. Je m'en vante aujourd'hui, pour la première fois, sans fausse honte, certains que ma voix ne sera pas la seule à se faire entendre pour elle, et pour ses camarades, et l'espère, pour Mme Giroud, que sa cause est meilleure que la manière dont on la plaide.

VILLEURBANNE : le parti communiste apporte-t-il vraiment son soutien à M. Henu ?

(De notre correspondant.)

Villeurbanne. — Le parti communiste, en la personne de M. Jean-Paul Magnon, membre du comité central du P.C.F. et secrétaire de la fédération du Rhône, est venu apporter son soutien à M. Charles Henu, P.S., au cours d'une réunion électorale qui s'est tenue jeudi soir 17 mars, au palais du Travail. « Nous appelons », a déclaré M. Magnon, les électeurs communistes à respecter l'accord national du 14 mars conclu entre les formations de la gauche, et à voter, dimanche, pour la liste de M. Charles Henu. »

Cet appel mettra-t-il fin à la situation ambiguë provoquée par certains membres de la liste conduite par M. Desgrand, P.C., qui avaient refusé de se désister pour M. Henu ? On peut s'interroger à ce sujet. En effet, aucun membre de la liste communiste n'était aux côtés de M. Magnon, et M. Desgrand a refusé jusqu'à maintenant de donner une quelconque consigne de vote à ses électeurs.

D'autre part, les militants communistes de Villeurbanne font officiellement campagne pour M. Henu. Leurs candidats, arrivés en troisième position derrière ceux du leader socialiste, s'étaient contentés, le 15 mars, de se « désister » sans dire explicitement pour quelle liste. Veulent-ils justifier M. Georges Marchais, qui avait déclaré à Lyon, le mois dernier : « Ce sera Desgrand ou Giscard » (le Monde du 25 février) ? M. Giscard, réformateur, est le maître sortant.

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A ST-WITZ ET A BOUFFEMONT

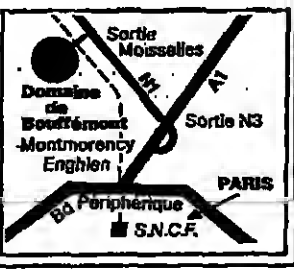
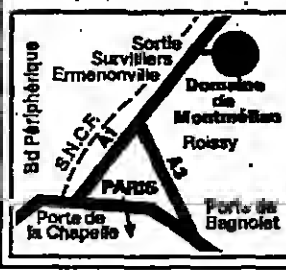


"Oranger", 224 m², 7 pièces, à St-Witz. Autres modèles de 121 à 278 m².

A 2 KM de la sortie Ermenonville de l'A. 1.
Et à 21 KM de Paris, en lisière de la forêt de Montmorency.

Les Maisons du Domaine de Montmélian ont de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, des jardins de 700 à 2.800 m². Sur le Domaine, piscine chauffée, tennis, écoles. Environnement prestigieux (forêts de Chantilly et d'Ermenonville). Accès rapide par l'A1.

Les maisons individuelles du Domaine de Bouffémont, sont en lisière de la plus belle forêt proche de Paris, celle de Montmorency. Elles ont de 121 à 156 m², 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Gare à 1 km. Ecoles sur place. Accès depuis Paris : A1 (sortie N°3), puis N1 direction Beauvais (sortie Moisselles).



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUS LES JOURS DE 10 H À 19 H.
DOMAINE DE MONTMÉLIAN 95470 ST WITZ (TEL. 471.56.53)
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)

Seule SAA relie Paris à Johannesburg sans escale en 747 Super B

Désormais, les nouveaux 747 Super B de South African Airways assurent les seules liaisons sans escale entre Paris et Johannesburg.

Chaque vendredi et chaque dimanche à 20 h 20, vous disposez ainsi, au départ d'Orly-Sud, d'un moyen particulièrement rapide pour vous rendre en Afrique du Sud.

A bord, c'est un chaleureux accueil sud-africain qui vous est réservé, avec les services exclusifs Blue Diamond (première classe) et Gold Medallion (classe économie) : projection de films, musique stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains.

Et n'oubliez pas que SAA vous offre également 15 vols par semaine au

départ des principales villes d'Europe, un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

* Moyennant un léger supplément en classe économie.

SAA
South African Airways
Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 261.57.87
49 RUE DU PRÉSIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON - TEL. 57.55.50

Les écologistes au bord du choix politique

A la roulette électorale tout le monde mise sur le vert, qui peut fournir un appoint décisif le 20 mars. Deux conseils des ministres, avant le premier et le second tour, ont consacré opportunément leurs travaux au cadre de vie des Français, tandis que les dirigeants de l'opposition de gauche découvrent, comme M. Jourdain le faisait de la prose, qu'en proposant de changer la vie en changeant la ville ils « font » eux aussi, dans l'écologie.

MM. Mitterrand et Mauroy en appellent à la lutte des socialistes contre la silicone des mineurs pour prouver leurs antécédents dans cette aspiration qui ne serait qu'apparemment

nouvelle. La gauche a-t-elle été assez sensible au renouvellement de cette revendication ? M. Edmond Malre, secrétaire général de la C.F.D.T., ne le pense pas, qui déclarait le 16 mars à Annecy : « L'abstention aux élections municipales et la présence de listes écologiques ne sont pas suffisantes. »

Il reste aussi que les écologistes et la gauche ne sont pas d'accord sur l'industrialisation nucléaire. Ce contentieux n'empêche pas les candidats pour l'autogestion et l'écologie - qui s'étaient présentés à Lille de soutenir M. Mauroy (P.S.) comme ils l'avaient annoncé

avant le premier tour. Même choix à Lyon de la part des listes GUICHOT (3,65 % des suffrages), qui demandent à leurs électeurs de continuer à s'opposer dimanche prochain aux impérialistes du béton, c'est-à-dire à M. Colombe et à son équipe.

A Paris, comme on le verra ci-dessous, M. Brice Lalonde, porte-parole des diverses organisations écologistes explique que ses amis penchent à gauche mais n'y tombent pas. D'une façon générale, il n'y a pas de règle de désistement propre à l'ensemble du mouvement écologiste. C'est une sensibilité plus qu'un courant politique qui s'est manifestée à cette occa-

sion, et d'autant plus aisément que l'objet de la consultation, la gestion municipale, s'y prêtait. Les écologistes feront-ils beaucoup mieux aux élections législatives s'ils présentent un programme et des candidats, comme l'annonce M. Lalonde ? C'est moins sûr car, d'une part, leur aspiration est de plus en plus prise en compte par les partis classiques, et d'autre part, la présentation d'un programme implique des choix politiques plus nets que l'affirmation d'un refus global. A moins de s'en tenir au slogan familier à la droite de « Sortez les sans-papiers », les écologistes devront tôt ou tard montrer la couleur. — A. L.

LES CANDIDATS ET LES ESPACES VERTS

En réponse à un questionnaire en huit points qui leur avait été soumis par l'Association nationale pour la protection des villes d'art, dont le président est M. Jacques de Sacy, trois des candidats à la mairie de Paris ont fait connaître la politique des espaces verts qu'ils entendent mener dans la capitale s'ils sont élus.

M. JACQUES CHIRAC : « Je compte, dès mon élection à la mairie de Paris, me saisir des dossiers d'espaces verts duquel Saint-Bernard, des terrains Citroën, de la Villette, de Vaugrard et de l'esplanade des Invalides pour voir dans quelle mesure ils peuvent être occupés, de compte d'ouvrir une nouvelle stratégie pour les opérations de cette ampleur. Jusqu'à présent, priorité était donnée aux constructions et à la voirie. Désormais, je lèrai commencer les boisements et les plantations en priorité. »

M. Chirac se déclare favorable à la création de deux parcs boisés aux Batignolles et à Bercy. « Plus généralement, ajoute-t-il, je compte étudier personnellement avec la S.M.C.F. l'affectation des très nombreuses emprises dont elle dispose dans Paris. »

Concernant le parc de 23 hectares de la Villette, le président du R.P.P. affirme qu'« il ne s'agit pas d'être simple au profit d'autres équipements ». Quant à la suggestion d'une coulée verte reliant la portion de l'autoroute A10 entre Montparnasse et Antony, M. Chirac parle de « positions démagogues » et indique que, s'il est élu, « les terrains acquis entre Montparnasse et la porte de Vanves permettront de créer une vaste réserve en priorité

aux transports collectifs et à la desserte du quartier ». Au sujet du dialogue avec les associations, M. Chirac déclare : « Je prends l'engagement de favoriser une telle concertation aussi bien à mon niveau qu'à celui des commissions d'arrondissement. Enfin, je me propose de constituer un comité d'usagers pour chaque parc et jardin de Paris. »

En réponse au même questionnaire, M. MICHEL D'ORNANO estime que « le budget espaces verts de la ville est insuffisant et qu'il doit être augmenté en fonction des besoins ». Il se déclare « partisan d'une coulée verte à la place de la radiale Vercingétorix dans Paris. »

M. GEORGES SARRE, de son côté, souhaite « l'ouverture au public de tous les parcs et jardins de la ville ainsi que ceux des ministères et grandes administrations ». Il se déclare « partisan d'une politique des espaces verts au niveau des quartiers et non pas seulement d'une politique de grands équipements verts ». Pour ces derniers, il souhaite « qu'ils ne soient pas réservés à un certain nombre de privilégiés comme dans les concessions privées du bois de Boulogne ». Enfin, il se propose, après les élections, « d'institutionnaliser la concertation avec les associations ».

RUELL-MALMAISON. — La liste Ruell-écologie menée par M. Alain Lecœur et qui a obtenu 11,6 % des suffrages au premier tour précise que, contrairement à ce qu'affirme M. Jacques Baume sur ses affilées, elle n'a donné aucune consigne de vote pour le second tour.

■ Dans le douzième arrondissement.

M. Brice Lalonde : nous présenterons un programme et des candidats aux législatives

« Les candidats écologistes penchent pour la gauche, mais ils ne tombent pas à gauche. » C'est par cette formule nuancée que M. Brice Lalonde, porte-parole des candidats de Paris-Écologie a défini au cours d'une conférence de presse la position de ses amis à la veille du second tour des élections municipales. L'attitude des écologistes s'articule autour de trois principes : « D'abord », a dit M. Lalonde, nous ne disposons pas des quatre-vingt-six mille électeurs qui ont voté pour nos listes. Ils gardent leur libre arbitre et nous ne leur donnons aucune consigne malgré ce qui est dit dans tel ou tel arrondissement, et malgré les pressions d'un tel ou tel parti. En second lieu, aucun des programmes proposés par les partis ne nous paraît satisfaisant. Mais celui de M. Chirac, qui prévoit la construction de la radiale Vercingétorix et celle de la voie express sur les berges du quinzième arrondissement est le pire. Enfin nous ne sommes pas prêts de voter pour le projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, en amont de Paris. »

Dans les semaines qui viennent,

ment, les candidats et les militants de Paris-Écologie recommandent, malgré leurs divergences avec l'union de la gauche, « une force de gauche à la droite ». Ils ajoutent : « Les électeurs écologistes qui apporteraient leur soutien à M. de Bénéville, bras droit de Dassault, n'auraient décidé-ment rien compris. »

Les écologistes ont l'intention de mettre en place dans les arrondissements des émetteurs radio à faible portée qui se feraient entendre chaque jour, vers 18 heures, sur la bande de 89 mégahertz.

Les membres de Paris-Écologie participeront, les 26 et 27 mars prochains, à Long-le-Saulnier, à une réunion de tous les candidats écologistes, pour envisager les actions futures.

Nous ne sommes pas propriétaires de l'écologie », précise M. Lalonde. Si les programmes des partis intègrent nos propositions nous ne nous en plaindrons pas. Mais nous sommes prêts à nous en plaindre si nous ne sommes pas pris en compte. Nous ne sommes pas prêts à voter pour le projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, en amont de Paris. »

Compte tenu du rôle de leader que Paris-Écologie a joué dans le mouvement des élections municipales, il est probable que les trois principes énoncés feront exemple un peu partout en province. Tout au moins dans les circonscriptions où les écologistes « d'appellation contrôlée » se sont présentés seuls. Là où ils n'étaient qu'en minorité dans les listes composites il en ira autrement. Ainsi, à Toulouse, la liste P.S.U.-autonomistes, écologistes, s'est désistée pour l'union de la gauche. Mais à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) les écologistes semblent donner leur préférence au maire sortant (majorité) plutôt qu'aux communistes.

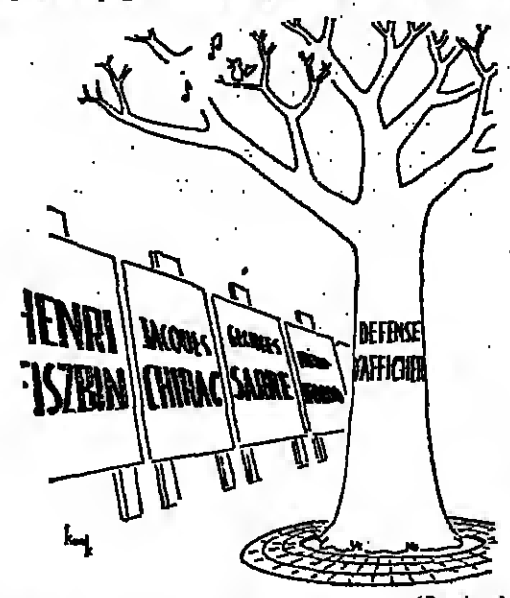
La neutralité bienveillante dont, en général, les écologistes font preuve à l'égard de la gauche ne signifie nullement que leurs 270 000 électeurs voteront au second tour dans le même sens. Car, en dépit des analyses qui ont été publiées tel et tel, personne ne sait de quel est composé cet électeur. Pas même les candidats écologistes. « A Paris », dit M. Lalonde, nos électeurs sont plutôt des intellectuels que des manuels, mais si certains seraient plutôt conservateurs, d'autres viennent de la gauche et de l'extrême gauche. »

Les circonscriptions sérieusement étudiées et qui peuvent fournir quelques indications sont rares. A La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), la liste Réforme de la gestion municipale et protection du cadre de vie a récolté 2 147 bulletins, soit 23 % des voix. Selon M. Bodu qui la menait, elle a « pris » environ 900 voix à la gauche (10 %), 700 aux socialistes (6 %) et 450 au P.S.U. (5 %). A Paris, les meilleurs scores ont été réalisés dans les arrondissements bourgeois comme le cinquième, la sixième et le septième.

L'investigation la plus approfondie, quoique partielle, a porté sur trente-neuf bureaux de vote du treizième arrondissement. Les écologistes y ont obtenu entre 5,3 % et 18,6 % des suffrages. Les dix bureaux où ils ont obtenu plus de 14 % des voix se caractérisent ainsi : l'union de la gauche y réalise des scores inférieurs à la moyenne de la cir-

conscription, la participation électorale y est supérieure à la moyenne, l'habitat est constitué de pavillons, d'immeubles neufs et d'immeubles bourgeois traditionnels. En revanche, les six bureaux où les écologistes ont « fait » moins de 9 % des voix ont été en commun : la gauche y réalise des scores supérieurs à la moyenne, les votants ont été moins nombreux qu'ailleurs, l'habitat est de type H.L.M.

Il semblerait donc que les thèmes de la campagne écologiste



(Dessin de KONE.)

aient réussi à mobiliser des abstentionnistes, à séduire les classes moyennes et à détourner des électeurs de gauche et d'extrême gauche. Mais le 18 n'est pas Paris et Paris n'est pas la France. Il faudra donc attendre les résultats du second tour pour savoir où se sont portés finalement les préférences des « verts ».

Restent les résultats d'ensemble. Bien que les statistiques globales du ministère de l'Intérieur n'en aient pas fait mention, les écologistes ont aligné près de 1 300 candidats dans une centaine de circonscriptions réparties dans trente-cinq départements. Ils étaient présents en particulier dans trente villes de plus de 30 000 habitants, dont Paris, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg, Lille, Montpellier, Clermont-Ferrand, Rennes, Grenoble et Limoges. Par rapport aux suffrages obtenus en 1974 par M. René Dumont, ils ont partout doublé, triplé et même quintuplé leur audience. Les écologistes n'auront que fort peu d'élus et seulement dans des communes rurales, mais malgré cet échec, ils ont fait la preuve de leur existence politique. Comme l'insaisissable faction qu'ils expriment n'a que peu de chances de s'atténuer d'ici aux prochaines consultations, ils n'ont certainement pas fait le plein de leurs voix.

MARC AMBROISE-RENDU.

Dimanche soir,
le paysage politique
de la France aura changé.
Avant ce deuxième tour
Politique hebdo
vous en dévoile
les contours nouveaux.

politique
hebdo

en vente dès aujourd'hui.

LE MONOPOLE ET LES DÉROGATIONS

La loi du 7 août 1974, dans son article 2 stipule :

« L'O.R.T.F. est supprimée. L'exécution des missions de service public et l'exercice du monopole de la radiodiffusion et de la télévision (...) sont confiés à un établissement public de l'Etat (T.O.F.) et à des sociétés nationales. »

Cet article 2 de la loi de 1974 renvoie, en ce qui concerne l'exercice du monopole, à la loi du 3 juillet 1972, qui dispose :

« ART. 3. — Des dérogations au monopole (...) peuvent être accordées dans des conditions déterminées par décret :

« 1. Pour la diffusion de programmes à public déterminé, étant précisé que les programmes intéressant l'éducation et la formation pourront être définis par les ministères compétents dans ce domaine ;

« 2. Pour la diffusion de programmes en circuit fermé dans les enceintes privées. (...) »

« Ces dérogations sont précaires et révoquables. »



مكتبة نائل

مكتبة النور

à Paris

POLITIQUE

TROIS IMAGES DE LA CULTURE

Il est paradoxal de constater que l'action culturelle, dont chacun se plaint à reconnaître qu'elle peut contribuer d'une manière décisive à « changer la vie » dans la cité, ait fait l'objet de peu de débats au cours de la campagne. Serait-ce qu'elle existe en ce domaine, entre les diverses formations politiques, un certain consensus ?

C'est ce que pense M. Pierre Lépine, qui n'est pas seulement le président du groupe centriste du Conseil de Paris, mais aussi celui de la commission des affaires culturelles depuis le décès de Jean Legaret. Il y a un an, M. Lépine, candidat dans le 16^e arrondissement et assuré de sa réélection en raison du retrait de son candidat R.P.R. et de l'abandon de la gauche, assumait le bilan culturel du conseil sortant.

Ce médecin de solennité-quatre ans membre de l'Institut, masqué et sûr de lui, appartenait à cette génération de grands bourgeois cultivés particulièrement nombreux, à une certaine époque, dans le corps médical. Il affirme lui-même lire le grec couramment, aimer les arts et ne pas séparer l'« humanisme » de la science. Avec un budget qui atteint pour la culture, 3,9 % du budget global, Paris, affirme-t-il, atteint « un niveau plus qu'honorable » si on la compare aux autres capitales européennes et dépasse largement les 0,5 % consacrés à la culture par le budget de l'Etat. De plus, souligne-t-il, la progression est de 18 % entre l'exercice 1976 et l'exercice 1977 : « Aucun autre article du budget n'a obtenu une telle augmentation ».

À quelques ajustements près (la création d'une salle de représentation polyvalente et l'ouverture d'un théâtre lyrique où l'on pourrait jouer par exemple *Louise*, de Gustave Charpentier), M. Lépine est partisan de la « continuité » : « C'est ce qu'il y a de mieux à faire ». L'animation des quartiers lui paraît, à l'heure actuelle, satisfaisante : de toute façon, « il serait utopique de vouloir créer vingt salles de spectacles dans les vingt arrondissements », puisque la télévision recueille les gens chez eux. Cette analyse est critiquée par la gauche. Mme Schwartzbard, quarante-cinq ans, yeux très bleus, ancienne chercheuse en électroacoustique devenue « conseillère » de Paris en 1965 (elle est devenue candidate dans le 20^e arrondissement) et chargée, au sein du groupe communiste, des questions culturelles, conteste d'abord les chiffres. A la fois discrète et méthodique, elle explique que M. Lépine inclut à tort dans ses calculs les enseignements spéciaux (qui relèvent, selon elle, du budget de l'éducation) et ne compte pas, d'autre part, dans l'ensemble du budget, la part départementale (Paris étant à la fois commune et département). Elle arrive, pour sa part, au taux de 1,2 %. « Nous proposons, dit-elle, que le budget culturel soit à l'image des autres villes de France, où il atteint en moyenne 4 % » (et jusqu'à 5 %, précise-t-elle, dans certaines municipalités communistes de la banlieue).

M. LECANUET : il y a eu un rééquilibrage de la majorité dans la capitale.

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, estime, jeudi 17 mars, au milieu d'Europe 1, qu'il y a eu à Paris, au premier tour des élections municipales, un rééquilibrage de la majorité. Il a observé que si la proportionnelle avait été appliquée, les résultats auraient été les suivants : union de la gauche, 39 sièges ; droite de M. Chirac, 30 sièges ; liste de M. d'Ornano, 27 sièges ; écologistes, 13 sièges.

M. CHIRAC : je ne couperai pas le lien qui m'unit à la Corréze

M. Jacques Chirac a confirmé, jeudi 17 mars, dans une interview au quotidien la Montagne (édition du Limousin) que, quoi qu'il arrive, il conservera les nombreux liens qui l'unissent à la Corréze. « Même si cela crée des charges supplémentaires », déclare-t-il, « je ne reculerai pas ». Le travail ne me fait pas peur. C'est en tout état de cause pour moi une affaire de conscience. C'est en Haute-Corrèze, que j'ai vécu, que j'ai toujours puisé mon inspiration politique, c'est là que j'ai retrouvé mon investiture démocratique lorsque j'ai quitté mes fonctions gouvernementales. Il est hors de question pour moi de couper ce lien essentiel avec la réalité de mon pays natal (1) et de mes électeurs corréziens ».

(1) M. Jacques Chirac est né à Paris dans le 8^e arrondissement (le 28 novembre 1922).

Pour Mme Schwartzbard, les divergences avec la majorité ne portent pas seulement sur l'ampleur des moyens qu'il est possible de consacrer à la culture, mais bel et bien, à travers ce problème financier, sur les choix politiques. « Quand il a fallu trouver 10 millions de francs pour l'Opéra, fait-elle observer, on les a trouvés, mais elle observe, qu'en revanche les théâtres qui assuraient encore l'animation de quatre arrondissements de la capitale sont menacés de disparition, faute de crédits, et que les festivals annuels ont de plus en plus de mal à manifester leur activité ».

« Luxuriance et désertion »

Les festivals, c'est précisément l'une des « spécialités » de M. Jack Lang, qui fut le fondateur de celui de Nancy avant de diriger le Théâtre national de Chaillot de 1973 à 1974, et qui serait, en cas d'élection d'un maire socialiste à Paris, son principal conseiller pour les affaires culturelles.

M. Lang, qui se présente comme appartenant à l'U.G.S.D. (regroupement des socialistes et des radicaux de gauche) dans les deuxième et troisième arrondissements (le Monde du 4 mars) a beaucoup d'idées, qu'il développe avec chaleur et spontanéité. Il résume à Paris la « coexistence de la luxuriance et de la désertion », et note que le succès du Centre Beaubourg auprès du public traduit sans nul doute un bel espoir. « Ce qui est exceptionnel devrait être le quotidien », dit-il, avant de souligner que les équipements existant, le patrimoine de la ville étant considérable. Parmi les projets de la gauche, M. Lang cite notamment l'ouverture d'ateliers de création afin

de « faire de Paris une ville d'art pour les enfants », et le développement des relations entre les diverses communautés culturelles de la capitale (latino-américaines, maghrébines, arméniennes, etc.). Quant aux institutions nationales, Paris pourrait contribuer, selon M. Lang, à y « introduire la vie ».

Le R.P.R., enfin, vient de diffuser une brochure qui propose, en ces mesures (qui vont du développement des bibliothèques à « une organisation nouvelle des festivals ») « une nouvelle vie culturelle pour Paris ». On y lit cette proposition de loi : « Il est normal que de grandes institutions à vocation nationale et internationale soient largement du domaine de l'Etat. Les musées du Louvre, l'Opéra, la Comédie Française, l'Orchestre de Paris, maintenant le Centre Pompidou, il paraît nécessaire aujourd'hui que la ville participe directement à la définition et à l'application de cette grande politique de prestige ».

Entre la « continuité » que souhaite, au nom de la majorité sortante, M. Lépine, et le « changement » que préconise la gauche, le parti de M. Chirac demande que « en s'appuyant sur ce qui a déjà été fait », soit franchie « une étape nouvelle ». Entre la culture de célébration qu'incarne M. Lépine et la culture de création que représentent M. Lang et Mme Schwartzbard, le R.P.R. illustre la culture de prestige, à l'exemple d'André Malraux, dont il se réclame, et de M. Marcel Landowski, ancien directeur de la musique devenu à la fin de l'année dernière, le conseiller de M. Chirac pour les affaires culturelles.

La similitude des discours masque les divergences et rend le débat difficile, mais des faits se dégagent bel et bien trois images de la culture. — T. F.

ON A RI TROIS FOIS

C'était la première fois qu'on les voyait tous les quatre autour d'une table (une petite table, d'ailleurs, qui, sans vraiment les obliger à se serrer les coudes, les rapprochait tout de même physiquement) : l'émission « l'Événement » rassemblait, jeudi soir 17 mars, devant les caméras de la première chaîne les principaux candidats à la mairie de Paris : MM. Jacques Chirac (R.P.R.), Henri Fiezbil (P.C.), Georges Sarre (F.S.) et Michel d'Ornano (R.I.).

Comme il est habituel dans ce genre d'affrontement, le contenu politique des interventions est demeuré pour le moins modeste. « Même si la gauche a réélu, écologistes n'ont pas inspiré aux protagonistes d'improvisations particulièrement brillantes ».

Tout de même, on a bien ri. Et par deux fois, peut-être trois. La première, ce fut lorsque M. Sarre, pugnace et incisif, porta contre son adversaire gauchiste l'implacable démonstration suivante : « M. Chirac, en attaquant le C.E.R.E.S. c'est le parti socialiste tout entier qu'en fait vous attaquez, et en attaquant le parti socialiste, c'est à la gauche, une tout entière que vous vous en prenez ».

Certes ! « Décidément, on ne peut rien vous cacher », lance M. Chirac, ravi.

Par la même occasion, le public du Studio 101 révèle sa présence aux téléspectateurs en soulignant bruyamment de rire. Le deuxième bon moment fut provoqué par le président du

R.P.R. : M. Fiezbil venait d'être interrompu par M. d'Ornano, alors qu'il évoquait les difficultés du commerce et de l'artisanat dans la capitale. C'est M. Chirac lui-même qui coupa la parole au candidat gauchiste — au moment où celui-ci commençait à aborder le délicat question de l'éloignement des écoles pour les enfants de la banlieue. M. Fiezbil, qui avait commencé une démonstration intéressante. Là, il fallut quelques secondes pour réaliser que la pluralité majoritaire venait de souffrir.

A la réflexion, on a ri une troisième fois : quand M. Sarre, après avoir fait remarquer à M. d'Ornano qu'il avait « mis le temps à choisir le dix-huitième arrondissement », s'entendit répondre : « J'aurais certainement plus vite fait de vous en sortir ».

Reste un petit mystère que les spectateurs du débat n'auront peut-être pas percé. A deux reprises, M. Chirac a choisi le temps à choisir le dix-huitième arrondissement, s'entendit répondre : « J'aurais certainement plus vite fait de vous en sortir ».

NOEL-JEAN BERGEROUX.

EN RETIRANT SA LISTE DANS LE VIII^e ARRONDISSEMENT

M. TOLLU dénonce les exigences abusives du R.P.R.

M. Philippe Tollu, syndic du Conseil de Paris sortant (C.D.R.), a rendu publique, jeudi 17 mars, sa décision de retirer sa liste de la compétition dans le huitième arrondissement. Il a fait la déclaration suivante :

« J'avais, dans un premier temps, décidé de me maintenir au deuxième tour. Et cela pour deux raisons : savoir la liste menée par M. Couste de Murville et la mienne avaient dépassé le seuil légal des 12,5 % des inscrits. La liste d'amour de la gauche s'était trouvée éliminée, il n'y avait donc plus aucun risque de gauche ».

« Mon maintien, de ce fait, était conforme aux engagements qui avaient été pris par M. d'Ornano — et auxquels j'avais souscrit, — selon lesquels, en cas de maintien, au second tour, de la liste se réclamant du programme commun de la gauche, la liste de la majorité présidentielle la moins bien placée se désisterait en faveur de la liste la mieux placée. Ce n'était pas le cas pour le huitième arrondissement ».

« Mardi dernier, M. Chirac semblait avoir formulé une nouvelle exigence, qu'aurait acceptée M. d'Ornano : le désistement systématique dans tous les secteurs

Pour le huitième arrondissement, cet accord entraînant le maintien d'une seule liste. Pour ma part, je ne pouvais m'inscrire devant une pareille exigence, qui avait pour effet que les électeurs et les électeurs du huitième arrondissement se trouveraient dans l'impossibilité de choisir, ce qui est une atteinte à la démocratie. Or nous sommes en démocratie. Les votes appartenant aux seuls électeurs et non aux élus-maires des partis ».

« Aujourd'hui, j'apprends que certains remettraient en cause, prétendant mon maintien, leur soutien à M. Michel d'Ornano dans le dix-huitième arrondissement, alors que, dans cet arrondissement, contrairement au huitième, la liste de la gauche n'a pas été éliminée contre pareil chantage, mais, toujours fidèle à mon engagement de ne prendre aucune initiative qui puisse retirer une seule voix à la majorité présidentielle, j'ai décidé de me retirer ».

« Je ne fais que tirer jusqu'à leur terme les conséquences d'une situation nouvelle, imposée par des exigences qui, personnellement, je rétorque, et que j'aurais abusivement certains parti politique, afin de mieux assurer le contrôle total de Paris ».

AUTORISATION PREFECTORALE N°002

avant travaux

LIQUIDATION TOTALE DU FABULEUX STOCK FOURRURES DU NORD

samedi 19 mars, et jours suivants

COLLECTION PRESTIGE

Manteaux Vison black diamond, blackglama, emba, saga, majestic, blanc, pastel, koh-i-noor, saphir, lunarine, etc.

ESCOMPTE : 15, 20, 25, 30 %

Manteaux Castor, Zibeline, Chinchilla

ESCOMPTE : 15 à 40 %

Manteaux longs et Capes du soir

ESCOMPTE : 20 à 50 %

MANTEAUX	PRIX	liquidation
Agneau	1250 f	450 f
Lapin cotelé	1250 f	580 f
Lapin bariolé	1450 f	650 f
Flanc de marmotte	1150 f	850 f
Lapin Nankin	1450 f	950 f
Marmotte morceaux	1750 f	1150 f
Pahmi	1850 f	1150 f
Ragondin	1850 f	1150 f
Mouton	2450 f	1350 f
Patte d'astrakan	2650 f	1450 f
Vison morceaux	2450 f	1650 f
Astrakan	2450 f	1650 f
Chevrette	2150 f	1650 f
Astrakan morceaux	2850 f	1750 f
Mouton castor	2850 f	1850 f
Patte d'astrakan	3250 f	1850 f
Astrakan pleines peaux	3450 f	2150 f
Pahmi	3450 f	2150 f
Agneau de Toscane	3250 f	2150 f
Murmel	3450 f	2350 f
Patte de guanaco	4350 f	2450 f
Ragondin	3850 f	2450 f
Opossum	3850 f	2650 f
Queue de vison	4350 f	3450 f
Astrakan swakara	6250 f	4250 f

VESTES

Lapin Patchwork	750 f	460 f
Lapin Nankin	1150 f	750 f
Agneau Toscane	1850 f	1250 f

BLOUSONS

Lapin bordé cuir véritable	320 f	190 f
----------------------------	-------	-------

EXCEPTIONNEL ! CREDIT GRATUIT

tous les articles annoncés existent en quantité importante et sont garantis

115, 117, 119, rue La Fayette - PARIS-10^e (Près Gare du Nord)

Magasin ouvert tous les jours dans l'après-midi de 9 h à 19 h - Part le dimanche

POLITIQUE

Les élections municipales

Les principales formations d'extrême gauche soutiennent « sans illusion » les candidats du programme commun

Les représentants des trois formations d'extrême gauche qui avaient constitué ensemble, au premier tour, des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » à Paris et dans une trentaine de grandes villes, ont tenu, jeudi 17 mars, à Paris, une conférence de presse au cours de laquelle ils ont invité leurs électeurs du 13 mars à reporter leurs suffrages sur les listes d'union de la gauche.

Mlle Ariette Lagullier, membre de la direction politique nationale de l'Union ouvrière (trotskiste), a déclaré : « Les révolutionnaires ont obtenu plus de voix dans les quartiers ouvriers que dans les quartiers bourgeois. Le P.C. a finalement mieux résisté à la poussée socialiste qu'on ne s'y attendait. Tout cela indique que le mouvement ouvrier est en train de se radicaliser. (...) Au second tour, nous soutiendrons la gauche par solidarité avec les travailleurs, mais sans illusion sur les hommes ni sur les programmes. »

LES GAULLISTES D'OPPOSITION S'ADRESSENT AUX ÉLECTEURS DE M. JOBERT

Le général François Binoche, M. Jacques Delors-Bridel, M. Dominique Gallet, co-présidents du Front progressiste, M. Léo Hamon, ancien ministre, président d'initiative républicaine socialiste, et le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti déclarent : « Des électeurs gaullistes ont exprimé au premier tour des élections municipales leur opposition aux candidats de la droite en votant pour les listes patronnées par Michel Jobert. Leurs voix, au deuxième tour, sera quelquefois déterminante pour battre ceux dont la gestion a favorisé hier, comme elle le ferait demain, la domination de l'argent et la trahison de l'égoïsme social et de l'effacement national. Nous les appelons à voter, comme l'ont déjà fait des nombreux gaullistes, le premier tour, pour les listes d'union de la gauche. Ce choix, qui est le seul efficace et conforme à leurs aspirations profondes, permettra demain de construire dans la tradition du gaullisme le nécessaire rassemblement aux côtés de l'ensemble des forces de progrès. »

PRÉCISIONS ET MISES AU POINT

PARIS

IX. — Mme Jacqueline Nébout, qui se présente sur la liste Union pour Paris conduite par M. Kasper, député R.P.R. du IX^e arrondissement, comme secrétaire générale du parti radical, a écrit, le 17 mars, dans le journal *Le Parisien*, de remettre « entre les mains du président et du bureau national du mandat de secrétaire générale qu'elle détenait ».

X. — LA LISTE D'ORNANO conduite par M. André Villeneuve confirme son désistement en faveur de la liste Chirac conduite par M. Marcus, député R.P.R., conseiller sortant. Dans un communiqué, M. Villeneuve écrit : « L'adhésion au pluralisme dans la majorité implique son regroupement au deuxième tour pour faire échec à l'opposition de l'union de la gauche. Nous appelons, en conséquence, loyalement, nos électeurs à voter pour la liste Union pour Paris de M. Marcus. » (Communiqué.)

XII. — La section du parti socialiste dénonce le caractère diffamatoire d'un montage photographique censé représenter l'incendie de l'hôtel de Ville par M. Georges Sarr, candidat socialiste à la mairie de Paris et qui paraît dans le journal électoral de M. de Benouville, député (R.P.R.). Les socialistes, objets de cette polémique, ont décidé de porter plainte.

CALVADOS

MONDEVILLE. — M. Gassier, dont la liste d'union, d'action sociale et de défense des intérêts communaux a été élue au premier tour, face à une liste du P.S. et à une liste du P.C. nous demande d'indiquer qu'il n'est pas modéré favorable à la majorité, mais sans étiquette, et « venant du parti socialiste ». Le nouveau conseil municipal de même tendance que celui élu en 1971 est composé, non pas de 23 mod. maj., mais de 23 divers oppositions et d'action sociale.

ESSONNE

BRUNOY. — M. Pierre Prost, sénateur non inscrit, maire sortant, qui ne se représente pas, conteste que l'opposition se soit trouvée en mesure d'enlever la mairie dès le premier tour si elle s'était présentée une fois (le Monde du 15 mars). Il note : « Six listes se trouvaient en présence le 13 mars : trois listes de tendance modérée, deux listes de gauche, et une liste écologiste. Sur 975 votants, les trois premières ont réuni 4717 voix, dont celle soutenue par le maire arrive largement en tête. Les deux de gauche totalisent 3 830 voix, et les écologistes 1 180. Il était donc impossible que l'opposition puisse vaincre. »

M. Alain Juillet, membre du bureau politique de l'Organisation communiste des travailleurs (proche du courant maoïste), a estimé : « Le refus de l'affrontement entre droite et gauche dans le cadre politique traditionnel, refus qui est une des raisons du succès électoral de l'extrême gauche — voire des écologistes — est significatif. D'autant plus que nous sommes des révolutionnaires ne leur font pas vraiment confiance. » M. Juillet a toutefois regretté que l'engagement de l'extrême gauche « non organisée » dans la campagne ait été assez faible.

Enfin, M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a lancé un appel à l'ensemble de l'extrême gauche, « où existent toutes sortes d'organisations qui n'avaient pas souscrit à notre accord électoral, mais qui doivent nous rejoindre, notamment le P.S.U. dont il est désormais évident que son ralliement au P.C. ou au P.S. lui a fait perdre toute indépendance, mais qui peut encore se rassembler. » Sur ce point, Mlle Lagullier a indiqué que, pour son mouvement, « le P.S.U. a quitté le camp des révolutionnaires pour celui des réformistes » situation dont « il convient de tirer les conséquences ». Cet appel, a précisé M. Krivine, s'adresse aussi, en particulier, au parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste).

M. Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional Île-de-France, appelle, dans un communiqué, les diverses formations de la majorité à se rassembler pour le deuxième tour des élections municipales. « Les plus grandes chances de succès résident partout dans une union sans faille », déclare-t-il. Je souhaite que dans toutes les communes de l'Île-de-France, la majorité manifeste la cohésion dont elle donne l'exemple au conseil régional. »

Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. et la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. ont publié, le 17 mars, deux communiqués appelant les travailleurs du Livre « à faire échec à la droite et à assurer le succès des listes de la gauche une au second tour de scrutin ».

INDRE

BULANCAIS. — La liste conduite par le maire sortant, M. Jean Bédier, député U.R., C.N.I.P., sénateur, qui a été élu au premier tour, ne comprend pas de représentants du parti socialiste, dont un des membres conduisit la liste d'union de la gauche. Le nouveau conseil municipal est composé de 14 cent. g., 8 mod. maj. et 1 C.N.I.P.

MANCHE

SAINT-LO. — M. Jean-Marie Daillet (C.D.S.), député réformateur, est revenu sur sa décision de se maintenir au second tour, pour lequel deux listes restèrent donc en présence : celle d'union de la gauche, conduite par M. Milgrom, P.S., et celle du maire sortant, M. Patouas, R.I.

MEURTHE-ET-MOSELLE

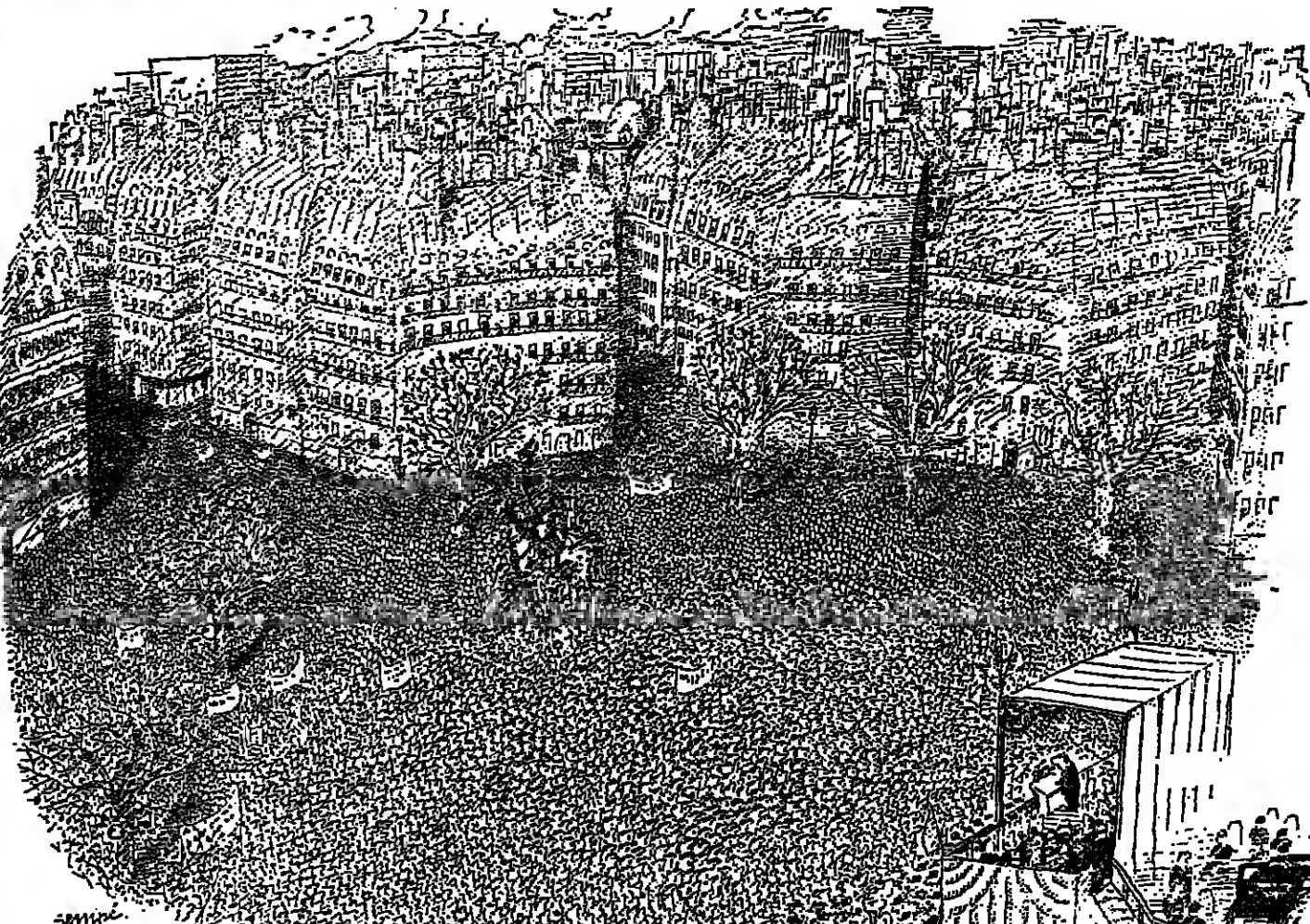
NANCY. — M. Marcel Martin, maire sortant de Nancy (mod. maj.), dont la liste a été devancée par celle de M. Coullais (R.L.), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, a porté plainte le 16 mars devant le tribunal de grande instance de Nancy contre M. Jean-Jacques Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle (ref.), M. Martin, conseiller d'Etat, agit en qualité de maire. Lui et ses adjoints reprochent à M. Schreiber-Schreiber d'avoir prononcé, au cours d'une réunion électorale, des paroles diffamatoires mettant en cause leur intégrité morale.

MORBIHAN

LORIENT. — Dans le commentaire des résultats, publié dans le Monde du 15 mars, c'est à tort que nous avons indiqué que M. Crozier, qui conduisit la liste de la majorité, appartenait au cabinet de M. Norbert Sédard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications. M. Crozier est fonctionnaire du Centre national d'études des télécommunications.

YVELINES

MEULAN. — Mme Brigitte Gros, sénateur radical, maire sortant, conteste qu'elle se trouve « en situation très inconfortable » (le Monde du 15 mars). Elle explique : « La liste que je conduis a remporté au premier tour 49,5 % des suffrages. Deux des nôtres ont été élus dès le 13 mars. Il me manquait personnellement onze voix pour être élue dimanche dernier, et une moyenne de quarante voix aux autres membres de ma liste pour passer au premier tour. »



« Je sera : brej. Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit hier soir à la télévision. » (Dessin de Sempé.)

Tribune du 20 mars

LIBÉRALISME ET BONAPARTISME

par ALAIN DU BEAUDIEZ (*)

L'HISTOIRE est un éternel recommencement. Depuis que les Français ont découvert leur roi, ils n'ont finalement connu, à travers leurs régimes, que deux attitudes de gouvernement : le libéralisme et le bonapartisme. Et selon l'humeur de l'époque ou la gravité de la conjoncture, ils se veulent conduits tantôt par des hommes économicaux habiles à la conciliation, tantôt par des hommes providentiels aptes à communiquer un élan et un souffle. Nul n'est prophète aujourd'hui, nous sommes en train de vivre une « résurgence » du bonapartisme.

Il ne s'agit pas de prôner l'avenir : toutes les tentatives ne se sont pas achevées aux Tuileries ou à l'Élysée. C'est que Boulanger n'était pas Bonaparte et que la marge est étroite entre un héros libérateur et un général factieux.

Il s'agit simplement de constater que se trouvent à nouveau réunis les deux ingrédients nécessaires à une recette bonapartiste : une personnalité polarisante et une atmosphère de crise.

Jacques Chirac a eu autre trait d'union (U.D.R. lorsqu'il s'opposait à Jacques Chaban-Delmas, lors des dernières élections présidentielles. Mais il ne faut pas se tromper de époque. C'est, bien sûr, Georges Pompidou qui a fait dévier le mouvement de sa destination. Sous le couvert de la communauté, il a laissé glisser la France gaullienne vers une France Louis-Philippe. Il a inventé ce concept de majorité présidentielle qui enlevait à l'U.D.R. sa signification et au régime la clarté qu'il avait jusqu'alors de contrat entre électeurs et président élu, remettait chaque fois sa personne en jeu.

Jacques Chirac, en modifiant le sigle de son mouvement, a accompli un geste symbolique. Il lui a immédiatement rendu sa destination primitive de rassemblement autour d'un homme. Et cet homme conduit sa destinée au pas de charge.

Véritable Giscard d'Estaing est un libéral, et chacun le sait, de grand talent. La voie réformatrice qu'il a tracée est assurément une œuvre nécessaire. Et lorsqu'il affirme dans *Démocratie française* que la cassure entre majorité et opposition est artificielle et qu'une grande majorité de Français s'accroît sur l'essentiel de ses options, il a certainement raison. Mais pour pouvoir imposer une vision du futur, il lui faut dominer le présent. Et le présent, c'est entre le libéralisme giscardien et ce qui apparaît comme le libéralisme socialiste, le pays se laisse peu à peu entraîner par une dynamique de gauche assez indéfinissable, qui s'appuie d'ailleurs sur l'attrait du nouveau que sur un programme précis, mais qui masque un nouveau choix de société.

Le présent, c'est que personne dans l'entourage du président n'a osé créer cet autre rassemblement qui devait se faire, au lendemain de l'élection présidentielle, non pas autour d'un homme, mais autour des idées pour lesquelles il avait été élu. Mais pour cela il aurait fallu surmonter divergences et personnalités et querelles de détails.

Le présent, c'est aussi une conjoncture difficile et mondiale que les efforts d'hommes de valeur, contrecarrés à l'intérieur de façon irresponsable, ne parviennent pas assez rapidement à juguler.

Détenir l'ensemble des leviers de commande n'est rien si l'on n'est pas capable, derrière, de mobiliser l'opinion et d'obtenir le soutien des masses. C'est ce défi que relève Jacques Chirac, et l'affaire de la mairie de Paris lui en fournit la brillante occasion. Car cette campagne est, pour ceux qui avaient en charge de l'organiser, exemplaire des erreurs à ne pas commettre : commencée dans les luttes sournoises, arbitrairement et dans le précipitation, poursuivie dans le désordre, elle a conduit à offrir à Jacques Chirac les tours de Notre-Dame sans qu'il ait eu à conquérir au préalable le monde d'enfer.

(*) Membre de la Fédération de Paris des R. L.

UN CONTRAT VITAL

par MICHEL MOUSEL (*)

CONTRAIREMENT à une opinion trop répandue, les rapports entre la gauche et les écologistes ne se résument pas en un problème de récupération par la première des voix des seconds, par souci d'efficacité au second tour. Encore moins en une simple multiplication préélectorale des mètres carrés d'espaces verts. Sur une telle base, et même en mobilisant quelques laïcs-vaux douteux, la droite n'a engagé aucun dialogue avec les écologistes : elle ignore manifestement avoir allié avec autre chose que de simples comités de protection de l'environnement (version d'Oman), si ce n'est avec un telisme hippie (version Chirac) Tant pis pour la droite. Et soyons, nous, plus positifs.

En effet, à plus forte raison, ce ne sont pas des relations du type parti-groupe de pression qui peuvent s'établir entre la gauche et les écologistes. La question n'est pas simplement de forme (ménager les susceptibilités des écologistes), elle est surtout de fond.

Si l'on ne comprend pas que le mouvement ouvrier et le mouvement écologique ont une contribution réciproque à attendre l'un de l'autre, on stérilisera une partie non négligeable des possibilités d'un véritable changement de société. En revanche, si on se persuade de ces évidences, et si on en tire les conclusions, alors beaucoup de progrès seront possibles, qui de surcroît auront à coup sûr une traduction électorale.

Il est de l'intérêt de la gauche de s'enrichir de toutes les formes de contestation de la société capitaliste, de s'ouvrir à des aspirations nouvelles qui dépassent l'économisme revendicatif traditionnel. Il est de l'intérêt des écologistes de mettre fin au régime de municipalités (puls d'un gouvernement) qui ont régulièrement mené une politique exactement à l'opposé de ce qu'ils défendent : ainsi, à Paris, ils ne peuvent ignorer qu'une victoire de la droite signifierait six nouvelles années perdues, alors que nous sommes en état d'urgence.

Cette double constatation a plus d'importance que la crise qu'on peut avoir, à gauche, d'une sorte de néo-poujadisme vert, et que la mélanie insidieuse (mais aussi parfois expérimentale) des écologistes à l'égard du discours politique. A l'appel de ces réserves, chacun peut apporter de bons arguments. C'est parfaitement secondaire, en comparaison de la fécondité d'une mise en commun des potentialités des uns et des autres.

Aujourd'hui, cet échange peut prendre la forme d'une sorte de contrat à trois parties : la gauche, les écologistes, les électeurs. De leur côté, les écologistes apporteraient un engagement plus net aux côtés du combat de classe contre le capitalisme (y compris sur le terrain électoral) : il ne s'agit pas de définir le terme de cet engagement à tout prix, mais bien plutôt de suggérer ce que la gauche, pour sa part, pourrait apporter.

1) Le soutien actif à la proposition de moratoire sur le programme électro-nucléaire. Au moins, à Paris, le moratoire sur la centrale de Nogent, assorti d'un plan énergétique pour l'agglomération parisienne, qui montrerait la possibilité pour la population d'une métropole de contrôler sa « voracité ». La démonstration serait de portée mondiale.

2) L'inversion complète des priorités en matière d'urbanisme, notamment pour la circulation (il ne s'agit plus de priorité, mais d'exclusivité aux investissements pour les transports en commun, les piétons et les deux-roues) et pour les activités économiques de la capitale (stopper la spéculation en bureaux).

3) L'ouverture d'une recherche, avec les forces sociales concernées, et notamment les syndicats ouvriers, sur les finalités, les modes et les rythmes de la croissance économique : comment rendre compatible la solution des problèmes liés à la crise avec le respect — et la réhabilitation — des équilibres naturels et des possibilités d'épanouissement individuel et collectif.

4) L'application pratique, dans les municipalités où la gauche est présente, de sa volonté d'établir un nouveau cours démocratique, quitte à assumer parfois des heurts avec les règles édictées par le pouvoir central. Ainsi, à Paris et dans les grandes villes, des municipalités élues dans chaque arrondissement : des assemblées populaires au niveau du quartier et de l'unité de voisinage ; la reconnaissance du droit à l'initiative populaire (qui voit de rétro-rendu par exemple) ; l'ouverture de véritables « maisons communes », lieux d'exercice de la vie active, par les associations, mais aussi lieux de libre rencontre des habitants ; une information locale ouverte à tous les courants, etc.

N'oublions pas que la phénoména écologique est fait aussi d'une contestation radicale de la technocratie, de la hiérarchie autoritaire, du secret administratif, du centralisme bureaucratique et policier. Ce contre quoi la gauche a dû jamales cesser de combattre. En 1977, des progrès considérables ont été réalisés en ce sens dans les programmes municipaux. Ainsi, certains des exemples cités ci-dessus figurent dans la charte de la gauche à Paris. Il faut l'exprimer avec encore plus de force et de cohérence.

Je souhaite que toute la gauche saisisse l'occasion pour le faire. C'est en tout cas l'une des raisons d'être du P.S.U. dans le combat unitaire, l'engagement de ses candidats, la tâche de ses élus.

(*) Membre du secrétariat national du P.S.U.

MERIDIEN TOURS
19, Rue des PYRAMIDES, PARIS 7^e TEL. 260.31.41

TUNISIE
une terre des hommes

SEJOUR POUR UNE SEMAINE

HAMMAMET =	870F
SOUSSE =	1420F
DJERBA =	1650F

Demandez notre documentation gratuite

NOM/PRÉNOM _____

ADRESSE _____ VILLE _____ TEL _____

صلى الله عليه وسلم

هناك النحل

POLITIQUE

Les déclarations de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Enfin, si le parti socialiste a pu surmonter le divorce qui séparait les socialistes traditionnels des chrétiens, c'est par un hasard mais parce qu'il a approfondi ses analyses et mieux compris la signification des aspirations spirituelles. L'évolution de la gauche a fait le lien. Si nous parvenons à « attraper » tous les socialistes potentiels, nous aurons réussi.

Comment expliquez-vous la très nette progression de la gauche dans certaines régions, notamment dans l'Ouest, et sa relative stabilité dans d'autres, comme le Sud-Ouest ?

Il est plus difficile de préserver ce qui est acquis que de gagner ce qu'on n'a pas. Notre implantation dans le Sud-Ouest est ancienne et solide parce qu'un certain effet d'inertie, mais à partir d'une bonne structure, qui existait, le renouvellement des hommes et des idées a permis de porter ses fruits. Voyez le P.S. en la Gironde dans son ensemble, Millau, Angoulême, pour ne citer que quelques exemples, sans oublier le travail en profondeur qui s'accomplit partout ailleurs, notamment à Toulouse. Dans l'Ouest nous partons de loin, mais quelle pourcentage ! Rennes, Nantes, Brest, Angers, qu'on nous les donne, Saint-Brieuc et Lorient consolidés, Vannes bien sûr, Quimper récupérable. Il se produit un phénomène historique dont on mesure encore mal la portée. Cela dit, il serait faux de croire à deux courants inversés, l'un dans l'Ouest, l'autre dans le Sud-Ouest. C'est encore dans cette dernière région que nous sommes le mieux implantés.

« Les écologistes expriment un besoin profond »

Que signifie pour vous la poussée du mouvement écologiste ?

Les écologistes expriment un besoin réel, un besoin profond. Partout d'une idée qui est une grande idée, ils lui consacrent leurs forces militantes d'explication et d'action. Ce mérite ne peut leur être refusé. Le parti socialiste lui, contrairement à ce que l'on entend souvent affirmer, a beaucoup réfléchi et travaillé sur les problèmes. J'ai l'impression, mais, qu'on ne lui a pas donné le temps d'expliquer la portée de ses questions qui se posent aux hommes de notre temps, questions d'ordre économique, social, culturel, institutionnel et de politique internationale. Cette appréhension globale a peut-être été à la base en valeur de ces thèmes écologistes. Je n'ai pas vu de mouvement de ce type électoral faire assaut de « récupération ». Ce n'est ni digne ni utile. Mais il suffit de peu de chose pour reprendre notre propos : dans ce domaine comme dans les autres, j'ajoute que l'écologie séparée de son contexte économique n'a guère de sens. A cet égard les socialistes sont mieux préparés que quiconque pour lutter contre les effets et les vices de la société industrielle.

Tenez-vous désormais pour probable une victoire de la gauche aux élections législatives ?

On ne voit pas pourquoi la puissance du mouvement populaire démocrate lors des cantonales de 1975 et des municipales de 1977 s'arrêterait soudain. Il faut s'attendre cependant aux grandes manœuvres et aux « coups de main » de la droite. Sans oublier les provocations du type de celle que j'ai entendue mercredi : l'arrivée de la gauche au pouvoir provoquerait la guerre civile. Et quel ! la gauche, qui, dans l'opposition, a res-

pecté les lois de la démocratie (démocratie souvent faussée par le pouvoir actuel), y manqueraient quand elle serait elle-même responsable ? Quelle sottise ! Faut-il croire que certains n'appellent démocratie qu'un régime tenu par la droite et par les forces de l'argent ?

Pour Raymond Aron, l'idée que la gauche est capable de gouverner et de réformer efficacement la société actuelle relève de « conte de fées ». Que lui répondez-vous ?

« M. Giscard d'Estaing n'est pas privé de sagesse »

Dans l'hypothèse d'une victoire des partis du programme commun, croquez-vous possible la coexistence d'un gouvernement de gauche avec la maintien à l'Élysée de M. Giscard d'Estaing, et, si oui, dans quelles conditions ?

Ce sera difficile. Mais la réponse appartient au président de la République. Constitutionnellement, il a une entière liberté de choix quant à la désignation du premier ministre. Politiquement, démocratiquement, psychologiquement, il doit désigner un premier ministre issu de la majorité votante par le scrutin universel. De plus, cette majorité aura été élue pour appliquer un certain programme. Elle aura le devoir de l'appliquer. M. Giscard d'Estaing voudrait-il démissionner ? Il ne sera jamais possible en France, du moins dans le cadre de la V^e République, de faire coexister un président élu par un parlement d'origines politiques contraires ? Si tel est son choix, ce n'est pas le président mais le régime qui sombrera. Le programme commun de la gauche ne prévoit pas de profonds changements institutionnels. Son objectif essentiel est de transformer les structures économiques pour réduire puis éliminer les formes diverses d'exploitation de l'homme par l'homme. Au-delà des textes, il y a l'esprit de ceux qui gouvernent la France.

Les socialistes aborderont cette nouvelle phase de leur action avec un grand souci de l'unité du pays et la volonté de préserver, de développer les libertés individuelles, culturelles, politiques des citoyens et le contrôle des travailleurs. Ils n'ont ni l'intention ni le goût d'ajouter à la crise économique dont ils héritent une crise politique grave. Tout cela est affaire de sagesse et d'esprit civique. Le président de la République est là pour montrer qu'il n'en est pas le maître. Vous faites confiance à la sagesse de M. Giscard d'Estaing en cas de victoire de la gauche, mais chacun sait que pour M. Giscard d'Estaing la gauche n'est pas le bon choix. N'y a-t-il pas là une ambiguïté redoutable ?

Je fais confiance à Hum ! Disons plutôt que je compte sur sa capacité, qui est grande, de réflexion politique.

« Les nationalisations seront engagées dans les trois premiers mois de la législature »

Le programme commun a été conçu dans une époque de croissance continue. Vous parlez d'application de ce programme en cas de victoire de la gauche, mais chacun sait que pour M. Giscard d'Estaing la gauche n'est pas le bon choix. N'y a-t-il pas là une ambiguïté redoutable ?

Je fais confiance à Hum ! Disons plutôt que je compte sur sa capacité, qui est grande, de réflexion politique.

élever à 1200 F, devrait atteindre 2000 F aujourd'hui. Tous autres correctifs qu'imposent les circonstances seront examinés. Mais, dans le respect des objectifs, des équilibres et du calendrier, que nous avons fixés. Les nationalisations seront décidées et engagées dans la première session de la législature, donc dans les trois premiers mois. Quant à la fuite des capitaux, avez-vous demandé à M. Barre comment il entendait y mettre fin ? Actuellement 400 milliards sont en Suisse. Sans compter les évènements de l'autre pays à monnaie forte. Or, c'est à moi qu'on demande des comptes sur une fuite éventuelle des capitaux en 1978 ? N'est-ce pas paradoxal ? Nous disposerons en tout cas des moyens classiques - notamment le contrôle des changes - et nous y ajouterons des dispositions qui, en pesant sur le crédit, permettront de ramener à la raison les sociétés qui joueraient contre l'intérêt national. N'oubliez pas que les banques sont nationales, que la Banque de France a connaissance des transferts de capitaux et que nous veillerons à l'information des travailleurs.

Enfin, pourquoi voulez-vous qu'il y ait moins d'investissements qu'aujourd'hui ? Il y en a si peu ? Notre politique sélective du crédit, la maîtrise du secteur bancaire et de neuf groupes industriels dominants, la création de la Banque nationale d'investissement, la régionalisation du Plan, une consommation plus dense, la qualité du climat social, concourront à convaincre les investisseurs qu'il faut croire en la France, qu'il faut croire en la vitalité du peuple français.

Je ne me dissuade pas que l'héritage de la droite sera lourd et de nos actions. Nous agissons en conséquence.

La réussite, au moins partielle, du plan Barre servira-t-elle de nature à faciliter ou, au contraire, à rendre plus difficile l'adoption d'un gouvernement de gauche ?

Moins d'inflation, moins de chômage, pas de déficit extérieur, le budget en équilibre, un franc solide, une production industrielle active, ce serait bon pour nous. Mais cela ne nous rassure pas. M. Barre n'a pas réuni les conditions d'une réussite. Il ne le pouvait sans doute pas. L'économie libérale est un vieux cheval essouffé.

« On n'échappe pas à la logique des classes sociales »

L'inflation résulte, pour une bonne part, de la crise générale du monde occidental et de la hausse continue du prix des matières premières. Croyez-vous qu'il existe des solutions purement nationales aux maux de l'économie française ?

J'ai toujours dit que la crise française s'inscrivait dans le cadre de la crise économique du capitalisme mondial, et je n'ai pas cherché à attribuer à M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre les causes d'une inflation qui vient de loin et de haut. Afin de préserver sinon accroître leurs marges de profit, les entreprises ont eu recours à la hausse des prix et à la réduction des salaires. Cette stratégie a été poursuivie par les entreprises et par les gouvernements sociaux et les partis dont l'idéologie et les intérêts sont liés à ce type de société. Il y a donc complexité objective de nos gouvernements avec les plus grandes puissances de l'argent, puisqu'ils servent le même système. Cela dit, par comparaison avec ce qui se passe en Allemagne fédérale, en Suisse ou même aux États-Unis, on ne peut pas parler d'une responsabilité particulière des conservateurs français dans la mauvaise gestion des affaires de notre pays ces dernières années. Ils ont manqué de clairvoyance et de fermeté. Quand ils ont voulu réagir, c'était bien tard et ils n'avaient plus de marge d'action politique et économique (à cause de leur clientèle et des obligations contractées à l'égard de l'impérialisme américain).

On n'échappe pas à la logique

des classes sociales. Si l'on écoute bien M. Barre, on remarque que ses discours constituent un véritable acte d'accusation contre ses prédécesseurs. La chute du franc, la fuite à qui ? Les prix qui s'installent à 11 % de hausse l'an, la fuite à qui ? M. Barre, visiblement, dédaigne M. Chirac. Mais si je comprends ses déclarations de langage, c'est finalement M. Giscard d'Estaing qui est touché. M. Barre et moi nous sommes donc d'accord pour estimer que les gouvernements de ces dernières années ont échoué, qu'ils sont coupables d'avoir livré les Français à la crise. Mais, moi, je peux le dire en clair et plaindre le premier ministre d'avoir à dénoncer une politique qu'il continue.

Compte tenu de l'évolution de l'électorat, la C.F.E. risque d'être écartée de la gouvernance par la gauche et par les pays dominés par les conservateurs. Une politique européenne vous paraît-elle concevable dans de telles conditions ?

A-t-il été décidé, lors du vote du traité de Rome, qu'il était obligatoire pour les pays du Marché commun d'avoir des gouvernements paritaires de la gauche et de la droite ? Si nos partenaires voulaient nous contrôler à pratiquer une politique contraire aux objectifs qui sont les nôtres, nous n'y sommes pas. Mais, si ce qu'on appelle le Marché commun, eh bien, je ne leur prête pas cette intention. Je crois que la diversité des expériences et des traditions, il me semble aussi que la capacité du socialisme français de faire valoir ses propositions, auprès des peuples et des travailleurs d'Europe occidentale, sera plus grande que la capacité du capitalisme mondial à neutraliser son action.

Le parti socialiste est-il favorable à l'élection des membres du Parlement européen sur la base de la proportionnelle nationale ?

Oui.

« M. Carter a montré du courage »

Comment jugez-vous les premiers actes de la nouvelle administration américaine et notamment la position qu'elle a prise en matière de droits de l'homme ?

Avec faveur. Je souhaite cependant que la juste défense des droits de l'homme ne serve pas d'alibi aux intérêts de la propre société. M. Carter aura beaucoup à faire avec les alliés des États-Unis en Amérique latine. Il m'importe qu'il manifeste du courage et respecte ses engagements.

Comment jugez-vous l'évolution des pays de l'Est ? Celle de la Chine ?

La Chine retourne à la pratique ordinaire des choses. Elle y revêt de grands succès mais en subissant l'inévitable contre-coup du passage de la mystique à la politique. Les pays de l'Est, comment en parler sans établir de très grandes différences ? L'air de liberté y circule mais il circule. Les pouvoirs anciens se raidissent mais ils devront mentir ouverts plus grand les frontières. Chaque génération (durée moyenne trente ans) a sa vision du monde. Staline est mort et, test le cas de la Chine, et les dirigeants du stalinisme ont été remplacés par la révolution soviétique. Le meilleur plutôt que le pire.

Que pensez-vous de l'Europe communautaire ?

Que les trois partis communistes d'Europe du Sud en cause ont envie de vivre leur vie mais qu'il serait déraisonnable d'y voir un schisme. Qu'il s'agit d'un événement très important de l'histoire contemporaine.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE

Le premier secrétaire du P.S. : M. Barre prend un ton désagréable

M. François Mitterrand a déclaré jeudi 17 mars à Nantes :

« Voilà que se dessinent devant nous les grandes manœuvres. Le premier ministre, sortant du rôle dans lequel il s'est complu, nous a montré du doigt, il nous a désignés comme les futurs coupables de la crise dont il est responsable. On cherche à tromper la population. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la droite n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne la politique. Je ne dis pas que la gauche n'a pas de gens compétents, mais je dis qu'ils ne sont pas compétents en ce qui concerne

JUSTICE

Jean-Charles Willoquet devant la cour d'assises de Paris

Mesures de sécurité exceptionnelles au Palais de justice de Paris : des gendarmes mobiles, des policiers de l'école — en faction tout autour de l'édifice, contrôle minutieux des entrées à la cour d'assises, des membres du groupe d'intervention de la gendarmerie — revolver en main — disposés aux quatre coins de la salle, interdiction pour les avocats qui n'ont pas été désignés pour l'audience de pénétrer dans la préfecture. Pour qui ce jour de précautions ? Pour Willoquet, bien sûr.

Est-il vraiment nécessaire de le rappeler ? Willoquet est l'« andalou » on dit, dangereux, malfait, qui, le 6 juillet 1976, a subitement acquis la célébrité en s'évadant de façon spectaculaire, de ce même Palais de justice, avec l'aide de sa

femme Martine, prenant en otage deux magistrats et blessant deux gardes. C'est l'« ennemi public numéro un » que toutes les polices de France recherchaient et qu'il « défait », réussissant notamment à échapper, le 25 octobre 1976, à la souricière préparée à Paris, à proximité du domicile de l'un de ses avocats. C'est l'homme qui, le 1^{er} décembre 1976, au cours d'une opération rocambolesque, aurait déclaré au chef adjoint de la brigade anti-gangster, à Chapeau, commissaire Broussard : « C'est lui aussi qui aurait projeté d'enlever une personnalité » pour faire évader un autre « ennemi public » : un autre « andalou », Jacques Mesrine, et comme ce dernier (le Monde du 4 mars), il se proposerait aujourd'hui d'écrire ses

« Mémoires ». Willoquet, c'est un sourire satisfait, complaisamment photographié dans les locaux de la police judiciaire au moment de son arrestation, le même sourire qu'il avait en comparant le 17 mars, devant la cour d'assises de Paris.

Après la presse et la police, la justice semble apporter son tour de contribution à la « légende » de Willoquet. Privilege rare : on lui a réservé, en effet, toute une session de la cour d'assises. Pendant dix jours, jusqu'au 26 mars, il sera jugé en compagnie de sa femme et de sept autres complices pour toute une série de vols et d'agressions à main armée. Puis, du 28 au 31 mars, avec Martine, un second procès sera consacré à son

Le coiffeur et le vieil homme

An cours du procès qui a commencé le 17 mars, on devra examiner des faits quelque peu oubliés, en fait, de leur nombre, n'auraient pas suffi à faire la renommée de Willoquet. Si l'on a justifié dans les mêmes termes de celui des hold-up et celui de l'évasion, c'est qu'il s'agit du même homme, principal. Mais, dans ces deux cas, ce danger n'était pas tout à fait le même homme. Dans le premier cas on parle d'un temps où Jean-Charles Willoquet n'était pas encore devenu « Willoquet ».

Martine Willoquet, vingt-quatre ans, a connu une existence sans histoire jusqu'à l'our où elle rencontra Jean-Charles, à Paris, dans un bar où elle est serveuse. Cette jeune femme, « douce et réservée », devient soudainement complice de Willoquet, participant à tous les actes de son aventure. En 1975, elle épouse en prison, mise en liberté, elle organise immédiatement l'évasion du Palais de justice. C'est elle qui, revêtue d'une robe d'avocat, pénètre dans la salle du tribunal, tout le monde d'un grand dégoût, fait sortir son mari du box, après lui avoir lancé un regard de défi. C'est elle qui, quelques mois plus tard, sera blessée lors de la fusillade au cours de laquelle Willoquet réussit à s'échapper.

Patrick Giacomini et Gabriel Gradiani, cinquante-cinq ans, connus comme trafiquant de drogue, doivent être transférés vendredi à Lyon.

Le rôle des complices, tous domiciliés dans la région marseillaise, aurait consisté à diffuser une série de billets volés dont on a pu retrouver l'autre partie du butin dans l'achat de voitures de grand standing.

L'un de ses défenseurs l'a souligné lors de la première audience en regrettant la coïncidence de deux procès différents, coïncidence qui, selon lui, n'est pas seulement due au hasard de l'emploi du temps de la cour d'assises et ne peut qu'être désavantageuse à son client. M. Juranville a notamment déclaré étonné que le dossier de l'évasion n'ait pu être jugé plus tôt, « car celui-ci, a-t-il précisé, était le délit du mois de juillet 1976 ».

Les deux auteurs présumés du hold-up de la caisse d'épargne de Lyon arrêtés à Marseille

Les deux auteurs présumés du hold-up commis le 2 décembre dernier à l'agence centrale de la caisse d'épargne de Lyon — au cours duquel 3 119 000 francs avaient été dérobés — ont été arrêtés, mercredi 16 mars, à Marseille. Les deux hommes, Emile Cateau, âgé de trente-trois ans, chauffeur routier domicilié à Marseille, et Daniel Martin, âgé de trente-trois ans, commerçant habitant Aix-en-Provence, ont été interpellés, ainsi que vingt-six autres personnes à Marseille, mais aussi à Lille et à Grenoble, par les policiers de la S.R.P.J. de Lyon, dirigés par le commissaire principal, Jean-Pierre Sanguy. Ce vaste coup de filet a pu être opéré grâce au repérage des billets provenant du hold-up.

Après la modification de leurs examens

MÉCONTENTEMENT CHEZ LES ASSISTANTES SOCIALES

EN FORMATION

Trois cents élèves des écoles d'assistantes sociales de Paris ont occupé durant plusieurs heures, jeudi 17 mars, les locaux du service régional de l'éducation nationale et sociale (S.R.E.S.S.), pour protester contre un arrêté du secrétaire d'Etat à l'action sociale qui modifie les épreuves de l'examen conduisant au diplôme d'Etat, en introduisant une épreuve orale éliminatoire portant exclusivement sur la législation sociale.

L'avocat général, M. Pierre Caland, a vivement protesté contre ces allégations en affirmant que la double condamnation de Willoquet dans une même session d'assises n'avait été décidée que pour « des raisons d'ordre public », l'accusé ayant « suffisamment montré qu'il pouvait être dangereux ». M. Caland a ajouté : « Cette décision ne reflète aucune vindicte du parquet à l'égard de Willoquet », et il devait préciser : « Si la jonction des deux affaires dans un même procès a été un moment envisagée, je n'y suis opposé, car cela aurait pu évidemment nuire à la défense ».

Trente-quatre ans de prison

Les autres accusés ne sont que des complices qui, à l'exception d'Alain Cateau, n'ont participé qu'à quelques-unes des agressions commises par Willoquet. Mais l'un d'eux retient particulièrement l'attention, et ce n'est pas pour le petit rôle de « gendarme » dans le hold-up. Henri Fille est âgé de soixante-six ans. Quinze fois condamné, il a passé trente-quatre années de sa vie en prison. « Comment pouvez-vous ne pas arriver là ? » demande le président. « Oh ! ce serait trop long à expliquer », répond-il. Il avait, portant une longue barbe blanche, il est le seul à paraître devant la cour revêtu du sinistre habit de détenu. Il se promène dans la salle un regard bleu, transparent, et il semble déjà ne plus exister. Henri Fille vient d'une autre époque.

Les auteurs présumés du hold-up de la caisse d'épargne de Lyon arrêtés à Marseille

Les deux auteurs présumés du hold-up commis le 2 décembre dernier à l'agence centrale de la caisse d'épargne de Lyon — au cours duquel 3 119 000 francs avaient été dérobés — ont été arrêtés, mercredi 16 mars, à Marseille. Les deux hommes, Emile Cateau, âgé de trente-trois ans, chauffeur routier domicilié à Marseille, et Daniel Martin, âgé de trente-trois ans, commerçant habitant Aix-en-Provence, ont été interpellés, ainsi que vingt-six autres personnes à Marseille, mais aussi à Lille et à Grenoble, par les policiers de la S.R.P.J. de Lyon, dirigés par le commissaire principal, Jean-Pierre Sanguy. Ce vaste coup de filet a pu être opéré grâce au repérage des billets provenant du hold-up.

La première audience a été uniquement consacrée à l'interrogatoire de personnalité de chacun des neuf accusés, le rapet de fait, une vingtaine de cambriolages et d'agressions à main armée commis d'avril 1973 à juin 1974 — ne devant avoir lieu que ce vendredi 18 mars. Le passé de Jean-Charles Willoquet n'a rien d'extraordinaire. Il le rappelle lui-même et il le souligne. Lorsque le président, M. Jean Ullmann, lui demande s'il a eu des « problèmes » durant son enfance, Willoquet répond sans hésiter : « Absolument pas ! ».

Une déclaration de M. Dassault

« JE N'AI JAMAIS DIT QUE M. DE VATHAIRE AVAIT TORT SUR TOUTE LA LIGNE »

« Je n'ai jamais dit que M. de Vathaire avait tort sur toute la ligne », a expliqué, jeudi 17 mars, dans un court entretien téléphonique avec Europe 1, M. Marcel Dassault, en réponse à des questions sur l'interprétation qu'il donnait, lui-même, du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises, privées ou publiques, de construction aéronautique (le Monde du 17 mars).

Les enquêteurs administratifs

Les enquêteurs administratifs de la police, sous l'autorité de la gendarmerie nationale, dont peut faire l'objet tout candidat d'un emploi public, trouvent leur fondement dans l'article 16, 2^e de l'ordonnance du 4 février 1959, relatif au statut des fonctionnaires stipulant : « Nul ne peut être nommé à un emploi public [...] s'il ne justifie pas de ses droits civiques et s'il n'est pas de bonne moralité ».

Faits et jugements

De faux vins Italiens

La onzième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Antony Schoups, a rendu son jugement, jeudi 17 mars, dans l'affaire de faux vins en douanes, en 1970, de prétendus « vins italiens », bénéficiant comme tels des tarifs communautaires préférentiels mais qui étaient en fait des produits fabriqués à Anvers à partir de moûts provenant de Bulgarie, de Grèce, d'Italie et d'Allemagne.

M. Claude Boyer, responsable de la confection de ces produits, a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis. Les autres prévenus, négociants ou intermédiaires, ont été condamnés : MM. Pierre Ramel et Alain Vallée, à deux mois d'emprisonnement avec sursis, les frères Crémieux, MM. Burpide et Michel Anagnostopoulos, à un mois avec sursis, François Bordon, à quinze jours avec sursis, Mme Simone Vangysel, née Pletzer, par défaut à deux mois d'emprisonnement.

Le pasteur Ziegler est incarcéré

Après son épouse et sa mère, le pasteur Geoffrey Ziegler a été incarcéré en fin d'après-midi, jeudi 17 mars, d'abus de confiance, faux en écritures privées, abus de biens sociaux, etc. par M. Guy Dorache, premier juge d'instruction à Strasbourg (et non pas Bérache, comme nous l'avions écrit par erreur dans l'article consacré à cette escroquerie au troisième âge dans le Monde du 12 mars).

Le pasteur Ziegler a été placé sous mandat de dépôt, mais maintenu dans la clinique, où il avait été admis durant sa garde à vue après un malaise, une expertise médicale ayant en effet établi que son état de santé était pour l'instant incompatible avec une détention en maison d'arrêt.

Le cambriolage meurtrier de Sablon (Isère) : une partie civile

M. Claude Gagliardi, compagnon de la jeune femme tuée dans la nuit du 10 au 11 mars par le propriétaire d'un magasin de Sablon (Isère) dans lequel elle tentait de pénétrer (le Monde du 12-14 mars), a décidé de se constituer partie civile. Il estime, en effet, que le commerçant, M. Louis Girardin, soixante-deux ans, a tué volontairement sa compagne, Mme Dominique Bounat-Billardet, vingt-neuf ans, mère de cinq enfants, en tirant sur elle avec un fusil de chasse. M. Gagliardi, qui s'était constitué prisonnier, a été remis en liberté après avoir été inculpé de tentative de vol.

ÉDUCATION

LA RÉFORME HABY

Les nouveaux horaires de sixième sont publiés au Journal officiel

Les nouveaux horaires des classes de sixième, applicables à la rentrée 1977 — date de mise en œuvre dans ces classes de la réforme Haby — sont publiés par un arrêté publié au Journal officiel du 18 mars.

Les vingt-quatre heures hebdomadaires se répartissent ainsi : français : cinq heures ; mathématiques : trois heures ; langue vivante étrangère : trois heures ; histoire, géographie, économie, éducation civique : trois heures ; sciences expérimentales : 3 heures ; éducation artistique : deux heures ; éducation physique et sportive : trois heures.

En français, en mathématiques et en langues vivantes, une heure hebdomadaire d'enseignement de soutien prévue à l'emploi du temps, s'ajoutera à cet horaire.

D'autres part, deux heures hebdomadaires optionnelles d'activités physiques et sportives, pourront s'ajouter à l'horaire obligatoire. De même, des séances optionnelles pourront être organisées pour les activités manuelles et artistiques.

Par rapport aux horaires actuels en vigueur dans les classes de sixième, « normales » (types I et II), le français, les mathématiques et la langue vivante perdent une heure, compte tenu du fait que l'heure supplémentaire de soutien n'est pas obligatoire.

INCIDENTS AU CONCOURS DES ÉLÈVES CONSEILLERS D'ORIENTATION

Le concours d'entrée dans les centres de formation des élèves conseillers d'orientation scolaire et professionnelle, dont les résultats doivent être publiés le 25 mars, a été marqué par une série d'incidents. Le 6 janvier, à Paris, des candidats ont refusé de passer la quatrième épreuve « en forme de test » qu'ils jugeaient mal adaptée à son objet. La suite de fausses manœuvres (traitement des sujets et mauvaise redistribution), l'épreuve a été annulée.

Le 10 février, à Lille, sur les cent quatre-vingts candidats convoqués pour recommencer l'épreuve, malgré l'absence mention du recteur, trois seulement se sont présentés. Les autres se sont contentés de rendre une copie. Les cent trente-sept autres se trouvaient pratiquement éliminés aujourd'hui de ce concours difficile. Les candidats ont dû attendre pour deux mille candidats environ, ils réclament aujourd'hui l'annulation pure et simple de cette quatrième épreuve. Cette prise en considération des notes des trois premières épreuves seulement. Ils ont demandé une entrevue au ministre de l'éducation.

CORRESPONDANCE

L'enseignement du russe en France... et en Pologne

La suite de notre article intitulé « Apprendre le russe » (le Monde du 11 février), plusieurs lecteurs nous ont adressé leur explication du peu d'intérêt porté par les élèves à l'apprentissage du russe en France. Mlle Joanna Pomian, qui a étudié le russe dans une école polonaise, écrit notamment :

Effectivement, les 6 650 000 élèves étudiant le russe en Pologne contrastent avec les 30 000 Français. Mais en comparant ces deux pays, on commet une grave erreur, car dans toutes les « démocraties populaires », le russe est la première langue obligatoire (1), ce qui fait que tous les élèves, notamment en Pologne et en R.D.A., font du russe. Le choix ne peut se faire qu'au niveau de la deuxième langue. La Pologne a donc logiquement le plus d'élèves étudiant le russe, car c'est le pays d'Europe le plus peuplé (à part l'U.R.S.S.).

M. Pierre Leroy, de Strasbourg, écrit pour sa part :

Comment s'étonner qu'une langue, par ailleurs réputée à juste titre difficile, n'ait pas un gros succès alors que, pour ceux qui voudraient l'apprendre sérieusement, la pratique est en fait interdite. Que la Russie ouvre ses portes, que les séjours des jeunes deviennent possibles, ainsi que les échanges, que les adultes puissent voyager et s'y séjournent librement comme dans les pays occidentaux et que les crises préventives politiques n'empêchent plus les relations personnelles dans l'un et l'autre sens, et la situation de la langue russe en France changera du tout au tout.

La distance et le prix du voyage ne sont plus maintenant un obstacle pour beaucoup de jeunes Français pour aller en R.D.A. ou en Union. Ils ne se seraient pas non plus pour aller en Russie. Je suis persuadé que ce jour-là, trois ou quatre fois plus de jeunes Français apprendraient le russe.

(1) Selon le Roumanie.

Le troisième tour des Olympiades de russe en France aura lieu les 16, 20 et 21 mars au foyer des lycéennes, 10 rue du Docteur-Blanche, à Paris (16^e). Organisées avec le concours de la Société des professeurs de russe, ces Olympiades permettent de sélectionner dix élèves qui représenteront la France aux III^e Olympiades internationales de Moscou, en 1978.

SOCIÉTÉ

LES ENQUÊTES SUR LES CANDIDATS A LA FONCTION PUBLIQUE SONT LÉGALES

Indique le ministre de l'intérieur

Les enquêtes administratives effectuées par les services de police, sous l'autorité de la gendarmerie nationale, dont peut faire l'objet tout candidat d'un emploi public, trouvent leur fondement dans l'article 16, 2^e de l'ordonnance du 4 février 1959, relatif au statut des fonctionnaires stipulant : « Nul ne peut être nommé à un emploi public [...] s'il ne justifie pas de ses droits civiques et s'il n'est pas de bonne moralité ».

Telle est la réponse que fait le ministre de l'intérieur à une question écrite de M. Jean Bernard, député socialiste de la Meuse (Journal officiel du 13 mars, débats Assemblée nationale). Le ministre précise que « le but de ces enquêtes est de s'assurer que les candidats n'ont pas des activités contraires à la sûreté de l'Etat ».

Il ajoute : « La mention qui peut être faite sous la rubrique « Attitude du point de vue national » d'un imprimé concernant un candidat à certains emplois publics de sa candidature à une fonction détermine la sûreté de l'Etat ou la sûreté quelconque sur les libertés civiles ».

Le 7 mars dernier, l'Union nationale des fédérations C.G.T. avait affirmé, au cours d'une conférence de presse, que des enquêtes de police-pénal étaient faites sur des agents de l'administration (le Monde du 10 mars). A l'époque, le ministre de l'intérieur s'était refusé à tout commentaire sur ces accusations.

ARMÉE

TROIS APPELÉS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE MIS AUX ARRÊTS POUR MOTIFS DISCIPLINAIRES

La gendarmerie nationale mène une enquête à la suite d'incidents au 32^e régiment du génie stationné en République fédérale d'Allemagne. Selon un porte-parole de l'état-major du 2^e corps d'armée à Baden-Baden, trois soldats ont été mis aux arrêts pour motifs disciplinaires en attendant la fin de l'enquête.

D'autres suspects, des appelés du contingent, sont encore interrogés. On ignore encore si des poursuites pénales seront engagées.

De source militaire française, on précise que ces incidents se sont produits deux jours avant une « Journée des familles » au 32^e régiment du génie. Des slogans à caractère politique ont été peints sur des maisons ouest-allemandes situées sur la trajectoire devant emprunter les familles des appelés pour se rendre à la caserne.

« Soldats français, hors d'Allemagne », « Parents, que font vos enfants ici », « Solidarité soldats français et travailleurs allemands », étaient au nombre des slogans inscrits sur les murs. Des propriétaires ouest-allemands ayant porté plainte, la gendarmerie française, à la demande de la police du Bade-Wurtemberg, a ouvert une enquête.

مكتب الامن

ÉDUCATION

EN MARGE DES MUNICIPALES

Quand Paris disposera-t-il de son conservatoire régional de musique ?

On se plaint souvent — à juste titre — que Paris soit toujours privilégiée par rapport au reste de la France. Ce n'est point vrai au moins dans un domaine : les petits Parisiens n'ont pas actuellement la possibilité de faire conjointement des études classiques et musicales aboutissant à un diplôme officiel. A la différence des métropoles régionales, cette situation est peu connue, car elle est dissimulée

Aussi curieux que cela puisse paraître, il n'y a pas à Paris d'établissement qui permette de préparer le baccalauréat de technique musicale, dit F.11 (le Monde du 19 décembre 1973), tel qu'on en trouve dans les vingt-cinq grandes villes de France qui ont créé des conservatoires nationaux de région, avec des classes à horaires aménagés, organisées conjointement par le ministère de l'Éducation et le secrétariat d'État à la culture, mais assurées budgétairement à 90 % pour l'enseignement musical par les municipalités. Il en existe quatre dans la région parisienne à Versailles (filiale complète, de la maternelle à la terminale), Aubervilliers-La Courneuve (de la sixième à la terminale), Saint-Maur et Boulogne-Billancourt (système et cinquième).

Les deux ministères intéressés se sont cependant émus de cette anomalie. Ne pouvant obtenir l'accord de la Ville de Paris avant les élections municipales, ils ont ouvert en septembre dernier trois classes de ce type (deux sixièmes et une seconde) au lycée Lamar-tine et au lycée La Fontaine, constituant ainsi un conservatoire national de région en préfiguration, décentralisé, avec un corps de professeurs de musique qui auront d'un lycée à l'autre (et un conservatoire municipal du 9^e arrondissement, quand il n'y a pas de locaux disponibles) pour assurer l'enseignement complet. Ce C.N.R. « éclaté » a réuni quarante-six élèves (dont dix-

neuf de piano, sept de danse, quatre de violoncelle, deux de guitare, etc.) et a bien fonctionné, malgré les difficultés qu'on imagine, grâce à la compréhension et à l'enthousiasme du personnel des deux lycées et des professeurs de musique (1).

Mais l'expérience ne pourra se poursuivre que si la Ville de Paris en accepte la responsabilité l'an prochain, dégage les crédits et les locaux nécessaires pour que la capitale ait, elle aussi, son conservatoire et ses bacheliers. Il faudra en effet doubler les classes, pour les nouveaux arrivants et pour les élèves de cette année qui passent dans la division supérieure. Sinon les classes à horaires aménagés seront supprimées : une décision devrait donc être annoncée rapidement pour que les parents puissent prendre leurs dispositions à l'avance.

Une culture complète

L'opportunité de cette création paraît évidente : depuis onze ans, le succès de ces conservatoires de région a été grandissant (six mille élèves en 1977), la qualité des études s'est concrétisée dans les résultats du baccalauréat F.11 (considéré comme très difficile, avec une importante épreuve instrumentale) : 80 à 85 % de bacheliers chaque année (deux cent cinquante candidats sont inscrits pour la prochaine session).

C'est la possibilité, pour des enfants bien dotés et travailleurs, de mener conjointement des études

des classiques ou modernes et musicales (de la maternelle à la terminale), d'accéder aux diplômes d'État, d'entrer au Conservatoire supérieur ou à l'Université avec une culture complète, et éventuellement de bifurquer en cours de route vers d'autres carrières que celle d'exécutant. Il ne s'agit en aucune manière d'un enseignement « à rabais » : jusqu'à la fin de la troisième, le programme est le même que dans les classes normales, mais réalisé en moins d'heures de cours, parce que les classes à horaires aménagés ne doivent pas dépasser vingt-quatre heures de cours hebdomadaires. Cependant, pour ces enfants, qui, dans le premier cycle secondaire, par exemple, ont de dix-sept à vingt heures d'enseignement général, auxquelles s'ajoutent six heures de l'enseignement musical (et au minimum quatre-vingt-dix minutes par jour de travail instrumental).

Il serait paradoxal que la prochaine municipalité de Paris n'offre pas cette possibilité d'enseignement à ses jeunes administrés, à un moment où la musique prend un développement prodigieux dans tous les milieux. La création d'un conservatoire national de région ne devrait pas entraîner des difficultés insurmontables de crédits et de locaux.

JACQUES LONCHAMPT.

TÉMOIGNAGE

La musique au lycée ou l'enseignement de l'impossible

Un professeur d'éducation musicale dans un collège d'enseignement secondaire de la région parisienne, qui a demandé à conserver l'anonymat, nous a adressé le témoignage suivant :

Il y a quelques années, venant de recevoir mon baccalauréat, mon dentiste, entre deux coups de roulette, me demandait quelles études j'allais désormais entreprendre : j'eus le malheur de lui répondre

que je voulais devenir professeur de musique. Sa réponse fut stupéfiante : « Mais pourquoi vous êtes intelligent, vous pourriez faire autre chose ».

Quelques années plus tard, alors que je préparais le concours de recrutement, notre professeur de français, rendant une dissertation et m'ayant mis une note excellente, ajouta ce commentaire : « Ce devoir est remarquable, je ne comprends pas vos carrières pour faire un autre métier ».

C'est ainsi que, envers et contre tout, je devais professeur de musique. J'étais dès lors confronté d'emblée aux difficultés que rencontrent tous jeunes professeurs de musique qui commencent sa carrière dans un C.E.S. (collège d'enseignement secondaire), et je comprenais très vite que mon enseignement se résumerait à une lutte contre l'« adversité ».

● Les élèves. — Étant donné qu'ils n'ont qu'une heure de musique par semaine, contre quatre dans certains pays d'Europe centrale, il me sera donné d'en voir défiler six cent cinquante par la semaine (l'envisage déjà les six cent cinquante bulletins que j'aurai à remplir à la fin de chaque trimestre !). Va que les élèves n'ont pas vu de professeur de musique les années précédentes, il me sera difficile de « tabler » sur l'acquis pour faire mon cours. Envisage-t-on par conséquent dans le collège six cent cinquante autres disciplines ? Les élèves restent-ils un an sans professeur de mathématiques ?

● Les professeurs. — Ils sont surpris qu'il n'y ait pas de chahut dans la salle de musique et me le disent ouvertement : d'aucuns sont heureux de me servir la main, car le professeur de musique, ça leur rappelle de bons souvenirs, surtout lorsque pendant son cours ils pouvaient faire leur version latine ! Certains collègues viennent me dire avec une sorte de sentiment de culpabilité qu'ils aiment la musique, qu'ils en connaissent rien. D'autres osent me demander si je suis un programme précis, ou si je me contente pendant mes cours de faire passer un disque et de lire ensuite aux élèves ce qui est écrit sur la pochette. Un autre encore, ignorant que le concours de recrutement comporte une épreuve d'histoire de l'art, se plaint à répéter trois fois de suite devant moi qu'il ne faut pas confondre le dessin de Manet et Monet. Un autre enfin s'étonne qu'il existe depuis peu, un concours d'agrégation pour le recrutement des professeurs de musique.

Mais tous estiment que leur discipline (pourant bien pourvue en matériel) doit être prioritaire lors de la répartition des différents crédits. Il est urgent de changer le livre de sciences naturelles vieux de trois ans seulement, alors que la musique n'est pas encore dotée de manuels : « La bête n'est pas indispensable », disent-ils. Tous jugent trop élevée la somme accordée chaque année à l'achat des disques (150-200 F), alors que la discothèque ne comporte que vingt-cinq disques. Enfin, tout le

monde s'accorde à reconnaître qu'un piano dans la salle de musique serait bien nécessaire, mais la question de l'achat devra être posée l'année prochaine seulement. Un seul à le courage de me dire qu'il considère cet achat comme « un luxe bien inutile ».

● L'administration. — Elle va se servir les établissements. A la principale du collège intéressé par les activités d'élève, soucieux de leur donner une importance plus grande et attrahés par la réputation de son établissement, il faut malheureusement opposer celui qui estime qu'un vieux électrophone sera bien suffisant pour le professeur de musique. Enfin, cherchant à obtenir de son professeur de musique le meilleur rendement, et voulant le faire enseigner dans plus de classes que ne le prévoit son horaire, tel chef d'établissement juge qu'une heure de musique tous les quinze jours avec des classes en alternance une semaine sur deux est idéal.

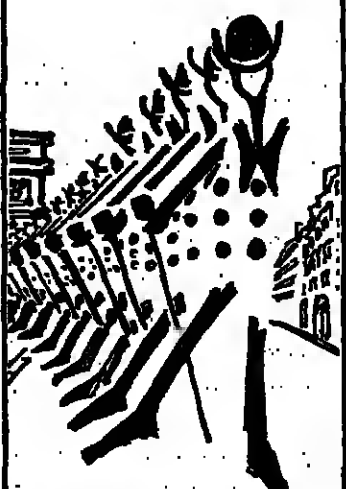
● Le ministère. — Il estime que les maxima hebdomadaires de service des professeurs de musique doivent être supérieurs de deux heures à ceux des professeurs des autres disciplines, car, pense-t-il, probablement les professeurs de musique se fatiguent dans la semaine moins que leurs collègues, n'ont ni copies à corriger, ni cours à préparer ! Il semble évident à ses yeux que, pour un élève, « savoir décorer une symphonie est moins fatigant que savoir décorer l'œuf de la moule (1) ».

Comment, après une telle énumération dramatique, serait-il possible de considérer la musique comme une discipline à part entière ? L'enseignement secondaire ? On serait tenté de résumer le problème sous la forme d'un dilemme : si le professeur de musique est inutile, qu'on le supprime, mais si on le laisse exister, qu'on lui donne les moyens d'enseigner.

En attendant, le professeur de musique des lycées et collèges en est réduit à l'enseignement de l'impossible :

(1) Représentation de M. Marcel Landowski, inspecteur général de l'enseignement musical au ministère de l'Éducation, dans l'ouvrage « Radio-scopie » de Jacques Chancel.

LES GRANDS TAILLEURS DE PARIS



fidèles à leurs traditions, restent les meilleurs garants du rapport qualité/prix

- ANDRÉ BARDOT
18, av. Grande Armée, 10^e
tél. 20.05.02
- LARSEN
348, rue St-Honoré, 1^{er}
tél. 20.40.01
- OPIKA CUMBERLAND
26, av. Kléber, 10^e - tél. 727.10.77
- PAUL PORTES
1, rue de Rivoli, 1^{er} - tél. 20.55.24
- CLAUDE DOMINIQUE
ROUSSEAU
278, rue St-Honoré, 8^e - tél. 20.16.13
- HENRI VIBRA
8, rue Marbeuf, 8^e - tél. 330.00.97
- PAUL VAUCLAIR OWSEN
10, rue Royale, 8^e - tél. 20.58.43

RÉSIDENCE DE VACANCES DE GRANDE CLASSE
RÉSERVÉE A UNE CLIENTÈLE DE GOUT

vous propose en

TOSCANE

MINI-APPARTEMENTS DE VACANCES EN MULTIPROPRIÉTÉ

La multipropriété, APPLIQUÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS UNE RÉSIDENCE DE GRAND STANDING, vous assure POUR TOUJOURS, moyennant un modeste investissement, la jouissance d'un appartement pour la durée de vos vacances.

SAN LUIGI

— remarquable domaine du XVII^e siècle, au cœur du CHIANTI, transformé en 40 luxueux d'édifices (2 personnes/entente) : AMBiance DE QUALITÉ ET DE HAUT CONFORT ; bel aménagement toscain ; baignoire aux échantillons florentins ; cuisines équipées (lave-vaisselle, réfrigérateur, etc.) ; vaste parc (60 000 mètres carrés), piscine, 2 tennis, golf driving-range, sauna, restaurant-bar, salon, salle de lecture, discothèque, galerie d'art, etc., etc.

SAN LUIGI

— pour le divertissement ou la culture, pour une tranquillité inégalable ou l'animation des rues de Florence et de Sienne, pour le repos ou la ronde folle des fêtes folkloriques, pour une civilisation millénaire à votre portée de mains.

SAN LUIGI

— LA BEAUTÉ TOSCAINE, LE CHARMER ITALIEN, LA QUALITÉ SUISSE

Toute information : CUENDET SpA., 1-53030 Strove III (Sienne) - Tél. 19.39.0577/30.41.25.



DEPUIS 100 ANS
PIANOS
toutes marques
neufs et d'occasion
larges facilités de paiement
LABROUSSE
41 bis, rue de Valenciennes, 507.00.34
221, rue de Valenciennes, 622.13.55
33, rue de Valenciennes, 272.91.24
101, av. Général-Lacour, 540.24.00

(PUBLICITE)

Dans le cadre des activités de la COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU GRAND ORIENT DE FRANCE, la loge « Promotion de l'Homme » organise le lundi 21 mars 1977 à 20 h. 30, en l'Hôtel du GRAND ORIENT DE FRANCE, 18, rue Cadet, 75008 PARIS, un débat public :

Le citoyen, l'information et la presse écrite

M. Denis PERIER-DAVILLE, ancien Président de la Société des Rédacteurs du « Figaro », sera l'invité principal.

MM. André AUDINOT, Député, Directeur général du Groupe Bessant, Raoul BULCOUET, ex-collaborateur du « Parisien Libéré », Roger LANCOT, Secrétaire du Syndicat Général du Livre, Francis LEDU, ex-collaborateur du « Parisien Libéré », Paul PARISOT, ancien Président de l'Union nationale des Journalistes, Jacques SAUVAGEOT, Directeur administratif du « Monde », répondront aux questions des participants.

TASIS Programs

ANNÉE SCOLAIRE

The American School

in Switzerland

Niveaux scolaires américains

7-12. Mixte internat et externat

pour garçons et filles. Niveau

d'enseignement élevé. Peu d'é-

lèves par classes. Voyages d'étu-

des. Ski, sports, activités diverses.

6 à 12 ans.

COURS D'ÉTÉ

Le Château des Enfants

Vacances éducatives pour en-

fants de toutes nationalités.

Sports, jeux, expression dramati-

que, art et travaux manuels, ex-

ursions et camping. Leçons de

français ou d'anglais. Encadre-

ment sérieux. Pour enfants de

6 à 12 ans.

The International

Section

Section spécialisée du pro-

gramme secondaire de TASIS. Pro-

gramme d'études américaines pour

étudiants ne parlant pas l'anglais

couramment. Étude intensive de

l'anglais. Sports, conférences,

concerts, voyages.

Entrée à Admissions Office, TASIS, CH-6826 Montagnola-Lugano, tél. (061) 546471

TASIS ENGLISH

LANGUAGE

PROGRAM

Cours intensif d'anglais pour

étudiants de langue étrangère.

Niveaux : élémentaire, intermé-

diaire et supérieur. Sports, théâtre,

art et excursions. Age de 12 à

16 ans.

Parce qu'une

LANGUE

ÉTRANGÈRE

s'apprend sur place

venez avec nous en

ANGLETERRE

ÉCOSSE

ÉTATS-UNIS

ALLEMAGNE

AUTRICHE-ESPAGNE

préparer le B.E.P.C. ou le B.A.O.

dans une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE

43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-43-49

pour une documentation complète et gratuite

NOM

ADRESSE

à retourner à : OSFB 43, rue de Provence - 75009 Paris

Faire le plus pur,

l'eau la plus pure,

pour ceux qui aiment la nature et la liberté.

Séjours en chalet au bord d'un lac : 15 jours à partir de F. 1380.

Circuits à partir de F. 3110.

cet été, en Finlande.

Recommandé après de votre Agent de Voyages

11 rue Aubert

75008 Paris

ou à FINNAIR

NOM

ADRESSE

D'UNE REGION A L'AUTRE

Centre

La région d'Orléans a enterré

922 kilomètres de lignes téléphoniques en 1975

La cheminette avance à petite allure sur le talus de la route, non loin de Mev, dans la Loire-et-Cher. Un homme la conduit au rythme de 300 mètres à l'heure. Un autre guide un câble téléphonique qui se déroule dans le sillon de 5 centimètres de large et de 30 centimètres de profondeur, qu'un soc vibrant a creusé dans la terre. Un troisième referme avec une pelle la mince cicatrice, qui deviendra invisible dans un mois. Pas de chantier spectaculaire, pas de traces : une opération modeste. Pourquoi, comme en Belgique ou en République fédérale d'Allemagne, ne pas généraliser cette formule en France ?

En 1967, il en coûtait deux fois plus cher d'enterrer une ligne que de l'agencer à un poteau. Ce luxe était réservé au réseau urbain et aux câbles importants. A partir de 1970, la pénurie de poteaux en bois et l'apparition d'engins de travaux publics plus perfectionnés modifièrent les données du problème. Sous l'impulsion de M. Michel Lafon, alors directeur régional, puis de son successeur M. Alain Turbat, les télécommunications de la région Centre ont multiplié, à partir de 1973, l'entassement des câbles. En 1975, la région d'Orléans a posé 922 kilomètres de lignes souterraines. C'est un record.

Trois genres d'engins ont permis cette performance. Dans un sol très meuble, le soc vibrant, décrit plus haut, suffit. Monté sur un tracteur lourd, il nécessite peu de personnel. Son utilisation coûte 5 à 6 F le mètre alors que le prix de l'artère aérienne s'élève à 10 F. La tranchée est utilisée dans les terrains plus difficiles. En trois passages, elle creuse le sol à l'aide d'une morse de godet, pose le câble à 15 centimètres de profondeur et remblaye. Enfin, la tronçonneuse vient à bout du roc et du goudron grâce à une roue dentée : simultanément, elle pose la ligne et recouvre la tranchée.

Economie de bois

Au crédit du câble enterré on peut d'abord porter son aspect esthétique. Surtout, il économise trente poteaux par kilomètre. Au

moment où les télécommunications ne parviennent pas à trouver, dans la forêt française, le million et demi de poteaux dont elles ont besoin chaque année, est-ce vraiment n'est pas négligeable. Enfin, les dépenses d'entretien d'un câble en pleine terre sont à l'évidence nettement moins élevées. Dans la région Centre, qui compte le quart de ses abonnés en zone rurale, il suppose un minimum des dérangements des fils téléphoniques importants. Trente et un pour cent d'entre eux sont dus à la foudre, et 25 % aux plombs de chasse. Sur la ligne terminale d'un abonné, 31 % des interruptions sont provoquées par des plombs de chasse, 21 % par un fléchissement sur un mur ou une branche, et 8 % par des camions ou des engins agricoles.

La direction générale des télécommunications (D.G.T.) a décidé de généraliser le câble enterré chaque fois que cette technique sera intéressante, c'est-à-dire lorsque le sol s'y prête. Le résultat est d'ores et déjà probant : on a enterré, en France, 900 kilomètres de câbles téléphoniques en 1975, 2 100 en 1976, 3 300 en 1977, et 5 700 en 1978. Toutefois, la D.G.T. estime qu'elle ne peut enterrer tout son réseau. Elle continuera donc à utiliser les traditionnels poteaux de bois et — malheureusement — les supports métalliques que certains techniciens parlent de peindre pour les rendre esthétiquement plus supportables.

ALAIN FAUJAS.

PRESSE

Le Journal de la presse, bi-mensuel spécialisé qui s'adresse à ceux qui concourent, réalisent, prêtent et diffusent la presse, vient de publier son premier numéro 115 F. Edité par la Société des publications professionnelles françaises, ce magazine a été conçu par l'équipe qui a lancé il y a plus de cinq ans *Stratégies*, périodique spécialisé dans les problèmes de la publicité.

Il publie des informations sur le monde de la presse, les journaux, les journalistes, les interviews, des enquêtes sur les nouveaux titres en préparation, des tableaux de diffusion, etc.

* Le Journal de la presse, 5, rue Chaper, 75001 Paris. Abonnement annuel : 350 F.

AUX Editions l'Essentiel, la section syndicale des journalistes

C.G.T. et les membres de la rédaction protestent contre le caractère totalement mensonger d'un communiqué émanant d'un journaliste étranger aux Editions l'Essentiel. Rappelons que ce communiqué, émanant de M. André Forestier, rédacteur en chef adjoint, affirmait-il, de sept sept, faisait état de l'expulsion des rédacteurs qui occupent les locaux de ce journal « par une trentaine de jeunes gens musclés armés de barres de fer » (la *Monde* du 17 mars).

Le grand prix du journalisme agricole (montant : 8 000 F), décerné par l'Association française des journalistes agricoles, a été décerné, pour 1976, à M. Gérard Garreau, journaliste à l'agence Agra-Press, pour une enquête sur « la conquête du pouvoir économique » dans le secteur de l'agriculture.

Ile-de-France

LE SCHEMA D'URBANISME DE PARIS EST APPROUVE

Le Journal officiel du 18 mars publie le décret approuvant le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Paris (S.D.A.U.).

Le S.D.A.U. est un document d'urbanisme élaboré conjointement par les services de l'Etat et la Ville. Il définit les grandes orientations du développement de

Paris à longue échéance (zones à urbaniser, zones à protéger, équipements principaux). Il sert de base aux décisions de l'administration, mais n'est pas opposable aux tiers.

Le S.D.A.U. de Paris a été approuvé par le Conseil de Paris le 7 octobre 1976 et par le conseil régional d'Ile-de-France le 15 février dernier. Les Parisiens peuvent le consulter à la préfecture de Paris, 17, boulevard Morland (Paris-14) et à la préfecture de la région Ile-de-France, 27, rue Barbet-de-Jouy (Paris-7^e).

GREVE SURPRISE

Neuf heures du matin, vendredi, dans le métro. La rame s'arrête à la station Montmartre. Elle ne repart pas. Les gens s'interrogent. Annonces par haut-parleur : « Par suite d'un arrêt de travail, le trafic est interrompu sur les lignes 8 et 9 ».

Les plus rapides ont compris. Une grève. Ils sortent les premiers. Mouvements divers dans l'assistance, visages soucieux, d'autres inquiets. Certains perdus. Le conducteur d'élite ostensiblement un journal et commence à le lire. Une dame blonde s'avance vers lui :

« C'est une grève ? »

« Oui, madame ».

« C'est un scandale, une honte. Nous, on travaille, vous nous empêchez d'aller à notre travail ».

« Surtout, c'est un monsieur très d'un imperméable beige, bien serré autour de la taille, une serviette de cuir à la main ».

La dame : Vous êtes fonctionnaire, nous on est dans le privé. Vous n'avez aucun risque et vous faites grève. Vous devriez aller travailler dans le privé, vous feriez grève comme cela. Et comment puis-je me rendre à mon travail ?

« Madame, savez-vous pourquoi on fait grève ? Un de nos collègues a été tué, lundi, dans le métro par six voyous ».

« Mais monsieur, on peut être tué dans la rue aussi, ou chez soi, n'est-ce pas une raison pour m'empêcher d'aller travailler ? »

Il a raison, dit un grand gaillard. Vire la grève.

« Ah monsieur ! s'écrie la dame, si tous ceux des idées communistes, allez vivre en Russie ».

[A la R.A.T.P. on précise qu'il y a bien eu une agression sur la ligne 8, mais que le conducteur a été seulement légèrement blessé.]

Dans le Vaucluse, le projet de budget du conseil général a été annulé par un décret du premier ministre, publié au Journal officiel du 2 mars, et pris après avis du Conseil d'Etat. Il est notamment reproché au projet adopté le 13 janvier dernier par le conseil général de faire figurer en recettes des versements de l'Etat dont le principe n'a pas encore été arrêté.

CORRESPONDANCE

Lésigny, un village malade de la ville

Après l'article de François Grosrichard sur Lésigny (Seine-et-Marne) intitulé « Un village avec les maladies de la ville » (le Monde du 1^{er} mars), l'Association du vieux village de Lésigny nous écrit :

« Oui, Lésigny est un scandale du « laissez-faire » en matière d'urbanisme, mais ce n'est pas encore une ville dortoir. Lésigny est en 1977 une commune rurale semi-urbanisée qui, malgré la « griffe » récente, possède toujours un noyau ancien : le village fait de maisons rurales regroupées autour de l'église et à l'ombre de son château et des exploitations agricoles ».

Cette population ancienne vit toujours la même vie, loin des piscines, des tennis, en parfaite harmonie avec son environnement naturel, bien si rare et si fragile devant les nuisances engendrées par les « ZAC » de « ménages mixtes ».

En effet, l'année 1976 a vu l'aboutissement des travaux d'habitation du plan d'occupation des sols (POS) qui, s'il se réalise, constituera le deuxième scandale de Lésigny, moins visible que le premier, mais beaucoup plus lourd de conséquences pour la petite communauté des anciens. Car, pour regrouper les copropriétés « hétérogènes au niveau temporel », le projet de POS envisage la création, encore sous forme de ZAC, d'un centre ville dans le village, et « les garçonnets décentralisés, aux joues maintenant pulpeuses, grimpent aux branches des chênes momifiés », les vieux du pays ont pleuré devant la maquette matérialisant les projets, et attendent maintenant la déclaration d'utilité publique leur signifiant l'expatriation. Des gens ont-ils vécu trop longtemps ?

Quant aux dernières exploitations agricoles, menacées par l'isolement et la fiscalité foncière, elles se verront ou urbanisées ou transformées en zones de loisirs pour l'hydre parisien, alors que Lésigny est située dans le périmètre d'étude de la zone naturelle d'équilibre du plateau de Brié, zone à vocation agricole ou forestière.

La campagne doit-elle être colonisée au détriment d'un village et de ses habitants originels ? Les zones naturelles d'équilibre n'existent-elles que pour être soulignées aux dérogations ?

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

CONCORDE AUX ETATS-UNIS

Un marché entre le gouvernement fédéral et la ville de New-York ?

Le conseil d'administration de l'Aéroport de Paris a dénoncé, jeudi 17 mars, la récente démarche du comité des riverains de l'aéroport de Roissy, demandant aux autorités du Port de New-York d'interdire l'atterrissage de Concorde à Kennedy Airport. Cette prise de position est « dénuée de tout fondement objectif, manifestement contraire à l'intérêt national et effectuée par un groupement dont la représentativité est hautement sujette à caution », a indiqué M. Jacques Larché, président de l'établissement public.

En revanche, la Fédération nationale contre la nuisance des avions, qui groupe cinquante-sept associations de défense, vient de se déclarer solidaire du comité des riverains de l'aéroport de Roissy. Concorde, sur le plan industriel et social, ne nous regarde pas, a déclaré M. Paul Fleury, son président, mais la fait qu'il soit l'objet de plus de 100 000 appels de l'appareil franco-britannique.

Pour sa part, la Chambre des représentants a débattu, le jeudi 17 mars, un crédit de 15 millions de dollars (75 millions de francs) pour des études préliminaires à la construction d'un avion supersonique. M. Dale Milford, représentant démocrate, a indiqué : « Ce dont nous parlons aujourd'hui n'a rien à voir avec Concorde qui est un échec économique et écologique. Il s'agit de ne pas laisser notre industrie aéronautique se faire envahir par les concurrents étrangers. Il y aura, un jour, un avion de transport supersonique avancé transportant des gens autour du monde plus vite que la lumière. Ce projet sera financé par le Congrès et le Département de la Défense. Ce projet sera financé par le Congrès et le Département de la Défense. Ce projet sera financé par le Congrès et le Département de la Défense ».

Ce projet soulevait avant tout par les résidents de l'intérieur de l'Etat, le problème de la façon de se placer de façon très avantageuse sur la ligne de départ pour

QUALITE DE LA VIE

Les mouvements écologistes n'ont pu empêcher la chasse aux phoques

Malgré la présence de Franz Weber et de quatre-vingts de ses collègues journalistes à Terre-Neuve, celle de deux actrices, Brigitte Bardot et Yvette Mimieux, et des écologistes de la fondation Greenpeace, les chasseurs canadiens et norvégiens accomplissent leur travail. Près de vingt-cinq mille bêtes phoques ont été abattues, saignées et dépecées sur la glace depuis l'ouverture de la chasse. Il y a quelques jours.

Devant l'émotion soulevée par cette nouvelle campagne, des négociations ont été tentées entre le ministre de la Pêche et de la Faune et les professionnels français de la fourrure pour qu'ils renoncent à utiliser les peaux de bébés phoques. Par la nuit, jeudi soir 17 mars, à 19 h 30, M. Vincent Auzan, le ministre, a déclaré : « Si nous n'arrivons pas à une solution négociée, nous serons contraints de prendre un décret qui interdirait l'importation de ces peaux ».

A Terre-Neuve, l'offensive des défenseurs des animaux se développe sur plusieurs fronts. Des groupes d'écologistes, qui ont pris place dans des embarcations, se rendent dans les zones de chasse pour tenter d'entraver le massacre. Mais l'entreprise est périlleuse, car l'un des bateaux des chasseurs aurait tenté de renverser leur embarcation. Les journaux ont dépeint les masses de phoques, aux yeux écarquillés, dans des opérations grâce à une flottille d'hélicoptères et de navires. Franz Weber et les écologistes canadiens. Mais leurs réactions sont considérablement gommées, non plus par la population de Terre-Neuve, tenue à distance par la police montée, mais par la tempête de neige qui sévit sur Saint-Anthoine, la base de départ.

Quant à Brigitte Bardot, après maintes tribulations, elle a pu enfin organiser une « table ronde » avec les représentants des chasseurs et phoques, jeudi 17 mars, à Lourdes-de-la-Sablon (Québec). Franz Weber et l'avocat de la fondation Greenpeace y assistaient. B.B. a proposé de favoriser la construction à Terre-Neuve d'une usine de fourrures synthétiques. Celle-ci pourrait utiliser son nom sans payer de droits. L'entreprise coûterait 3 millions de dollars et ferait travailler quatre cents personnes.

DESTRUCTION D'UN PYLONE E.D.F. — L'un des pylônes de la ligne haute tension qui doit transporter le courant de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) vers Paris a été déboulonné et précipité dans un ravin au cours de la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 mars sur la commune de Turckheim.

CIRCULATION

VELOMOTEURS...

DANGER

Le nombre des accidents causés par des vélocycleurs a augmenté, en cinq ans, de plus de 35 %. Pour 1 000 véhicules assurés, il a été de 166 en 1975 au lieu de 112 en 1971. Dans ces accidents, le nombre des personnes blessées (autres que le pilote de l'engin) est passé de 11 à 17.

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance, qui donne ces chiffres, ajoute ce commentaire. A la différence du cyclomoteur (cylindre inférieure à 50 cm³), dont la vitesse est obligatoirement limitée à 45 km/h, le vélocycleur (cylindre inférieure ou égale à 125 cm³) peut circuler sans limitation. Ainsi, un jeune de seize ans, détenteur du permis A1 (examen portant sur la connaissance du code sans épreuve de conduite) peut aussi bien piloter une machine qui roule à 60 km/h qu'une machine qui atteint le 130 km/h.



VIVEZ CHEZ VOUS ET FAITES VOUS SERVIR COMME A L'HOTEL

La "Résidence Club de Neuilly" est une innovation dans l'immobilier. Nous la réservons à ceux qui, toute leur vie, ont été habitués à la qualité et en ont gardé le goût. Nous leur offrons en effet l'opportunité d'acquiescer à la fois un appartement de très grand confort avec balcon sur avenue ou sur jardin, parking privé, cave, etc., et de bénéficier en même temps de multiples services : personnel d'accueil pour la réception, service de restauration en salle à manger ou en appartement, standard téléphonique, secrétariat, service d'assistance médicale avec infirmières, aide ménagère...

La Résidence Club de Neuilly met également à la disposition des résidents d'élégants salons de réception, petits salons et salles de bridge. La Résidence Club de Neuilly est une formule d'avenir. Et d'ores et déjà, une valeur sûre.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule, 92200 Neuilly. Livraison 4^e trimestre 78.

Réalisation


et


Commercialisation



132, bd Haussmann, 75008 Paris
Tél. 261.80.40

Bon à découper et à retourner
à D. FEAU 132, boulevard Haussmann
75008 Paris, pour recevoir une documentation complète sur la Résidence Club de Neuilly.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

Des macarons toujours frais, des fleurs toujours fraîches, des vitres toujours propres, la Résidence Club de Neuilly sera entretenue quotidiennement par un personnel stylé.

مكتبة النخيل

WEEK-END ET SEJOURS DE PECHE EN LIMOUSIN

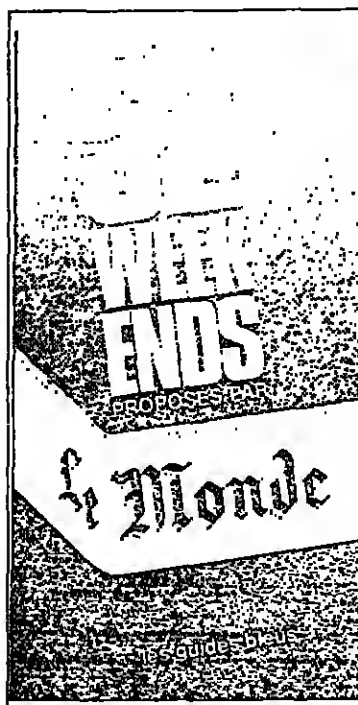
PERIGORD QUERCY



Nous avons sélectionné pour vous au printemps et à l'automne:
HOTEL CAMPINGS.
LOCATIONS.
à proximité des meilleurs coins.

demandez notre nouvelle brochure gratuite
COMITE REGIONAL DU TOURISME
41, boulevard Carnot - 87000 LIMOGES

M.
Adresse:



à partir de partout en France...

Un guide pour des excursions à partir de Paris et des principales métropoles regroupe: les souvenirs historiques, les curiosités monumentales, les thèmes littéraires et artistiques, les plaisirs de la table, en un mot les meilleurs Week-ends proposés par "Le Monde" dans ses pages touristiques pour une découverte raffinée et approfondie de la France.
192 pages / 25 cartes 25 F

HACHETTE

TOURISME

Havas-Voyages: chiffre d'affaires doublé en 4 ans

Le chiffre d'affaires 1976 d'Havas-Voyages a atteint la somme de 750 millions de francs, ce qui revient à dire qu'il a doublé au cours des quatre dernières années. Dans ces résultats, le secteur tourisme représente 58 % du total, le reste étant le fait des opérations de billetterie.

Augmenter ces résultats d'environ 18 % est un des objectifs que la société s'est fixés pour 1977. L'an dernier, Havas-Voyages a transporté 247 000 personnes (acheteurs de forfaits-vacances), soit une progression de 20 % par rapport à l'exercice 1975 (40 000 clients de mieux).

Déjà solidement implantée en France, avec 214 points de vente, Havas-Voyages ouvrira onze nouveaux bureaux d'ici à la fin de l'année. Dans la seule capitale, le nombre d'agences est passé de deux en 1972 à vingt actuellement.

Novotel: capital augmenté

Le capital de la société Novotel-Sielh vient d'être porté de 16 572 000 F à 19 886 400 F, par émission de 33 144 actions nouvelles de 100 F de nominal, émises à 900 F l'une (prime et droits compris). A l'issue de cette opération, les fonds propres de la société sont passés de 48 337 000 F à 64 853 000 F, non compris l'emprunt obligataire convertible de 30 806 000 F émis en 1974 et convertible à partir de 1978.

Novotel contrôle les chaînes hôtelières Novotel et Mercure, et possède une participation importante dans les hôtels Ibis, ainsi que la chaîne de restauration Courtois-Pallu. En dix années d'activité, l'évolution du groupe lui a permis de confirmer sa vocation in-

ternationale avec cent cinquante établissements dans le monde (dix-huit mille chambres).

L'opération qui vient d'être réalisée a pour objectif d'assurer la poursuite de l'expansion internationale de Novotel-Sielh: elle n'apporte pas de modification importante dans la géographie du capital.

Les Français et les Etats-Unis

Au cours de l'année 1976, deux cent vingt mille Français se sont rendus aux Etats-Unis, soit environ 41 % de plus que l'année précédente. La célébration du bicentenaire du Nouveau Monde n'est certes pas étrangère à cet accroissement notable. Et l'Office de tourisme des Etats-Unis a voulu en savoir un peu plus quant à ces voyageurs.

L'enquête menée par ses services fait apparaître que 41 % des touristes ont choisi la voiture sans chauffeur pour se déplacer à travers le pays, et 10 % le *mobiltour*. Mais nombreux ont été ceux ayant préféré à ces formules les lignes aériennes intérieures, et 20 % l'autocar. Les villes les plus visitées ont été, dans l'ordre, San-Francisco, Los Angeles, New-York et Las Vegas. Pour ce qui concerne les sites, le Grand Canyon l'emporte, suivi de Yellowstone, Disneyland et les parcs nationaux.

Des sondages effectués à cette occasion, il ressort que 58 % des intéressés se rendaient aux Etats-Unis pour la première fois; que 53 % des passagers ayant emprunté un vol charter étaient âgés de moins de trente-neuf ans; que les hommes avaient été plus nombreux à bord (64 %) que les femmes; et, enfin, que 59 % des voyageurs étaient originaires de la région parisienne.

Reprise du tourisme au Portugal

Le nombre total d'entrées de touristes au Portugal, en 1976, a été de quelque deux millions deux cent mille personnes, soit un progrès de 11 % par rapport à l'année précédente, a indiqué M. Cristiano de Freitas, directeur général du tourisme portugais, lors d'une conférence de presse tenue pendant la deuxième Semaine mondiale du tourisme.

La demande française a représenté environ 12 % du total, et, d'autre part, la balance touristique a bénéficié d'un excédent de 31 % en prix courants par rapport aux résultats de 1975.

M. de Freitas a insisté sur la volonté manifestée par le gouvernement portugais de relancer son industrie touristique au plus vite. Pour ce faire, Lisbonne entend donner la priorité à une nouvelle politique de crédits, les déclarations du passé étant dues pour une très large part à la mauvaise structure financière des entreprises.

Au nombre des mesures à mettre en œuvre d'urgence figurent notamment une augmentation du plafond du crédit public; la prolongation des délais d'amortissement; la concession de taux d'intérêts préférentiels; l'extension des mécanismes de crédits destinés à l'exportation des biens ou produits destinés aux touristes.

Espagne: recettes en baisse

Les recettes du tourisme espagnol, en 1976, ont atteint 15 417 000 000 de francs, soit une diminution d'environ 9,4 % par rapport à celles de l'année précédente, a indiqué le ministère espagnol de l'information et du tourisme.

Chiffres

Quant au nombre de touristes enregistrés l'an dernier, il a été chiffré à 30 014 353 soit, selon les mêmes sources, un nombre sensiblement équivalent à celui de 1975.

Consortium Canada

En 1975, 82 508 Français se sont rendus au Canada. L'année suivante, ils étaient 110 000, soit 34 % d'augmentation. « Les Jeux olympiques n'expliquent pas tout », disent avec un sourire ravi les responsables de l'Office de tourisme du Canada. Soudes de ne pas s'arrêter en si bon chemin, ils lancent à présent l'opération Consortium Canada.

Douze organismes (1) se sont

associés pour la circonstance. Ils miment désormais leurs efforts promotionnels et réunissent sans plus tarder en une seule et même brochure toutes leurs propositions de forfaits. Du voyage « indépendant » à la randonnée en « kit » (à construire soi-même), du séjour sédentaire au grand circuit.

* Brochure « Aventures au Canada », dans les agences de voyages.

(1) Deux compagnies aériennes, Air Canada et Air France, et dix organismes de voyages: American Express, Canadian National, Horizons, L'Espresso, Jet Tours, Croisières Paquet, Scanditours, Séjours et Tour West (plus l'Office de tourisme lui-même et la délégation générale du tourisme au Québec).

Un été grec

DES le 23 juin prochain, il sera possible de se rendre de Paris à Athènes par chemin de fer et en quarante-huit heures. A noter que le même voyage, via la Yougoslavie, dure environ soixante heures. Les chemins de fer helléniques ont assuré un service régulier Athènes-Patras-Athènes correspondant aux heures d'arrivée des ferry-boats venant de Brindisi et touchant le grand port du Péloponnèse. Les voyageurs passeront une nuit à bord du ferry-boat.

Cette nouvelle liaison Athènes-Paris et Paris-Athènes répond à une augmentation du nombre des touristes français passant leurs vacances en Grèce. Selon les plus récentes statistiques fournies par l'Office de tourisme hellénique, les touristes français ont atteint en 1976 le chiffre record de 311 513 sur un nombre total de 4 243 563 étrangers. Les Français se placent ainsi en cinquième position après les Allemands (1 518 645), les Américains (443 008), les Yougoslaves (433 716) et les Anglais (433 531). Tout indique que le nombre des touristes français sera encore plus élevé en 1977.

La progression régulière du nombre des touristes français en Grèce pose cependant divers problèmes. En 1976, les services consulaires d'Athènes sont intervenus dans plus de huit mille cas et, faute de moyens matériels nécessaires, sans toute l'efficacité souhaitée. En effet, d'innombrables Français persistent à se rendre en Grèce comme s'ils se rendaient à Rome.

Beaucoup ne disposent pas d'un titre de voyage valable (passaport ou carte d'identité nationale) ou négligent de faire figurer leurs enfants sur leur passeport. Ils pensent que la simple présentation du livret de famille est suffisante, ce qui n'est pas le cas. Tout aussi nombreux sont les Français qui n'entendent pas leur contrat d'assurance automobile habituelle à la garantie des divers aléas d'un voyage à l'étranger. Enfin, trop nombreux sont également nos concitoyens qui ne tiennent pas assez compte du « surbooking » pratiqué tant sur les places d'avion que sur les réservations hôtelières et se retrouvent en panne de devises alors que les consulats ne sont pas autorisés à leur consentir des avances financières. Enfin, innombrables sont ceux qui, par excès d'optimisme, oublient que tout voyage dans un pays étranger sous-entend un certain nombre d'incidents imprévisibles, accidents de la route, décès, hospitalisation, perte d'argent ou de bagage, votre incarcération pour les amateurs de courts mais acides « voyages », la répression des stupéfiants entraînant des peines de plus en plus lourdes.

Les Français candidats à la Grèce (comme dans tous les pays à forte vocation touristique) ont donc tout intérêt à bien préparer leur voyage et à ne pas se berner à une trop rapide lecture des dépliants publicitaires.

MARC MARCEAU.

AVION, PLUS AUTO, PLUS HOTEL

Le principe est simple: vous arrivez, vous partez, vous êtes libre. La voiture est assurée, le kilométrage illimité. Vous choisissez votre itinéraire, vos aires, vos étapes. Et vous descendez dans un des hôtels Mundi pour une nuit, un jour ou plus. A votre choix.

Un exemple de prix: 8 jours en Andalousie. Paris-Madrid-Palme de Maior-Madrid-Paris. Avion + auto + hôtel: 1 370 F par personne pour 4 participants.

Demandez à votre agent de voyages le dépliant avion + auto + hôtel.

Exemples prisés de la brochure Mundi Color: 15 jours aux Canaries pour 1 250 F ou 10 jours en Corse pour 1 250 F ou 10 jours en Sardaigne pour 1 250 F.

Et quelques autres destinations: Maldives, Zanzibar, Capricorn, Tahiti, etc.

IBERIA LA GARANTIE DES VOIS REGULIERS

pour mieux découvrir L'AUTRICHE

partez en AUTOCAR

2 exemples

AUTRICHE 12 jours 2.880 F
GRAND TOUR D'AUTRICHE 14 jours 3.650 F
Tous frais compris de Paris à Paris

Demandez la brochure sur nos 80 circuits de 2 à 27 jours

le tourisme français

96, rue de la Victoire 75009 Paris - Tél. 280.67.80
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 588.92.41
177, rue d'Alsace 75014 Paris - Tél. 542.47.03
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 220.88.74
14, avenue de Villiers 75017 Paris - Tél. 227.62.18
147, rue Ordener 75018 Paris - Tél. 076.52.42
5, rue Louise-Michel Lavallée-Perrin 92300 - Tél. 757.05.70
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen Tél. 280.67.80 poste 280
CABIN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, LOURDES, NANTES, NIMES, NORD, TOURCOING, BRUXELLES.

Les Lignes Karageorgis. La façon luxueuse de visiter la Grèce - avec ou sans voiture.

Nous faisons la traversée entre les deux ports les plus proches - Ancona en Italie du nord et Patras - l'entrée idéale en Grèce. Il y a quatre départs par semaine de mai à octobre, tous les dimanches, mercredis, jeudis et samedis. 'Mediterranean Sea' et 'Mediterranean Sky'.

Ces ferry-boats pour voitures entièrement climatisés de 16.000 tonnes offrent un standing de navire de croisière en matière de logement, cuisine et service - mais les prix des couchettes sont seulement à partir de 260 F.

Pour tous renseignements et réservations, mettez-vous en rapport avec les spécialistes - votre agence de voyage ou le représentant Karageorgis.

KARAGEORGIS LINES

Opérateur: 38 Bd des Italiens, 75009 Paris. Tél. 346 7206. Le Voyage en Grèce: 6 rue de l'Eschelle, 75001 Paris. Tél. 360 3000. Navigation: 20 rue de la Michodière (métro Opéra), 75002 Paris. Tél. 346 6549.

هناك من الجبل

TOURISME

L'HOTELLERIE ET SON TÉLÉPHONE

Grand standing et vieux standards

NON contente d'apparaître à travers les statistiques internationales comme un pays sous-développé en matière de télécommunications, la France donne une piètre idée de son téléphone et, partant, de son hôtellerie à ses hôtes étrangers. Ceux-ci ne comprennent pas qu'il leur soit si difficile de téléphoner dans les grands hôtels. Ils restent souvent perplexes devant la facturation élevée de leurs communications.

Le trafic téléphonique considérable d'un hôtel nécessite des installations complexes. En effet, un établissement de mille chambres équivalent, de ce point de vue, à une ville de cinq mille habitants. Les hôteliers estiment souvent que le bon fonctionnement du téléphone incombe aux P.T.T. La loi du 18 septembre 1974, qui fixe les normes de classement des hôtels de tourisme, ne les déçoit pas puisqu'elle n'exige, pour les catégories « trois étoiles » et plus, qu'un poste téléphonique avec accès au réseau dans chaque chambre. Aucune autre contrainte ne pèse sur le directeur qui s'adresse à un installateur privé pour équiper son établissement de postes téléphoniques.

Dans le dernier numéro de la revue Télécommunications, M. André Mallet, sous-directeur à la direction générale des télécommunications, critique cette anarchie. « On peut

parler, à de rares exceptions près, de la grande misère des installations téléphoniques de l'hôtellerie de luxe », écrit-il. Plus de la moitié des installations des établissements ne sont pas adaptées aux nécessités du trafic et aux exigences de la clientèle. Une étude réalisée, en 1976, par la direction générale des télécommunications auprès de trois cent vingt-huit hôtels « quatre étoiles » explique pourquoi. 67 % des grands hôtels (dont 50 % à Paris et 73 % en province) sont encore équipés de standards téléphoniques desservis

par opératrice. 74 % des standards se trouvent dans les établissements de moins de cent chambres. On peut s'étonner que ce système qui que subsiste à une telle échelle. Il est lent, car oblige le client à s'adresser à la réception pour obtenir une communication. Par ailleurs, il est très coûteux puisqu'il nécessite l'embauche d'une opératrice. « C'est un peu comme si à notre époque les bains étaient préparés à l'aide d'eau chaude que l'on monterait à bras d'homme dans les étages », ironise M. Mallet.

Facturation au « petit bonheur »

Autre cause de la médiocrité du service téléphonique dans les hôtels de luxe : la vétusté du matériel. Alors que les techniques évoluent rapidement, on dénombre 32 % des hôtels (27 % à Paris, 34 % en province) équipés de commutateurs âgés de plus de dix ans. Dans une célèbre ville d'eau, trois hôtels utilisent même des installations vieillies de cinquante ans.

La capacité des lignes ne correspond pas non plus aux nécessités du trafic. Sur les 328 hôtels étudiés, 34 seulement disposent d'un nombre de lignes d'accès au réseau adapté au nombre de leurs postes intérieurs.

Il y a aussi beaucoup à dire sur la tarification des communications pratiquée par les hôteliers. Tout connu, d'ail-

leurs, par les cafetiers, restaurateurs, etc.). Un arrêté du 20 septembre 1973 fixe à 0,25 F le montant maximum de la surtaxe que ceux-ci peuvent réclamer en cas d'appel local. L'application de ce règlement limite à 0,85 F le prix total d'une communication dans Paris. En cas d'appel à longue distance, la surtaxe ne doit pas dépasser 28 % (appel inférieur à 5 francs) ou 15 % (appel supérieur à 5 francs) du prix de la communication. Malheureusement, tous les hôtels ne disposent pas de compteurs électroniques capables de délivrer à la demande un ticket précisant le montant demandé et la durée de la conversation. La note présentée aux clients est trop souvent calculée au « petit bonheur ».

Il n'est pas aussi évident qu'il y paraît de se servir d'un téléphone « en prise directe sur le réseau », c'est-à-dire entièrement automatique. Les touristes étrangers de la moitié des hôtels « quatre étoiles » ainsi équipés ne reçoivent aucun document leur donnant un mode d'emploi clair. Aussi les télécommunications ont-elles décidé d'offrir gratuitement à ces établissements l'annuaire du département, afin qu'il soit placé dans chaque chambre. Elles éditent, de surcroît, un guide pratique rédigé en plusieurs langues à l'intention des clients peu familiarisés avec le combiné, lequel sera prochainement à leur disposition.

Le fonctionnement du téléphone dans les hôtels de luxe dépend, bien sûr, de la qualité du réseau français de télécommunications. Mais il est aussi fonction des efforts des hôteliers soucieux de fournir à leur clientèle un service téléphonique digne de ce nom, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

N'est-il pas paradoxal que, dans des établissements modernes où le client est invité à ériger lui-même ses chaussons et à se servir à boire, il doive attendre pendant de longues minutes que la standardiste lui réponde. Et lui appelle son numéro ?

ALAIN FAUJAS.

* Revue française des télécommunications, janvier 1977, Tour Montparnasse, boîte n° 41, 75735 Paris Cedex 15.

Chambres picardes

En 1973, la Picardie comptait cent cinquante et un hôtels totalisant trois mille trois cent cinquante chambres. Au 1^{er} septembre 1976, elle recensait trois mille trois cent quatre-vingt-sept chambres. Cette légère augmentation est essentiellement due à la création de nouvelles chambres, comme le Jacques-Borel d'Assesville (cent chambres) sur l'autoroute du Nord, ou le Mercure de Beauvais (soixante chambres). La Picardie reste au dernier rang des vingt et une régions françaises dans le domaine hôtelier.

« Les conditions d'attribution des aides du Fonds de développement économique (F.D.E.S.) sont trop exigeantes », dit-elle, « trop de dossiers sont rejetés ». Les régions de la Picardie ont donc mille trois cent quarante pour toute la France (rapport Picardie-

France : 0,20 %), constate-t-on au comité régional du tourisme, avant d'évoquer la deuxième aide financière possible, la prime nationale d'équipement hôtelier. Destinée à aider les établissements des zones littorales et des agglomérations concernées par les contrats « villes moyennes », elle pourrait résoudre les problèmes du littoral picard, mais aucun hôtel n'a pu encore en bénéficier. Quant aux aides départementales, on estime « leur procédure peu incitative ».

Mais la Picardie a-t-elle un réel besoin d'hôtels ? Zone verte située entre le Nord et la région parisienne, elle reçoit, tout au long de l'année, des amoureux de la nature dont le but n'est pas toujours de loger à l'hôtel. Le caravane ou la vieille maison picarde

« à restaurer » sont les habitats de week-ends ou des grandes vacances pour les touristes aux revenus modestes. Et pendant la belle saison les terrains de camping font le plein. Les gîtes ruraux et le tourisme à la ferme sont également en expansion.

La Picardie a plus besoin d'équipements légers pour accueillir ses visiteurs de fin de semaine et ses estivants que d'hôtels classiques et classés. C'est d'ailleurs l'un des buts que s'est fixé le comité régional de tourisme, qui étudie actuellement la possibilité de créer une prime régionale qui favoriserait l'hôtellerie familiale (hôtels classés « tourisme », en une et deux étoiles, et hôtellerie rurale ne pouvant prétendre au classement), une hôtellerie offrant toutefois une qualité de confort suffisante, proche des normes du classement

une étoile. Le montant de cette prime pourrait atteindre 10 % à 20 % des travaux. Le budget régional 1977 étant voté, cette proposition, si elle est retenue, ne pourra être appliquée qu'au budget de l'année prochaine.

MICHEL CURIE.

CLUB ANGLAIS

déjournés d'études et de libre en ANGLETERRE, ALLEMAGNE, ESPAGNE, AUTRICHE, ITALIE pour adolescents et pour adultes (Hôtels, Familles, Universités) PROGRAMME SPORTIF et PROGRAMME TOURISTIQUE tous horizons TARIF SPECIAL JEUNES 20, rue des Passés-83-Bermer Paris-9 - 833-61-72 - L.L. A 483

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT » accueil en groupe, toute l'année, les amateurs de 3 à 83 ans. 5, RUE LACROIX, PARIS-9 Téléphone (le soir) 707-83-04

Safaris-Photo de la Vanoise

Découvrez les parcs nationaux, leur faune, leur flore, leurs plantes médicinales, leur avifaune, leurs traditions alpines avec IMAGES et CONNAISSANCES de la MONTAGNE Au libre choix de chacun 10 à 15 sorties quotidiennes dirigées par des spécialistes : guides de montagne, ornithologues, photographes, botanistes, etc. Prêt gratuit de matériel photo et optique, initiation et perfectionnement, laboratoires photo, projections. Refuges privés. DU 1^{er} AU 14 MAI ET DU 19 JUIN AU 10 SEPTEMBRE Renseignements et inscriptions : Images et connaissances de la montagne, B. P. 47 - 73130 VAL D'ISÈRE - Tél. : (73) 020063

Offrez-vous le Tour du Monde

La Flotta Loro vous propose d'effectuer un fabuleux Tour du Monde. La croisière se déroulera à bord du merveilleux Achille Lauro, navire prestigieux de 24.000 t, équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, salles de jeux, orchestre, gastronomie, animations, services médicaux. Nous avons prévu 28 escales et de très nombreuses excursions : Gènes, Naples, Port-Saïd, Suez, Bombay, Colombo, Penang, Singapour, Bangkok, Hong-Kong, Ketching, Kobe, Yokohama, Honolulu, San Francisco, Los Angeles, Acapulco, Balboa, Curacao, S. Juan de Puerto Rico, St Thomas, Guadeloupe, Barbados, Dakar, Madère, Barcelone, Cannes, Gènes. Embarquement à Gènes le 10 janvier 1978, retour à Gènes le 8 avril 1978. Prix : de 32.445 F à 62.215 F. Demandez notre brochure à votre agent de voyage ou à : CIT 5, bd des Capucines 75002 Paris Tél. : 073.40.83

DEVENEZ VOTRE PROPRE CAPITAINE A BORD D'UNE DE NOS BARCHES SUR LA MAGNIFIQUE RIVIERE SHANNON EN IRLANDE Sans permis, sans formalités, vous serez libre d'aller où et quand bon vous semblera. Vous découvrirez des villages tranquilles et ferez la connaissance du peuple irlandais et accueillant. Nos barches modernes et luxueuses à 4, 5, 6, 7 et 8 couchettes vous attendent. Pour plus amples détails, écrire à : Emerald Star Line, Dept. St. James Gate, Dublin 8 (Irlande).

LA RENCONTRE DE L'AVENTURE LA NOUVELLE GUINÉE avec Ben Nadassy En Range-Rover et en pirogue dans la forêt tropicale et les villages isolés de Papouasie VOYAGES EXPLORADO : des voyages pas comme les autres, aux quatre coins du Monde. EXPLORADO S.A. 86, avenue Lagrand, BRUXELLES. 1050 Autorisation Cat. A n° 2260.

DÉCOUVREZ NOTRE PRINTEMPS Dans 145 villages de la région, 150 hôtels, 200 bungalows, 50 camping, etc. des étages d'artisans, du monde paysan, d'équitation, de sports, de pêche, de la culture, de la gastronomie, de la santé, etc. demandez notre brochure gratuite en couleur de 72 pages en envoyant ce bon à : DÉCOUVERTE DU MASSIF CENTRAL 31, rue Eugène Gilbert - 63004 Clermont-Ferrand NOM : ADRESSE :

charter "Eté 77" Guide du charter "Eté 77" Guide du charter "Eté 77" Guide demandez le programme ! L'AVION N'EST CHER QUE POUR CEUX QUI NE SAVENT PAS S'EN SERVIR. Parmi une centaine de destinations et formules de voyages : INDE 2350 F U.S.A. 1310 F GRECE 690 F MEXIQUE 2250 F Etc... etc... Vols aller-retour

LA COMMISSION FRANÇAISE L'AUTRICHE VOYAGES AUTOCAR

la grèce de plus près et tout de suite

Au Stills-Club: 1 semaine à partir de 1350 F avion compris, départ le dimanche. Sports et animation gratuits, vin à discrétion. Hellenic Air organise des vacances exclusivement en Grèce. Plusieurs formules: hôtel club, circuits - séjours hôtel, croisières en yachts, croisières en bateaux de luxe (Stella Solara, City of Andros), croisières de 1, 3 ou 4 jours. Réductions jeunes mariés et 3e âge. Demandez notre brochure vacances 77.

Hellenic-Air le Parthénon
29, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris
tél.: 265.86.81/742.02.25

hellenic air

tout un monde à découvrir...
un pays plein de contrastes, le lieu idéal de vos vacances.

yougoslavie

Renseignements et documentation détaillée
Office du Tourisme YUGOSLAVE et Compagnie Aérienne J.A.T.
31, boulevard des Italiens 75002 PARIS - Tél. 292.10.59

YUGOTOURS
le spécialiste de la Yougoslavie
demandez sa brochure de 72 pages dans toutes les agences de voyages

MAROC 8 jours 1105 F

Scandinavie 14 j. 2.255 F
Grèce 8 j. 1.450 F
U.R.S.S. 15 j. 2.350 F
Mexique 12 j. 1.150 F
Turquie 8 j. 1.120 F
Corse 8 j. 1.050 F
Baléares 8 j. 1.050 F
Maroc 8 j. 1.105 F
Inde - Népal 24 j. 5.250 F
Cameroun 24 j. 5.250 F
Tunisie 8 j. 875 F
Yougoslavie 8 j. 1.105 F
Israël 21 j. 2.950 F

et Indonésie, Pays de l'Est, Kenya, Espagne, Pérou, Bolivie, des Grecques, Thaïlande, Inde, etc...
Prix comprennent voyage par avion, séjour en hôtel et centre de vacances, circuits, nourriture, voyages plus spécialement réservés aux 17-24 ans.
Vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes.

payscope international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02
Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

nom _____
adresse _____
ville _____ code postal _____
des prix pour aller plus loin plus longtemps page 24

BELGIQUE 1977

dans le cadre de
L'ANNEE RUBENS ET DES MUSEES

Profitez des week-ends forfaitaires pour faire la Belgique buissonnière. Venez découvrir l'infini de ses plages. Venez jouer à rebrousse-temps parmi les joyaux inestimables de ses célèbres villes d'art. Venez vivre le captivant dépaysement des Ardennes belges, le pays vrai, l'étonnant folklore. Et puis, 1977... c'est l'année Rubens. Un week-end, un séjour, des vacances en Belgique, ça n'est jamais cher, et c'est toujours enrichissant.

Catalogue gratuit en couleurs. Réf.: MO - Office National Belge de Tourisme
21, Boulevard des Capucines - 75002 Paris.

TOURISME

COTE D'OPALE

Le Conservatoire entre dans ses dunes

Les Français auront cet été 3 000 hectares de plus pour river, 3 000 hectares de côte sauvage que le tout nouveau Conservatoire du littoral vient d'acheter à des propriétaires privés et qui seront donc accessibles au public. Les brèches ouvertes dans le barrage de barbelés et de béton qui s'élève un peu plus chaque année entre les belgiques et la mer sont encore bien étroites. Quelques kilomètres lei et là sur la Côte d'Opale, en Bretagne, dans le Cotentin, en Vendée, en Camargue, en Corse. Mais un espoir est né. Les Français ne sont peut-être pas condamnés aux plages à bronzer et aux points de vue tarifiés.

Les dunes de Camiers (Pas-de-Calais) sont l'une de ces fenêtres sur la mer. Elles constituent le premier achat du Conservatoire, et, à ce titre, elles sont déjà « historiques ». Elles s'étendent sur 2 kilomètres (et 200 hectares) en bordure de l'estuaire de la Canche, juste en face du Touquet.

Un notaire lillois venait jusqu'ici y tirer les lapins avec quelques amis. Bien avant lui, en 1914-1918, les tomates s'y exportaient à manœuvre au canon, et en 1935-1945 les Allemands y avaient planté leurs blockhaus et tissé leurs barbelés. Les blocs de béton sont à la mer, le vent souffle dans les argousiers aussi piquants que des chevaux de frise, et Jeannot lapin reste maître du terrain.

Il faut plusieurs heures de marche pour explorer cette lande sauvage parsemée de mares, coupée de boqueteaux d'où jaillissent les chèvrefeuilles, bordée de dunes sahariennes qui dégringolent brusquement sur le glauque remue-ménage de l'estuaire. Les alouettes envahissent les pentes, le soleil, les bergamotes sautillent sur la plage, et sur la mousse le renard a laissé ses fèces. La butte qui s'élève ici n'y sera peut-être plus dans quelques mois. Le vent sans cesse malmené le paysage et vous pousse des grains de sable jusqu'entre les dents.

Les dunes de Camiers ont échappé sans doute pour toujours aux lotisseurs et aux entrepreneurs de Luna-Park. Il était temps. Du sommet de la colline la plus élevée le regard embrasse une large portion de la Côte d'Opale. Dans les lointains latéraux on aperçoit les immenses dunes qui déshonorent le front de mer du Touquet. Ce que l'on ne voit pas, ce sont les parcs de stationnement qui s'avancent jusque dans la mer, les dizaines d'hectares de forêt grignolés par les villas d'une agence immobilière britannique, les marins qui se glissent derrière les dunes littorales.

L'estuaire lui-même a failli y

passer. Un projet dément voulait couper ses grèves et ses méandres piquetés d'oiseaux d'eau d'une jetée de béton. Un barrage sur la Canche ! Tout cela parce que les Lillois voulaient pomper l'eau de cette rivière à sa source pour abreuver leurs usines.

Quand le regard se porte vers le nord, il bute sur les cabanons lépreux d'un camping, puis sur l'espèce d'EL.M. jaunâtre que la compagnie La Henin a osé planter en bordure de plage à Sainte-Océ. Le projet n'est pas mort, se faire aussi grosse que le bœuf. Les bulldozers y ébranlent les dunes pour que les mille deux cent résidences d'un lotissement puissent s'édifier. Juste derrière, à l'aplomb des chemins des cimenteries de Dannes heureusement plantées en arrière de la côte, l'E.D.F. méditait de construire une centrale nucléaire. Le projet paraît oublié... pour

l'instant. Et à l'horizon se profilent encore les buildings d'Hardelot. Alors le Conservatoire, ces quelques centaines d'hectares du Conservatoire où l'on peut encore cheminer au hasard, libre de liberté, de vent et de soleil.

Tirer les premiers

Que fera-t-on ici ? Hélas, nous ne savons pas grand-chose. Quelques plantations pour compléter les bouquets de peupliers et de pins Laricio, un lacis de sentiers pour que les explorateurs n'abîment pas les dunes. La nature n'a besoin de personne.

Le sauvetage des dunes de Camiers, on le doit à une poignée de fonctionnaires : des gens des eaux et forêts, de l'agriculture et même de l'équipement, qui sur la côte du Nord et du Pas-de-Calais sont effarés par ce qui est en

train de se commettre. An nom de l'Etat ils ont déjà acheté 365 hectares d'un site admirable à Merlimont, à 5 kilomètres au sud du Touquet.

Sans piper mot, ils guettent les dévôts, les mariages, les familles qui peuvent soudain amener un propriétaire à vendre ses dunes. Ils ont minutieusement répertorié les coins les plus précieux entre la frontière belge et la baie de la Somme. D'autres achats sont en vue. Mais chut ! la guerre contre les promoteurs se mène dans le secret. Car aujourd'hui, pour sauvegarder quelques lambeaux de littoral encore vierge, pour assurer en somme les vacances des Français de l'an 2000, les pouvoirs publics eux-mêmes sont obligés d'agir par surprise. De tirer les premiers, comme les héros du Far-West !

MARC AMBROISE-RENDU.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Ceux que la Mission ignore

INVITES par la Mission d'aménagement touristique, les représentants du tourisme français à l'étranger étaient amenés à effectuer, voici quelques semaines, une visite en Languedoc - Roussillon et terminaient leur périple par une réunion de synthèse à La Grande-Motte.

Quelle aubaine pour bon nombre d'entre nous, directeur d'offices du tourisme, de pouvoir enfin rencontrer nos collègues situés à des milliers de kilomètres de notre région et qui couvrent comme nous la promotion touristique de la France et, en l'occurrence, de la région qui nous tient à cœur, le Languedoc-Roussillon !

Le droit à la parole...

D'autre part, vu parfois la modestie de nos budgets, c'était l'occasion d'une économie substantielle et d'un gain de temps appréciable que de pouvoir enfin connaître non seulement les hommes, mais aussi leurs avis, leurs critiques et suggestions vis-à-vis des efforts que nous manifestons pour attirer chez nous les clients étrangers. Ils ont été écoutés, et pour cause ! Nos espoirs en la matière furent vite déçus : la rencontre et le dialogue nous furent refusés.

Du reste, nous n'étions pas les seuls à être absents, pas de professionnels du tourisme, pas

d'hôteliers, pas d'agences de voyages. Une fois de plus, la Mission, après les journalistes, les promoteurs, les personnalités de tous bords, a convié les représentants du tourisme français à admirer ses propres réalisations. Une fois de plus, la Mission semble être seule habilitée à représenter la réalité touristique de notre région.

Hors la Mission, point de tourisme en Languedoc - Roussillon ! A vouloir nous ignorer toujours et en tous lieux, nous, représentants et cheville ouvrière d'une économie locale, sommes enclins à penser que nos stations ne sont que des verrues folkloriques qu'il faut à tout prix cacher aux yeux des plus avertis ! Nos stations ne seraient-elles que des « repoussoirs » face aux luxueuses et fonctionnelles « usines touristiques » nouvelles ?

Il faudrait un jour que l'on sache que si la Mission d'aménagement feint de nous ignorer, en ce qui nous concerne, l'attachement n'est pas de mise. En effet, chargés de promouvoir nos stations respectives, nous nous sentons profondément solidaires d'une région tout entière, et, à ce titre, nous nous devons de donner de cette dernière une image touristique « unifiée ». C'est ainsi que, dans nos offices du tourisme, on peut aussi bien trouver des renseignements et informations sur la station elle-même que sur les stations avoisinantes et l'ensemble de la région Languedoc-

Roussillon. L'œuvre de la Mission y a naturellement toute sa place.

Quand voudra-t-on nous reconnaître le droit à la complémentarité, donc l'égalité face aux nouvelles stations ? Car, enfin, sans l'existence de ces stations anciennes, à quel ressembleraient donc les nouvelles ? A un vaste décor d'opérette animé ou aveuglé par les projecteurs des mass media appelés de temps à autre à grand renfort de millions ! A ce sujet, loin de nous l'idée de sous-estimer les efforts de la Mission en matière de publicité et de promotion afin de mieux faire apprécier à travers le monde son action et ses réalisations ; nous n'en nions pas les retombées bénéfiques pour nos stations.

...et à l'existence

Le problème posé nous paraît clair : parce que nous sommes au contact permanent de la population résidente et de la population estivale, nous revendiquons notre participation réelle et effective au devenir touristique de notre région. Nous réclamons pour cela le droit à l'existence, à la parole, à la rencontre et au dialogue, fondements même du vrai tourisme.

D. Y. MICHEL,
directeur O.T. Palavas.
J.-L. GOULIEN,
Directeur O.T. Andrieu-Bains.
M. GRAU,
directeur O.T. Font-Romeu.

Les Britanniques ont toujours peur de la rage

Des mesures destinées à renforcer et à faciliter la protection contre les risques d'importation de la rage viennent d'être présentées

au Parlement britannique et prendront effet le 28 mars prochain. C'est le dernier volet, avant le début de la période de vacances, d'une législation préventive extrêmement stricte.

En aucun cas, les animaux « indigènes » ne doivent monter à bord d'embarcations transportant des animaux « étrangers » ; les conditions de sécurité et les responsabilités à l'égard des animaux arrivant de l'étranger et séjourant sur des embarcations sont rappelées avec davantage de précisions ; les inspecteurs et la police ont des pouvoirs plus étendus pour se saisir des animaux ne respectant pas ces conditions et éventuellement les abattre ; de même, les animaux débarqués illégalement sont susceptibles d'être abattus par la police, ce qui revenait exclusivement jusqu'ici à des inspecteurs des services vétérinaires.

Les aéroports autorisés à recevoir des animaux importés restent les mêmes : Birmingham, Edinburgh, Gatwick, Glasgow, Heathrow, Leeds, Manchester et Prestwick. En revanche, la liste des ports a été modifiée et s'étend désormais comme suit : Douvres (docks de l'est), Harwich (Navy Yard Wharf), Hull, Liverpool, Hoverport international de

Ramsgate (Pegwell Bay) et Southampton.

Enfin, un projet de loi sur le droit criminel qui est en cours de vote au Parlement prévoit que toute infraction aux mesures anti-rage peut être punie d'une amende maximum de £ 1 000 (environ 900 francs) ou lieu de £ 400.

Sous le signe du lévrier

Cent trente et un circuits à travers les Etats-Unis et le Canada figurent au sommaire du dernier catalogue de Greyhound, la compagnie d'autobus dont les véhicules, qui arborent tous le lévrier fameux, sillonnent l'Amérique du Nord de part en part.

Des circuits qui vont de deux à trente jours, et intéressent notamment les parcs nationaux, les Rocheuses canadiennes, les grandes villes, etc.

* Greyhound World Travel : 15, rue Baudouin, 75002 Paris. Tél. : 075-50-50 (catalogue sur demande).

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE LE

YEMEN

Des vols à 1.900 F
Nos expéditions à partir de 2.700 F
Un guide : 15 F

LES SEYCHELLES

Vols avec vernacule Reicé de 15 m.
Pleureuse, pêche au gros sur des bateaux spécialement équipés.
Les plages désertes et la mer transparente de 334 des Seychelles vous attendent.
Une semaine, vol + ville ou plongée à partir de 3.250 F

ILE MAURICE

Détente et repos hors du commun vol et séjour à partir de 3.500 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passez nous voir ou téléphonez-nous

544-21-99 et 544-20-43

PASSEPORT

68, rue de Valenciennes, 75006 PARIS
Métro : Rennes

Destination poudreuse.

Vous regardez quelquefois les Bulletins Officiels d'enneigement ? Altitude 2000 mètres à 90 km de Nice. ISOLA 2000 est mieux placée qu'aucune autre station pour garantir ses records d'enneigement et d'entretien. Il reste quelques places pour profiter de notre merveilleuse poudreuse de Printemps.

Téléphonez à ISOLA 2000: PARIS, 38, rue de Lisbonne. Tél.: 337.55.09, ou à la Station ISOLA 2000, Tél.: (03) 02.70.50.

isola 2000
Neige et soleil garantis par contrat.

DU 27 MARS AU 17 AVRIL 1977
ENCORE QUELQUES PLACES.

محسان العلي

TOURISME

UNE PREMIÈRE EN CHINE

Le « Danaé » sur la rivière des Perles

Et, soudain, le paquebot ruisselait de lumières et de bruits s'immobilisant dans le silence. Sur la carte intitulée « Macao to Pedro Blanco, including Hongkong », le crayon de l'officier de navigation venait de s'arrêter à la hauteur d'un minuscule îlot de la côte chinoise appelé Lef-sam. Là, à l'embouchure de la rivière des Perles, par 113 degrés de longitude et 22 de latitude, l'Occident et la Chine avaient, cette nuit, un rendez-vous. Il était juste minuit, le samedi 26 février 1977, et l'instant avait quelque chose d'historique : pour la première fois depuis vingt-sept ans, la Chine allait accueillir directement, dans l'un de ses ports, un paquebot chargé de touristes étrangers.

Ce geste marquait un assouplissement dans la politique restrictive appliquée jusqu'alors par la Chine en matière de tourisme. L'honneur d'accomplir cette première mondiale avait été accordée à l'armateur grec Yannis Corras, nouveau roi du tourisme maritime, dont les paquebots tout neufs offraient en 1977 plus de six cents journées de croisière aux amateurs de plus en plus nombreux de ce genre de vacances. Une année entière de négociations de Londres à Pékin avait dépendu de la nécessité de Corras pour arracher le sésame qui allait permettre aux 214 passagers (dont 150 Américains, 25 Français et 30 Allemands) du lûbatus « MTS Danaé », et aux 245 Grecs de l'équipage, de remonter, cette nuit, les 150 kilomètres de la rivière des Perles jusqu'à Whampoa, le port de Canton.

L'aventure commença par un extraordinaire suspense. A l'heure du rendez-vous, aucune trace des Chinois. Tout n'est qu'ombres et silence sur la mer qui croissait d'une lumière comme un décor d'estampe. Contrepoint par les Chinois d'observer un rigoureux silence radio, le « Danaé » est coupé du monde. Sur la passerelle, le commandant Max Filippoussis, un ancien de l'école française des Frères d'Athènes, grille nerveusement cigarette sur cigarette, tandis que les officiers de quart mitraillent la nuit de signaux optiques. Massés aux rambarades, les passagers scrutent avec émotion les ténèbres qu'un bandeau de brume commence à envelopper. « Bon Dieu, où sont-ils ? », bougonne le commandant dont le regard inquiet surveille l'écran du radar révélant la goélie d'îlots, de rochers et de hauts-fonds qui environnent son bateau. Pour se rassurer, l'officier n'a qu'une ressource : jeter un coup d'œil vers l'écluse de saint Nicolas, patron des marins grecs, dont la lanterne brille dans la pénombre. L'attente devient oppressante.

Et, soudain, tel un message de l'Au-delà, une série d'éclairs venant du rivage éclatent à bâbord. Une brève, trois longues, une brève, commandant au navire d'attendre sur place. Soulagement général sur la passerelle. Quelques instants plus tard, après un nouvel appel lumineux, un gros remorqueur émerge de la brume, vire au-

tour du « Danaé », et vient se ranger à bâbord. Aussitôt, comme mus par un même ressort, une cinquantaine de Chinois et plusieurs jeunes femmes sautent sur l'échelle de coupes et s'engouffrent dans le flanc du navire. Policiers des frontières coiffés de casquettes à étoile rouge, le revolver en bandoulière, officiers pilotes en uniforme de taille grise, douaniers en beige, représentants de Lundingshe, l'agence de tourisme officielle chinoise, fillettes-soldats à longues nattes, vêtues de larges pantalons kaki, tous se répandent instantanément à travers le paquebot comme si son aménagement n'avait aucun secret pour eux. Ce qui frappe immédiatement, c'est la totale absence, le silence, l'immobilité, de ces visiteurs que les passagers et l'équipage contemplent comme des Martiens.

L'opération séduction

En quelques secondes, les trois pilotes chinois sont sur la passerelle. Ils s'inclinent devant le commandant et prennent aussitôt la direction des opérations. Une voix métallique annonce, d'abord en anglais l'extinction totale du radar et du sonar : les contours de la côte chinoise et le tirant d'eau de la rivière des Perles ne regardent pas l'Occident. Là même voix commande ensuite : « Mochines en avant », toutes, cap 350 ! » A cet ordre, un frisson secoue les 17 000 tonnes du navire. Cent vingt-cinq ans après les canonnières britanniques qui avaient ouvert la Chine aux trafics de l'Occident, le « Danaé » entre dans la rivière des Perles.

L'accueil des Chinois restera inoubliable. Pour inaugurer cette nouvelle étape de libération du tourisme étranger dans leur pays, ils réserveront à leurs visiteurs une véritable opération de séduction. Devant la gare maritime toute neuve de Whampoa où accoste le paquebot au lever du jour, attend une véritable armée de guides et d'interprètes, une centaine d'hommes et de femmes en bleu, près d'un Chinois pour deux visiteurs.

Aucun attente pour débarquer : les officiers d'immigration et de douane montés à bord avec les pilotes ont pro-

cessé à toutes les formalités pendant le sommeil des passagers. Leur descente à quai est suivie par un concert de chants et de cuivres lancés de tous les haut-parleurs du port. Avec une curiosité amusée, les Chinois observent le bateau et ses passagers, puis se précipitent à leur rencontre. Salutations, serments de mains, effusions. Pour un peu, on s'embrasserait. Souriant, gais, détendus, ils entraînent l'imposant troupier vers les autocars à travers l'immense hall de la gare maritime orné d'un grand portrait de Mao entre des slogans célébrant, en anglais, l'amitié entre tous les peuples du monde.

Des fenêtres des autocars qui les emportent vers Canton, les visiteurs découvrent le pays : premières images d'une Chine étonnante courbée derrière les buffles dans la bouse des rizières, d'une Chine de jardins-orchères ciselant jusqu'à l'horizon une mosaïque de cultures maraîchères, d'une Chine où, hormis celui de quelques camions et tracteurs, le seul moteur reste la force des hommes. Premières visions d'une Chine possible, laborieuse que les passagers du « Danaé » pourront enrichir pendant trois jours des trésors d'un programme divers et parfaitement organisé. Ils déjeuneront avec les pay-

sans de la commune populaire de Huanan et vivront dans une salle d'opération de l'hôpital numéro 1 de Canton, l'émotion d'une obliteration de la thyroïde chez une femme non endormie mais seulement anesthésiée par acupuncture. Les doigts des artisans de Tachin leur révéleront que les Chinois de Mao savent ciseler l'ivoire aussi parfaitement que leurs ancêtres de l'époque des empereurs Ming ou Tang ; les acrobates de la troupe de Canton et les élèves du palais des Enfants les étonneront par leurs prouesses et leur humour.

Mais le plus nouveau, c'est peut-être la liberté inattendue que les Chinois laissent à leurs visiteurs. Beaucoup de touristes pourront ainsi se perdre, sans guides, dans le dédale des rues de Canton ; ils y découvriront une Chine où la viande, la farine, l'huile et le riz ne s'achètent que contre des tickets de rationnement. Ces escapades seront également l'occasion d'éprouver la gentillesse d'un peuple, sa gaieté, son humour, son absence de défiance envers les étrangers. Aïe ! dans l'autobus municipal ancré de l'avenue de la Libération, tous les voyageurs se lèveront pour offrir leur place aux visiteurs de l'Occident.

L'excursion chinoise des premiers touristes venus en bateau n'est achevée dans l'euphorie d'un somptueux banquet de vingt-sept plats offerts par la ville de Canton. Au cours des innombrables toasts célébrant l'amitié de la Chine et des peuples, les Chinois invitent leurs hôtes à leur adresser la liste complète des critiques que l'organisation de leur séjour avait pu leur suggérer.

« Nous voulons que la Chine soit une véritable terre d'accueil pour nos amis du monde entier », proclama le vice-président du comité révolutionnaire de la ville de Canton, Lei Wei. Pour concrétiser aussitôt ce désir, Chao Wei, l'un des principaux chefs de l'organisation officielle de tourisme chinois Lundingshe, leva alors son verre et annonça une grande nouvelle : la Chine ouvrira bientôt Changhaï et plusieurs autres de ses ports aux paquebots de l'Occident.

DOMINIQUE LAPIERRE.

MONNAIES DE COLLECTION

B. R. E. D.

Banque Régionale d'Épargne et de Dépôts
DÉPARTEMENT NUMISMATIQUE

Achat - Expertise - Vente

26, rue de la République - 75008 PARIS - Tél. 522-71-23 et 387-96-90

vivre voir trouver au canada



De nombreuses formules originales pour découvrir la merveilleuse nature du Québec, sous le soleil chaud de l'été canadien, à quelques pas des grandes routes, des lacs purs, des rivières limpides, des vallées pleines de fruits sauvages. Séjours en centres de vacances, auberges, fermes, chalets ou camping. Plusieurs possibilités d'excursions, randonnées, canotage, voile, participation aux travaux de la ferme.

2 semaines en chalet (location) : à partir de 2 460 F.
2 semaines à la ferme (pension complète) : à partir de 3 465 F. Base 5 personnes. Avion compris Paris-Montréal + voiture avec 1 600 km par semaine.

For your vacation, contact us at:
Office de tourisme du Canada
4, rue St-Jacques, 75001 Paris
Nom _____
Adresse _____
Code postal _____

Boite postale 111
voyages vacances tourisme
5, bd de Valenciennes
75015 Paris
Tél. : 538.20.00
11, quai des Célestins
69002 Lyon
Tél. : (78) 37.53.90

Enfin tout savoir sur les Croisières :

- la présentation de tous les paquebots (même fluviaux) offerts sur le marché français;
- ce que sont exactement toutes les escales que l'on vous propose;
- tous les programmes de l'été et de l'automne

dans le numéro Spécial Croisières de la revue mensuelle de Tourisme

Les Carnets de Voyage

et le memento touristique de Michel Bagot

en vente (10 F) à partir du 25 mars à

- Edi-Media-Press, 29, rue Camborne, 75015, 783-61-32
- L'Astrolabe, 48, rue de Provence, 75009;
- Le Tour du Monde, 9, rue de la Pompe, 75016;
- Ulysse, 35, rue St-Louis-en-l'Isle, 75004.

Paris-Miami sans escale

La compagnie américaine National Airlines a obtenu l'autorisation du Bureau de l'aéronautique civile américain (CAB) d'exploiter la ligne Paris-Miami en Floride à partir du 22 juin prochain.

pour une période de quatre-vingt-dix jours. Il est prévu quatre vols (sans escale) hebdomadaires dans chaque sens.

A la table d'un fermier finlandais

Plusieurs fermes de la Finlande du Sud et de la partie centrale du pays sont équipées pour accueillir désormais des groupes comptant jusqu'à vingt personnes. Comme il y a toujours une lac à proximité,

baignade, pêche et canotage

multifonctionnalisent les heures qu'on ne passera pas aux travaux des champs, ou au sauna.

Selon le confort proposé, les prix pour une semaine en pension complète varient de 870 à 715 francs par personne, en chambres à 3 ou à 4 lits.

* Office de tourisme finlandais : 12, rue Aubert, 75008 Paris. Tél. : 266-40-12.
Sur place renseignements et réservations : Finlandia, 26 Bobertholm, SF-00120 Helsinki.

centre de l'encadrement
34, rue René Beugnot 75008 Paris
Tél. : 266.15.53

VACANCES D'AVENTURES

POUR LES JEUNES DE 11 à 17 ANS

De nouvelles et passionnantes vacances attendent les jeunes vacanciers aux centres F.J.L. Club en France et en Grande-Bretagne. Tous les choix d'activités sont proposés : canotage, voile, équitation, escalade à dos de poney, exploration de grottes, etc. Les camps sont situés à l'arrière et à la limite du Parc de Gales. Une merveilleuse occasion d'appréhender l'histoire. Aucune expérience particulière n'est requise.

Tous a été prévu et organisé, y compris une initiation agréable, par des moniteurs professionnels. Pour votre brochure en couleurs gratuite, écrire à :

FCL, Holidays, Dept. 12, Domaine de Ségur, 97 Vagnas, Ardèche, France - Tél. : VAGNAS 17.

santé et loisirs à
vichy
station ouverte toute l'année

SYNDICAT D'INITIATIVE OFFICE DE TOURISME VICHY 16100/74

Avec Jaltour, découvrez la Malaisie des Malais.



Et si vous connaissez déjà la Malaisie, partez au Népal, à Bali, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Birmanie, en Inde, à Formose, en Indonésie, en Corée, à Manille.

Jaltour vous a préparé plusieurs séjours étonnants sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3.100 Francs, Hong-Kong à partir de 4.520 Francs et le Japon à partir de 5.270 Francs.

Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez visite à votre agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour, 75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Jaltour

Venez connaître la vraie Italie



L'art de l'hospitalité au pays de l'art.

Mer, montagnes, lacs, folklore

Manifestations artistiques, mode, des sports pour chaque saison
• Gastronomie et vins de qualité • Diversité des climats des Alpes à la Sicile • Stations thermales réputées, les meilleurs hôtels à tous les prix • Villages touristiques dans de beaux sites, 1250 campings • Prés de 6000 km d'autoroutes, excellent réseau routier ferroviaire • Ations et bateaux pour le monde entier • Bons d'essence à prix réduit • Cartes forfaitaires pour musées d'état • Mille attractions dans la tradition d'une civilisation antique, dans l'élan chaleureux de son peuple.

Renseignements :
E.N.I.T. (Office National Italien du Tourisme)
14, avenue de Verdun, 06000 Nice, 87.75.81
23, rue de la Paix, 75002 Paris, 266.66.68



en Italie essence 45% moins chère pour les automobilistes étrangers.
Avant de partir... achetez vos bons d'essence dans les Banques et Agences de Voyage agréées.

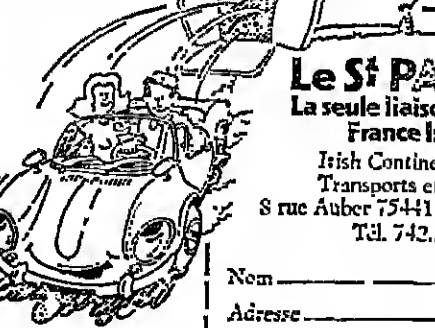
Comment faire passer gratuitement votre voiture en Irlande tout en restant honnête.

C'est bien simple, partez au printemps sur le St-Patrick : si vous êtes quatre, elle voyagera gratuitement, et si vous êtes trois, ou deux, elle ne paiera que demi-tarif. C'est tout, c'est parfaitement moral.

Et le cœur léger, vous pourrez profiter du St-Patrick qui est un bout d'Irlande avec des bars, des boutiques, des restaurants, des ponts-promenades...

Vous partirez du Havre à 17 heures, vous arriverez à Rosslare le lendemain à 15 heures en ayant fait une très bonne affaire.

(*sauf entre le 25/6 et le 31/8)



Le St PATRICK
La seule liaison maritime France-Irlande.
Irish Continental Line
Transports et Voyages
8 rue Aubert 75441 Paris Cedex 09
Tél. 742.31.49

Nom _____
Adresse _____

KLM. AMSTERDAM.

A partir de 650F, nous vous offrons les reflets des canaux, les feux des diamants, et les ciels de Van Gogh.

Les reflets ? Sans doute en manquant de vous beaucoup au long des canaux circulaires, tout occupé que vous serez à détailler les palais admirablement proportionnés que s'offrent au XVIII^e siècle les princes marchands.

Les feux ? Dans la diamanterie Van Moppes, vous ne les verrez certainement pas tous s'allumer au cours de la très lente transformation d'une gemme brute en joyau scintillant.

Les ciels ? Là, c'est une affaire entre Van Gogh et vous. Mais peut-être passerez-vous trop vite devant tel ou tel des 200 toiles et des 400 dessins qui composent son musée.

Vous comprendrez : à partir de 650 F, nous, K.L.M.,

vous offrons un week-end à Amsterdam, dans lequel sont compris les transferts, la nuit dans un excellent hôtel, le petit-déjeuner et la visite guidée de la ville.

Mais nous savons bien qu'il vous faudra plus d'un week-end pour en éprouver toutes les beautés.

Ecrivez ou téléphonez à K.L.M.,

36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris.
Tél. 742.57.29 ou laissez votre

nom à votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

TOURISME

A Lans-en-Vercors la station est dans le stade

DEPUIS l'hiver de 1972, les stations du Vercors souffrent d'un manque de neige. Déjà, dans plusieurs villages situés entre 900 et 1 200 mètres d'altitude, l'herbe a reverdi. Ailleurs, les pentes, qui devraient être en cette saison des pistes de ski, sont déjà rendues à leur vocation première, l'élevage. L'hiver, habituellement rude dans cette région, est depuis quatre ans anormalement doux. En dehors de Villard-de-Lans (1 050-2 170 mètres) et de Corrençon (1 150-2 080 mètres), les douze stations du Vercors sont toutes situées au-dessous de 2 000 mètres.

C'était le cas du village rural de Lans-en-Vercors, qui exploitait depuis une vingtaine d'années quatre téléskis installés entre 1 025 mètres et 1 300 mètres d'altitude. En 1974, la municipalité décidait de « hisser » ces installations jusqu'à 2 000 mètres, et, dans un premier temps, d'équiper de huit remontées mécaniques les 800 hectares du domaine de la Sierre. Propriétaire de tous les terrains situés au-dessus de 1 400 mètres, la commune de Lans souhaitait réaliser une opération immobilière classique en montagne : appel à un promoteur qui, en échange de la construction de la route d'accès (ici 5 kilomètres), reçoive plusieurs hectares de terrain destinés à être urbanisés.

L'art d'« être social »

En 1971, on envisageait ainsi de réaliser à Lans-en-Vercors un ensemble immobilier de trois mille lits. La commune se réservait cependant le droit de construire et d'exploiter les remontées mécaniques. Une proposition honnête », estime le docteur Léopold Fabre, maire de Lans-en-Vercors depuis vingt-cinq ans. Si le projet avait reçu en 1972 un avis favorable de la commission interministérielle d'aménagement de la montagne, le ministère de l'environnement demandait l'année suivante sa suspension afin de ne

pas compromettre la naissance du parc régional du Vercors. En contrepartie, la commune obtenait 1 500 000 francs de subvention au titre de la rénovation rurale, 1 million du département et 400 000 francs de la région.

Le conseil municipal de Lans se trouvait ainsi en possession de l'argent nécessaire à la construction de la route d'accès à la station, tout en restant maître de sa montagne, qu'il décidait immédiatement d'équiper. La commune de Lans-en-Vercors, maître d'œuvre de l'aménagement, obtenait du conseil général de l'Isère la prise en charge, à concurrence de 50 %, des annuités d'emprunt. De son côté, le conseil municipal acceptait de bloquer toute construction sur le nouvel emplacement et de limiter la croissance immobilière sur le territoire communal.

La route qui mène aujourd'hui à la nouvelle station de ski débouche sur un parking de neuf cents places d'où partent toutes les remontées mécaniques. Aucun immeuble n'a donc été édifié, à l'exception de deux bâtiments « destinés au casse-croûte et à la sécurité », précise le directeur de la station, M. Alain Hubert. Les restaurants, les hôtels, les studios et les commerces sont installés 5 kilomètres plus bas, dans le vieux village de Lans.

La station de Lans-en-Vercors répond donc aujourd'hui très exactement à la définition des stades de neige qui sont « des centres de loisirs de neige de dimension importante, situés à proximité immédiate d'un ou plusieurs grands centres urbains et destinés au ski à la journée », par opposition à la résidence sur place qui implique l'hébergement, les infrastructures lourdes et en fin de compte « la station ». La clientèle de Lans-en-Vercors, pour 80 %, est grenobloise, et la grande cité dauphinoise n'est d'ailleurs qu'à trente-cinq minutes du stade de neige. « Nous avons mis sur une clientèle rejetée par les autres stations ou considérée comme

marginal par celles-ci : les plus de quarante-cinq ans et les jeunes », affirme M. Alain Hubert. Le stade, situé à 25 kilomètres de la place Grenette, devient le grand « terrain de jeu » des élèves des écoles de Grenoble et de sa banlieue. Il a fait de Lans, dès son ouverture, début décembre 1975, l'une des stations du Dauphiné les plus fréquentées en raison de la variété de ses pistes et des prix très « incitatifs » des forfaits (de 5 francs pour les scolaires à 23 francs pour les adultes).

« Extra-social, ce n'est pas seulement faire des forfaits à 10 francs ou gratuits, affirme le maire, c'est aussi offrir un ensemble de services qui pourraient permettre à une certaine catégorie de population d'aborder ce sport ». A Lans, la bouteille de jus de fruit coûte moins de 3 F, les menus « qu'affichent les restaurants varient entre 10 et 15 F ; les enfants sont accueillis presque gratuitement dans une garderie spécialement conçue pour « jeunes skieurs ».

1 000 hectares et 25 remontées mécaniques

La commune de Lans-en-Vercors, qui a beaucoup emprunté (7 000 millions de francs pour un investissement global de 12 millions de francs) pour équiper en téléskis son « gisement », est parvenue à équilibrer ses comptes dès sa première année d'exploitation.

Déjà elle envisage d'étendre son domaine skiable en direction des Ramées et du pic Saint-Michel. Le stade de neige occupera dans quelques années plus de 1 000 hectares, et disposera de vingt-cinq remontées mécaniques desservant 48 kilomètres de pistes. Le domaine ainsi aménagé sera équivalent à celui de Chamrousse. On peut cependant se demander si cet épuisement, lorsqu'il sera achevé, demeurera à la mesure de cette commune de 1 000 habitants ; cette dernière ne devra-t-elle pas alors s'associer avec les

grandes collectivités locales émettrices de skieurs ? « Si l'on trouve légitime qu'une ville aide les loisirs de ses habitants sur son territoire, on peut extrapoler et penser qu'elle peut aussi s'y intéresser à l'extérieur, pourvu que le phénomène prenne une concentration notable et conserve une importance fraction de sa population. Les idées vont leur chemin et nombre de grandes villes contribuent ou vont contribuer à l'aménagement, de bases de plein air implantées à la campagne, sur le territoire d'autres communes, notamment dans la région parisienne. Depuis fort longtemps, déjà de nombreuses villes ont construit en montagne, en bord de mer ou à la campagne, des colonies de vacances souvent très étonnantes. Pour les villes situées au Piedmont, les bases de loisirs les plus recherchées sont incontestablement les centres de ski dans les montagnes proches », écrit en 1975 M. Cumin, directeur du service d'études et d'aménagement touristique de la montagne, dans la revue *Economie et prospective de la montagne*. Mais le principe de l'association « commune émettrice et commune réceptrice », pose de délicats problèmes : si les premières sont d'accord pour participer aux dépenses d'investissement, les seconds préféreraient recevoir des subventions de fonctionnement afin de conserver la maîtrise totale de « leur » montagne.

Les habitants de Lans-en-Vercors attendent, quant à eux, les « retombées » de cette opération « stade de neige », qui n'a pour l'instant créé que dix-huit emplois dans ce village de 1 000 habitants. Certes, les commerces locaux ont été « stimulés ». Cependant, à Lans, on redoute que le vieux village ne devienne qu'un lieu de passage. Est-ce, pour cela, que le 13 mars dernier, lors du premier tour des municipales, les habitants ont manifesté peu d'enthousiasme à reconduire la liste du conseil municipal sortant ?

CLAUDE FRANCLION.

PAS D'ACCORD

« Nos amis allemands, clients n° 1 »

Après l'article de Claude Francillon, « La neige la moins chère d'Europe ? », le Monde du 29 janvier, nous avons reçu de M. Léonou, délégué régional du secrétariat d'Etat au tourisme pour les Alpes du Nord, la lettre suivante :

Le Monde a récemment traité, à diverses reprises, des sports d'hiver dans les Alpes françaises. Des choses très constructives ont été dites, mais d'autres ont déclenché, au-delà même de la confusion, une certaine fronde : je veux parler de « l'envahissement » de quelques grandes stations savoyardes par la clientèle allemande.

A l'occasion d'un article consacré aux problèmes posés lorsque la proportion de clients étrangers dans une station dépasse un seuil

« raisonnable », votre collaborateur interrogé différents directeurs et responsables. Leurs réponses ont été résumées en une phrase lapidaire : « Oui, nous avons trop de touristes allemands... »

Ces mots ont sans doute été prononcés dans un contexte dont il faut tenir compte, mais voilà nos amis allemands, clients n° 1 des Alpes du Nord, qui se demandent s'ils sont vraiment indésirables !

Le problème de l'équilibre de la clientèle, en fonction de son origine, est une réalité. Il s'est déjà posé en Espagne, sur la Costa Brava, qui devenait, selon la presse espagnole, un territoire « colonisé » par les Français. Des dizaines de milliers de touristes allemands ont pris la bonne habitude (aurions-nous l'audace de nous en plaindre ?) de venir pratiquer les sports d'hiver dans les Alpes qu'ils considèrent en dehors de tout intérêt déduisant de la parité du mark par rapport au franc comme le plus beau domaine skiable du monde.

Établir le dialogue

Individuellement ou en groupes, ils ont pris, au cours des années, des habitudes, ce que nous-mêmes faisons lorsque nous passons nos vacances plusieurs fois au même endroit. De là, (pour une minorité d'entre eux) à manifester maladroitement cette présence en des lieux où ils se sentent particulièrement à l'aise parce que très inciviles, il n'y a qu'un pas. Les incidents sont rares et bénins, mais s'ils se multiplient et s'aggravent, les touristes et agents de voyages d'outre-Rhin pourraient alors mettre en garde leur clientèle sur les risques de séjours en Savoie.

Ce que nous savons, c'est qu'un petit nombre de skieurs allemands prennent des risques sur les pistes et en font courir aux skieurs français : ils ne respectent pas toujours la discipline imposée dans les stations du monde entier, à savoir qu'il faut rester maître de sa vitesse et que le skieur averti a priorité sur le skieur amateur. Ils sont parfois impatients, exigeants et discourtois lorsqu'il s'agit de prendre leur tour aux remontées mécaniques. Deux

exemples parmi les reproches faits aux touristes allemands, mais ce sont de petites choses, qui doivent être réglées sur place et sans tarder, afin que leur répétition et la proportion que certains échos ne manqueraient pas de leur donner, ne provoquent pas d'incidents plus graves.

Entre les services du secrétariat d'Etat au tourisme (représentation à l'étranger, délégation régionale), les directeurs des stations concernées et la clientèle allemande doit s'établir un dialogue pour que ces questions trouvent une solution, tant à l'échelon des familles alle-

mandes chez elles (par le biais des agences de voyages et des journaux) qu'à l'échelon de tous ceux qui ont pour mission d'accueillir, d'héberger, d'informer les touristes (directeurs de stations et leur personnel, hôteliers, agences, écoles de ski, personnel des remontées mécaniques, etc.).

Le prestige mérité de la neige de la Savoie est trop précieux pour que nous ne nous efforcions pas de le conserver.

Henri LEONOUZ,
délégué régional au tourisme,
Alpes du Nord.



Brittany Ferries vous offre votre 1^{re} nuit d'hôtel en Grande-Bretagne.

A vous et à trois autres personnes car pour bénéficier de cette offre il faut embarquer à quatre adultes dans une voiture pour un aller-retour (réservé 8 jours avant le départ) Roscoff ou Saint-Malo/Plymouth, ou Saint-Malo/Portsmouth, les lignes quotidiennes de Brittany Ferries vers la Grande-Bretagne.

Là-bas, votre première nuit d'hôtel vous est offerte, en hôtel 2/3 étoiles (2 chambres de 2 personnes). Et cela, du 19 mars au 31 décembre 1977, (exceptés juillet et août).

D'autres formules de week-ends, séjours et circuits vous sont proposées par Brittany Ferries dans sa brochure 1977, demandez-la chez votre agent de voyages habituel et à :

brittany ferries
Gare maritime - 29211 Roscoff
Tél. (98) 69.07.20
Gare maritime - 35400 Saint-Malo
Tél. (99) 56.42.29

Boîte pour une brochure gratuite Brittany Ferries
Nom _____
Adresse _____
Arrivée à destination _____

محند زكي

TOURISME

clin-d'œil

PLUS LOIN SUR DEUX ROUES

Le guidon vert

Après ses croisades cyclo-écologiques de 1975 (raid Paris-Athènes) et de 1976 (raid Paris-Athènes), Georges Krasovsky et ses amis de Combat pour l'homme se proposent d'accomplir, en juillet et août prochains, un nouveau périple à bicyclette, pour lequel les engagements sont d'ores et déjà acceptés (1).

Celui-ci consistera à faire le « Tour » des principales stations thermales et balnéaires françaises « afin d'y surprendre le maximum de Français en vacances et d'essayer de les « écologistiser ».

Dans le même temps où Maertens, Merckx et Phévenet en décendent dans les Alpes ou les Pyrénées, Krasovsky et ses disciples font de ville en ville organiser des réunions publiques, projeter des films, animer des débats contradictoires.

Cinquantistes quand il faudra, les cyclo-écologistes se proposent de fixer sur la pellicule les réalisations écologiques particulièrement intéressantes et, au contraire, les « infamies anti-écologiques » qu'ils rencontreront en chemin. Leur film sera par la suite porté à la connaissance du grand public.

Soudés de rallier le maximum de suffrages à leur cause, les animateurs de Combat pour l'homme

(1) 7, rue Boucicaut, 75015 Paris. Téléphone : 540-41-89.

accueilleront également les volontaires qui, faute de temps, ne seraient pas en mesure d'accomplir le Tour de France écologique dans son intégralité.

Pour l'heure, outre un certain entraînement cycliste, les premiers inscrits suivent une formation écologique intensive que leur « patron » résume ainsi : ne pas s'adresser à des auditoires déjà convaincus (comme le font souvent les écologistes) ; cesser de se lamenter et ne plus se complaire dans le rôle de victime ; créer l'événement (le raid Paris-Athènes fut un retentissement certain, tout au long de 4 000 kilomètres qu'il couvrait) ; s'assurer une participation suffisante pour que l'événement ne se transforme pas (cela arrive parfois) en « démonstration... de faiblesse » ; apparaître à tous comme des interlocuteurs valables possédant une solide base scientifique.

Aux « excentriques, fanatiques et violents » de la contestation, Georges Krasovsky veut opposer des cyclistes ayant « de l'humour, naturellement aimables, permettant ainsi d'établir des contacts et de briser la glace ».

Ce qui revient à dire que, dès cet été, les cyclo-écologistes auront plus d'un « tour » dans leur sac.

M. D.

Grand braquet dans les Rocheuses

APRÈS le Limousin en calèche et la Kabylie à pied, voici la planète à vélo. Le mérite revient à Pierre Maisonneuve, un cyclotouriste chevronné, passionné par le voyage, organisateur dans le passé de nombreux « collectifs » dans le cadre des activités de la Fédération française de cyclotourisme.

Ainsi est né le Centre de recherche et d'animation touristique, « sans doute la première agence de voyages à vélo dans le monde », estime M. Maisonneuve. A son programme sont prévus des circuits dans le Midi, la Corse, le Val de Loir, la Tunisie, et d'autres, moins classiques, à Cambridge, en Californie, dans les Montagnes Rocheuses, sans compter quelques séjours de rêve à Hawaii et dans les îles du Japon.

En complément, le CRAT prévoit une visite du Salon du cycle de Paris, début octobre, et un tour de France original qui roulera, du 29 juin au 28 juillet, sur les traces des professionnels.

A l'inverse de beaucoup de « voyages organisés », il n'y a pas d'embarquement : chacun prend la route à son gré, individuellement ou par petits groupes. Le maximum de participants admis est de 26, par voyage, la moyenne

se situant jusqu'ici autour de 15 personnes.

An départ de l'étape, chaque pédaleur reçoit un itinéraire détaillé. Les distances quotidiennes à parcourir sont au maximum de 80 kilomètres (circuit facile), de 100 à 120 kilomètres (circuit moyen), avec un relief plus ardu pour les circuits difficiles. La location des machines est prévue au programme, et un véhicule suit la « lanterne rouge » avec bagages, ravitaillement, pièces détachées et outils pour d'éventuelles réparations.

A l'étape, le cycliste trouve gîte et couvert tout prêt à l'auberge.

Chaque « opération » est placée sous la responsabilité d'un animateur, lui-même cycliste chevronné, connaissant le pays, la langue qui s'y parle et celle de la majorité des cyclistes.

Précisons que le véhicule suivra aussi de voiture-balai, que la monnaie à pied dans les châteaux est comprise dans le tarif d'inscription, et que les randonneurs s'adressent plutôt aux « péris tranquilles » qu'aux fanatiques du vélo-de-course-entre-les-dents.

MICHEL DELORE.

* CRAT : 8, rue de Naptes, 75008 Paris ; téléphone : 283-45-04.

VÉCU

Un ministre en bout de piste...

Il est clair qu'une compagnie d'aviation a le droit de changer son plan de vol et d'effectuer des escales supplémentaires. Mais que penser d'un dévoiement aussi important que celui de ce jeudi 10 mars 1977 ? D'après, 9 h. 30. Le vol 143 Air France est prévu à 10 h. 25, arrive à Paris 14 h. 05 heure locale. Les passagers sont informés que le vol sera « exceptionnellement doté d'une courte escale au Caire et que l'arrivée à Paris est reportée à 17 h. 05 ».

Point n'est besoin d'être licencié en géographie pour s'insurger contre un tel détour. Contrarié et méfiant, je me renseigne : est-ce certain que l'escale sera « courte » ? Trente minutes au plus vite, je demande l'ABC Airlines Guide pour découvrir un vol E.L.M. à destination d'Amsterdam, à 10 h. 55, soit trente minutes après le mien. Je suggère un « acheminement à Paris via Amsterdam », mais un employé d'Air France m'assure qu'il n'y aura pas de problème via Le Caire, que E.L.M. part trente minutes plus tard et que la correspondance pour Paris ne peut être confirmée. Je m'incline.

10 h. 25, nous sommes à bord. 10 h. 55, E.L.M. s'envoie. Nous sommes toujours au sol. 11 h., Air France décolle... mais vers le nord, et nous apprenons que le vol sera « biscornu » survolant Chypre. Deux heures et dix minutes pour atteindre le Caire, où les passagers attendent dans l'avion avec un personnel de cabine particulièrement attentionné je dois le souligner. Un peu comme s'il ressentait lui-même la détresse avec laquelle nous sommes traités. Pris d'une demi-heure d'écoulement avant que les passagers arrivant n'embarquent, l'échelle est retirée... et on attend !

Pris d'une autre demi-heure au terme de laquelle je vois deux Cadillac approcher, avec escorte, l'échelle se rapproche et un passager embarque.

Les annonces du décollage sont faites, assorties d'une excuse pour ce délai supplémentaire... dû au retard d'un passager. Si l'échelle avait été retirée, c'est parce que le commandant de bord l'avait ordonné, soucieux de satisfaire ses passagers qui attendaient à bord le bon plaisir d'un seul passager. Mais la tour de contrôle, complice, lui refusa l'autorisation de décoller. Il dut se soumettre et attendre le ministre des affaires étrangères du Congo. Et alors ? Air France pourrait-il donner des explications cohérentes ? Avez-vous hommes d'affaires, aux voyageurs en correspondance, aux touristes, tous ravis, par ce procédé arbitraire, à tous les passagers d'un vol qui se solda par un retard de

trois heures et quarante minutes et, pour couronner le tout, d'une attente des bagages de trente-cinq minutes pour les premiers servis et de quarante-neuf minutes pour les derniers, dont j'étais.

ROLAND TOLMATCHOFF, Paris.

«Acadian Air Lines»

LA Louisiane est le meilleur supporter de Concorde aux Etats-Unis. Comme tout ce qui touche à la France, l'« ancienne mère patrie », leur est cher, ils ont décidé de passer à l'action. C'est ainsi que le 9 mars à New-Iberia (le district Nouvelle-Iberie) un groupe de Louisianais a manifesté, banderoles en tête, pour réclamer qu'un service régulier d'Air France soit organisé avec la supersonique entre Paris et l'aéroport régional Acadiana, situé entre New-Iberia et Lafayette.

Les descendants des Acadiens, qui, après le « grand dérangement », trouvèrent une terre d'asile sur les bords du Mississippi, estiment que cette demande n'a rien de farfelu.

Le général de l'U.S. Air Force William Segura, président du conseil d'administration de l'aéroport Acadiana, affirme en effet que cette ancienne base auxiliaire de la marine américaine pourvue d'une piste d'atterrissage de 2 700 mètres peut parfaitement accueillir Concorde. La situation du terrain à proximité du golfe du Mexique permettrait au supersonique d'effectuer son approche au-dessus de la mer. Selon le général Segura, Concorde pourrait parcourir les 4 200 milles nautiques qui séparent Paris de New-Iberia sans survoler la terre, en contournant la Floride. Enfin, la piste Acadiana, entre Houston, capitale du Texas, et La Nouvelle-Orléans, deux centres aériens importants, faciliterait les correspondances par le moyen d'avions subsoniques, en mettant toutes les villes des Etats-Unis à moins de quatre heures de vol du terminal de Concorde.

Jimmy Domeneaux, avocat et président du Conseil pour le développement du français en Louisiane (Codofo), soutient ce projet, qui a été communiqué à Air France après la visite en Louisiane, au mois de mai 1976, du président Giscard d'Estaing.

La manifestation de la semaine dernière était sentimentale certes, mais appuyée par toute la parlie francophile d'une population dont l'attachement à la France constitue un éternel témoignage de foi dans l'avenir des relations privilégiées franco-louisianaises.

Au soir de ce meeting, dont le chœur ait peut-être irrité les détracteurs nordistes de Concorde, et tandis que l'on servait le gombo et les écrevisses, un Cajun me confia que Concorde ne faisait pas plus de bruit que les quadricycles gros porteurs de l'U.S. Air Force, et que les gens de New-York étaient tout bêtement jaloux de voir la France en possession d'un appareil que l'industrie américaine avait renoncé à fabriquer.

La vieille rivalité du Nord et du Sud existe encore, semble-t-il, plus d'un siècle après la fin de la guerre de Sécession. Elle a trouvé autour de Concorde un nouveau moyen de s'exercer. « Si les Yankees ne veulent pas recevoir Concorde, nous le recevrons avec plaisir », dit un autre Cajun, et, croyez-moi, ce sera à l'avantage d'un Etat dont les experts prévoient l'essor touristique et commercial.

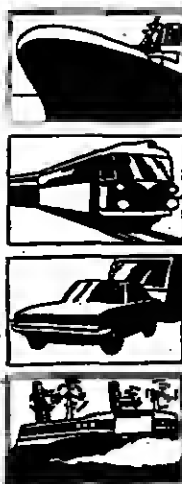
Faire preuve de scepticisme face aux Cajuns enjoués eût suscité une réprobation générale. On nous eût traités de mauvais Français, de gens sans audace, indignes descendants des pionniers qui, avec Iberville et Bienville, colonisèrent la grande Louisiane.

Cette Louisiane que Bonaparte, Premier consul, vendit aux Etats-Unis pour 60 millions de dollars, soit un peu moins que le prix d'un Concorde !

MAURICE DENZIÈRE.

TRAVERSEZ LA MANCHE 'A LA CARTE'...

CAR FERRIES Sealink Seaspeed



Pour la Grande-Bretagne, avec Sealink et Seaspeed, vous avez le plus grand choix.

- Choix entre deux moyens de traversée, le car ferry (la détente) ou l'aéroglesseur (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires, toute l'année de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et dès avril, de Cherbourg à Weymouth.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (votre caravane ou votre moto) ou le train ou encore votre voiture et les trains autos-couchettes (Motorail en Angleterre).
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billet Paris-Londres, train + bateau, train + aéroglesseur.

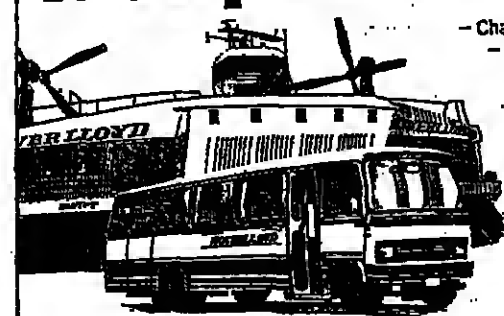
Pour traverser la Manche « à la carte » demandez la brochure 77 dans les gares et les agences de voyages.

...cet été, les premiers aéroglesseurs géants français

Pour recevoir la brochure Sealink-Seaspeed envoyez ce coupon à Air Transport, 4, rue de Surène - 75008 Paris.

SNCF

le car pour Londres partira 2 fois.



— Chaque jour 2 départs de Paris Gare du Nord :
— Traversée de la Manche en 40 minutes sur coussin d'air.
— Arrivée à Victoria Coach Station.

Paris-Londres 112 F
marché de 18 ans
étudiants moins de 26 ans 95 F.

Jusqu'à 5 départs par jour en haute saison.

Informations et réservations auprès de votre agence de voyages ou HOVERLLOYD, Hoverport International - 62186 Calais Tél Paris 723.73.05 - Calais 34.67.10 - Bruxelles 219.02.25 ou directement, 24, rue de Saint Quentin - 75010 Paris.

HOVERLLOYD

à 100 km/h vers l'Angleterre des bonnes affaires.

TOUT LE MONDE PEUT DONNER DES CATALOGUES DE VACANCES. HAVAS VOYAGES DONNE AUSSI DES CONSEILS.

HAVAS VOYAGES
26, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - 073.56.41
et plus de 200 agences à Paris, banlieue et province.

Britannia Ferries vous offre votre 1^{er} nuit d'hôtel en Grande-Bretagne.

Mode

Footing

YANT plus ou moins assimilé les problèmes de la vie moderne, de ses excès de toute sorte (alcoolisme, obésité, recours aux médicaments et au psychisme), les Américains se jettent à présent dans la nature avec la même fougue que les prospecteurs de la Rush very far. Ainsi, courent-ils les kilomètres de pentes, de ski, à pied, à bicyclette et trottent-ils à pied à travers parcs et jardins, avant de plonger dans un lac ou d'y jeter des lignes ou d'y lancer un ballon.



(Grosjean de MAROQ.)

Témoin de cette fièvre, la dernière réunion du Fashion Group, l'association des femmes-cadres des industries de la mode, pour laquelle Mme Fran Koltun, qui fait autorité en matière de tourisme à la télévision et dans les journaux spécialisés, a réalisé une anthologie et une étude de prospective dans ce domaine. Grande, blonde, simplement habillée d'une jupe et d'une veste de jersey beige, sur une blouse de crêpe satin vert émeraude, elle nous a présenté un panorama de la vie active en plein air qui va modifier le système de la mode, de la beauté, de la cuisine, toujours dans le sens de la simplicité.

Les statistiques relatives à ce que les indices financiers appellent depuis peu les « industries de loisirs » démontrent que les sommes dépensées à cet usage, soit 145 milliards de dollars (environ 70 milliards de francs) dépassent depuis quelques années, les budgets de la défense nationale, de la construction de logements individuels, le revenu des agriculteurs ou la valeur des exportations des Etats-Unis.

Cette « explosion » des dépenses consacrées aux voyages et aux loisirs est due, en grande partie, à l'allongement des week-ends fériés, à l'été comme à l'hiver, à l'amélioration du niveau de vie (notamment par le travail des femmes) et le fait que la population jeune

entre vingt et trente ans) comprend 50 % d'individus de plus qu'en 1967.

C'est d'ailleurs au même moment que les problèmes de pollution, d'écologie et de santé ont fait prendre conscience au public américain de la nécessité de s'aérer, d'où l'apparition du jog (traduction « petit trot », ou, mieux « pas gymnastique »).

Ces courreurs improvisés ont commencé par porter de vieux shorts ou des jeans, avant de découvrir la nécessité d'avoir des vêtements appropriés, légers et chauds en hiver. Ils en ont fait, c'est-à-dire à peu près les mêmes que ceux des vedettes olympiques. Mais la chaussure de course reste l'élément le plus important et le plus cher pour le coureur amateur à telle « seigne » les magasins de sport américains consacrent aux modèles Adidas et Puma une place considérable. Les formes et les couleurs ne sont que deux cents modèles vendus sur le marché d'outre-Atlantique in-

fluencent d'ailleurs les chaussures de ville, et comme le rappelle Fran Koltun, « nous sommes toutes à la cellule de devenir des vieilles dames en chaussures de tennis ».

La même phénoménologie s'applique à la bicyclette, monture sur laquelle on ne craint plus maintenant de traverser les Etats-Unis de l'Oregon à la Virginie. Les Américains en achètent plus que des voitures, et on dénombre quelque cent millions d'adaptes de la « petite roue ». On l'utilise aussi bien à New-York qu'à Paris. Enfin, dans les deux-roues, les cyclomoteurs et vélomoteurs, dits « Mo-peds », sont à ce point « dernier cri » qu'ils figurent avec les termes appropriés dans les dictionnaires de la langue.

Les sports équestres ont toujours joué un rôle important dans les activités de loisirs aux Etats-Unis, soit qu'on monte à l'occidentale, soit qu'on préfère le harnachement à la western. C'est d'ailleurs dans cette dernière pratique que l'on retrouve une des origines de la vogue des jeans, traditionnellement portés par les cow-boys, avec les chemises à carreaux et les T-shirts qui font partie désormais de notre habillement quotidien.

Nouveaux bagages

Ainsi, à pied, à deux-roues ou à cheval, le sport a partout la cote outre-Atlantique. Parmi les disciplines de compétition, le seul tennis compte trente-cinq millions d'adeptes. Pour la petite histoire, c'est en 1973 qu'un professionnel vintard, Bobby Riggs, a perdu la « bataille des sexes » en faveur de Billie Jean King, et depuis lors, les téléspectateurs se passionnent aussi bien pour les matches (et tout ce qui les entoure) que pour les vacances à forfait, les livres de cuisine ou la construction de logements comprenant des sous-sols. Ils ne représentent que de 30 à 40 % dans les autres disciplines, elles

permettent la rentabilité des tennis aux heures de bureau. Il faut ajouter à cela les occasions de rencontres pour les célibataires et les possibilités de jouer en ménage pendant les fins de semaine pour expliquer la popularité de ce sport qui semble se développer en France.

Appréciant le style net des shorts, des chemises et des robes de tennis, les femmes ont obtenu des modélistes de la Septième Avenue le centre de l'industrie du vêtement new-yorkais qu'ils les adaptent en tenues de ville, en robes de dîner ou même... de maternité. Ils y ont apporté de la couleur, des rayures vives, ou des demi-transparences. Mais cette vague de fantaisies tend déjà à se calmer, en écartant le pas à des blancs et des tons pastel à laver sur lesquels s'impose le blouson long, à porter avant comme après la partie.

Après les sports et les voyages individuels, les forfaits sont très appréciés des Américains. Mais qui parle voyage est pointilleux sur le poids des bagages. La voyageuse d'aujourd'hui avec ses baluchons et ses valises est démodée. On lui propose des sacs à dos et des malles souples de cabine qui lui permettent d'éviter l'attente à la descente d'avion. Elle y ajoutera sa garde-robe coordonnée d'éléments séparables. Nos courreurs parisiens devraient en créer de formes et de tissus qui garderaient leur chic sous tous les climats, lavables et d'un entretien minime.

C'est dans cet esprit de « capsule » qu'Estée Lauder, toujours à l'avant-garde, sort sa nouvelle ligne de maquillage pour l'été : le minimum de produits, des lotions solaires protectrices et couvrantes, ainsi que de larges crayons pour appliquer les fards de couleurs qui modèlent le visage, le tout présenté dans une mini-trousse à outils en crotone fleurie. Ils seront bientôt en vente.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Maison

Aux coins !

LES encoignures, appelées aussi « cotés », sont des meubles qui sont apparus sous le règne de Louis XV. Assorties aux commodes de l'époque, elles étaient exécutées en marqueterie fine avec ornementation de bronzes et s'élevaient généralement sur une porte. Sous Louis XVI, les encoignures perdent leur forme galbée et leurs lignes deviennent droites, à l'instar des commodes qu'elles contiennent d'accompagner. Ces meubles légers, dans des formes simples, sont difficilement parvenus intacts jusqu'à nous. Leur rareté explique la cote assez élevée qu'ils atteignent dans les ventes.

Aujourd'hui, avec les matériaux et les lignes de notre temps, les encoignures réapparaissent. Non plus pour « meubler » un angle de vaste pièce, mais, au contraire, pour tirer parti d'une surface triangulaire inoccupée, afin d'y disposer des objets ou de servir de desserte. Les encoignures contemporaines sont encore peu nombreuses, mais si la demande s'accroît, créateurs et éditeurs seront peut-être tentés à les inclure dans leurs collections de meubles.

Sur mesures

A la boutique Pinto, un meuble d'angle est en bois laqué noir ; fermé par deux portes, il a deux étagères intérieures ; destiné au rangement, il peut être réalisé en bois laqué dans d'autres coloris (2 900 F.). Une petite encoignure sans porte, à deux étagères, a son encadrement en bois laqué noir, blanc, marron ou bruni ; le plateau et les deux étagères sont en lambris Polyurethane, son assorti (1 622 F., sur commande, Tipota).

Maurice Cabrol a créé un meuble triangulaire, dont la structure, en acier mat ou brillant, a 2 mètres de haut. A la partie inférieure, un petit meuble en acier est fermé par une porte ; au centre, sont disposées deux étagères ouvertes en glace et, au

sommet, un luminaire à façade opalescente complète cette encoignure. Mobilier modulaire moderne, 2 600 F.). Artelano présente une colonne d'angle, en profilé d'acier mat, mesurant 1,75 mètre de haut ; cinq étagères en glace teintée brune en font un meuble léger et utile, 1 950 F.). Paul Le Gard écrie, sur mesure, des consoles d'angle constituées d'un piétement en acier inoxydable brossé et d'un plateau en glace, claire ou teintée, formant quart de cercle (Dom).

Deux tables triangulaires sont pratiques à disposer dans l'encoignure d'une entrée ou d'une chambre. L'une est en lambris noir encadré d'une baguette de bois clair (1 590 F., Personna). L'autre est en orme et frêne, vernis et harmonieusement mêlés, 1 200 F. (David Hicks).

JANY AUJAME.

* Pinto, 13, rue Princesse, 75006 Paris.
* Tipota, 222, bd Saint-Germain, 75007 Paris.
* Mobilier modulaire moderne, 18-20, bd Edgar-Quinès, 75014 Paris.
* Artelano, 4, rue Scheuchzer (angle bd Raspail), 75014 Paris.
* Dom, 252, bd Saint-Germain, 75007 Paris.
* Personna, 47, rue de l'Université, 75007 Paris.
* David Hicks, 12, rue de Tournon, 75006 Paris.

« Meubles de sculpture. — La boutique « Le coin » a créé une trentaine, momentanément, en une série de modèles colorés. Disposés en réseaux mouvants, ils définissent un cheminement dans l'espace organisé par René et Pascal Berrout, sur la couleur en bois et verre. Les verriers d'art Claude et Isabelle Monod présentent deux cents pièces (vases, vases, coupes) réalisées de la main, orange, rose, brun ou noir. Odile Mol expose ses « bois », plateaux, coupes, plats de lignes douces.

Rux aussi sont colorés, selon les couleurs choisies par l'artiste : « Athènes », macramé, bois de viorlette, acrylique, étonnant. Ces pièces de verre et de bois, de grande qualité, sont vendues entre 60 et 350 F. * Jacquard 25 mai, « La maison », 108, rue de Rennes Paris-6^e.

L'arrivée de la Semeuse

QU'il soit d'or ou d'argent, le franc n'est qu'une espèce monétaire parmi bien d'autres dans notre numismatique nationale sous l'ancien régime et nous avons même vu (le Monde du 12 février) que ses apparitions depuis son origine au quinzième siècle jusqu'au dix-huitième siècle ont été nombreuses. La Révolution a bouleversé la vie et les institutions de notre pays ainsi que son système monétaire. Les événements qui vont se précipiter à partir de juillet 1789 expliquent très directement la diversité des émissions de la dernière décennie du dix-huitième siècle, puis la naissance du franc décimal moderne, véritable ancêtre de notre franc actuel.

Le passage de la monarchie à la monarchie constitutionnelle, puis à la république, imposa d'abord des changements dans les types monétaires. Les désordres économiques et sociaux vont ensuite entraîner la raréfaction des réserves métalliques classiques (or, argent, cuivre), d'où découla la pénurie de la monnaie elle-même, et la politique du gouvernement tendant à rechercher de nouvelles ressources métalliques, et tolérant, pour un temps, les émissions monétaires ou monétaires effectuées par des particuliers ; ainsi naîtront des monnaies officielles en métal, de cloches (provenant de la fonte des cloches confisquées aux églises), ainsi verra-t-il jour un nombre important de monnaies particulières (comme celles émises par les frères Monneron), qui connurent un grand succès auprès d'un public préférant n'importe quelle espèce métallique aux assignats.

Enfin, le passage du système de numération décimale (système livre, sol, denier) au système dé-

mal et les changements du calendrier vont profondément modifier la physiologie des monnaies.

Hercule au fond du bas de laine

La naissance du franc va se faire en plusieurs étapes : tout d'abord, la Convention prescrit par un décret du 24 août 1793 l'abandon du système duodécimal et la division de la livre (unité monétaire de l'ancien régime) en dix-décimes, ainsi que d'une pièce de 5 francs en argent ; en revanche, les pièces de 1 franc et 2 francs prévues ne sont pas fabriquées.

Arrêtons-nous à cette première pièce de 5 francs frappée en l'an IV de la République (1796-1798) au type gravé par Dupré, et représentant Hercule entre deux figures féminines personnifiant l'une la liberté et l'autre l'égalité. Bel exemple de longévité d'un type monétaire que ce « 5 francs à l'Hercule » de Dupré, puisque nous le connaissons encore aujourd'hui, ce qui lui donne près de deux siècles d'existence. Nos pièces d'argent de 10 francs et de 50 francs représentent en effet, à quelques détails près, le type de l'an IV, seule la légende originelle « Union et Force » ayant été transformée (en 1848) en « Liberté, Egalité, Fraternité ». Si l'on conçoit que les premières pié-

ces de l'an IV, relativement rares et déjà chargées d'histoire soient très recherchées par les collectionneurs, il est plus difficile de comprendre l'engouement pour les pièces de 10 et 50 francs, qui, depuis 1965 pour la première et 1975 pour la seconde, ont été frappées à des millions d'exemplaires. Certes, la thématique de ces pièces rend difficilement rares et l'état d'arrangement pas les choses qui, dans une curieuse conception de la démocratie, décide de réserver cette « monnaie nationale » aux très faibles fractions de la population. L'âge touchant des personnes ; enfin, l'attrait du métal précieux et le mauvais accueil réservé à la pièce de 10 francs de Georges Mathieu renforcent encore ce phénomène de disparition et permettent à des millions de petits Hercules de se réchauffer au fond des bas de laine en attendant d'être revendus à la circulation monétaire, leur destinée normale. Il serait fastidieux et de peu d'intérêt d'énumérer tous les types de francs et de multiples ou sous-multiples du franc qui se sont multipliés depuis 1793 jusqu'à nos jours. Nous nous contenterons d'évoquer les pièces les plus célèbres, ou les plus curieuses parmi toutes celles qui

ont eu cours durant cette période. La pièce de 1 franc en argent ayant manqué son entrée dans l'histoire, l'an IV de la République, devra attendre l'an XI (1802-1803) pour connaître une existence réelle sous la forme d'une belle monnaie de 5 grammes à l'effigie remarquable du consul Bonaparte réalisée par le graveur Tillyer dans un style néo-classique. Dès lors, tous les régimes frappent des pièces de 1 franc, dont la plus connue est sûrement la « Semeuse » gravée par Oscar Roty, l'élève de Poncecarne. Cette belle monnaie créée en 1893 fut frappée en argent jusqu'en 1920. La fabrication en fut alors interrompue jusqu'à la naissance du nouveau franc en 1968. Depuis 1959 jusqu'à présent, la pièce a repris, mais en nickel, et l'ancienne monnaie se fait de plus en plus rare.

Notre « Semeuse » est si populaire qu'elle fut même « récompensée » par les contestataires de mai 1968 dans une rare et curieuse affiche (imprimée par la « coordination des comités d'action de Paris-6^e ») représentant Mariette, le mûle d'un masque à gaz portant de sa main gauche un couvercle de poubelle en guise de bouclier.

et s'apprêtant à jeter de sa main droite tout pas du grain mal... un pavé de Paris.

La seconde guerre mondiale et le gouvernement de Vichy nous ont laissé des souvenirs numismatiques qui ne sont pas sans étonner les jeunes d'aujourd'hui. Ainsi, notre devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité », que l'on pouvait croire immuable, fut remplacée par la formule « Travail, famille, patrie » sur les pièces de 1 et 2 francs en aluminium ou bronze d'aluminium fabriquées entre 1941 et 1944 ; ces pièces portant à l'avers la française et la légende « Etat français » si peu conformes à l'esprit de la Cinquième République et au régime monétaire découlant de la création du nouveau franc ont pourtant circulé bien après 1958 et ne sont pas encore démontées.

On fabrique également en 1941 de nombreuses pièces de 5 francs à l'effigie du maréchal Pétain (gravures de Lucien Bazor), mais ces pièces ne furent pas mises en circulation. Elles sont aujourd'hui très prisées des collectionneurs. La pièce la plus étonnante de cette période est peut-être la monnaie de 2 francs frappée par et pour les alliés à Philadelphie

numismatique

(Etats-Unis) en 1941 ; elle porte tout simplement à l'avers le mot « France » dans une couronne de lauriers.

Quant au franc-or dont nous n'avons pas encore parlé, il existait pour la première fois sous la forme d'un « franc germinal » dans les pièces d'or de 20 et 40 francs frappées par le Premier Consul Bonaparte. Puis Napoléon III créa une large gamme pour le monnayage d'or en instituant des pièces de 5, 10, 50 et 100 francs et en supprimant celles de 40 francs. La frappe de l'or continua d'une manière normale jusqu'à 1914, époque à laquelle le franc équivalait à 250 mg d'or fin. Notre dernière monnaie d'or fut une pièce de 100 francs gravée par Bazor, frappée en 1935 et 1936, mais qui ne circula pratiquement pas.

Avec le nouveau franc de 1959, la pièce avec le métal précieux est fixée à 1,80 mg d'or fin, mais il n'est toujours plus question de monnayer l'or ; l'argent devient à son tour le métal noble, tandis que le nickel, l'aluminium et leurs alliages avec le cuivre servent de base aux monnaies courantes. Que nous réserve l'avenir ?

ALAIN WEIL.

JUSQU'AU 19 MARS
REMISE 5%
SIÈGES LIGNE ROSET
LE BIHAN 7 RUE DE SOLFERINO 555 42 79
JAMICA 94 BD DU MONT-PARNASSE 033 61 97

ULTRA PLATE
AUTONOMIE DE 1200 HEURES
GRACE AUX CRISTAUX LIQUIDES (CHIFFRES L.C.D.)
Aussi plate qu'une cigarette cette calculatrice sera en permanence dans la poche de votre veston ou au fond de votre sac à main. A cristaux liquides, elle n'utilise qu'un minimum d'énergie ce qui lui donne une autonomie de 1200 heures. 8 chiffres, 4 opérations, facteur constant automatique, pourcentages automatiques en majoration et minoration, annulation totale et partielle, inversion de signe, mémoire positive et négative, et rappel de mémoire. Livrée sous pochette plastique, avec 2 piles (type d'argent).
Dim. : 10,6 x 7 x 1,2 cm.
2 ans en utilisation courante (sans changer les piles).
199 F le client...
BON DE COMMANDE
SERVICE 7502 M
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville ou bureau distributeur : _____
Veuillez me tenir au courant : ☐ MACHINES A CALCULER "ULTRA PLATE"
JE VOUS RÉPONDRE : ☐ Comptant au prix indicé de 199 F pièce
MONTANT TOTAL DES MACHINES : _____
MACHINES : ☐ une seule machine ☐ une seule machine ☐ une seule machine
à l'usage de : ☐ un seul utilisateur ☐ un seul utilisateur ☐ un seul utilisateur
à l'usage de : ☐ un seul utilisateur ☐ un seul utilisateur ☐ un seul utilisateur

Sous verre

TOURISME

HOTELS RECOMMANDÉS

INDEX DES RESTAURANTS

à bord d'un navire do
17 états Réceptions Cocktails
Séminaires et Présentation Park
LE MORVAN, 18, Carré-Occéan, 03-
96-91 De 6 à 100 couverts.

Minuit

NAVY-CLUB, 58, bd de l'Hôpital,
533-91-94 Huit Coq... mpsu 50 P
19 h. à l'aube. Fermé lundi et mardi.
FLO, 63, rue du Fg-Saint-Denis,
FRO, 13-59 Fermé dimanche.
LA CLOCHE D'OR, 3, rue Mansart,
574-48-68 Chaque jour ses plats de

Ouvert après Minuit

TRAITEURS ET LIVRAISONS
GUY, 5, rue Mahillon, ODE. 87-61.
Arésillon, Feljoada, Ghurracon.
CAVEAU F. VILLON, 64, r. Arbres.
Sec. 236 - 10 - 82. On sert jusqu'à
0 h. 30.

Copenhague Pâques
départ de Paris le 8 avril
retour le 11 avril
pension complète Hôtel Penta
tout compris : avion F. 1475

Jusqu'au 30 avril 77
Week-end
départs individuels
à partir de F. 1050
Hôtel Penta F. 1150

Reservations et renseignements
DSB
CHENRES DE FER DE L'ÉTAT FRANÇAIS
Maison de l'Europe
142, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS
Téléphone 553.20.06
ou à votre agent de voyages

MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

Sur la Côte d'Azur
**Entre le bleu de la mer
et les roches rouges de l'Estérel,**
dans une pinède de 40.000 m², avec tennis et piscine

votre mas provençal
2 pièces, cuisine, salle d'eau + salle de bains, jardin privatif et parking,
de 295.000 à 345.000 F.
habitable dès cet été

Les Calanques d'Anthéor
Entre Cannes et Saint-Raphaël
Recommandé par l'Institut de l'Étour

78 La Croixverte 06400 Cannes Tél. (93) 38.26.27 ou 95.27.75

Nous, Pianos CARL SAUTER,
sommes particulièrement flattés
de figurer au nouveau
catalogue Piano Center.

CARL SAUTER
La qualité depuis 1819

Tous les instruments SAUTER
répondent aux plus hautes
qualités : fabrication soignée,
contrôle rigoureux, les meilleurs
matériaux, un degré supérieur de la facture
de pianos.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

- Étendue sonore 7 octaves 1/3, 88 touches.
- Le jeu brillant et équilibré du piano résulte du rapport favorable existant entre le levier et son poids sur toute la longueur de la touche au manivier.
- 27 collages des plaques en acier garantissant la plus grande tenue dans le temps.
- La disposition harmonique de la lyre et les matériaux utilisés favorisent un jeu de cordes sans bruit.
- La mesure des cordes se fonde sur le calcul et l'essai, avec la construction de la table d'harmonie elle garantit un son très pur.

Sur demande :
— Clavier livré en ivoire ou en plastilac.
— Trébuchet pédale.

Modèle 182
largeur : 150 cm
profondeur : 182 cm
Modèle 158
largeur : 150 cm
profondeur : 153 cm

MODÈLE BAROCK

La reproduction
ci-contre,
malheureusement
en noir et réduite
de près d'un tiers,
permet cependant
de se faire une idée
de la sérieuse du document.

Guide précieux
et indispensable à
tout acheteur désirant
fixer son choix
avant l'acquisition d'un
instrument à clavier, le
Catalogue Piano Center
est envoyé gratuitement
sur simple demande à

Piano Center
PARIS OUEST
71, rue de l'Aigle
92250 La Garenne
Tél. 242.26.30
et 782.75.67
PARIS EST
122-124, rue de Paris
93100 Montreuil
Tél. 857.63.38

CULTURE

LA NÉCROPOLE NÉOLITHIQUE D'EL-KADADA, AU SOUDAN

(Suite de la première page.)

Le travail à El-Kadada a été compliqué par l'existence de plusieurs couches de tombes et de vestiges d'habitats néolithiques déjà mélangés et plus ou moins écartés, elles-mêmes perturbées par le creusement de profondes sépultures de l'époque méroïtique (du VI^e siècle avant Jésus-Christ au IV^e siècle après Jésus-Christ). Si bien que des tombes de cette époque étaient remplies de matériel néolithique. Le site comprenait en outre des tombes musulmanes anciennes. Au total, plus de cent sépultures ont été dégagées (dont un certain nombre de tombes de tout petits enfants), mais il devait y en avoir beaucoup plus... dont on ne saura jamais rien.

Jusqu'au dernier moment, le travail a été fébrile à El-Kadada. Les archéologues, pressés par le temps, n'ont cessé de localiser, de photographier, de prélever, d'identifier, d'assembler, de stocker des ossements, des outils, des vases. Dans les tranchées ouvertes affleuraient des squelettes, de la céramique. Le 18 février encore fut trouvée une des deux plus grandes tombes méroïtiques qui, à elle seule, contenait quarante-neuf vases et de nombreuses pointes de flèche en fer.

De beaux outils en pierre polie

Le matériel néolithique trouvé à El-Kadada est très varié, car le site a servi à la fois d'habitat et de nécropole. Les vases de toutes tailles sont en céramique noire ornée de décors imprimés ou incisés. Ils sont différents de ceux des cultures néolithiques déjà connues dans la région de Khartoum. En revanche, cette céramique nou-

velle pourrait peut-être s'apparenter à une des céramiques caractérisant les groupes A (fin du quatrième millénaire — début du troisième millénaire avant Jésus-Christ) et C (vers 2000 à 1500 avant Jésus-Christ) de Basse-Nubie. De même, l'unique vase « caliciforme » d'El-Kadada semble être assez proche d'un type de céramique pratiquée en Haute-Egypte dans la première moitié du quatrième millénaire.

La population néolithique d'El-Kadada savait faire de beaux outils en pierre polie : haches (les premières de cette qualité à être trouvées au Soudan), « ciseaux-tête » (des diques percées d'un trou central dont l'usage est, en fait, discuté), palettes à broyer les fèves avec leurs pilons. Elle utilisait des outils d'autruche en guise de bouillottes : elle laissait en os des pointes, des harpons à barbeure, des espèces de cuillers, des peignes pour décorer la céramique ; elle façonnait des coquilles d'unic (bivalves du Nil) pour en tirer des hameçons. Elle se parait de perles d'amazonite, de cornaline, d'os et de coquilles d'œuf d'autruche, de bracelets en ivoire et d'épingles de nez en pierre blanche. Elle sculptait des figurines féminines en terre cuite ou en grès. L'une de celles-ci représente une femme stéatopyge, unique à ce jour dans cette région du Soudan ; une autre, utilisée comme pilon, est munie d'une première paire de seins sur le devant et d'une seconde paire de seins sur le dos.

Apparemment, El-Kadada a été déserté jusqu'à ce que les Méroïtiques y installent une grande nécropole. Là encore, on a trouvé beaucoup de céramique telle à la main ou au tour, noire ou rouge ; grandes jarres très allongées, bouteilles plus

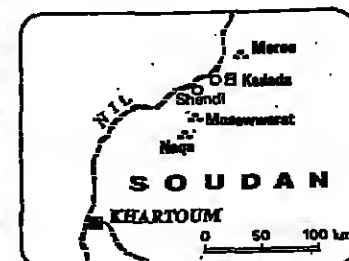
ou moins ovoïdes et même un « biberon » (une petite coupe munie d'un bec verseur) découvert à côté du corps d'un bébé. On a aussi récupéré des vases de bronze, un vase de verre (cassé), une coupe en bronze, des perles en os, en pâte émaillée ou en pâte de verre, et également des amulettes et un scarabée de type égyptien.

Le mélange de la culture locale et de l'influence égyptienne est une des caractéristiques de la civilisation méroïtique. On le voit bien à Méroé à Musawwarat-es-Sofra et à Naqa, les trois plus grandes sites méroïtiques qui sont proches d'El-Kadada. La cité royale de Méroé, débute au début du quatrième siècle de notre ère par un conquérant venu très probablement d'Axoum (Ethiopie actuelle) par la vallée de l'Atbara (le dernier affluent que reçoit le Nil,

tours de 12 avant Jésus-Christ — 12 après Jésus-Christ) se prépara à franchir les têtes d'un groupe de prisonniers, qu'il tient rassemblés dans sa main gauche par une tige de cheveux. A droite, scène identique, mais c'est la reine Amanire, qui brandit un casse-tête sur un groupe d'autres prisonniers qu'elle aussi immobilise par les cheveux. Le thème est très égyptien, on voit des scènes semblables, à Abou-Simbel notamment. Le roi (et la reine) beaucoup plus grand que les vaincus est tout à fait égyptien. En revanche, jamais une reine d'Egypte n'est figurée participant activement au massacre de prisonniers ; le pharaon se charge seul du travail.

La dièze Hon Apademak

La reine méroïtique est non seulement une personne importante, mais aussi une très grosse dame dont la silhouette énorme est surprenante. A Naqa, des bas-reliefs présentent les personnages à la façon égyptienne : la tête, le bassin et les jambes de profil et les épaules de face. Mais dans les bas-reliefs égyptiens, les personnages sont toujours minces — les déesses et les reines en particulier — alors qu'ici Amanire est vraiment très rebondie. Autre surprise sur la mur arrière du temple du lion de Naqa : le personnage central, le dieu Apademak, est doté de trois têtes de lion (deux de profil, une de face) et de quatre bras. Certains ont vu reconnaître dans cette figure, exceptionnellement pour l'Afrique, une influence indienne. Mais cette interprétation est maintenant très contestée. Autre représentation inhabituelle pour un art influencé par l'Egypte : un des dieux sculptés sur un des murs intérieurs est vu entièrement de face et son menton s'orne d'une barbe frisée très méditerranéenne.



comprendait, entre autres, un temple d'Ammon, un temple d'Isis, deux divinités majeures du panthéon égyptien, mais aussi un temple dédié au dieu local Apademak. De tous ces temples, il ne reste guère que les parois basses. Mieux conservés sont les bas-reliefs : une grande piscine encore décorée de quelques plaques de stuc coloré et d'une statue sculptée représentant un homme à demi couché et vêtu d'un tissu drapé évoquant les vêtements de la région méditerranéenne.

La reine et les prisonniers

La nécropole royale de Méroé est, elle aussi, un mélange d'influence égyptienne et de culture locale : à quelques kilomètres de la ville royale se profile la silhouette de quelques dizaines de pyramides réparties en trois groupes. Beaucoup plus petites et plus aigües que les grandes pyramides d'Egypte, les pyramides de Méroé sont faites d'un amoncellement de pierres recouvertes de blocs de grès taillés et bien appareillés. Nombre d'entre elles ont été plus ou moins éventrées en 1834 par Ferlini, un Italien qui recherchait des trésors. Ferlini a effectivement trouvé de très beaux objets en or (couronnes et bagues à cachet notamment) qu'il a vendus — difficilement — au musée de Berlin et aussi au musée de Munich.

Toutes les pyramides sont flanquées d'une chapelle dont les parois sont décorées de bas-reliefs représentant les dieux adorés à Méroé et le roi ou la reine enterrés là. Les reines — les « Conquêtes » des anciens auteurs grecs — avaient une grande importance dans le royaume de Méroé. Ainsi, les pyramides de l'entrée du temple du Lion à Naqa sont-elles décorées de deux grands bas-reliefs symétriques. A gauche, le roi Natakamen (qui a régné aux élan-

te du temple du lion de Naqa : le personnage central, le dieu Apademak, est doté de trois têtes de lion (deux de profil, une de face) et de quatre bras. Certains ont vu reconnaître dans cette figure, exceptionnellement pour l'Afrique, une influence indienne. Mais cette interprétation est maintenant très contestée. Autre représentation inhabituelle pour un art influencé par l'Egypte : un des dieux sculptés sur un des murs intérieurs est vu entièrement de face et son menton s'orne d'une barbe frisée très méditerranéenne. Naqa semble avoir été une ville importante. Il y avait de l'eau, un puits y est encore en usage sur le site même. Les ruines de plusieurs temples y sont encore visibles, outre le temple du dieu-lion : un charmant petit kiosque où se reconnaît l'influence romaine dans les chapiteaux et les arcs, en plein cintre, et un temple d'Ammon précédé d'une allée bordée de bœufs aux boucles bien régulières. Le site de Musawwarat-es-Sofra semble avoir été un centre de poliorché. Apparemment pas de puits permanents, mais seulement l'eau de pluie recueillie dans les kaffirs (grands réservoirs entourés de talus de terre faits de main d'homme). Le site est admirable. Après la plaine du Nil très plate, on entre brusquement dans un décor de petites montagnes tabulaires. Là encore, un temple est dédié au dieu-lion Apademak (temple reconnaissable notamment par une mission archéologique de l'Allemagne de l'Est). Mais il y a aussi un grand ensemble de cours et de temples dont les murs portent, en plus des bas-reliefs habituels à la culture méroïtique, de nombreux graffiti et une scène sexuelle fort réaliste. Musawwarat-es-Sofra était peut-être, aussi, un centre de dressage d'éléphants : nombreuses y sont, en effet, les représentations de ces animaux, dont l'un est monté par un roi coiffé de la double couronne d'Egypte.

YVONNE REBEYROL

Le musée national de Khartoum

Inauguré en 1970, le Musée national de Khartoum est probablement l'un des plus beaux d'Afrique. Il présente de très riches collections illustrant les différentes cultures qui se sont succédées depuis les temps paléolithiques jusqu'aux derniers royaumes chrétiens qui ont périé en Nubie soudanaise jusqu'au début du quatorzième siècle.

Pharaons et rois de la civilisation égyptienne, notamment le pharaon noir du groupe « C » et le pharaon polie rouge et noire de la culture Kerna ; vases de verre de l'époque méroïtique — parfois intacts — enchantent par leurs formes élégantes et leurs anses délicates. La fragilité de cette verrerie contraste d'ailleurs avec les statues de pierre lourdes et puissantes des rois méroïtiques.

Dans les jardins, entre les bougainvillées, les flamboyants et les frangipaniers, s'élèvent les hangars — assez disgracieux, il faut le dire — qui abritent les vestiges de plusieurs temples sauvés de la Nubie soudanaise submergée par la construction du haut barrage d'Assouan. Ces temples ont été construits aux meilleures époques égyptiennes ; celui d'Akasha est dû à Ramsès II (les trises des prisonniers rappellent celles d'Abou-Simbel), ceux de Buhén, de Semna-Ouast et de Sedna-Est sont l'œuvre d'Hatchepsout, la seule femme-pharaon de toute l'histoire égyptienne.

Enfin, une salle d'exposition temporaire est actuellement consacrée à des trouvailles récentes ; on y voit, notamment, quelques-uns des objets découverts à El-Kadada lors des fouilles de sauvetage qui viennent de s'achever. — Y. R.

محذمان النحل

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Triste est la nuit

Pour qui connaissait peu ou mal Scott Fitzgerald — son œuvre, oui, pas sa vie, on avait d'ailleurs l'impression à les confondre, — pour ceux-là (vous-les, nous-les, nous-les), le téléfilm américain présenté jeudi sur Antenne 2 avait de quoi surprendre.

Le Paris des années 20, les nuits blanches, les malins gris, les ceprices, les extravagances, les coupes de champagne et les amis célèbres, Hemingway, Gertrude Stein, les paquebots, les wagons-lits, les premiers bains de soleil à Saint-Raphaël, l'imago ou plutôt le cliché du couple qu'ils formaient, sa femme et lui, on n'imaginait pas que la légende puisse cacher à ce point à la réalité.

On était et dev et touché. C'était bien cela, donc, ce n'était que cela... C'était mieux

que cela bien sûr. Ce qu'on n'a pas vu, on ne nous l'a pas montré, c'est l'écriture, c'est l'écriture de Gatsby et de Tendre est la nuit.

Quand nous l'avons rencontré à son retour à Hollywood en 1927 (il mourra trois ans plus tard), Zelda, malade, est soignée dans un hôpital psychiatrique.

Quand nous l'avons accueilli, amer, inquiet, vieillissant, les signes extérieurs de sa gloire passée, les limousines, les chauffeurs en livrée et les virées dans les boîtes à la mode, il n'était qu'un nom. De ses livres, le grand public ne connaissait encore que les titres.

Et petit à petit, marche à marche — c'était très bien fait, — on est descendu à reculer au cœur d'une souffrance int-

vement liée à la mentalité d'une époque. A l'écriture insulter, après s'être remis à boire, se complaire, la journaliste Sheila Graham, à lui entendre reprocher le modestie de ses origines — elle les lui avait vouées en sanglotant de honte, — on était pris de vertige devant le formidable renversement de valeurs qui s'est opéré depuis.

Déjà, pourtant repoussé par les exigences inhérentes de producteurs hollywoodiens, il allait commencer le Dernier Nabab. Kazan en a fait un film qui doit sortir ici prochainement, — déjà se creusait sous ses pieds la goutte aux chimères que personne jamais n'a coté d'un dollar, avec autant de lucidité désastreuse, créateur et créature confondus sur un théâtre d'ombres.

CLAUDE SARRAUTE.

VENDREDI 18 MARS

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Bonne chance, Denis ! » de M. Duran, avec M. Le Royer, A. Abbadie, Cl. Nizot.

Le Double et le Bon Dieu se disputent l'âme de Denis l'acteur, qui recueille pour les déportés.

22 h. 30. Émission musicale : Arcana (Les musiques mécaniques, deuxième partie), de M. Le Roux ; 23 h. 30. Journal.

ON PEUT VRAIMENT TOUT FAIRE AVEC UN MOTOCULTEUR HONDA

vous les trouverez dans tous les points de vente HONDA

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : La mission Marchand (Fachoda) ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Bénédictins et méfaits de la psychanalyse).

Avec MM. Didier Arizien (« Être psychanalytique »), Dominique Frischer (« Les analystes parlent »), Julien Sigras (« L'Enfant

dans le grenier »), et Mme Alda Visconti (« Le Docteur X ») psychanalyste.

FACHODA

Un volume, format 15 x 22,5 — 22,00

FERNAND NATHAN

22 h. 40. Journal ; 22 h. 45. Ciné-club : « La Belle de New-York », de Ch. Walters (1952), avec F. Asaire, V. Ellen, M. Main, K. Wynn, A. Pearce (c.d. sous-titré).

En 1930, à New-York, un éditeur américain et un journaliste tombent amoureux d'une jeune femme très vertueuse. Il lui fait la cour et elle accepte. Une comédie musicale de l'époque d'or de la N.Y.M. avec chorégraphie et mise en scène splendides, avec Fred Astaire quinquagénaire, toujours jeune et toujours aérien.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

22 h. 30. Biographie : Maurice Roche, par G.-J. Salvé ; 21 h. 30. Musique de chambre (Beethoven, Boccherini, M. Orlan, L. Alexandri) ; 22 h. 30. Entretiens avec H. Demichiel ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 20. Cycle d'échanges franco-allemands, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. M. Tschicknig, avec M. J. Piret, chante : « Symphonie n° 34 » de « Concerto pour piano et orchestre en ut mineur » (Mozart), « Symphonie en trois mouvements » (Schubert) ; 22 h. Jazz forum ; 23 h. 30. Rencontre ; 1 h. Le pouvoir des géraniums.

SAMEDI 19 MARS

CHAÎNE I : TF 1

De 10 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. 5, Série : Sam Cade.

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Marie-Paule Belle) ; 21 h. 35 (R.), Feuilleton : « Peyton Place » ; 22 h. 30. Série : Le roi des Celtes (premier épisode), réal. S. Hayter, P. Jackson et P. Sady.

Une nouvelle version des aventures du roi Arthur et des chevaliers de la Table ronde.

22 h. 50. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 11 h. 45 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 15 h. 50. Rugby : Tournoi des Cinq Nations (Irlande-France).

20 h. 30. Jeu : Interneige ; 21 h. 55. Entretien : Questions sans visage ; 22 h. 50. Variétés : Droie de musique, réal. R. Sangla ; 23 h. 30. Journal.

DIMANCHE 20 MARS

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 5, Série : Qu'est-ce qui fait courir papa ?

20 h. 30 (R.), Film : « La Rivière de nos amours », d'A. de Toth (1955) avec R. Douglas, E. Martinelli, W. Abel, W. Matthau.

Un écrivain gué de son passé en territoire indien. Deux écrivains, attirés par une jeune fille, cherchent à provoquer la guerre avec les Indiens.

Pour les amateurs d'aventures, les charmes d'un western aux valeurs indiennes et relief d'une intrigue amoureuse.

Vers 22 h. Spécial élections municipales (résultats du second tour).

CHAÎNE II : A 2

De 10 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 18 h. 10, Série : L'ami public n° 1.

20 h. 30. Soirée élections municipales (résultats, variétés).

CHAÎNE III : FR 3

21 h. 15. Journal et résultats des élections, puis, à partir de 21 h. 35, résultats des élections

municipales à partir des vingt-deux stations régionales ; 22 h. (R.), Cinéma de minute (cycle Julien Duvivier) : « Poil de Carotte », de J. Duvivier (1952), avec H. Baur, R. Lynen, C. Fontenay, Ch. Dor, L. Gauthier (N.).

Un jeune garçon et sa sensibilité écorchée de Jules Renard parfaitement traduites par Duvivier. Le petit Robert Lynen est bouleversant aux côtés du grand Henry Baur.

0 h. 30. Journal, avec les résultats des élections municipales.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ininterrompue : C. Esteban ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique ; 23 h. 30. Black and blue ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Musique pour tous, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction R. Giovannetti, avec la pianiste P. Rogée : « Ouverture, scherzo et final, opus 24 » ; « Concerto pour piano en mi mineur » (Schumann) ; « Symphonie n° 8 mineur » (C. Franck) ; 23 h. Musique de chambre (Debussy, Ravel) ; 0 h. Concert extra-européen ; 1 h. 15. Trève.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 18 MARS

— M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, est invité à Europe 1, à 19 h. 15.

— M. Pierre Broussé (maj., rad.) et Paul Balmigère (Un. R., P.C.) s'affrontent à Babel sur France-Inter, à 19 h. 15.

— M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, est invité au journal d'Antenne 2, à 20 heures.

— « L'Aggression », tel est le thème du magazine « Vendredi » sur FR.3, à 20 h. 30. M. Michel Poniatowski, sénateur, et Chombard de Lauze, sociologue, donneront leur point de vue à la suite de l'enquête et des questions posées par l'émis-

sion.

DIMANCHE 20 MARS

— M. Mario Soares, premier ministre du Portugal, parle de l'immigration en France au cours de l'émission « Mosaïque » de FR.3, à 10 heures.

lunettes propres avec opticien chez tous les opticiens

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE

COMMERCE DE PARIS

GALA le vendredi 25 mars

à 21 heures

au profit d'AMNESTY INTERNATIONAL Claude NOUGAUD Sylvia JOLY Marie-Thérèse ORAIN Marc LAFERRIERE Phil LUIGI Discothèque DJTS

Hôtel SHERATON

19, r. du Commandant-Mochoth, Paris (19)

Location-Renseignements :

2 FNAC et BSC GALA, 75, avenue de la République, 75011 Paris - Tél. 855-86-80

4^e mois

ÉLYSÉES-LINCOLN v.o. - HAUTEFEUILLE v.o.

PARAMOUNT LA VARENNE VF

CASANOVA

Un Adolescent à Venise

le chef d'œuvre de

LUIGI

COMENCINI

L'ouvrage est superbe, un des plus divertissants, des plus raffinés, des plus enrichissants, que nous ayons vu cette année.

LE MONDE, J. de Lacaze-LL

PUBLICIS ÉLYSÉES v.o. - PUBLICIS ST-GERMAIN v.o. - BOULMICH v.o.

MARIVAUX v.f. - CAPRI GRANDS BOULEVARDS v.f. - PARAMOUNT

MAILLOT v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT

ORLÉANS v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT

Gobelins v.f. - PARAMOUNT PASSY v.f. - CONVENTION SAINT-

CHARLES v.f. - VILLAGE NEUILLY v.f.

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

75011 Paris - Tél. 855-86-80

ARTS ET SPECTACLES

Formes

LES GRANDS AINÉS

Il faut célébrer les grands aînés qui produisent toujours et lorsqu'ils se produisent, non parce qu'ils ne sont pas dicibles, mais parce qu'ils conduisent à nous étonner et à nous complaire. Ainsi Arpad Szenes et Vera Págya. Leurs œuvres graphiques se retrouvent chez à côté (1), et la peinture de Págya, celle des années 60, offre un peu plus loin une mini-rétrospective (2). A travers une évidente métamorphose, on éprouve une même inconditionnelle admiration pour les anciens et les nouveaux destins de Szenes, paysages que des traits économes suffisent à suggérer dans leur plénitude. Ceux de Págya, minuscules à l'extrême à coup d'épigramme, sont : de la pointe d'un crayon hypodermique, sont fidèles à la réalité, alors que ses viles antérieures, moniques de couleurs harmonieuses, nous transportent ailleurs.

On n'insiste jamais assez, d'ailleurs, sur l'importance de l'œuvre post-vidéa de Silva, dont Guy Woden vient d'entreprendre, de décrire et de reproduire les quelques cent cinquante estampes exécutées entre 1929 et 1976. La publication, aux Éditions Yves Rivière AMG, de ce précieux catalogue raisonné, éclairé de textes révélant une profonde compréhension de l'art de Silva, dont « une des tentatives, et non la moindre, consiste peut-être à rendre visible, picturalement, ce qui se cache derrière la physiognomie du monde qui ne correspond jamais à la façon dont on a voulu nous le faire voir pour nous y faire croire afin d'assurer la continuité de l'œuvre », cette publication, dit-il, s'accompagne d'une étonnante démonstration (3). Les plus beaux bords, les plus belles photographies (Blanc, blanc, noir ; Fronton ; Remises, l'École...) et, parmi les portraits, la série de quatre esquisses, et d'un bords, de celui d'André Malraux, dont un seul n'a pu être recueilli pour une raison psychologique extraordinaire, dans leur diversité et leur rareté visibles.

Autre grand aîné, disparu, lui, en 1970, sans avoir connu sa vraie place, Henri Hayden vient d'être, on est encore, l'objet d'un double hommage. Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris a présenté un nombre considérable (qui s'en plaindra-t-il ?) de paysages de la Merne, peintures, gouaches et dessins réalisés au cours des quinze dernières années de sa vie. Ample vision d'une terre au-delà du pictoreque. On peut toujours voir une vingtaine de toiles, portraits, paysages, natures mortes

et autres, dans la galerie de la Ville de Paris, au 19, rue du Commandant-Mochoth, Paris (19).

La paix et le silence, les voici de bords et d'humilité, pas d'humour (4). A juster que ce peintre indien cherche à s'effacer au bout de la nuit d'une longue contemplation. Les mots d'ordre nulle part sur ses toiles d'une présence poétique.

Aimez-vous les couleurs ? Commencez Robert Rindbeck (5), qui cherche à saisir le même silence, la même paix, dans des chemins diaboliquement opposés dans des compositions d'une acuité chargée de signes — mais, points rouges, etc. — aussi étrangement calculés que la construction étonnante d'une phase musicale. « Des couleurs pour la civilisation occidentale », dit Jean Demulier. Seulement, Rindbeck conclut lui-même que de décrypter d'un système codé parfaitement significatif n'est pas indispensable pour que le charme de la peinture opère. Un charme de sortie anglaise. Les érudits de quelque métier sont peu à peu sortis de ses toiles — l'aspect intérieur, le le surprise, fait place aux. Satisfait, l'artiste ne doit rien à un service social de plaisir et qui expose l'attention vers de infini délectable.

JEAN-MARIE DUNOTER

(1) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.

(2) Galerie Darlat, 23, rue de Beaune.

(3) Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye.

(4) Galerie Sullerot, 8, rue d'Assolant.

(5) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.

(6) Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello.

(7) Galerie du Chapitre, 30, rue Saint-Louis-en-l'Île.

M A la demande du parquet de Los Angeles, la comparaison de Roman Polanski, accusé du viol d'une mineure (« le Monde » des 12-14 mars), a été reportée de trois semaines pour suppléer d'information. De nouveaux témoignages auraient été reçus.

JEAN-MARIE DUNOTER

(1) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.

(2) Galerie Darlat, 23, rue de Beaune.

(3) Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye.

(4) Galerie Sullerot, 8, rue d'Assolant.

(5) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.

(6) Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello.

(7) Galerie du Chapitre, 30, rue Saint-Louis-en-l'Île.

M A la demande du parquet de Los Angeles, la comparaison de Roman Polanski, accusé du viol d'une mineure (« le Monde » des 12-14 mars), a été reportée de trois semaines pour suppléer d'information. De nouveaux témoignages auraient été reçus.

JEAN-MARIE DUNOTER

(1) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.

(2) Galerie Darlat, 23, rue de Beaune.

(3) Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye.

(4) Galerie Sullerot, 8, rue d'Assolant.

(5) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.

(6) Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello.

(7) Galerie du Chapitre, 30, rue Saint-Louis-en-l'Île.

M A la demande du parquet de Los Angeles, la comparaison de Roman Polanski, accusé du viol d'une mineure (« le Monde » des 12-14 mars), a été reportée de trois semaines pour suppléer d'information. De nouveaux témoignages auraient été reçus.

JEAN-MARIE DUNOTER

(1) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.

(2) Galerie Darlat, 23, rue de Beaune.

(3) Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye.

(4) Galerie Sullerot, 8, rue d'Assolant.

(5) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.

(6) Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello.

(7) Galerie du Chapitre, 30, rue Saint-Louis-en-l'Île.

هكسان النحل

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Quelques films de la semaine : L'Homme à la carabine, de D. Verne, 18 h. 30 : With a song in his heart, de W. Lang, 20 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

Les exclusivités

CHACON SON ENFER (Fr.) : Montparnasse 15, 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

LES FILMS NOUVEAUX

CORRIGE SUR DES ROULETTES. Film français de Nina Compagnon. 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

LA BATAILLE DU CHILI (Am. v.o.) : Studio Logos, 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

LES FILMS NOUVEAUX

32-30 : Pamy, 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

LE DESERT DES TARTARES (Fr.) : Cinéma-Palace, 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

LES FILMS NOUVEAUX

32-30 : Pamy, 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (Fr.-Can. version angl.) : Saint-Michel, 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

LES FILMS NOUVEAUX

32-30 : Pamy, 18 h. 30 : Les Amis perdus, de D. Elia (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30 : Les Comédiens, de R. Allen, 18 h. 30 : L'Apollon, reine de Lesbos, de P. Franck.

AKIRA KUROSAWA
DER SOU OUZALA
PARAMOUNT ELYSÉES - STUDIO ALPHA - ARLEQUIN - CONVENTION SAINT CHARLES - PARAMOUNT MARIVAUX - CYRANO VERSAILLES

MARIGNAN - BALZAC - MAYVILLE - CLICHY-PATHÉ - LA FAUVETTE - CAMBRONNE - QUARTIER LATIN - MONTPARNASSE PATHÉ
Périphérie : PATHÉ Champigny - GAUMONT Évy - AVIATIC Le Bourget - ARGENTEUIL - U.G.C. Poissy - ULYSSE 2 Orsay - STUDIO Parly 2 - CLUB des Mureaux - CERGI Pontoise

comme sur des roulettes
Un film de NINA COMPAGNEZ
EVELYNE BUYLE-MATHE SOLVERBIE-FRANÇOIS HUSTER-ROGER PERRE
Au même programme, le court métrage de FRANÇOIS REICHENBACH "AMC BEAUCOUP DE PASSION"

UGC NORMANDIE - COLISEE - BRETAGNE - HELDER - ABC (Gds Bds) - MADELEINE - CARAVELLE - NATION
VICTOR HUGO - CONVENTION GAUMONT - FAUVETTE - MISTRAL - UGC ODÉON - ST-GERMAIN HUCHETTE
CYRANO/Versailles - FRANÇAIS/Enghien - PATHÉ Belle Epine - ARTEL/Rosny - TRICYCLE/Asnières - ARTEL/Noget
CARREFOUR/Pantin - VELIZY 2 - ARIEL/Rueil - PARINOR/Aulnay - FLANADES/Sarcelles - GAUMONT/Évy

RAYMOND DANON et ALAIN DELON présentent
ALAIN DELON et JEAN YANNE
ARMAGUEDON
Un film d'ALAIN JESSUA
d'après le roman de DAVID LIPPINCOTT Editions Flammarion
avec RENATO SALVATORI et MICHEL DUCHAUSSOY
Musique de ASTOR PIAZZOLLA
Producteur associé exécutif NORBERT SAADA
Produit par ALAIN DELON - Daria

un film d'agnes varda
une chante l'autre pas

G.C. BIARRITZ, v.o. - CAMÉO, v.f. - LIBERTÉ GARE
ELYON, v.f. - 3 SECRÉTAN, v.f. - U.G.C. GOBELINS, v.f. -
BRETAGNE, v.f. - MISTRAL, v.f. - U.G.C. DANTON, v.o. -
LUXEMBOURG, v.o. - NOGENT ARTEL

PAIN ET CHOCOLAT
"Une surprise, une découverte"
LE MONDE
PRIX DES LECTRICES DE ELLE

RELIGION

AU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT

Mgr Etchegaray demande aux catholiques de ne pas devenir « les gardiens féroces et tristes de l'Église »

Le conseil permanent de l'épiscopat français qui s'est réuni à Paris du 14 au 16 mars a été, pour Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale, l'occasion de faire allusion aux élections municipales et à l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet par des catholiques intégristes.

Sur le premier thème, il a évoqué le besoin de « dépasser nos petits intérêts » et les soucis de l'Hexagone. Sur le deuxième, Mgr Etchegaray a dit notamment : « L'effort qu'exige la dévotion de la vie de l'Église ne peut se faire que dans un climat de communion ecclésiale. Comment se fait-il que tant de chrétiens, à force d'être exigeants, se montrent si inutiles, voire irrespectueux, à l'égard de l'Église ? C'est qu'ils en parlent au passé et alors l'espérance est vite à bout de souffle. Que de vies arrêtées dans leur élan, parce qu'on les jauge ou les juge au passé ! Par nos soupçons, par nos disputes, par nos sectarismes, nous avons enchaîné notre mère la Sainte Église et nous en sommes devenus les gardiens féroces et tristes. »

Mgr Etchegaray a dit, d'autre part, attirer l'attention du conseil sur les rapports entre la foi et la politique. « Si l'on a mis en garde contre la tentation d'utiliser l'Évangile comme la justification d'un choix politique », il a demandé « un effort exceptionnel et méritoire au fur et à mesure que nous découvrons que le lien entre la foi et la vie ne passe pas seulement par les relations entre les laïcs et les prêtres, mais par les circuits longs et complexes de la vie collective ».

Pour une connaissance véritable de l'islam

Parmi les différents thèmes abordés par le conseil « collaboration plus étroite entre les évêques et les théologues », l'articulation entre les ministères des laïcs et ceux des prêtres ; renouvellement des paroisses rurales ; difficultés propres aux milieux indépendants ; préparation à la prochaine assemblée plénière de Lourdes qui sera retardée de quinze jours en raison du synode mondial de Rome (ce dernier commencera le

29 septembre) se trouve une communication de Mgr Gérard Huyghe, évêque d'Arras, sur le travail du secrétariat pour les relations avec l'islam (34, avenue Reille, 75014-Paris) dont celui-ci a la responsabilité. Il a été rappelé l'importance de cette communauté religieuse en France, qui n'est pas seulement composée de migrants d'Afrique noire, du Proche-Orient d'Asie, etc.

« Le secrétariat est attentif à l'idée que les catholiques se font de l'islam », il faut les aider à en avoir une connaissance vraie, qui peut d'ailleurs les amener à prendre conscience des richesses de leur propre foi. Ce travail doit aussi de tout syndrisme. Une brochure, Un seul Dieu, tous frères, a été publiée dans cette perspective. Une rencontre entre des théologiens catholiques et des théologiens musulmans, sur des thèmes tels que « Parole de Dieu », « Foi et justice », serait sans doute profitable, mais peu de théologiens, actuellement, ont une connaissance vraie de ces deux religions. Le prêtre occupant une place centrale dans la vie de l'Église, elle doit être présente dans le dialogue islam-chrétien. Mais il n'est évidemment pas question de la communauté musulmane et la communauté chrétienne puissent fusionner.

Rapportons que c'est en 1964 que Paul VI a été à Rome un secrétaire pour les religions non chrétiennes, qui a des ramifications nationales. L'œcuménisme proprement dit concerne seulement les religions chrétiennes. Mais le dialogue est également opportun avec les autres grandes confessions. Son but immédiat n'est évidemment pas de préparer une sorte de super-religion dont les linéaments sont difficilement imaginables.

Fourmiani, les différents voies d'accès à une transcendance divine présente, surtout au point de vue spirituel et mystique, des points communs mais répétés et érudits. Et, dans la mesure où l'on croit à la mission, ecclésiastique et universelle du christianisme, il n'est pas interdit d'envisager dans un avenir plus ou moins lointain et à la faveur d'un resserrement

planétaire des civilisations, des articulations inédites entre les religions. La tour de Babel actuelle des croyances n'est certainement pas le dernier mot de l'avenir de la foi. Pas plus que la conception classique de la mission, encore entachée du passé colonialiste de l'Occident.

HENRI FESQUET.

PAUL VI S'INTERROGE SUR CERTAINES MÉTHODES DE FORMATION DES SÉMINARISTES

Recevant jeudi 17 mars les huit évêques de l'ouest de la France parmi lesquels se trouvait le cardinal Gouyon, archevêque de Rennes, Paul VI les a exhortés à la « confiance » et à louer « leur zèle pastoral ». A propos des futurs prêtres, le pape a dit notamment : « N'acceptez pas que certains laïcs fassent miroiter des solutions auxquelles l'Église n'a pas voulu se résoudre ». Est-ce une allusion à la remise en cause de la loi du célibat ecclésiastique ? Avez-vous pris, a ajouté Paul VI, les rois les plus adéquats pour évaluer les vocations et permettre aux candidats la formation exigente, rigoureuse ?

« L'allusion aux séminaires et aux groupes de formation ? »

Le pape a regretté, d'autre part, que certains mouvements « faussent » la formation des séminaristes. Une lettre sera proposée au vote en 1978. D'autre part, la commission du clergé et des séminaires a fait parvenir à la Congrégation romaine de l'éducation catholique les « chartes » des séminaires français. Elle a fait une brève étude comparative de ces documents pour permettre à chaque séminaire de s'enrichir de l'expérience des autres.

CARNET

Naissances

— M. Jean-Manuel Bourgois et Mme, née Hélène Koral, ont annoncé la naissance de Josephine, Paris, le 15 mars 1977.

— Le secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie, Claude Erignac et Mme, née Dominique Marchand, leur fille Marie-Christophine, ont la joie de faire part de la naissance de Charles-Antoine, Nouméa, le 15 mars.

— Claire et Philippe Gleize, ont la joie d'annoncer la naissance de Thomas, le 16 mars.

— Hôpital Antoine-Becière, 92 Clamart.

— Châli a la joie d'annoncer la naissance de son petit frère Gaëtan, le 6 mars 1977.

— M. Luc-Jean Gontelle et Mme, née Bernadette Gontelle, 12 C, rue Gaston-Monmousseau, 94000 Ivry-sur-Seine.

— Jacques et Jane Barrois laissent à Virginie la joie d'annoncer la naissance de Jérôme, 3, rue Albert-Camus, 93200 Gagny.

— M. Pierre Marchand, le colonel J.C.R.I. et Mme Pierre Marchand, ont annoncé la naissance de Robert, chez Philippe et Isabelle Desroche, Strasbourg, 13 mars.

— Monique et Pierre-Yves Pétillon, ainsi que Thomas, sont heureux d'annoncer la naissance de Catherine, Paris, le 8 mars 1977.

Marriages

— Chantal et Javier, seraient heureux de vous accueillir en l'église Saint-Pierre de Montrouge, à Paris-14 (métro Alésia), le samedi 19 mars 1977, à 14 heures et demandent d'être témoins de leur engagement.

— Bertrand, 42 avenue René-Coty, 75014 Paris.

— M. et Mme Maurice Branel, M. et Mme Marcel Antoni, M. et Mme Pierre Crisostome, sont heureux de faire part du mariage de leur fille et fils, Dominique et Patrick, avec M. Patrick Gouyroux.

— La bénédiction nuptiale leur sera donnée en la cathédrale de Dakar, le samedi 26 mars 1977, à 18 heures. S.B. 1237 - Dakar.

— M. le professeur et Mme Jean Litzler ont la joie de faire part du mariage de leur fils Armand Litzler, lauréat des hôpitaux, avec Mlle Marianne Kunnert, célébré le 12 mars 1977, 6, quai Koch, 67000 Strasbourg.

Décès

— Mme Paul Bellavolne, née Maud Gauthier, M. et Mme Claude Bellavolne et leurs enfants, M. et Mme Bernard Bellavolne et leur fils, ont la douleur de faire part de la mort de M. Paul BELLAVOLNE, chef de service hospitalier à la Banque de France, chevalier de l'ordre national du Mérite, décédé le 18 mars 1977, les obsèques auront lieu le samedi 19 mars 1977, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, à Paris, 47, rue de Richelieu, 75001 Paris. 2, rue Guizot, 75002 Paris. 4, avenue de Lowendal, 75007 Paris.

— On nous fait part du décès de M. Jean-Émile DESCAMPS, ancien combattant 1914-1918, décédé le 16 mars 1977 en son domicile, 3, rue Colonne, Paris (18^e). L'inhumation a eu lieu dans le cimetière de famille au cimetière de Bordeaux (Gironde).

— M. Jean-Émile DESCAMPS, ancien combattant 1914-1918, décédé le 16 mars 1977 en son domicile, 3, rue Colonne, Paris (18^e). L'inhumation a eu lieu dans le cimetière de famille au cimetière de Bordeaux (Gironde).

— La direction et le personnel de Société Carnab International, 31, rue du Limousin (94) Boulogne, ont le profond regret de faire part du décès survenu de leur ami, M. Simon DREYFUS, chef de service.

— Mlle Sébastien Pouy, Les familles Pouy-Lacour, ainsi que leurs parents et amis, font part du décès survenu dans sa soixante-dix-septième année, de M. Georges POUY, ingénieur de l'école centrale des arts et manufactures. La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 mars, à 9 heures, en la chapelle du Centre hospitalier, 4, rue de la Baronne-Gérard, à Saint-Germain-en-Laye (78100).

— L'inhumation aura lieu au cimetière de La Garenne-Colombes (93), vers 10 h. 45.

— 12, rue Saint-J.-M.-Vianney, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

— Mme Marcel Gérard, Mlle Alice Gérard, M. René Gérard, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel GÉRARD, lieutenant-colonel d'artillerie, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre des T.O.E., survenu le 9 mars 1977, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Les obsèques ont été célébrées à Marseille, le 12 mars 1977, 13001 Marseille, 20, rue du Commandant-Mouchotte, 78017 Paris.

— 128, rue du Théâtre, 75015 Paris.

— Le président du conseil d'administration de l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur et électriques du Sud-Est. Les membres du conseil d'administration.

— La direction et le personnel, ont le regret de faire part du décès de M. André GIRAUD, vice-président de l'APAVE du Sud-Est, commandeur de la Légion d'honneur, ingénieur de l'École des travaux publics.

— Mme Roger Godfrey, le général et Mme Gérard Godfrey et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Roger GODFREY, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu le 5 mars 1977, dans sa quatre-vingt-huitième année.

— Le défunt avait légué son corps à la médecine, une messe a été célébrée le 12 mars 1977, en la cathédrale de Blois dans sa chapelle latérale funéraire.

— Cet avis tient lieu de faire part, 5, rue Menin (41) Blois.

— Mme Noël Moysses, M. et Mme Bernard Moysses, M. Paul Vercauteren, M. et Mme Béatrice Vercauteren, An et Emmanuel Moysses, ont la douleur de faire part du décès de M. Noël MOYSES, ingénieur S.C.P., croix de guerre 1914-1918, leur époux, père, beau-père et grand-père, appelé à Dieu le 14 mars 1977, à l'âge de quatre-vingt ans.

— La messe de funérailles se célébra le samedi 19 mars 1977, en l'église Saint-Michel de Dijon, se déroula, suivie de l'inhumation à Rodas dans le cimetière de famille.

— 10 bis, place Saint-Michel, 21000 Dijon.

— 56 Boulevard Park, W. 11, 3 E.S. Londres.

— 9 bis, rue Cassini-Pinel, 82200 Neulilly-sur-Seine.

— Mme Frédéric Pelzer, née Juliette Blanchet, sa femme, M. et Mme Frédéric Pelzer, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la disparition subite, le 10 mars 1977, de Frédéric PELZER, docteur en droit, l'inhumation a eu lieu le 12 mars 1977 dans l'intimité.

— 37, rue Lorne - Great Bookham - Surrey (Angleterre).

— La santé de la famille des chemins de fer français, Sa section des cheminots évacués.

— L'Amicale des anciens de Thun et de Malvaux.

— La direction, les médecins et le personnel des établissements de soins spécialisés de Thun et de Malvaux, ont le regret de faire part du décès de M. Gilbert RASY, président général, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 16 mars 1977, dans sa soixante-huitième année.

— Un service religieux a eu lieu à Bourges-le-Roi, en l'église Saint-Gilles, le vendredi 18 mars.

— Selon la volonté du défunt, l'inhumation se fera dans l'intimité.

— Ni fleurs ni couronnes.

— Mme Jean Sigonneau, saint, M. et Mme Pierre Sigonneau, ont la douleur de faire part du décès de leur ami, M. Jean SIGONNEAU, leur époux et frère, survenu en son domicile, le 10 mars 1977.

— Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 13 mars, à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 34, rue Poncey, 75015 Paris.

— 132, avenue du Maine, 75014 Paris.

— Mme Daniel Strobel, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Pierre Strobel, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André STROBEL, membre de l'Académie nationale de médecine, officier de la Légion d'honneur, survenu le 10 mars 1977, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 12 mars 1977, 78, rue Marat, 94000 Ivry, 2, rue Poncey, 75015 Paris, 82200 Neulilly-sur-Seine.

— Mme Anne Vasquez Afon et ses enfants Bruno et Béatrice, M. et Mme Sébastien Marchet, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André STROBEL, membre de l'Académie nationale de médecine, officier de la Légion d'honneur, survenu le 10 mars 1977, dans sa quatre-vingt-dixième année.

— Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 12 mars 1977, 78, rue Marat, 94000 Ivry, 2, rue Poncey, 75015 Paris, 82200 Neulilly-sur-Seine.

Remerciements

— Mme Henry Goulin et ses enfants, dans l'impossibilité de remercier individuellement les nombreux personnes qui ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur père, prient de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

Anniversaires

— Pour le vingt-troisième anniversaire de la mort de M. le docteur Jean PÉLIER, une messe sera demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Messes anniversaires

— Pour le douzième anniversaire du rappel à Dieu de Roland DECARNE, une messe sera dite le samedi 19 mars à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly (chapelle Saint-Basile, boulevard Jean-Mermel).

— A l'occasion du premier anniversaire de la mort de M. G. REYNAUD, compagnon de la Libération, une messe sera célébrée son attention le samedi 19 mars à 18 h. 30, à Saint-Louis des Invalides.

Communications diverses

— A l'occasion de Now-Rouz, Nouvel An iranien, l'Ambassadeur de l'Iran et Mme ont l'honneur de recevoir leurs compatriotes le lundi 21 mars de 17 heures à 19 heures, à l'Ambassade iranienne de l'Iran, 4, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Retournez. Remettez d'aplomb. Ouvrez. Buvez. Savourez.

AÉRONAUTIQUE

Le constructeur germano-néerlandais Fokker-VFW offre de vendre son avion F-28 à Air France et Air Inter pour remplacer les Caravelle

Amsterdam. — Le constructeur aéronautique germano-néerlandais Fokker-VFW a offert aux compagnies aériennes Air France et Air Inter de leur vendre différents modèles de son moyen-courrier tri-moteur F-28 pour remplacer les anciens avions Caravelle dont l'exploitation devient coûteuse.

« Nous sommes encouragés dans nos discussions », a déclaré, mer-

De notre envoyé spécial

credi 18 mars à Amsterdam, à des journalistes, M. A.B. Buley, président de Fokker-VFW International, par le fait que les compagnies aériennes françaises ont déjà prouvé qu'elles étaient en faveur d'un moyen-courrier à l'intérieur de l'Europe, sans la réserve que l'Europe construisait les matériels compétitifs dont elles ont besoin.

Divers constructeurs d'avions sont en concurrence pour équiper Air France et Air Inter, à commencer par le consortium européen Airbus-Industrie, qui propose son moyen-courrier bi-moteur franco-allemand. Le constructeur américain Boeing offre, de son côté, de fournir des moyen-courriers 727 et 737, tandis que son rival, la société McDonnell-Douglas, souhaite vendre à la France ses avions DC-9 et DC-10 en échange de sa coopération sur la mise au point du bi-moteur Mercure-200.

« Nous croyons », a notamment expliqué le responsable de Fokker-VFW, que notre accord est fondé en Europe. L'industrie européenne possède la technique et la capacité de production qui peuvent nous assurer une part importante des bénéfices que le marché de l'aviation civile offrira à la fin du siècle. Il faut que les compagnies aériennes consentent la pluralité de leurs fournisseurs sinon, dans les dix prochaines années, toutes les compagnies européennes seront dans les mains des constructeurs américains.

Fokker-VFW résulte de la fusion, en 1962, d'entreprises aéronautiques néerlandaises (principalement à Amsterdam) et de sociétés allemandes (notamment à Brême) de construction aéronautique. Avec un chiffre d'affaires, l'an dernier, de 3.200 millions de francs environ, dont plus de la moitié à l'exportation, Fokker-VFW emploie sept mille cinq cents personnes aux Pays-Bas et dix mille cinq cents en République fédérale d'Allemagne. Elle a déjà vendu six cent cinquante-cinq exemplaires de son court-courrier bi-turbopropulseur Fokker-27 et cent vingt exemplaires du bi-moteur F-28.

M. Buley propose que, dans un premier temps, Air France et Air Inter commandent des bi-moteurs F-28 Mk 4000, capables de transporter quatre-vingt-cinq

passagers sur des étapes de 1.800 kilomètres, pour remplacer les Caravelle. Ce moyen-courrier pourrait être mis en service dans moins de deux ans.

A plus long terme, Fokker-VFW a proposé à Air France et à Air Inter d'acheter une nouvelle version du F-28 dénommée Super F-28, qui pourrait acheminer cent quinze passagers sur 2.500 kilomètres de distance. En service commercial vers 1983, le Super F-28 est présenté par son constructeur comme un avion dont le coût direct d'exploitation par siège-kilomètre est 15 % inférieur à celui du Boeing-737.

« Nous avons des conversations », a encore expliqué M. Buley, avec les compagnies nationales d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), en France, pour réaliser sur le Super F-28 une version dotée de son réacteur CFM-56 qui développerait une poussée de 8.000 kilogrammes au lieu de 10 tonnes actuellement.

Outre ces discussions, nous envisageons de conclure un accord de collaboration, en France, pour la production du Super F-28 avec la SNIAS et Dassault.

Fokker-VFW, qui estime à respectivement 35 et 45 millions de francs le prix de vente de son F-28 et de son Super F-28, collabore déjà avec l'industrie française à la fabrication de l'avion Breguet-Atlantic de lutte anti-sous-marin et du moyen-courrier Airbus, dont elle assure le quart de la production environ.

La société germano-néerlandaise présente la F-28 comme l'occasion de faire un nouveau pas en avant dans la coopération européenne, en dépit de la décision prochaine de la Grande-Bretagne de lancer la construction d'un avion concurrent, le HS-146 de cent places.

JACQUES ISNARD.

CENT QUARANTE HELICOPTÈRES COMMANDÉS À LA SNIAS EN TROIS MOIS

Après la stagnation du marché mondial constatée l'an dernier par l'ensemble des constructeurs d'hélicoptères (le Monde des 30 octobre et 22 décembre 1976), la division « hélicoptères » de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) et sa filiale nord-américaine, Aerospaciale Helicopter Corporation, annoncent qu'elles ont enregistré d'importantes commandes au cours des trois derniers mois : 140 hélicoptères, répartis en deux lots, vendus depuis décembre 1976.

En particulier, des contrats de vente de l'hélicoptère AS-350 Eurocopter ont été conclus avec plusieurs clients d'Europe et d'Amérique du Nord. Cet hélicoptère est destiné au marché civil, et le premier exemplaire de série sortira des usines dès le début de l'année prochaine. Compte tenu des commandes reçues à ce jour, la cadence de production initialement prévue sera accélérée les deux premières années.

La SNIAS annonce aussi que, depuis le 7 janvier dernier, elle a vendu, pour environ 300 millions de francs, plus de 50 exemplaires de son hélicoptère SA-330 Puma à des clients militaires et civils, parmi lesquels cinq seront utilisés dans le secteur des activités pétrolières aux États-Unis. Au total, sur 525 hélicoptères Puma commandés à ce jour, plus des deux tiers sont destinés à l'exportation : 208 hélicoptères de ce modèle sont destinés aux besoins des armées britannique et française ; 72 ont été vendus dans le secteur civil et 250 exemplaires à des armées étrangères.

M. Buley propose que, dans un premier temps, Air France et Air Inter commandent des bi-moteurs F-28 Mk 4000, capables de transporter quatre-vingt-cinq

LATREUIL
LE SPÉCIALISTE
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
POUR HOMMES
POUR DAMES
POUR ENFANTS
CATALOGUE SUR DEMANDE
62, St-André des Arts, 6
PARKING-RESERVE

Jouez la carte verte
Charme et lumière du Nord, production Scanditours
Spécialité des voyages vers le Nord
122 Champs-Élysées
75001 Paris Tel. 720.3805
ou votre agent de voyages

Soyez Cannois
chaque année durant plusieurs semaines !
Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances, celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours.
Puis oubliez les soucis domestiques (exemple : votre chambre sera faite tous les jours) et vivez à l'hôtel comme chez vous.
Formule Solhôtel
la multiconceptuelle hôtelière
61, av. du Dr. Picard (Plage du Midi)
06400 Cannes Tél. : (93) 47 15 85

CHAMPAGNE BESSERAT DE BELLEFON
ALLÉE DU VIGNOBLE - 51061 REIMS

محسان الرحيل


La Nigre	La Nigre T.C.
40,00	45,76
42,00	48,04
9,00	10,29
70,00	80,09

	La 1ère	La 2ème TL
L'IMMOBILIER	29,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

L'immobilier


LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

1/5
78 **S.700** **FD** **80 %**
20 **197** **Dispo. 3**
47




  **GARE A 1 KM**
VERS ST-JAZAIRE

 **AUTOROUTE DE**
L'OUEST A KM

LE PARC DE LA MAYE - 17, av. de la Maye, VER-
SAILLES - Près du Chezeay résidentiel, 3 petits immeubles d'un
parc de 6.000 m². Grandes Terrasses, Jardins privatifs. Du
sud, ou 6 p. Bur. vit. s. pl. lundi, jeudi, vend. a-m, sam.,
dim. de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de
14 heures à 19 heures, tél. 954-06-07.
SPEI, 14, av. F.-Roosevelt, Paris (20).

 **SPEI**
Affiliation : **TUNISCIAN**

6/5 7.700 80 %
 92 FD 20 1977 29

RÉSIDENCE RACINE - 61, bd Bisport, Neuilly-s-Seine -
 un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours
 sf mar. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75.

Une réédition
 CAPI



GSKC 1985




LA MAISON DU G. SCIC,
 15, boulevard de Vaugirard,
 Paris (15^e), tél. 567-55-66.

6/5
92 **3.700**
FD


80 %
 16

1977






BELLEVUE
 (100 m)



169

« LES BALYSIS », Sentier les Balyzis - 34, av. Gellien, Mandon-Bellevue - Deux petits immeubles résident de 3 ét. du stud. au 5-6 p., dans un jardin de 2.000 m² (arbres centenaires). Finitions de qualité (12° Paris-Montparnasse). App. témoin samedi et dimanche de 14 h. à 19 h. Tél. 027-14-13. Réalis. et vente COCIM Marc Fleury SARL, 35, rue de la Bienfaisance Paris 8° - Téléph. : 387-84-30.

C/5
92 **4,900** **FD** **80%** **1978** **24** **SEPT. 22**
 MOTOR PERSONALISS


BAGATELLE RIVE GAUCHE - 35, rue Jean-Jaures,
 sur square Léon-Blaum, Palaeux - Studios 3 et 4 pièces.
 Livraison 2^e trimestre 1978. Etat des travaux : terrassement.
COMEGI 74, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.
 Renseignements et vente 280-34-40.

« Le Monde Immobilier »
est une rubrique de publicité ouverte à tous
les constructeurs-promoteurs.
Elle est destinée à faciliter la démarche de
nos lecteurs dans la recherche et le choix
d'un programme immobilier.

**...et un prêt CDE
financera votre achat :**

cde

Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Libres opinions

La publicité responsable

Par R. PUEL DE LOBEL (*)

En un moment où les principes qui paraissent les plus marmorés subissent les coups de boutoir d'une contestation multiforme venant de tous les horizons, dans ces temps où les hommes doutent qu'ils aient encore quelque mission à accomplir sur cette terre et où les nations s'interrogent sur le rôle qu'elles pourraient jouer encore, soit que l'évanouissement de leur grandeur d'antan les pousse au découragement, soit que le déclin de leur influence les rende amères et désenchantées, rien n'est plus réconfortant, pour les individus comme pour les collectivités, que de découvrir, serait-ce après les avoir inventés, les responsables de tant de mutations inattendues, de tant de renversement imprévis, de tant d'évolutions incontrôlées et choquantes.

Ainsi, certains dénoncent le capitalisme sulfureux, tandis que d'autres évoquent la sclérose du collectivisme, et les idéologues s'entêtent sur les progressistes, tandis que les libéraux stigmatisent les excès du réformisme.

Maie si, dans quelque assemblée composée, on s'efforce de découvrir un bouc émissaire, la publicité est là, avec son aura chatoyante, avec ses habits de lumière, mais aussi d'aridité, pour que s'entendent à ses dépens ceux que, par ailleurs, tout divise.

La publicité, ses grands prêtres pontificaux, ses clercs danseurs de pavane, ses enfants de chœur chamarrés, chevelus et fébriles, ne sont cependant pour rien ni dans la crise de l'énergie, ni dans l'escalade de la démagogie magistrale ou parentale, ni dans la faillite des Églises, ni dans la dégradation de la moralité publique et privée.

Ce n'est pas la publicité qui inventa la pilule, qui orchestra la pollution des rivières et des rivages, qui équilibra la terreur atomique, qui incita les homosexuels au mariage, qui souffla pour l'entier la flamme de la contestation étudiante, qui désacralisa les institutions familiales ou républicaines.

Cependant, à force d'avoir mis tant de zèle à voler au secours de la victoire, la publicité se voit submergée par des vagues dont elle n'a ni prévu ni créé les effets. Sans doute prétend-elle être au service du développement de notre société libérale, mais être au service n'est pas être aux ordres, sauf pour des domestiques.

En effet, serait-ce faire œuvre constructive que de substituer à une échelle des valeurs humaines que l'on mit plus de vingt siècles à définir l'obsession d'un électorat latitudinaire que tout un chacun devrait, parait-il, pouvoir atteindre en toute nonchalance ? que d'installer dans un inconfort permanent des classes entières de consommateurs en leur présentant comme essentielles à leur bonheur et à leur dignité des acquisitions futiles et irresponsables ? que de trahir sa mission en acceptant de devenir les thuriféraires des situations acquises au lieu de se préoccuper de la construction des valeurs de demain ?

Combien de temps enfin la publicité, qui de nos jours pourrait devenir la conscience de l'économie libérale, va-t-elle se contenter d'en être la majorité, déjà fatiguée ?

Anesthésié par un trop long bonheur qu'il peuplait d'envies, notre monde moderne défaille de ne plus croire en lui ; plus que jamais, dans sa nuit, il a besoin de phares pour se diriger et continuer d'espérer.

Pourquoi ne serait-ce pas aux publicitaires de partir en croisade en faveur de la prise en considération, à tous les niveaux de la hiérarchie des responsabilités, des merveilles de la prospective que beaucoup connaissent, mais dont si peu se servent ?

Parce que la publicité est de l'information, et qu'une analyse rigoureuse des éléments constitutifs de cette information doit précisément permettre d'en projeter les lumières vers l'avenir, il lui appartient, comme à tous les autres moyens d'expression destinés au public, de respecter celui-ci et d'avoir comme souci permanent et particulier d'être bien comprise pour être bien admise par les jeunes générations qui sont l'avenir. Sans déchoir de sa mission, la publicité ne doit rien apprendre ou suggérer qui ne soit digne de ceux qu'elle prétend convaincre et des espoirs qu'ils portent. Pour mériter de continuer à jouer son rôle, la publicité doit se considérer comme le vecteur par excellence d'une meilleure intelligence et d'une meilleure compréhension entre les hommes. Sans cette vocation humanitaire, la publicité prendrait tous les risques, par dégradations démagogiques successives, de se voir requête, dans l'histoire de l'économie, au rang d'une pernicieuse imposture.

Les publicitaires ont aussi à savoir qu'en prétendant, à juste titre, être des conseillers d'avenir, comme les médecins et les avocats, ils exercent une profession libérale et, comme eux aussi, ils sont astreints aux dures exigences de la liberté, ou premier rang desquelles la liberté de conscience, qui devrait impliquer une indépendance totale à l'égard des groupes d'intérêt, qu'ils soient économiques, politiques ou, évidemment, journalistiques.

Mais, si les professions libérales ont leurs contraintes, il est des privilèges qui leur appartiennent en propre, comme celui pour un praticien de pouvoir refuser à un patient de déférer à ses demandes exorbitantes ou celui pour un détendeur de renoncer à plaider une cause qui lui semblerait méprisable.

Substituer aux envies de machines à consommer des ambitions humaines justifiées, permettre aux hommes de diriger leurs entreprises en fonction d'un avenir et non d'une boulimie de l'instant, participer à l'élaboration et à la réalisation d'une politique économique à long terme : tel est le défi publicitaire de notre temps.

Pour le publicitaire, c'est faire son simple devoir de conseiller que de s'imposer de ne rien recommander qui ne puisse s'inscrire dans le cadre d'un développement généralement bénéfique pour la société des hommes, et non pas singulièrement ou sporadiquement avantageux pour des individualités égoïstes qui peuvent être, sous la pression de l'instant, obscurcies par les seuls intérêts immédiatement perceptibles.

Aujourd'hui, la mission de la publicité est plus encore de concourir, avec tout son savoir-faire, à préparer un avenir possible pour l'homme que d'accroître un processus de consommation sauvage dont chacun sait qu'à terme il ne peut être qu'épuisant, voire suicidaire.

Dès qu'ils le décideront, les publicitaires, eux qui trop souvent n'ont été que les mercenaires de l'économie, pourront en devenir les aristocrates.

Ce jour-là, parce qu'elle aura su être ambitieuse, la publicité sera vraiment devenue responsable.

(*) Président-directeur général de l'EDIP publicité.

PEUGEOT

Exposition permanente (de 9 h à 19 h)

- Assurance gratuite (43 h) à tout acheteur.
- Toutes possibilités de crédit, Leasing.
- Demandez M. Jean-Claude DUPONT.



I.F.A. International France Autos
50, rue Raynaud, 75016 PARIS - 525-81-64

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le « boom » sur les prix du café vide les stocks du Brésil mais remplit ses caisses

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — La fièvre du café. Au dix-neuvième siècle, elle a fait la richesse des planteurs de São-Paulo et engendré des fortunes qui ont servi à amorcer l'industrialisation du Brésil. Après des décennies de production en dents de scie, et une crise qui obligea dans les années 30 à brûler les grains dans les chaudières des locomotives pour soutenir les cours, la fièvre a repris.

En deux ans, les prix ont quintuplé. Hier encore abondant, le café risque de se faire rare l'an prochain. L'affolement gagne les marchés des matières premières et les ligues de consommateurs des États-Unis, qui ont entrepris de boycotter le produit. Le gouvernement de Brasília, qui se demandait comment combler le déficit de son commerce extérieur, s'apprête à empêcher la plus belle recette que le café lui ait jamais apportée : plus de 4 milliards de dollars, une somme qui lui permettra sans doute d'équilibrer sa balance commerciale cette année pour la première fois depuis 1973.

L'année difficile sera 1978

Ce que la presse brésilienne a appelé une cotation historique — 400 dollars le sac de soixante kilos de café en grains — est déjà dépassé. Le 1^{er} mars, le sac valait 425 dollars à la Bourse de New-York. Le 15 mars, il en était à 487 dollars. Le 1^{er} janvier 1978, six mois avant les gelées catastrophiques qui ont détruit neuf cent millions de cafiers, le tiers des plantations, et affecté au total 57 % des pieds, le même sac n'était coté que 95 dollars, un prix anormalement bas, si l'on en croit les autorités.

Les experts sont d'accord sur un point : la crise du café n'a fait que commencer ; les hausses ont été déclenchées en prévision

d'une pénurie qui ne s'est pas encore produite, puisque les stocks ont permis de compenser la baisse de la production ; mais la crise se manifestera à coup sûr l'an prochain. C'est 1978 qui sera l'année difficile, dit M. Baumgratz, directeur de la commercialisation à l'Institut brésilien du café (I.B.C.). Jusqu'à la fin de l'année, assure M. Baumgratz, l'Institut n'aura pratiquement plus de stocks. Or, dans le passé, ce sont nos stocks qui ont servi à régulariser le marché et ont été la meilleure garantie des consommateurs.

Au milieu de beaucoup d'incertitudes, l'Institut brésilien du café a une certitude, mais elle est négative : « A la fin de l'année, assure M. Baumgratz, l'Institut n'aura pratiquement plus de stocks. Or, dans le passé, ce sont nos stocks qui ont servi à régulariser le marché et ont été la meilleure garantie des consommateurs. » La surproduction de café constatée après la guerre avait conduit, en effet, l'I.B.C. à stocker les surplus qu'il achetait aux deux cents cinquante mille planteurs du pays. En 1968, les stocks avaient atteint le niveau record de 65 millions de sacs. Ils n'ont cessé de diminuer par la suite, d'abord parce que la capacité de production a baissé, de nombreux planteurs abandonnant le café au profit de cultures considérées comme plus rentables, et aussi parce que des sécheresses et des gelées ont affecté plusieurs récoltes entre 1965 et 1974.

Mais l'I.B.C. n'est pas seul à emmagasiner des surplus. Les particuliers (planteurs, commerçants) le font aussi. En 1975, l'année des gelées, les uns et les autres avaient en stock 36 millions de sacs. L'Institut calcule que ces réserves, estimées à 7 millions en janvier, auront fondu à la

fin de l'année : c'est lui, en effet, qui satisfait la plus grande partie du marché interne (6 millions de sacs chaque année). En outre, il fournit 2 millions de sacs par an aux fabricants de café soluble. En revanche, les particuliers disposeront alors d'environ 18 millions de sacs, selon les calculs de l'I.B.C., qui de 11 millions, selon les évaluations du secteur privé. Avant la récolte de l'année prochaine, ces stocks ne seront plus que de 6 ou 2 millions de sacs, selon le mode de calcul, probablement entre les deux, si l'on en croit un expert en la matière. M. José de Moraes Aranha, qui affirme : « Jamais les réserves brésiennes n'auront été aussi basses depuis vingt ans. »

Le temps de laisser pousser les cafiers...

De telles estimations ne tiennent pas compte de calamités éventuelles. Si tout se passe bien, la récolte de cette année devrait être d'environ 15 millions de sacs, selon l'I.B.C. L'an dernier, elle avait été de 6 400 000, alors qu'elle aurait dû être de 26 millions. Il faut trois à quatre ans pour que les cafiers plantés après les gelées de juillet 1975 entrent en pleine production. C'est donc à partir de 1979 que le Brésil pourra cueillir à nouveau les 25 à 30 millions de sacs qu'il récoltait chaque année.

Les perspectives mondiales sont assombries par l'incertitude qui règne chez les autres grands producteurs. La Colombie, deuxième exportateur mondial, a souffert l'an dernier de sécheresses qui peuvent se répéter cette année. Dans certains pays d'Amérique centrale, les cafiers sont atteints par une maladie qui oxyde les feuilles. L'Angola, à perdu la moitié de sa capacité de production en raison de la guerre civile. L'Éthiopie est dans la même situation. Quant à l'Ouganda, on sait ce que le comportement du marabout Amin Dada coûte à l'économie, où la caféiculture occupe une place importante.

Le département américain de l'Agriculture a estimé que la production mondiale exportable pendant l'année caféière 1976-1977 serait de 44 millions de sacs. Or la consommation des pays importateurs est évaluée à 58 millions de sacs par l'Organisation internationale du café. Premier vendeur mondial, seul pays à disposer d'importants moyens de stockage et à posséder des réserves substantielles à la veille de la crise, le Brésil a dû déstocker beaucoup pour répondre à la demande du marché. En 1976, il a exporté 15 600 000 sacs, pris sur ses réserves, ce qui dépasse ses ventes des deux années précédentes. Il a gagné ainsi 2 400 millions de dollars.

L'I.B.C. espère limiter la vente de cette année à 12 millions de sacs, soit 20 % de la demande mondiale (alors qu'il satisfaisait auparavant plus de 30 % de cette demande). Une telle limitation est justifiée par la baisse des stocks. Néanmoins, le Brésil est

parfois accusé de favoriser à cette manière la spéculation en cours.

« C'est faux, répond le directeur commercial de l'I.B.C. La question n'est pas de savoir si nous pouvons vendre nos stocks à notre guise, c'est que les ventes de janvier et de février ont été de 5 millions de sacs, soit un million de plus qu'il en faudrait pour maintenir notre exportation de cette année à 12 millions de sacs. Certes, nous disposons de réserves financières pour régulariser l'exportation. Mais nous ne pouvons pas la commander entièrement. Nous vivons dans une économie de marché où les particuliers sont libres de vendre ou de garder leur marchandise. » L'I.B.C. a beaucoup de planteurs n'ont pas les moyens de garder leurs stocks très longtemps : ceux-ci sont financés par les pouvoirs publics jusqu'à un certain niveau de prix. Au-delà, les producteurs doivent recourir aux banques privées, qui prêtent des intérêts très élevés. Déjà, l'an dernier, le Brésil avait exporté 2 millions de sacs de plus que prévu.

On a reproché aussi aux Brésiliens de sous-évaluer leur récolte pour favoriser la hausse et élever leur rendement. L'I.B.C. a répondu : « L'exportation, ce qui a un effet inflationniste. Les Américains en poste à Rio-de-Janeiro ont fait en effet des évaluations supérieures à celles de l'I.B.C. aussi bien pour la cueillette de l'an passé que pour celle à venir. Dans les deux cas, la variation est de 2 à 3 millions de sacs. »

« Une telle différence, disent-ils, ne peut guère influer sur les cours. » Ils estiment de même que la taxe à l'exportation prélevée par le gouvernement — et qui a quadruplé en un an — a accablé les cours. De 29 dollars par sac en janvier 1976, cette taxe est passée récemment à 125 dollars. Les autorités admettent que ce relèvement a été décidé dans un premier temps pour ajuster le prix de l'arabica brésilien à ceux des cafés de Colombie et d'Amérique centrale. Aujourd'hui, le café brésilien est coté nettement plus cher que ses concurrents. Mais le pourcentage prélevé par les autorités reste encore inférieur à ce qu'il était, par exemple, en 1969 quand il correspondait à plus de la moitié du prix.

Les taxes prélevées par l'Etat servent d'ailleurs à reconstruire les plantations, donc à remédier la plus vite possible à la pénurie qui s'annonce. Les autorités affirment qu'un milliard de dollars a été consacré à la plantation de 600 millions de cafiers aussi productifs, en raison des techniques nouvelles, que les 500 millions de pieds perdus en 1975. Commencé il y a deux ans, le programme doit s'achever cette année et donner ses fruits à partir de 1979.

Si les Brésiliens ont toutes les raisons de bénir une catastrophe qui leur vaut une telle avalanche de devises, ils savent que celle-ci ne sera pas éternelle. « Mais, de l'avis de tous les experts, dit-on à l'I.B.C., le café ne sera plus un produit bon marché sur le marché, comme il l'était avant. »

CHARLES VANHECKE.

A propos du nouveau film de Sidney Lumet "Network" ("Main basse sur la télé").

Cette semaine dans ELLE.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Comment voir la mode après avoir vu la Chine?

Cette semaine dans ELLE.

Interview de têtes qui vous diront quelque chose.

Grandes personnalités
d'aujourd'hui.

Cette semaine dans ELLE.

Pas cher,

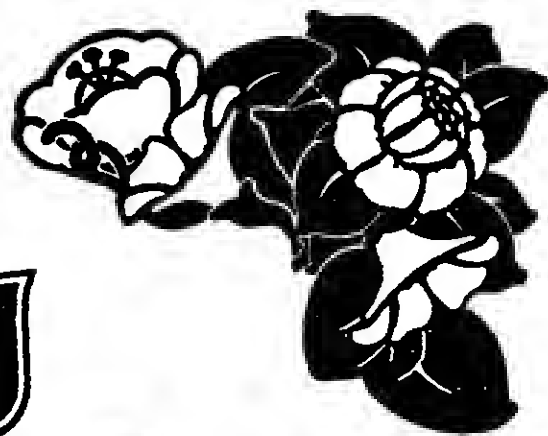
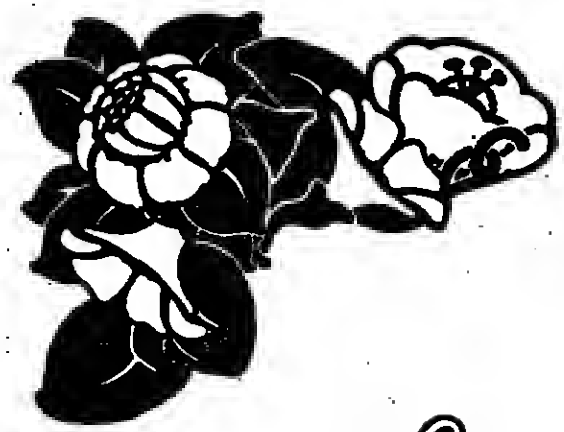
Vous pouvez jouer toute la semaine
jusqu'au mardi après-midi
précédant le tirage du mercredi.

LOTO



هكنا من الفصل

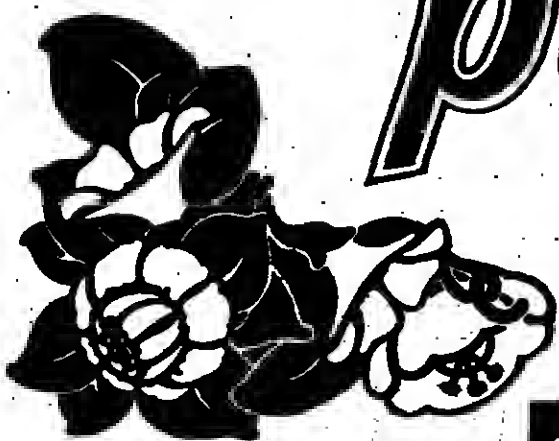
FETE DU PRINTEMPS JUSQU'AU 2 AVRIL.



***Nous
rachetons
vos vêtements
démodés.***

En échange, vous recevrez des chèques reprise à valoir sur tous les articles vendus au Printemps* à raison d'un chèque par article.
Exemples de reprises: Manteau: 20 F. Imperméable, ensemble, costume homme ou femme: 15 F. Robe, veste, blouson, blazer: 10 F.
Jupe, chemisier, pantalon, chemise ou vêtements de bébé: 5 F. Date limite d'utilisation 16 Avril 1977.

***Des centaines
d'articles
nouveaux à des
prix de fête.***



Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie Créteil
Entrepôts de Pile-St-Denis.

*Sauf rayons alimentation, essence et services.

IALE

vide les stocks du

Interview de
têtes qui vous diront
quelque chose

NOTRE HOMME COMBLE

Pas cher

OTO

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Une politique vivante pour l'emploi

Dans un premier article, M. Christian Beullac, ministre du travail, a fait le procès de ce qu'il considère comme des idées fausses sur le chômage (« le Monde » du 18 mars).

Nos sociétés se trouvent confrontées à une nouvelle situation de l'emploi. Elle résulte de nouveaux comportements sociologiques, de l'évolution de l'économie mondiale et de ses conséquences pour nous.

Pour viser le plein emploi il faut d'abord satisfaire à trois conditions :

— une politique économique

combinant l'assainissement des structures et la stimulation de l'investissement et de l'exportation ;

— des ajustements atténuant les à-coups de la croissance mais ne se contentant pas eux-mêmes de nouvelles rigidités ;

— une volonté vigoureuse refusant la fatalité du déclin et s'inscrivant dans une perspective dynamique et ambitieuse.

S'en remettre à l'inflation et à ses conséquences pour régler l'emploi serait négliger notre monde sans frontières et la concurrence extérieure. Le recours périodique à des procédés brutaux de déflation, la dévaluation chronique, le refuge dans le protectionnisme

seraient des expédients, rapidement désastreux pour l'emploi. Le choix du gouvernement est fait. Le premier ministre a proposé les priorités : défense du franc, stabilité de la masse monétaire, maintien du pouvoir d'achat.

L'exigence de compétitivité ne s'élève pas. Elle appelle impérativement une inflation sensible des coûts. L'opération d'assainissement, menée en profondeur, s'achève à éliminer les causes structurelles de l'inflation dans l'ensemble de nos circuits et de nos structures économiques ; les conditions de la concurrence, la progression des revenus, l'évolution des charges de la nation et de la Sécurité sociale.

Elle s'accompagne d'une action pour reconstruire le tissu industriel, selon trois axes principaux :

— Un soutien sélectif aux secteurs dotés d'une capacité d'investissement et de développement qui, atteints par la concurrence extérieure, sont contraints de se redéployer. Ces interventions préparent les emplois à l'extinction de

II. — Vouloir l'avenir

par CHRISTIAN BEULLAC (*)

toute action artificielle qui ne ferait qu'en prolonger la précarité ;

— Un concours prioritaire aux entreprises en expansion, à une conquête du marché intérieur et à une ouverture plus large sur les marchés extérieurs. Ceci par une politique souple et adaptée du crédit et des aides aux investissements orientés vers l'exportation ;

— Un allègement des formalités administratives et des charges pour permettre la création d'entreprises et d'emplois dans l'artisanat et dans les petites et moyennes entreprises.

Ceci donne tout son sens au terme « politique économique de l'emploi ». Nous voulons dire qu'il n'y a pas de recherche efficace du plein emploi qui ne s'intègre à la politique du crédit, à celle du financement des investissements, à la politique budgétaire. Elle prend en compte dans tous ses aspects, la recherche d'une meilleure utilisation de la capacité des hommes.

Une politique d'ajustement

La croissance, même si elle est maîtrisée, s'accompagne de mutations et d'adaptations de l'appareil de production. Les évolutions sociologiques ne sont pas concordantes. Des ajustements s'imposent pour atténuer les heurts.

Notre société a mis en place progressivement un système de garantie contre les risques du chômage. Il combine l'intervention des solidarités nationale et interprofessionnelle. Son coût pour la collectivité est de 12 milliards de francs. Les cotisations du système conventionnel d'assurance ont été ainsi portées en quelques années de 0,5 à 2,5 % des salaires.

Il faut maintenant assurer cet acquis social mais aussi s'interroger sur son coût croissant pour la collectivité, et sur son efficacité, au double regard de la protection sociale et de la politique active de l'emploi.

Dans les mêmes limites financières, l'effort de solidarité peut s'exercer plus équitablement. Ses modalités peuvent être mieux orientées vers l'incitation au reclassement. Deux propositions, par exemple, ont été faites en ce sens et méritent attention. La création d'une indemnité différentielle pour les salariés acceptant un nouvel emploi à un salaire inférieur, l'examen plus fréquent de la situation des bénéficiaires de l'allocation spéciale d'attente.

Mais le problème est de fond. Tout système de garantie doit comporter un contrepoint : celui de la responsabilité. Sans la responsabilité la solidarité glisse progressivement vers l'assistance. Une société libre ne survit pas longtemps à semblables dérives.

Pour éviter l'assistance ou la contrainte, trois objectifs doivent être recherchés : le rapprochement géographique des activités et des hommes, l'adaptation à la réalité économique des qualifications et des formations, l'amélioration des conditions de travail.

● Rapprocher les activités et les hommes

Le ministre de l'aménagement du territoire a tracé, ici même, (*) Ministère du travail.

La nouvelle « donne » pour l'espace français (1). Je fais quelques orientations.

Une meilleure répartition spatiale des ressources détermine un objectif prioritaire dans la politique de l'emploi menée par le gouvernement. Mais les contraintes physiques naturelles ne peuvent toutes être dominées.

Les hommes devront aussi aller vers l'emploi. Tout fait par obligation dans le passé. Aujourd'hui, des réticences sont apparues, qui sont à contre-pente d'une société et d'un monde en mouvement. Des mesures adoptées ces dernières années pour inciter à la mobilité n'ont pas atteint les résultats recherchés. D'autres reits que financiers doivent être levés, en facilitant par exemple les changements d'habitation, la poursuite de la scolarité des enfants, et en compensant la perte momentanée de l'emploi du conjoint.

● Adapter les qualifications aux emplois

Notre système éducatif débouche rarement sur la qualification professionnelle. Les difficultés d'insertion dans la vie active rencontrées par les jeunes achètent leur scolarité un témoignage. La F.P.A. (Formation professionnelle des adultes) est devenue, par excellence, un instrument pour corriger ce défaut de qualification initiale. Ce n'est pas naturel. C'est coûteux, et il convient de revenir à une répartition plus efficace des responsabilités entre les différents niveaux de formation.

Le dispositif de la loi du 16 juillet 1971 pourra — de la même façon — être mieux orienté en fonction d'une période d'adaptation rapide, vers la formation des demandeurs d'emploi et son utilisation mieux coordonnée au niveau régional, où il convient de reconstruire des responsabilités souhaitables et souhaitées.

● Aménager les conditions de travail

Un dernier ajustement plus vaste est à opérer : celui du contenu et des conditions du travail aux capacités et aux aspirations des hommes.

L'amélioration des conditions de travail, la revalorisation des salaires des travailleurs manuels, une meilleure prévention des accidents du travail, la promotion des réformes dans les entreprises, sont partie intégrante d'une politique dynamique orientée vers le plein emploi. Elles conditionnent l'ac-

Aménager les conditions de travail

Un dernier ajustement plus vaste est à opérer : celui du contenu et des conditions du travail aux capacités et aux aspirations des hommes.

L'amélioration des conditions de travail, la revalorisation des salaires des travailleurs manuels, une meilleure prévention des accidents du travail, la promotion des réformes dans les entreprises, sont partie intégrante d'une politique dynamique orientée vers le plein emploi. Elles conditionnent l'ac-

ces des jeunes à des emplois qui parfois les rebutent et qui doivent être occupés par la main-d'œuvre immigrée.

L'ensemble de cette politique d'ajustement a des limites. Elle est protectrice et corrective. Associée à une politique économique pour l'emploi, elle peut répondre aux exigences d'une période normale.

Mais, pour faire face à des phénomènes d'une aussi grande ampleur que ceux connus depuis 1972, c'est un projet national qu'il faut proposer.

Un projet national

En alternative à une politique d'ajustement et volontariste de l'emploi, on n'oppose qu'une attitude : celle du repli et de la régression, de l'assistance et de la répartition. Réduire la population active en diminuant brutalement et globalement la durée du travail et en abaissant de la même manière l'âge de la retraite, voilà l'essence des propositions.

Qui ne rêve de travailler moins longtemps, au même salaire ? N'est-ce pas là, en définitive, l'objectif vers lequel nous tendons ?

Mais une chose est de se fixer des objectifs. La raison nous convainc qu'ils seront atteints, lentement, au fur et à mesure de la poursuite du progrès économique et technique et de l'amélioration de la qualité de la vie qu'elle permettra.

Autre chose est de laisser croire que ces objectifs sont à portée de main.

On croit transformer des objectifs concevables à long terme en moyens d'une politique à court terme de l'emploi. C'est en fait tirer un véritable chèque sans provision sur le progrès économique. C'est le compromettre du même coup.

De telles propositions pour la collectivité nationale seraient hors de proportion avec nos ressources. Leurs effets sur l'emploi seraient réduits dans l'immédiat et néfastes à long terme.

Cette attitude de facilité est à l'opposé de celle du gouvernement.

La volonté qui le guide, dans tous les aspects de sa politique, lui est dictée par les enseignements du passé, l'observation lucide du présent, et surtout les perspectives à court et à moyen terme telles que nous pouvons les prévoir.

La crise pétrolière de 1973, en dehors de ses conséquences directes, a fait surgir des réalités nouvelles et immenses. Les transferts rapides de technologie, le développement prodigieux des moyens de communication, ont entraîné des bouleversements fondamentaux. Des peuples, jeunes, nombreux, prennent place dans le jeu du monde.

Une exigence nouvelle s'est exprimée, entraînant le transfert d'une partie du revenu national des pays industrialisés vers des pays détenteurs de richesses de base, matérielles ou humaines.

Une nouvelle répartition des activités est en cours. Notre supériorité de production est et sera mise en cause.

Devant ces bouleversements, deux attitudes possibles : subir passivement et se replier ; ou saisir l'événement comme une chance, celle d'un nouveau développement.

En trente ans, la société française aura été confrontée à trois défis fondamentaux : celui de la reconstruction de l'économie nationale en 1945 ; celui de l'ouverture sur l'Europe en 1958 ; celui de l'ouverture sur le monde en 1973.

Les Français ont su relever les deux premiers. Le troisième de leur appareil pas encore clairement conscience pour l'affronter et mieux le surmonter.

Nos générations porteraient en tout cas une lourde responsabilité si elles ne répondaient pas à l'attente de celles qui les suivent et qui les interrogent : « Que nous proposez-vous de grand ? »

FIN

(1) Le Monde daté 27-28 février 1977.

Anne Gaillard avait mis ELLE au défi de publier ses opinions sur ELLE et la presse féminine en général.

Cette semaine dans ELLE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

ALFOR

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° AO/01/77

La SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE lance un appel d'offres international en vue de la fourniture d'unités préfabriquées sur SKID se répartissant comme suit :

- 6 unités sanitaires 8 m X 3 m ;
- 4 ensembles (composés de 1 bureau superviseur, toilette, cuisine et chambre) de 12 m X 3 m ;
- 5 blocs (cuisine et salle à manger pour 100 personnes) de 8 m X 6 m ;
- 4 salles à manger de 8 m X 3 m ;
- 1 ensemble de bureaux de 31 m X 9 m.

Les sociétés intéressées sont invitées à retirer le cahier des charges à ALFOR D.A.F. - D.M.G. - 1, place BIR-HAKEIM - EL BIAR - ALGER contre paiement de la somme de mille dinars (1.000 DA).

La date limite de remise des offres est fixée à trente jours à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double pli cacheté portant la mention « SOUMISSION POUR MATÉRIEL DE CAMPMENT - NE PAS OUVRIR ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de quatre-vingt-dix jours après la date limite de clôture.

Les vêtements de peau sur lesquels on peut compter.

Cette semaine dans ELLE.

LE CHATEAU DE NEUILLY
50, BD DE LA SAUSSAYE
NEUILLY-SUR-SEINE

UN PETIT IMMEUBLE
DE TRÈS GRAND PRESTIGE

Reste : 8 appartements
pour 8 privilégiés.
Tél. : à Kathy ROUKINE
747-45-16.

Bureau de vente SUR PLACE, les
mardi et jeudi : 9 h 30 à 13 h 30
Tél. : 747-94-71.

RÉALISATION
GROUPE FRANÇOIS PONS

Idées-ELLE: le B-A-BA des petites réparations électriques.

Car la lumière est.

Cette semaine dans ELLE.

CINQUANTENAIRE de MADELIOS

DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS

DES PRIX CINQUANTENAIRE DANS TOUS NOS RAYONS

des exemples au
Madcorner
style jeune

COSTUME
velours uni
100 % coton

350 F

BLOUSON cuir,
agneau nappa

280 F

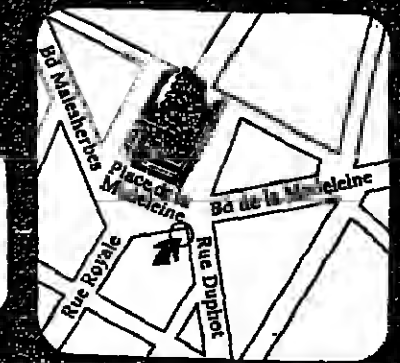
PANTALON
55 % polyester
45 % laine

130 F

PULL-OVER
Shetland

85 F

PLACE DE LA MADELEINE PARIS (Ouvr.) DE 9 H 45 A 18 H 30 PARKINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS



هناك من النجلى

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SIDÉRURGIE

Le comité consultatif de la CEEA demande une « action urgente » pour remédier à la crise

Le comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (qui regroupe les producteurs, les consommateurs et les gouvernements des pays de la CEE), s'est réuni jeudi 17 mars à Luxembourg pour aborder l'urgence des mesures de sauvetage. Il a demandé à la Commission de la CEE, représentée par M. Etienne Davignon, de « prendre la mise en œuvre des dispositions du traité C.E.C.A. en vue de leur application sans délai en cas d'échec du nouveau plan antérieur et de rendre plus efficace son action dans la demande quantitative » où les mesures de restriction sont restées souvent sans résultats. Le comité a instamment demandé pour la réduction du volume des importations en provenance des pays tiers et pour le rétablissement des prix à un niveau propre à rétablir la situation financière des entreprises et à sauvegarder l'emploi dans ces secteurs.

En clair, cela signifie que les industries sidérurgiques de la Communauté demandent implicitement la mise en œuvre des articles 58 et 74 du traité (proclamation de l'état de crise manifeste, instauration de prix minimaux et protection à l'égard des importations et péripéties).

En réponse, M. Davignon a annoncé que la Commission se réunira le 4 avril pour prendre des mesures partielles : instauration d'un système de licences automatiques pour toutes les importations d'acier dans la CEE (acte de pouvoir valant les autres) ; fixation de prix minimaux.

MONNAIES

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principales postes en millions de francs)

	ACTIF	PASSIF
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	2,3	10,3
2) Or et monnaies d'or	95 254	95 153
3) Or et monnaies d'or	10 374	10 314
4) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	43	43
5) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 502	13 748
6) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	218	182
7) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	12 129	12 129
8) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	70 091	68 406
9) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	27 319	27 206
10) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	32 519	32 519
11) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	9 743	8 521
12) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	3 390	3 299
13) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	182 725	185 887
14) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	112 669	112 272
15) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	7 721	7 338
16) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	713	838
17) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	2 783	2 793
18) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	483	352
19) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	11 991	9 790
20) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	10 017	11 021
21) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	1 874	1 763
22) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	44 136	44 136
23) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	1 443	1 443
24) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 377	4 777
25) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	183 239	180 007

● **ERRATUM.** — Une coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde du 17 mars, page 41 : « L'indice mensuel de la production industrielle dépasse maintenant le plus haut niveau atteint avant la crise : 128 durant l'été 1974 ». Il fallait lire 128.

Une nouvelle année difficile pour la Grande-Bretagne estime l'O.C.D.E.

La Grande-Bretagne doit s'attendre pour 1977 à une nouvelle année d'austérité, mais à moyen terme « une nette amélioration de la situation semble possible ». C'est ce qui ressort de l'étude annuelle consacrée à ce pays par l'Organisation de coopération et de développement économique et publiée ce vendredi 19 mars.

Optimiste il y a un an pour l'année 1976, l'O.C.D.E. est revenue à plus de réserve. Les deux crises de la livre dans le courant de l'année ont mis en relief la fragilité de l'économie britannique. Le chômage est passé entre 1975 et 1976 de 3,9 à 5,4 % de la population active, et s'est stabilisé à 5,5 % (indice de janvier 1977). Les exportations se sont fortement ralenties au second semestre, l'inflation est restée forte.

Bien que la politique gouvernementale — exposée dans une lettre d'intention au F.M.I. (nouvelle compression des dépenses publiques, relèvement des droits sur les tabacs et boissons, régulation monétaire plus rigoureuse) soit approuvée par l'O.C.D.E., l'organisation n'en prévoit pas pour autant d'amélioration sensible en 1977 : « Il faut s'attendre à une nouvelle période de croissance lente, de baisses des revenus réels disponibles et de hausse du chômage ». Selon les prévisions du comité de la Monnaie, la croissance du produit intérieur brut ne devrait pas dépasser 1 %. Quant au nombre de chômeurs, il pourrait atteindre 1,5 million à la fin de 1977. Enfin la lutte contre l'inflation doit demeurer prioritaire. Da 10, 5 % en 1976 le taux d'inflation, « même dans les hypothèses favorables d'évolution des gains, paraît devoir rester supérieur à 10 % pendant la majeure partie de l'année ».

Aussi l'une des variables décisives de cette lutte réside-t-elle dans la disponibilité de la phase III de la politique des salaires qui doit entrer en vigueur au milieu de 1977. Alors que les pressions en faveur d'augmentations de salaires seront fortes, « la santé de l'économie exigera des relèvements modérés, inférieurs à 10 % des gains moyens ».

Or l'étude souligne que la nouvelle politique des salaires a subi en

1976 des glissements du fait de l'augmentation des paiements au titre des heures supplémentaires, des primes pour travail en équipe, de recensements catégoriels ayant pour effet de majorer les revenus sans enfreindre juridiquement les normes établies.

L'O.C.D.E. ne cache pas que cette lutte prioritaire contre l'inflation accablée les coûts sociaux du redressement économique. « Il n'y a guère moyen, affirmé-t-elle, d'empêcher les revenus des ménages de baisser pour les trois années consécutives, et cette fois vraisemblablement dans des proportions appréciables. Peut-être la Grande-Bretagne acceptera-t-elle l'inévitable contrepartie de la hausse de 16 % de leur revenu réel disponible dans les années à venir, bénéficiant entre 1970 et 1974. » Les seuls signes encourageants pour 1977 résident dans l'amélioration vraisemblable de la balance des paiements à la faveur d'une plus grande compétitivité des prix, de l'accroissement de la production de pétrole de la mer du Nord et du freinage de l'expansion intérieure.

A moyen terme en revanche — pour 1980, l'O.C.D.E. se montre plus optimiste pour l'économie britannique. Outre les progrès de la lutte contre l'inflation deux facteurs justifient, selon cette étude, des prévisions favorables : la modification de la politique économique et la contribution attendue du pétrole de la mer du Nord. Le premier facteur est caractérisé principalement par une stratégie industrielle fondée sur la nécessité d'opérer un important transfert de ressources vers le secteur manufacturier afin d'assurer une croissance équilibrée par les exportations et les investissements (jusqu'à présent la faiblesse des investissements productifs est un des aspects notables du « malaise » britannique). Quant au pétrole de la mer du Nord, il aura un effet bénéfique sur la balance des paiements courants : « proche de zéro en 1975, un préavis qu'il atteindra près de 8 milliards de dollars en 1980 et presque 12 milliards en 1985 ». Or la faiblesse de la balance des paiements a été le principal obstacle à la croissance à long terme du Royaume-Uni.

A L'ÉTRANGER

Le F.M.I. accepterait de prêter 530 millions de dollars à l'Italie moyennant de sévères mesures d'assainissement

De notre correspondant

Rome. — L'Italie a achevé jeudi 17 mars ses négociations avec le Fonds monétaire international (F.M.I.), auquel elle demande un prêt de 530 millions de dollars. Pour obtenir ce prêt, le gouvernement de Rome doit prendre des engagements précis. Ceux-ci devaient être examinés ce vendredi en conseil des ministres sur la base d'un document établi par les experts des deux parties. Le F.M.I. a voulu entrer dans les détails après avoir épluché les comptes de l'Italie. Ses conditions sont très sévères. L'Italie en 1977 le déficit du secteur public à 15 000 milliards de lire (90 milliards de francs). Limiter le déficit intérieur total à 30 300 milliards (180 milliards de francs) ; maintenir en 1977 et 1978 un taux d'accroissement des dépenses publiques inférieur à celui de l'inflation ; ramener ce dernier en 1978 à moins de 10 % (actuellement, la hausse des prix est de 22 %) ; enfin, ne pas augmenter de plus de 17 % le coût du travail en 1977 et freiner encore davantage sa progression.

l'année suivante. Pour y arriver, le F.M.I. insistait sur un point délicat : ne pas tenir compte dans les calculs de l'échelle mobile des salaires, des récentes augmentations de prix dues au relèvement de la T.V.A. Si l'Italie accepte ces conditions, elle obtiendrait 450 millions de droits de tirages spéciaux équivalant à 530 millions de dollars en trois tranches successives. Comme l'a encore rappelé le ministre du trésor, ce montant assez faible doit surtout lui servir de certificat de bonne conduite. Mais l'obtention du prêt ne dépendrait pas seulement de conditions économiques : il est devenu aussi une affaire politique, car l'avis de Washington et de Bonn, qui est déterminant, pourrait se fonder sur une évaluation globale de la situation italienne.

ROBERT SOLÉ.

M. MILTON FRIEDMAN : l'échelle mobile est une bonne chose

M. Milton Friedman, le prix Nobel 1976 d'économie, a défendu le système de l'échelle mobile des salaires en Italie, mécanisme qui permet d'ajuster périodiquement, mais avec retard, les salaires en fonction de la hausse des prix. « L'échelle mobile, à laquelle j'ai consacré tout en Italie s'en prennent, n'est responsable de rien ; au contraire, c'est une bonne chose », affirme le prix Nobel dans une interview qu'a publiée le journal florentin la Nazione.

« L'échelle mobile ne suscite pas d'inflation, elle la reflète », ajoute M. Friedman.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	DOLLAR	DEUTSCHEMARK	FR. SUISSE	FR. FRANÇAIS
12 heures	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4
1 mois	4 7/8	5 3/8	4 1/4	5 1/4
3 mois	4 7/8	5 3/8	4 3/8	5 1/4
6 mois	5 1/4	5 3/4	4 3/8	5 1/4

Soyez à l'heure avec Commodore...

La gamme 5 000 de Commodore — enfin des montres digitales très esthétiques à des prix particulièrement compétitifs.

- 5 000 noir mat avec bracelet assorti : 99 F
- 5 003 boîtier chromé, bracelet acier : 139 F

Un seul bouton à contact vous donne cinq fonctions : l'heure, les minutes, les secondes, la date et le mois.

Tous les modèles de la gamme 5 000 de Commodore sont fabriqués en France. La technique digitale de ces montres vous assure une très grande précision (quelques secondes de variation par an), elles sont garanties un an.

Seul, un équipement ultra-moderne utilisant les dernières ressources de l'électronique peut vous assurer une telle qualité à des prix aussi raisonnables. 5 000 99 F

Montres Commodore le meilleur rapport qualité/prix/esthétique du marché.

commodore COMMODORE FRANCE S.A. 210 114 - 06510 CARRAS 761 (93) 08 11 52 - Téléc 970506 75016 PARIS - Tél 524 37 40

AFFAIRES

M. Jean-Laurens Delpech devient P.-D.G. des Nouvelles Galeries

Les Nouvelles Galeries, un des premiers groupes français de grands magasins s'organise. Le 28 avril son président-directeur général, M. Gérard Boulois, atteint par la limite d'âge (il aura soixante-cinq ans le 4 mai), abandonnera ses fonctions. Il sera remplacé par M. Jean-Laurens Delpech, qui fut de 1974 à 1977 délégué ministériel pour l'industrie, après avoir assumé d'importantes responsabilités dans l'industrie (1). M. J.-L. Delpech est âgé de soixante-quatre ans. Simultanément, M. Delpech, ancien P.-D.G. des Nouvelles Galeries, devenu P.-D.G. du Bazar de l'Hôtel de Ville lorsque les Nouvelles Galeries en avaient pris le contrôle, reviendra dans le groupe comme directeur aux côtés de M. Alfred Lombard.

Les Nouvelles Galeries, comme la plupart des groupes de grands magasins, connaissent depuis quelques années des difficultés. Les

● **Univer prend le contrôle de la société Foyard et Ravel.** — Le groupe anglo-néerlandais Univer va prendre une participation majoritaire dans la société Foyard et Ravel qui exerce ses activités dans la fabrication des films en polyéthylène pour emballage et autres usages industriels dans deux établissements situés à Sainte-Sigolène (Haute-Loire) et Firminy (Loire). Par ailleurs, M. François Perigot, a été nommé P.-D.G. d'Univer France.

COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS SUR LE RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD MULTIFIBRE SONT AJOURNÉES

Les négociations sur l'accord dit « Multifibre » qui s'étaient engagées, le 16 mars, à Genève, dans le cadre du GATT, en été suspendues après vingt-quatre heures de travaux. Cet accord, qui régit depuis trois ans le commerce mondial du textile, arrive à expiration à la fin de 1977 (le 14 décembre). Les négociations ont dû être reportées pour permettre aux pays de la Communauté européenne de se mettre d'accord sur une position commune. A l'inverse des Etats-Unis, du Japon et des pays en voie de développement, qui souhaitent la reconduction en l'état de l'accord, la Communauté européenne désire que celui-ci soit modifié. C'est sur l'importance des amendements à apporter que la position des pays de la C.E.E. diverge. L'Allemagne et le Danemark estiment qu'une modification légère portant sur l'interprétation de certaines existantes serait suffisante. A l'inverse, les autres pays (la France et la Grande-Bretagne notamment) désirent la fixation de contingents globaux d'importation pour certains produits sensibles, ce qui entraînerait de profondes modifications du texte de l'accord.

La TUNISIE ? pour bien la découvrir faites confiance aux Tunisiens

A 1 heure de Nice, 2 heures de Paris, la Tunisie, pays de culture et de vacances, vous propose :

- Toutes formules de séjours ou de circuits sur mesure (individuel et groupe)
- Location de villas et Hôtel club
- Des prix étudiés.

des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

LA TUNISIE • UNE TERRE • DES HOMMES •

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Fichelleu - 75001 Paris - 296-02-25

Nom :
Adresse :
Lettre A 801

سكنا من الامم

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

Au sein de l'interprofession laitière

UN GRAVE DIFFÉREND OPPOSE LES INDUSTRIELS TRANSFORMATEURS AUX COOPÉRATIVES

Une crise a éclaté le 15 mars au sein de l'interprofession laitière. Au cours de l'assemblée générale du Centre interprofessionnel de l'économie laitière (C.I.E.L.) qui regroupe les producteurs et les transformateurs de lait (coopératives et industriels), la Fédération nationale de l'industrie laitière (F.N.I.L.) a renouvelé sa proposition de créer une

commission d'étude sur les différends de régime existant (notamment sur le plan fiscal) des charges sociales et des conditions de crédit) entre les coopératives d'une part et les industriels privés du secteur d'autre part.

La Fédération des coopératives laitières est opposée à la création d'une telle commission d'étude et la troisième partenaire, c'est-à-dire la Fédération des producteurs de lait, a préféré se tenir à l'écart du conflit, estimant que celui-ci ne devait pas être situé au sein de l'interprofession laitière mais à un niveau plus général. Dans la soirée, la Fédération des industriels laitières a publié un communiqué où elle déclare : « Constatant le refus de certains de ses partenaires de procéder à une étude objective de la situation (...), à l'avenir elle sera obligée de recourir à la même attitude, face aux demandes qu'elle ne pourrait agréer ».

CONFLITS

Dans les Ardennes

REPRISE DU TRAVAIL

A EATON-MANH

APRÈS SIX SEMAINES

DE GRÈVE

(De notre correspondant)

Charleville-Mézières. — Le travail reprend à la fonderie Eaton-Manh à Vivier-au-Court (Ardennes) après six semaines de grève. Le conflit avait menacé de réduire au chômage toute l'approvisionnement en matériels premiers, plusieurs usines, dont D.E.A. (Ducellier, Bendix Air-Equipement). Déjà, 250 salariés sur les 750 avaient regagné leurs postes après l'évacuation, fin février, des grévistes qui occupaient les lieux. Le 17 mars, par 204 voix contre 43, ceux qui pouvaient le mouvement ont décidé de le suspendre, après avoir obtenu de la direction qu'elle renonce aux sanctions envisagées contre plusieurs délégués C.F.T. accusés de violence (cette organisation est majoritaire). Des menaces pesaient également sur l'emploi pour toute l'entreprise.

En revanche, les grévistes n'ont pu obtenir la satisfaction de leur revendication principale, c'est-à-dire le maintien d'un système d'indexation de salaire très avantageux dénoncé par la direction. Les discussions se poursuivent, les représentants des grévistes espérant obtenir que la grève n'ampute pas les diverses primes, treizième mois, etc.

CRÉDIT

M. ÉTIENNE DELAPORTE
EST NOMMÉ
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU CONSEIL NATIONAL

M. Etienne Delaporte, chef du service des interventions à la direction du Crédit, rue de Rivoli, est nommé secrétaire général du Conseil national du crédit, en remplacement de M. Roger Pujol, qui a succédé à M. Latapie au poste de directeur du Crédit national.

M. Etienne Delaporte, né en 1928, ancien élève de l'École nationale d'administration, administrateur civil au ministère de l'économie et des finances, a été sous-directeur et directeur adjoint à la direction du Trésor, et est administrateur de plusieurs sociétés et établissements nationaux : E.D.P., Société générale, C.D.P., Chimie, etc., etc.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE DE LA MÉNIN

Le conseil d'administration de la Banque de la Ménin s'est réuni le 11 mars 1977 et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976, qui sont ressortis, après tous amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net de 18 070 328,52 F dont 451 975 F de plus-values en long terme et 211 107 F de profits de construction, et après incorporation de la provision pour investissement de 120 586 F constituée en 1975.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 27 avril 1977, la distribution d'un dividende de 62 F par action au quel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 21 F, soit au total 83 F.

PRICE

Le conseil d'administration de Price & Co s'est réuni le 15 mars 1977 et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Compte tenu des revenus du portefeuille relevant à 17,2 millions de francs et des produits financiers à 5,7 millions de francs, le bénéfice d'exploitation de l'exercice 1976 se monte à 16,2 millions de francs au lieu de 26 millions de francs en 1975.

Le bilan au 31 décembre 1976 a été arrêté sans qu'il ait été effectué la réévaluation du portefeuille prévue par la loi du 29 décembre 1975, le décalage d'application n'ayant pas été publié ; la société n'a donc pu mettre en évidence les importantes plus-values que réalisent certains titres de son portefeuille. En revanche, le conseil a jugé prudent de constituer sur le portefeuille une provision complémentaire de 604 millions de francs pour tenir compte de la persistance de la baisse des cours de certains titres en portefeuille et de celle des pertes subies par certaines filiales. L'exercice se solde donc, après régularisation de la provision pour éventualités et réserves divers de 10 millions de francs, par une perte de 54,5 millions de francs.

Les comptes consolidés, qui seront présentés à la prochaine assemblée annuelle, feront ressortir, après une perte elle aussi importante, une situation nette excédant largement celle de la société.

Les mesures de restructuration prises depuis 1975 et qui sont poursuivies au cours de l'année en cours pourraient permettre, sans toutefois exceptionnelle, de dégager pour l'exercice 1977 un résultat consolidé bénéficiaire.

En conséquence, le conseil proposera à l'assemblée ordinaire annuelle le maintien, par prélèvement sur les réserves, du dividende statutaire de 5 F brut et net par action, soit 7,50 F, après fiscalité.

CRÉDIT

Société de financement
par Crédit-Bail
pour les télécommunications

Le conseil d'administration, réuni le 18 mars 1977 sous la présidence de M. Pierre Chastenet, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Après la dotation de 24 808 084,4 F aux amortissements, le bénéfice net ressort à 48 810 786,23 F, soit 11,38 F par action, contre 10,87 F en 1975.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 12 mai 1977 de fixer, pour chacune des 4 millions d'actions composant le capital, le dividende à 10,48 F, contre 9,85 F perçus temporairement au titre du précédent exercice. En raison du statut fiscal de la société, ce dividende ne donne pas droit à avoir fiscal.

Les discussions avec l'Administration des P.T.T. pour la conclusion d'un nouveau protocole au titre de 1977 sont en voie d'achèvement ; elles prévoient un montant d'engagement supplémentaire de 250 millions de francs dont la plus grande partie sera couverte par autofinancement.

SOFICOM

Le conseil d'administration de la Société pour le financement d'immobilisations commerciales et industrielles (SOFICOM) s'est réuni le 10 mars 1977 pour arrêter les comptes de l'exercice 1976 qui seront présentés à l'assemblée générale.

Les produits de l'exercice, taxes comprises, se sont élevés à 2 634 825,29 F. La contribution au dehors du montant de 10 205 547,44 de T.V.A., F 840 530,70 de prélèvements versés au titre des opérations de crédit-bail non encore entrées en période de location, F 49 607 404,54 pour les immobilisations louées en crédit-bail, F 7 013 828,58 de loyers et revenus perçus au titre des opérations de location simple, et F 1 071 400,55 de produits résultant du placement de la trésorerie.

La dotation aux comptes d'amortissements et de provisions s'établit au total, à F 14 183 013,40, dont F 8 601 705,40 pour les amortissements et F 5 581 308,00 pour les provisions constituées en complément aux amortissements au titre des opérations de crédit-bail.

Le bénéfice de l'exercice ressort à F 28 010 908,87, ce qui permettra au conseil de proposer à l'assemblée la distribution d'un dividende de F 16,75 par action aux 1 515 875 actions composant le capital social au 31 décembre 1976, compte tenu de la conversion de 15 875 obligations de l'emprunt convertible 1974. Pour l'exercice précédent, le dividende avait été de F 14,50, le capital étant alors composé de 1 500 000 actions.

Compagnie générale
de financement immobilier
COGEFIMO

Le conseil d'administration de la Compagnie générale de financement immobilier (COGEFIMO) réuni le 8 mars 1977, a approuvé les comptes de l'exercice 1976, qui sont ressortis, après amortissements, provisions et impôts, un bénéfice net de 13 797 501,75 F contre 9 070 710,37 F en 1975.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 28 avril 1977, la distribution d'un dividende de 21 F par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 10,55 F soit au total 31,55 F.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT

en France et à l'étranger

Situation au 31 décembre 1976

Autres F. 80 771 857,98

Répartition de l'actif net (en %)

actions françaises 14,18

actions étrangères 33,58

obligations françaises 21,24

classiques 9,01

convertibles 4,94

obligations étrangères 5,17

convertibles 1,50

Nombres d'actions en circulation 488 381

Valeur liquidative F. 100,87

Cours F. 145,88 au 31/12/1976

Prévisions Assemblée Générale 28/04/77

Dividende 1976 global proposé F. 8,08

(net F. 6 594 406 F. 118)

contre F. 7,18 (F. 6 204 F. 0,98) l'exercice précédent.

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON

Le conseil d'administration de la Compagnie de Saint-Gobain - Pont-A-Mousson, holding mère du groupe, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Il se solde par un bénéfice net de 316 millions de francs contre 348 millions pour l'exercice 1975. Le report à nouveau s'élevait à 284 millions de francs, le bénéfice distribuable est de 590 millions de francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui sera convoquée le 18 mai :

— De doter les réserves de 42 millions de francs ;

— De répartir aux actionnaires 270 millions de francs ;

— De porter le solde au report à nouveau, qui atteindrait ainsi 284 millions de francs.

Cette distribution, répartie entre les 29 700 000 actions au nominal de 100 F qui composent le capital social, correspond à un dividende net de 9,10 F soit, avec l'impôt déjà payé, un revenu global de 10,55 F par action. Le dividende serait mis en paiement le 15 juin (coupon 34).

L'année dernière, il avait été réparti 263 millions de francs entre 29 700 000 actions, soit 8,85 F et, compte tenu de l'impôt déjà payé, un revenu global de 10,75 F par action.

L'examen du compte de profits et pertes montre, d'une part une forte progression du résultat d'exploitation (289 millions de francs contre 182 millions), en raison notamment du redressement des résultats des sociétés versées du groupe en R.F.A. d'autre part une diminution sensible des profits sur exercices antérieurs et sur réalisation d'actifs (184 millions de francs contre 158 millions).

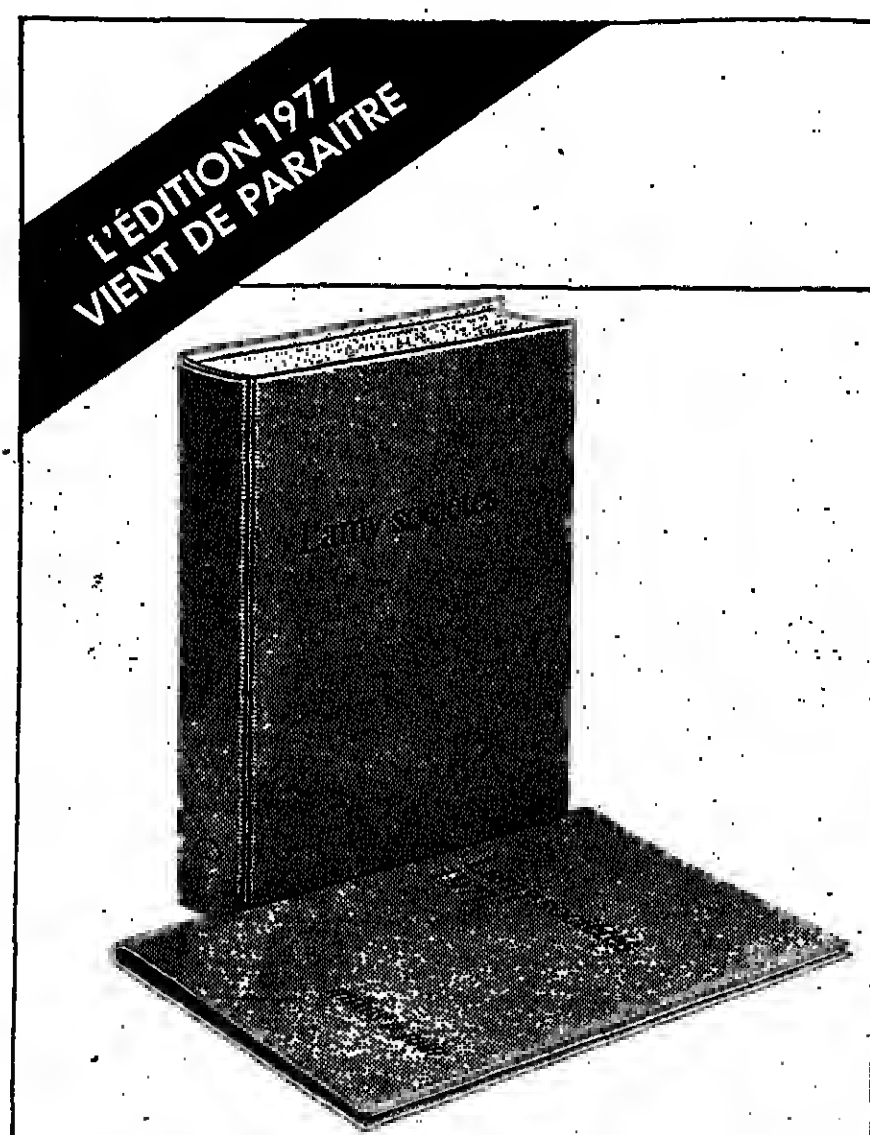
PRINTIMPS S.A.

Le groupe Printemps est confronté depuis quelques années à une situation qui le contraint à annoncer et à mettre en application un plan de redressement.

La mise en œuvre de ce plan passe par le renouveau de la direction générale du groupe, selon d'ailleurs les recommandations du conseil d'administration, et la mise en œuvre de ce plan passe par le renouveau de la direction générale du groupe, selon d'ailleurs les recommandations du conseil d'administration, et la mise en œuvre de ce plan passe par le renouveau de la direction générale du groupe, selon d'ailleurs les recommandations du conseil d'administration.

A cet effet, M. Bertrand Mau, vice-président-directeur général, a démissionné de la direction générale du groupe, pour lui laisser la place à M. Jacques Delort, directeur général adjoint, et François Garnier, secrétaire général.

Le conseil d'administration a accédé à cette demande et a délégué à ces fonctions M. Jean-Jacques Delort.



LAMY SOCIÉTÉS 77 :

La référence indispensable en droit des sociétés.

L'édition 1977 du LAMY SOCIÉTÉS est comme les précédentes éditions annuelles, une véritable refonte.

Que vous propose donc le LAMY SOCIÉTÉS 1977 ?

• un exposé exhaustif du droit des sociétés commerciales et des grands problèmes qui s'y rattachent : responsabilité pénale des dirigeants, rapprochement et concentration des entreprises (G.I.E., sociétés en participation, ententes, groupes de sociétés, fusions, etc.), relations financières avec l'étranger ;

• des développements juridiques étayés par la jurisprudence et les textes les plus récents ; sans omettre les incidences fiscales et sociales ;

• un examen des conséquences des projets de loi soumis au Parlement. En effet, le LAMY SOCIÉTÉS informe ses lecteurs depuis la proposition d'un projet de loi jusqu'à son adoption, son application et ses conséquences.

Les sujets les plus actuels sont traités, notamment :

- la limitation des dividendes en 1977,
- le plafonnement des rémunérations élevées,
- la révision légale des bilans,
- la mise au nominatif ou le dépôt en banque des actions non cotées prévus par la loi sur l'imposition des plus-values.

Son caractère pratique est accentué par des modèles, tableaux des formalités et plannings. Ainsi présente-t-il par exemple, des calendriers de réalisation d'une fusion par absorption ou d'une assemblée annuelle.

Des mises à jour mensuelles assurent une actualisation permanente, complète, rapide et apportent aussi des réponses toujours concrètes à des problèmes que pose la vie des entreprises.

Le LAMY SOCIÉTÉS 1977 est pour les praticiens et les dirigeants la référence indispensable en droit des sociétés.

POUR RÉPONDRE CONCRÈTEMENT À TOUS LES PROBLÈMES JURIDIQUES QUI SE POSENT AU SEIN DE L'ENTREPRISE :

LAMY SOCIAL

Tous les problèmes traités correspondent à une situation que nous avons eu à connaître dans la vie des entreprises.

LAMY FISCAL

Toute la fiscalité en vigueur présentée d'une façon claire, synthétique et complète.

LAMY SOCIÉTÉS

Conseille et éclaire dirigeants et praticiens sur un droit complexe, changeant, souvent répressif.

LAMY TRANSPORT

Pratique et complet, regroupe toute la documentation indispensable à l'usager comme au professionnel.

Actualisation permanente entre 2 éditions annuelles

Lamy S.A.



155, rue Legendre - 75850 Paris Cedex 17.

Tél. 627.28.90

S.A. au capital de 300.000 F

R.C. Paris 8 305 254 161 - CCP PARIS n° 20581 114.

Je désire recevoir une information complète sur le :

☐ LAMY SOCIAL☐ LAMY SOCIÉTÉS☐ LAMY FISCAL☐ LAMY TRANSPORT

M.

Fonction

Société

Adresse

Téléphone

Ville

Faites parvenir ce coupon-réponse à :

LAMY S.A. 155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17

سكاي لايف

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : plusieurs dizaines de chrétiens ont été tués en représailles ou meurtre de Kamal Joublott.
3. ASIE
3. AMÉRIQUES
- 4 à 6. EUROPE
 - La contestation dans les pays de l'Est.
- 6-7. AFRIQUE
 - TUNISIE : les sirènes de la démocratie (III), par Daniel Junque.
- 8 à 13. POLITIQUE
 - TRIBUNES DU 20 MARS :
 - « Un contrat vital », par M. Roussel ; « Libéralisme et bonapartisme », par A. du Bouchet.
14. JUSTICE
 - Jean-Charles Willaquet devant le cœur d'assises de Paris.
- 14-15. EDUCATION
 - Quand Paris disposera-t-il de son université régionale de musique ?
16. D'UNE REGION A L'AUTRE
16. EQUIPEMENT

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
PAGES 17 A 27

- Questions d'aujourd'hui : la troisième âge et la recherche du temps perdu.
- Plaisirs de la table : Gourmands 77.
- Cinéma d'été : Acadia Air Line, mode, maison, jeux, philatélie.

29. SPORTS
 - CYCLISME : l'arrivée de Paris-Nice.
- 30 à 33. ARTS ET SPECTACLES
 - MUSIQUE : la Vierge au cello ; une nouvelle Vie de Bohème à Strasbourg.
34. AERONAUTIQUE
 - Fokker effect ses F-28 à Air France et à Air Inter.
34. RELIGION
 - Le Conseil permanent de l'épiscopat.
- 38 à 42. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - LIBRES OPINIONS : « La publicité responsable », par R. Puel de Lobl.
 - Une politique vivante pour l'emploi (II), par Christian Beaulieu.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (33 et 36) : Aujourd'hui (29) ; Carnet (34) ; Journaux officiels (29) ; Lettres (29) ; Météorologie (29) ; Mots croisés (29) ; Bourse (32).

Le numéro du « Monde » daté 18 mars 1977 a été tiré à 574 593 exemplaires.

1953/1977
24^e ANNIVERSAIRE
LA PLUS BELLE COLLECTION DE TISSUS « COUTURE » ET TOUTES LES SEQUISANTES INOUEVALES
PRINTEMPS-ETE 1977
• coloris suisses imprimés
• impressions soies évolutives
• lamages et nœuds
• jerseys imprimés
• dessins exotiques, folkloriques, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

Librairie DELAMAIN
155, rue Saint-Hippolyte 75001 PARIS

Sur simple demande, envoi gratuit de notre bulletin « Les Livres du Mois »

A B C D E F G

DEUX NOUVEAUX TEXTES PUBLIÉS A MADRID

L'amnistie pourrait s'appliquer à certains détenus condamnés pour « actions terroristes »

Madrid (A.F.P., Reuters). — Deux séries de décrets ont été publiées jeudi 17 mars et vendredi 18 au journal officiel espagnol. Ils élargissent les uns et les autres les mesures d'amnistie en faveur des prisonniers politiques, basques notamment.

Le décret publié le 17 mars sous le titre « Mesures de grâce » étend le champ d'application de l'amnistie proclamée par le roi en juillet 1976. Sont concernés par le nouveau texte les opposants politiques condamnés pour avoir mis en danger la vie d'autres personnes ou la sécurité de l'Etat. Dans les milieux judiciaires on estime que vont pouvoir ainsi être relâchés de nombreux Basques emprisonnés pour avoir été trouvés en possession d'armes à feu ou d'explosifs ou même pour avoir été impliqués dans des « actions terroristes ».

Sous le titre « Indulto general », un autre décret publié ce vendredi 18 mars étend en effet les mesures d'amnistie aux prisonniers ayant participé à des « actions terroristes ». Des informations recueillies dans les milieux proches du gouvernement indiquent cependant que seront écartés de l'amnistie ceux qui sont personnellement responsables de crimes de sang.

Deux cents prisonniers politiques sont encore détenus en Espagne, et plus de la moitié d'entre eux sont des Basques. Les autorités judiciaires vont maintenant examiner tous les dossiers cas par cas, et les premiers libérés n'interviendront sans doute par avant deux semaines. M. Juan Maria Bandres, un avocat ayant défendu de nombreux membres de l'organisation basque ETA, a déclaré que cette nouvelle amnistie ne soit pas totale. Les mesures publiées jeudi et vendredi ont été mises au point la semaine dernière par le conseil des ministres, en grande partie pour désamorcer la tension au Pays basque.

Ces nouveaux textes sont d'ailleurs accompagnés d'un décret créant des « juntas generales » dans les provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa, afin d'associer davantage la population à l'administration de ces régions. Les « juntas » seront composées de représentants de conseils municipaux. Elles se réuniront au moins une fois par an, pour approuver le budget provincial et décider des grandes lignes de la politique régionale. Elles auront également un conseil provincial, qui sera responsable de l'administration.

Un troisième décret publié le 17 mars étend la liste des demandes des Catalans pour une plus grande autonomie de leur province.

Le texte prévoit la création d'un Conseil général de la Catalogne qui mettra au point un statut d'autonomie pour la région. Ce statut devra être approuvé par le Parlement espagnol. Le Conseil sera composé de sénateurs et de députés catalans élus lors des prochaines élections législatives ainsi que de représentants des conseils municipaux. Neuf partis politiques de l'opposition des catalans aux élections municipales de novembre 1976 et de cette nouvelle extension de l'amnistie.

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, est arrivé le 17 mars à Paris pour se rendre au chevet de son frère gravement malade. M. Carrillo a obtenu pour ce fait, du gouvernement espagnol un passeport valable dix jours. S'agit-il du premier voyage à l'étranger de M. Carrillo depuis qu'il est sorti de la clandestinité en novembre 1976 et qu'il est rentré en Espagne en février 1977.

M. Brewster, président de l'université Yale est nommé ambassadeur des États-Unis à Londres

Le président Carter a nommé le président de l'université de Yale, M. Kingman Brewster, ambassadeur des États-Unis à Londres. Il succède à Mme Anne Armstrong, nommée par le président Ford, et qui, après avoir, selon l'usage, remis sa démission au nouveau président, a quitté la capitale britannique.

Né en juin 1917, M. Brewster, qui descend d'une vieille famille de la Nouvelle-Angleterre, a derrière lui une carrière aussi variée que bien remplie. Ses études à Yale et à Harvard ont été interrompues par une participation courageuse à la guerre civile espagnole, puis à la guerre mondiale, où il a servi comme pilote de l'aéronavale, puis officier sous-marinier. Spécialisé dans le droit commercial international, il a assisté M. Milton Katz aux débuts du plan Marshall. Il y prend le goût du service public et assumera au cours des années cinquante, des fonctions temporaires qui lui confieront la Maison Blanche.

Mais, jusqu'à ce jour, c'est dans le domaine universitaire que s'est d'abord imposée sa forte personnalité. De 1950 à 1961, il enseigne à l'école de droit de Harvard. Cette même année, Yale lui propose la chaire de « droit », second personnage de la hiérarchie académique. Il accepte et se retrouve deux ans plus tard président de cette prestigieuse université. Lourde responsabilité, qui dépasse le simple magistère académique : il s'agit de « faire marcher la baraque », d'assurer ses ressources financières, de maintenir son niveau, d'arbitrer les multiples conflits internes qui sont le quotidien de ce petit monde clos qu'est le campus.

Kingman Brewster réussit là où nombre de ses pairs échouent. Yale n'est pas épargné par les troubles étudiants des années 60, mais son président se révèle un excellent médiateur, compréhensif à l'égard de certaines revendications. Il ferme envers les extrémistes. Quoique homme de juste milieu, il attire sur son « libéralisme » les foudres sarcastiques du vice-président américain, qui se convertit bientôt de déshonneur. En 1970 — geste inhabituel pour un président d'université, dont le mandat n'est pas limité dans le temps — il remet sa démission au conseil d'administration, auquel il veut rendre compte de sa gestion. Celle-ci est largement positive. M. Brewster est reconduit dans ses fonctions. L'ajoute fait assez de bruit à l'époque pour que Newsweek consacre sa première page du 15 juin 1970 à celui qui surnomme, en jouant sur son prénom, « The King ». Un roi à la cour de Sa Gracieuse Majesté ne saurait qu'y être à sa place.

REVENUS ÉLEVÉS
Trimestriels ou annuels
de **8,60 à 12,20%**
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
25, bd d'Italie 601 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LEM 7
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



En Tunisie

PLUSIEURS ANCIENS COLLABORATEURS DE M. BEN SALAH AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

(De notre correspondant.)

Tunis. — La police tunisienne aurait arrêté, au cours de ces dernières quarante-huit heures, plusieurs personnes qui seraient soupçonnées d'avoir participé à des distributions de tracts du Mouvement de l'unité populaire, redonnant les idées socialistes de l'ancien ministre de l'économie, M. Ahmed Ben Salah, et critiquant la politique actuelle de la Tunisie.

Parmi celles-ci figureraient M. Ibrahim Haydar, ancien chef de cabinet de M. Ben Salah, ancien directeur adjoint du parti socialiste destourien et ancien collaborateur à Belgrade ; M. Tahar Kacem, ancien président de l'Union des coopératives, et M. Tjani Harba, ancien haut fonctionnaire de l'agriculture. M. Haydar et Kacem avaient comparu au même temps que M. Ben Salah devant la Haute Cour de justice en mai 1976. Le premier avait été acquitté, le second condamné à cinq ans de prison.

Ces arrestations, dont on ignore le nombre exact, font suite à celles de M. Monir Kachach, professeur à l'École normale supérieure de Tunis (« le Monde » du 15 mars) et d'un autre membre du corps enseignant, M. Mohamed Daud. Les services officiels observent pour le moment un mutisme total sur cette affaire. (Intérieur.)

(D'une communication diffusée à Paris, le Mouvement de l'unité populaire confirme que trois arrestations ont été opérées à Tunis : celle de M. Monir Kachach, professeur de droit à l'École normale supérieure de Tunis (« le Monde » du 15 mars) et d'un autre membre du corps enseignant, M. Mohamed Daud. Les services officiels observent pour le moment un mutisme total sur cette affaire. (Intérieur.)

L'OR A 150 DOLLARS L'ONCE

Le cours de l'once d'or a monté de quelques points sur le marché libre de Londres, atteignant 150,25 dollars pour la première fois depuis dix-huit mois. Il était tombé à 143 dollars fin août 1976, sous l'effet des spéculations du Fonds monétaire international, après avoir été 200 dollars fin 1974, à la veille de l'ouverture d'un marché libre aux États-Unis.

Les achats actuels, dont beaucoup émanent du Proche-Orient et de l'Europe, ont permis de ramener le cours à un niveau plus élevé, parallèle avec la forte hausse de certaines matières premières (café, cacao, étain, plomb) et traduisent l'intérêt renouvelé que les détenteurs de capitaux attachent au métal jaune, dont les perspectives de hausse sont jugées intéressantes à moyen terme.

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec **nouvelles frontières**

DECOUVERTE INDIVIDUELLE	
Départ de Paris	
NEW YORK	1 450 F
DELHI	1 900 F
BOMBAY	2 050 F
LOS ANGELES	2 680 F
Départ de Bruxelles	
LIMA	2 150 F
Départ de Luxembourg	
MEXICO	2 400 F
Aller - Retour	
NEW YORK	3 950 F

CIRCUITS ORGANISÉS

Decouverte du Nord-Yemen
du 15 mai au 20 mai
du 12 juin au 27 juin
3 350 F

Decouverte du Brésil
du 15 mai au 20 mai
du 12 juin au 27 juin
3 950 F

Renseignements et inscriptions à :
NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAVENTURE
63, av. Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél. : 328.12.14
34, rue Franklin, 69002 LYON
Tél. : 37.16.47
5, rue Billeray - 38000 GRENOBLE
Tél. : 87.16.53
63, rue Sainte - 13007 MARSEILLE
Tél. : 54.18.48
L.C. 793 A

ANGELA DAVIS A PARIS

De passage à Paris, Angela Davis a rencontré, mercredi 16 mars, un groupe de personnalités — dont M. Henri Nogues, président de la Ligue des droits de l'homme, et le professeur Alexandre Minkowski — auprès desquelles elle a évoqué la situation des prisonniers politiques aux États-Unis.

Qui connaît Ben Chavis ?

Elle ne ressemble plus à son image. Cette image d'un visage perdu sous le balaillon serré des cheveux « afro » qui, placardée dans les rues, à Harlem, sur les murs de Paris à Berlin, fit d'elle un temps le symbole de la lutte émancipatrice des Noirs américains. Cheveux courts, bijoux stylés, l'ange d'aujourd'hui échappe au poster d'hier, s'éloigne du mythe qu'une longue campagne a fini par créer autour d'elle. Elle est plus, ne peut plus être qu'Angela Davis, communiste américaine et dirigeante de « l'Alliance contre la répression raciste et politique ».

Elle est à Paris depuis une dizaine de jours, discrète jusqu'à la veille de son retour à New-York, où l'attend, ce vendredi soir, un meeting de « l'Alliance ». Venue travailler au montage et au commentaire du film que Jean-Daniel Simon a réalisé à partir de son « autobiographie », Angela Davis a tout de même voulu parler : pas d'elle, mais de ceux qui l'ont suivie dans les cellules des pénitenciers fédéraux. Dubord du révérend Ben Chavis, pasteur de vingt-neuf ans, leader du Mouvement des droits civiques en Caroline du Nord et condamné à trente-quatre ans de réclusion pour un crime dont il s'affirme innocent. On l'accuse d'avoir, en 1971, mis le feu à une épicerie et fait tuer sur des policiers.

C'était à Wilmington : Ben Chavis, à la pointe du combat pour l'intégration scolaire, a accueilli des étudiants noirs expulsés dans son église le 26-27 décembre. Le Ku Klux Klan, qui, la police et la garde nationale interviennent : le siège durera quatre jours. Un étudiant et un membre du Klan sont tués. Au procès, qui commence en juin 1972, un seul témoin à charge : un certain Allen Hall, repris de justice, qui, libéré depuis, s'est rétracté auprès d'un juge, avouant qu'il avait été circonvenu par le procureur et les officiers de police de Wilmington, en échange d'une libération plus rapide.

Une nouvelle affaire Angela Davis ? Peu probable : le jeune pasteur ne répond pas aux « canons » qui font d'un cas exemplaire à l'histoire, dont les médias s'emparent. Angela, c'était l'agrippée de philosophie, l'étudiante en Sorbonne, l'éclaireuse la plus brillante d'Herbert Marcuse. Ben Chavis est seulement pasteur, envoyé par l'Église unifiée du Christ pour enquêter sur le racisme en Caroline du Nord. Presque un anonyme, et pourtant...

« Il est là, dit Angela, seul dans une cellule, dans une des innombrables prisons de Caroline du Nord où croûte 1 % de la population masculine noire de l'État. Un État où les miliaires les plus bas attirent les monopoles. Un État où l'on a presque totalement détruit les syndicats, car, dans un syndicat, c'est un communiste, c'est un monstre. (...) Mais Angela Davis reste amie : « La situation est la meilleure aujourd'hui, après l'effort pour gagner le vote de Carter l'homme du Sud, a failli assaut de démagogie. Les Noirs, écrit Carter, c'était une violence une violence de classe. Mais, maintenant, le président est pris au piège de innombrables promesses : il d'autant plus vulnérable aux pressions de masse. Est-ce cette pression pour Angela et ses camarades commencent par une lutte de la semaine pour la liberté, car la répression, une lutte contre elle touche à l'ensemble des droits des travailleurs, qu'ils soient Noirs ou Blancs, victimes du même système de la crise du système. »

La liberté partira-t-elle ? Angela, tout à l'heure, dans les caméras d'Antenne 2, a eu un instant quand on lui a posé de Boukovitch, de Pouchou, de autres. D'un sourire hésitant, elle a répondu : « Un peu, soi-disant, collé — par habitude ou par réflexe ? — au mot de dent. Maintenant, dans cette arrière-salle d'un café proche d'étudiés, elle a été bien et de plus. Un peu plus : « J'ai mes idées sur ce qui se passe : Union soviétique... » Un silence. Il y a des étudiants et des étudiants. Certains sont même racistes comme Soljenitsyne, tellement réactionnaire que Gerald Ford même n'a pu soutenir le record. Et les autres : Une gêne, mais « Le socialisme ne se fait pas en un jour, il faut le temps d'émonter tous les vestiges laissés par le vieux monde. » Mais, tout même, les ouvriers polonais, Charlie 77, et ces partis communistes qui, en Europe, ont autrefois pris leurs distances ? Les Noirs ? En France, les Noirs, le P.C. est très fort, son influence très grande. Aux États-Unis, nous sommes encore faibles, et la campagne orchestrée sur les dissidents vise d'abord freiner notre développement. Angela Davis, à l'évidence, comprend mal, qu'on puisse insister encore sur le bien le mieux à parler d'autres. « Nous, les Noirs, nous avons ce, s'il y a un pays où l'on vaille systématiquement nos droits les plus élémentaires, c'est bien les États-Unis. J'ai du mal à faire passer un communiqué sur notre lutte entre deux publicités, au bas de la dernière page d'un quotidien, en faussant la moindre déclaration sur les dissidents, je ferai à coup sûr la « une » du New York Times. Mais je ne me laisserai pas manipuler par la presse américaine. Vous connaissez Boukovitch, Pouchou, Amalrik... Qui connaît Ben Chavis ? »

DOMINIQUE POUCHIN.

Old England
a choisi pour vous...

An masculin
Imperméable réversible pied-de-poule, prince de galles 700 F
Costume flanelle grise, pure laine peignée 1200 F
Veste sport, grand choix de tweeds ... 660 F
Pantalon de flanelle grise, pure laine peignée 320 F
Pull-over décollé en V, 100 % cashmere, 2 fils 285 F

Old England
12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

Pour les grandes tailles la nouvelle collection AUTEUIL
MODELES EXCLUSIFS
TAILLES 44 A 50
41, RUE LA FAYETTE - PARIS
99, RUE DE PARIS - PARIS

هكمان النحل